WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN
LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR D'ARBITRAGE

F. 98 — 3035 [C − 98/21418]

Arrêt n° 107/98 du 21 octobre 1998

Numéros du rôle : 1182, 1183, 1184 et 1185

En cause : les recours en annulation de l'article 353*bis* du Code judiciaire tel qu'il a été remplacé par l'article 84 de la loi du 17 février 1997 modifiant certaines dispositions du Code judiciaire en ce qui concerne le personnel des greffes et des parquets, introduits par C. Servaes et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges H. Boel, L. François, P. Martens, J. Delruelle, G. De Baets, E. Cerexhe, H. Coremans, A. Arts, R. Henneuse et M. Bossuyt, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours*

Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste les 28 et 29 octobre 1997 et parvenues au greffe les 29 et 30 octobre 1997, quatre recours en annulation ont été introduits contre l'article 353*bis* du Code judiciaire, tel qu'il a été remplacé par l'article 84 de la loi du 17 février 1997 modifiant certaines dispositions du Code judiciaire en ce qui concerne le personnel des greffes et des parquets (publiée au *Moniteur belge* du 30 avril 1997, deuxième édition), respectivement par C. Servaes, demeurant à 4451 Voroux-lez-Liers, chaussée de Tongres 89, A. Pépin, demeurant à 7387 Honnelles, Le Moulin d'Angre 3, P. Oter, demeurant à 4280 Hannut, rue de la Vallée 24, et F. Calcus, demeurant à 7950 Chièvres, Grand-Rue 81.

II. *La procédure*

Par ordonnances des 29 et 30 octobre 1997, le président en exercice a désigné les juges des sièges conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 19 novembre 1997, la Cour a joint les affaires.

Les recours ont été notifiés conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 25 novembre 1997; l'ordonnance de jonction a été notifiée aux parties par les mêmes lettres.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 29 novembre 1997.

Le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire dans chacune des affaires, par lettres recommandées à la poste le 9 janvier 1998.

Ces mémoires ont été notifiés conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 22 janvier 1998.

Des mémoires en réponse ont été introduits par :

— F. Calcus, par lettre recommandée à la poste le 19 février 1998;

— C. Servaes, par lettre recommandée à la poste le 20 février 1998;

— A. Pépin, par lettre recommandée à la poste le 26 février 1998;

— P. Oter, par lettre recommandée à la poste le 26 février 1998.

Par ordonnance du 25 mars 1998, la Cour a prorogé jusqu'au 28 octobre 1998 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 27 mai 1998, le président M. Melchior a soumis les affaires à la Cour réunie en séance plénière.

Par ordonnance du même jour, la Cour a déclaré les affaires en état et fixé l'audience au 24 juin 1998, après avoir invité les parties à répondre dans un mémoire complémentaire à introduire le 19 juin 1998 au plus tard à la question suivante :

« En référence au quatrième moyen invoqué par Mme C. Servaes, les mandats résultant de désignations motivées par l'appartenance politique des intéressés, notamment au sein d'intercommunales ou d'organismes culturels visés par la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, sont-ils visés par les notions de 'mandat public conféré par élection' ou de 'fonction ou charge publique rémunérée, d'ordre politique ou administratif' contenues à l'article 293 du Code judiciaire, auquel la disposition attaquée de l'article 353*bis* inséré par l'article 84 de la loi du 17 février 1997 renvoie ? ».

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 28 mai 1998.

Des mémoires complémentaires ont été introduits par :

— A. Pépin, par lettre recommandée à la poste le 18 juin 1998;

— C. Servaes, par lettre recommandée à la poste le 19 juin 1998;

— le Conseil des ministres, par lettre recommandée à la poste le 19 juin 1998.

A l'audience publique du 24 juin 1998 :

— ont comparu :

. Me X. Drion *loco* Me X. Ghuysen, avocats au barreau de Liège, pour C. Servaes;

. A. Pépin, en personne;

. Me R. Ergec *loco* Me P. Peeters, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

— les juges-rapporteurs P. Martens et G. De Baets ont fait rapport;

— les parties précitées ont été entendues;

— les affaires ont été mises en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *Les éléments de droit - la loi attaquée*

1. Les articles 292 à 304 du Code judiciaire énoncent un certain nombre d'incompatibilités applicables aux fonctions de l'Ordre judiciaire, aux membres des cours, tribunaux, parquets et greffes, ainsi qu'aux juges suppléants. Postérieurement à l'adoption de la loi attaquée, ces incompatibilités ont été étendues aux référendaires près la Cour de cassation et aux conseillers suppléants à la cour d'appel.

L'article 293 du Code judiciaire dispose :

« Les fonctions de l'Ordre judiciaire sont incompatibles avec l'exercice d'un mandat public conféré par élection, avec toute fonction ou charge publique rémunérée, d'ordre politique ou administratif, avec les charges de notaire ou d'huissier de justice, avec la profession d'avocat, avec l'état militaire et avec l'état ecclésiastique.

Ces fonctions sont également incompatibles, lorsqu'elles sont exercées dans une juridiction du travail, avec toute fonction dans une organisation représentative de travailleurs salariés, de travailleurs indépendants ou d'employeurs ou dans un organisme qui participe à l'exécution de la législation en matière de sécurité sociale.

La règle énoncée à l'alinéa 2 n'est pas applicable aux fonctions exercées dans les organisations qui y sont prévues lorsque celles-ci ont exclusivement trait aux intérêts des personnes qui exercent des fonctions judiciaires. »

L'article 4 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, qui contient des dispositions transitoires, prévoit notamment les disposition suivantes :

Art. 9 : « L'application de la loi contenant le Code judiciaire ne peut porter atteinte aux traitements, majorations et suppléments de traitement et pensions des membres des cours et tribunaux, greffiers et personnel des greffes et des parquets en fonction. »

Art. 37 : « Les articles 293 et 300 du Code judiciaire ne sont pas applicables aux membres des cours, tribunaux, parquets et greffes, y compris les juges et conseillers sociaux assesseurs et les juges consulaires assesseurs qui, lors de l'entrée en vigueur dudit code, exercent un mandat public conféré par élection. »

L'article 354 du Code judiciaire, tel qu'il a été modifié par l'article 23 de la loi du 15 juillet 1970, disposait en son alinéa 1er :

« Le Roi détermine la prestation de serment, les incompatibilités, les délégations, empêchements et remplacements, les absences, congés et vacances des secrétaires, secrétaires adjoints, commis-secrétaires des parquets et traducteurs, ainsi que des rédacteurs, employés et messagers de greffe et de parquet et des attachés au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation. »

2. En exécution de l'article 354 du Code judiciaire, l'article 52 de l'arrêté royal du 30 mai 1970 relatif au statut des greffiers de l'Ordre judiciaire, du personnel des greffes de l'Ordre judiciaire, du personnel des greffes des Cours et tribunaux et du personnel des parquets dispose :

« Outre les incompatibilités établies par les dispositions des articles 297, 298 et 299 du Code judiciaire, les secrétaires, secrétaires adjoints, commis-secrétaires et traducteurs de parquet, rédacteurs, employés et messagers de greffe et de parquet ne peuvent :

1° exercer les fonctions que l'article 293 du Code judiciaire déclare incompatibles avec celles de l'Ordre judiciaire;

2° soit personnellement, soit par personne interposée, être agent d'assurances. »

3. Plusieurs arrêts du Conseil d'Etat ont déclaré cet article 52 illégal. Selon l'arrêt Pépin (n° 53.318, 17 mai 1995, *J.T.*, 1995, p. 810), cette illégalité se fonde sur la motivation suivante :

« En permettant au Roi de déterminer les incompatibilités applicables notamment aux secrétaires des parquets, l'article 354 du Code judiciaire n'a pu Lui conférer un pouvoir que les articles 8 et 162 de la Constitution réservent à la loi elle-même ».

4. La loi du 26 mars 1996 portant insertion d'un article 353*bis* au Code judiciaire et modification de l'article 354 du même Code (*Moniteur belge*, 23 juillet 1996) contient les dispositions suivantes :

« Article 1er. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. Un article 353*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre VIII du titre II du livre II du Code judiciaire :

'Art. 353*bis*. Les règles d'incompatibilité déterminées à l'article 293 sont applicables au personnel des greffes et des parquets, aux attachés au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation ainsi qu'aux membres du personnel titulaires d'un grade de qualification particulière, créé par le Roi, conformément à l'article 185.'

Art. 3. A l'article 354 du même Code, les mots 'les incompatibilités' sont supprimés.

Art. 4. Disposition transitoire.

Les membres du personnel visés à l'article 353*bis* du Code judiciaire qui exercent actuellement un mandat public conféré par élection sont autorisés à terminer ce mandat jusqu'aux prochaines élections.

Cette disposition est également applicable à leurs suppléants.

Art. 5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. »

5. A. Pépin a introduit un recours en annulation de cette loi devant la Cour, inscrit au rôle sous le numéro 1036.

6. Postérieurement à l'introduction du recours, l'article 353*bis* du Code judiciaire a été remplacé par l'article 84 de la loi du 17 février 1997 modifiant certaines dispositions du Code judiciaire en ce qui concerne le personnel des greffes et des parquets, (*Moniteur belge*, 30 avril 1997, deuxième édition, errata, *Moniteur belge*, 6 mai 1997), dans les termes suivants :

« L'article 353*bis* du même Code est remplacé par les dispositions suivantes :

'Art. 353*bis*. Les règles d'incompatibilité déterminées à l'article 293 sont applicables aux conseillers en médiation et aux assistants de médiation, aux membres du secrétariat du parquet, au personnel des greffes et des secrétariats des parquets, aux attachés au service de la documentation et de la concordance des textes auprès de la Cour de cassation ainsi qu'aux membres du personnel titulaires d'un grade de qualification particulière, créé par le Roi, conformément à l'article 185, alinéa 1er.'»

L'article 84 entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel la loi a été publiée, soit le 1er juillet 1997 (article 97 de la loi du 17 février 1997 précitée).

C'est cet article 84 de la loi du 17 février 1997 qui fait l'objet des présents recours en annulation.

L'article 85 de la même loi remplace par un texte nouveau l'article 354, alinéas 1er et 2, du Code judiciaire, tel qu'il avait été adapté par l'article 3 de la loi du 26 mars 1996. La nouvelle disposition confirme que le Roi n'est plus habilité à déterminer les incompatibilités du personnel visé.

7. A la suite de l'adoption de cette loi du 17 février 1997, A. Pépin se désista de son précédent recours, portant le numéro 1036 du rôle. Par son arrêt n° 57/97, du 9 octobre 1997, la Cour a décrété le désistement.

VI. *En droit*

— *A* —

La recevabilité

A.1.1. C. Servaes, requérante dans l'affaire portant le numéro 1182 du rôle, exerce les fonctions d'employée à titre provisoire à l'auditorat général près la Cour du travail de Liège. Elle est conseillère communale, échevin et bourgmestre faisant fonction de la commune de Juprelle.

A. Pépin, requérant dans l'affaire portant le numéro 1183 du rôle, exerce les fonctions de secrétaire en chef du parquet près le Tribunal de première instance de Mons. Membre du conseil de l'aide sociale depuis le 16 octobre 1984, il est actuellement conseiller communal à Honnelles.

P. Oter, requérant dans l'affaire portant le numéro 1184 du rôle, exerce les fonctions de secrétaire-adjoint au parquet près le Tribunal de première instance de Liège. Il est membre du conseil de l'aide sociale de Hannut.

F. Calcus, requérant dans l'affaire portant le numéro 1185 du rôle, exerce les fonctions d'employé sous contrat au greffe du Tribunal de première instance de Mons. Il est membre du conseil de l'aide sociale de Chièvres.

Les requérants fondent leur intérêt sur la circonstance qu'en raison de l'incompatibilité instaurée par la disposition attaquée, ils se verraient privés de la possibilité de prétendre à un nouveau mandat lors d'une élection ultérieure au sein d'un conseil communal ou d'un conseil de l'aide sociale.

A.1.2.1. Selon le Conseil des ministres, les requérants n'auraient aucun intérêt à demander l'annulation de la disposition attaquée, qui aurait pour conséquence de faire renaître l'article 353*bis* du Code judiciaire dans sa version antérieure.

A.1.2.2. Le Conseil des ministres soutient aussi que les requérants n'ont intérêt à l'annulation de la loi attaquée qu'en tant qu'elle instaure une incompatibilité entre leurs fonctions et l'exercice d'un mandat de conseiller communal ou de membre d'un conseil de l'aide sociale.

A.1.3. En réplique, les requérants invoquent la jurisprudence de la Cour (arrêt n° 11/86) selon laquelle l'intérêt d'un requérant n'est pas énervé par la circonstance selon laquelle une annulation ferait revivre une norme précédente. Le législateur serait tenu de tenir compte des motifs de l'arrêt d'annulation. C'est en sa qualité de Belge que l'un des requérant agit, le droit fondamental à l'éligibilité étant ici en cause.

L'arrêt d'annulation pourrait avoir pour portée de se limiter à l'article 353*bis* du Code judiciaire, mais laisserait intacte la loi attaquée en tant qu'elle abroge implicitement la disposition antérieure (en ce sens : Conseil d'Etat, Picard, 29 janvier 1993, n° 41.825).

Premier moyen (premier moyen invoqué par C. Servaes, A. Pépin et F. Calcus)

A.2.1. Le premier moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution mis en relation avec l'article 23 de la Constitution, en tant qu'il garantit le droit de consultation et de négociation collective, et l'article 8.3 du Pacte international du 19 décembre 1966 relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

Aux termes de l'arrêté royal du 29 août 1985, les incompatibilités sont des réglementations de base soumises à la négociation prévue par la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats relevant de ces autorités, le personnel des greffes et des parquets étant visés, à la différence des membres de l'Ordre judiciaire, par cette législation.

En ce que la loi attaquée n'a pas été soumise à la négociation syndicale, elle crée une discrimination entre les destinataires d'une loi qui, devant être soumise à la concertation syndicale, ne l'a pas été et ceux vis-à-vis desquels une pareille formalité a été observée.

A.2.2. Le Conseil des ministres, sans contester l'absence de négociation syndicale, répond que cette formalité n'est pas énoncée parmi celles qui, aux termes de l'article 124*bis* de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, relèvent de la compétence de la Cour (arrêt n° 45/92).

A.2.3. Il est répliqué à cette argumentation que l'arrêt n° 45/92 a été rendu antérieurement au 31 janvier 1994, date d'adoption de l'article 23 de la Constitution, et qu'il rejetait un moyen pris de l'absence de consultation syndicale au motif qu'il s'agissait d'une exigence portée par une loi non encore en vigueur.

En outre, c'est le principe d'égalité qui est ici invoqué, et non le non-respect d'une règle de procédure. L'article 23 nouveau de la Constitution interdit au législateur de rétrograder quant à cette obligation de concertation syndicale.

Deuxième moyen (deuxième moyen invoqué par C. Servaes, A. Pépin et F. Calcus et premier moyen invoqué par P. Oter)

A.3.1. Le deuxième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec l'article 8 de la Constitution et l'article 25 du Pacte international du 19 décembre 1966 relatif aux droits civils et politiques, aucune justification n'étant donnée à la restriction apportée par la disposition attaquée au droit de prendre part à la direction des affaires publiques. Il n'existe aucun rapport de proportionnalité entre l'objectif poursuivi par la disposition attaquée de renforcer la confiance à l'égard de la Justice et l'incompatibilité générale instaurée, celle-ci frappant en outre des personnes n'appartenant pas à l'Ordre judiciaire, mais au personnel administratif.

A.3.2. La mesure attaquée, selon le Conseil des ministres, vise à assurer une confiance dans la neutralité et l'objectivité des personnes qui exercent les fonctions visées et à tenir compte du fait qu'il est difficile pour le justiciable de distinguer entre le personnel administratif et les membres de l'Ordre judiciaire. Elle tend aussi à écarter toute mesure susceptible de nuire aux efforts consentis pour résorber l'arriéré judiciaire. Elle traite d'ailleurs le personnel concerné de la même manière que celui du greffe du Conseil d'Etat et le personnel administratif de la Cour d'arbitrage (art. 110 des lois coordonnnées sur le Conseil d'Etat; art. 48 de la loi spéciale du 6 janvier 1989).

A.3.3. Le statut des membres du personnel du Conseil d'Etat et de la Cour d'arbitrage ne peut porter préjudice à la requérante, selon C. Servaes. La possibilité de contester ces dispositions législatives est trop récente pour permettre d'en tirer des conclusions. A. Pépin attire l'attention sur le fait que le statut de ce personnel autorise des dérogations, conformément au statut général de la fonction publique qui leur est applicable, et que l'Etat a souscrit à une obligation de *standstill* en ratifiant le Pacte relatif aux droits civils et politiques. Il indique aussi que de nombreux parlementaires se sont opposés à la loi attaquée au motif qu'elle comporte des atteintes excessives à l'exercice des droits politiques.

Troisième moyen (troisième moyen invoqué par C. Servaes et deuxième moyen invoqué par P. Oter)

A.4.1. Le troisième moyen, pris de la violation des article 10 et 11 de la Constitution, reproche à la loi attaquée de traiter différemment les titulaires des fonctions administratives visées, représentés par le ministre de la Justice, des titulaires de mêmes fonctions administratives, mais représentés par tout autre ministre. Il n'y a pas de justification à traiter ainsi différemment ces deux catégories de membres de la fonction publique fédérale. Les personnes visées, accomplissant des tâches administratives, ne peuvent mettre en péril l'impartialité des membres de l'Ordre judiciaire, auxquels on ne peut les assimiler.

A.4.2. Le Conseil des ministres se réfère à sa réponse au deuxième moyen en ce qui concerne la justification de la mesure prise.

Quatrième moyen (quatrième moyen invoqué par C. Servaes)

A.5.1. Le quatrième moyen, pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, fait grief à la loi attaquée de discriminer les titulaires des emplois visés selon qu'ils exercent un mandat public conféré ou non par élection. Des mandats conférés par désignation, comme ceux qui sont exercés au sein des intercommunales ou dans les organismes visés par la loi dite du Pacte culturel, sont, comme les mandats électoraux, identifiés politiquement, mais ils ne sont pas soumis à l'incompatibilité critiquée.

A.5.2. Le Conseil des ministres observe que les membres des intercommunales sont également visés par la disposition attaquée, étant nécessairement membres d'un conseil communal ou d'un conseil de l'aide sociale, ce que conteste C. Servaes. En outre, seuls les mandats conférés par élection ont un caractère politique.

Cinquième moyen (troisième moyen invoqué par A. Pépin)

A.6.1. Le requérant invoque un cinquième moyen pris de la violation de l'article 9 des dispositions transitoires prévues à l'article 4 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, selon lequel le législateur n'a jamais eu l'intention de frapper d'inéligibilité le personnel administratif des greffes et des parquets et ajoute que, selon l'article 9 précité, des dispositions transitoires ont même permis aux membres de l'Ordre judiciaire concernés de continuer à exercer un mandat public conféré par élection. De même, l'article 9 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale et la nouvelle loi communale n'ont pas prévu de régime aussi rigoureux que celui instauré par la loi attaquée. Celle-ci peut conduire le requérant à devoir abandonner ses fonctions publiques; cette situation, par la privation d'avantages pécuniaires qu'elle comporterait, violerait l'article 6 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, garantissant le droit au travail. Le requérant se trouve ainsi contraint de choisir entre l'exercice de ses droits patrimoniaux acquis et l'exercice de ses droits politiques.

A.6.2. Selon le Conseil des ministres, le moyen ne relève pas de la compétence de la Cour.

Quant au fond, les articles 10 et 11 de la Constitution ne requièrent pas qu'une disposition transitoire maintienne inchangée une situation antérieure ni que le législateur ne puisse revenir sur ses objectifs pour en poursuivre d'autres. Dès l'arrêté royal du 30 mai 1970, l'incompatibilité critiquée était prévue, même si elle avait été instaurée par une autorité incompétente. La mesure transitoire permettant aux titulaires des fonctions publiques visées de poursuivre leur mandat jusqu'aux prochaines élections, qui se justifie par la nécessité de respecter le choix des électeurs, résulte, non de la loi attaquée, mais de la loi du 26 mars 1996. Prévoir une disposition transitoire plus ample serait injuste à l'égard des titulaires de fonctions au sein des greffes et des secrétariats de parquet qui ont, quant à eux, respecté les incompatibilités prévues par l'article 52 de l'arrêté royal du 30 mai 1970. Si l'absence de disposition transitoire est déclarée discriminatoire, le principe de l'incompatibilité elle-même n'en serait pas affecté.

En outre, la disposition transitoire de la loi du 10 octobre 1967 ne lie pas le législateur ultérieur. En tout état de cause, la disposition transitoire de 1967 visait la sauvegarde, notamment, du statut pécuniaire des intéressés, qui peut être modifié ultérieurement et qui, en toute hypothèse, n'est pas en cause dans la loi attaquée dans la présente affaire. Il n'y a donc pas atteinte au droit au travail.

Sixième moyen (quatrième moyen invoqué par A. Pépin)

A.7.1. Le requérant invoque un sixième moyen pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, en ce qu'il s'est vu privé du droit de faire trancher par la Cour le recours en annulation qu'il avait dirigé contre la loi du 26 mars 1996, étant ainsi privé par le pouvoir exécutif d'une garantie juridictionnelle essentielle. La loi attaquée, qui reprend pour les membres des secrétariats des parquets le texte de la loi du 26 mars 1996, a en effet été sanctionnée, le 17 février 1997, après la notification au Conseil des ministres, le 5 février 1997, de ce recours en annulation. L'adoption de la nouvelle loi a conduit le requérant à se désister de son recours.

A.7.2. Le Conseil des ministres indique que c'est le requérant lui-même qui s'est désisté de son recours précédent. Ce n'est pas une initiative du pouvoir exécutif qui est à l'origine de l'arrêt constatant ce désistement. En outre, le requérant a pu déposer un recours en annulation de la loi attaquée dans la présente cause.

A.7.3. Le requérant réplique que son désistement n'a fait qu'anticiper un arrêt d'irrecevabilité due à un défaut d'objet, provoqué par la loi nouvelle ici attaquée. Si l'action du pouvoir exécutif est ici critiquée, c'est en raison du rôle post-parlementaire qu'il a joué dans l'adoption de la loi nouvelle en soumettant le projet à la sanction royale.

— *B* —

Quant à la recevabilité

B.1.1. Selon le Conseil des ministres, les requérants n'auraient aucun intérêt à demander l'annulation de la disposition attaquée, qui aurait pour conséquence de faire renaître l'article 353*bis* du Code judiciaire dans sa version antérieure.

B.1.2. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme entreprise.

B.1.3. Lorsque, dans une législation nouvelle, le législateur reprend une disposition ancienne, cette circonstance, en principe, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être introduit contre la disposition reprise, dans les six mois de sa publication, puisque le législateur manifeste ainsi sa volonté de légiférer en la matière.

La circonstance que la disposition attaquée reproduit partiellement une disposition identique de la législation antérieure ne prive pas, en l'espèce, le requérant de son intérêt au recours.

La remise en vigueur de l'article 353*bis* ancien, qui serait la conséquence de l'annulation de l'article 353*bis* nouveau, fût-il, pour l'essentiel, identique à la disposition annulée, n'a pas d'incidence sur l'intérêt à l'annulation de la disposition attaquée.

En effet, si l'article 353*bis* ancien ne peut plus faire l'objet d'un recours en annulation, sa constitutionnalité pourrait encore être contestée en faisant l'objet d'une question préjudicielle.

B.2.1. Le Conseil des ministres soutient aussi que les requérants n'ont intérêt à l'annulation de la loi attaquée qu'en tant qu'elle instaure une incompatibilité entre leurs fonctions et l'exercice d'un mandat de conseiller communal ou de membre d'un conseil de l'aide sociale.

B.2.2. Les requérants, respectivement employée au parquet, secrétaire en chef de parquet, secrétaire-adjoint de parquet et employé de greffe, exercent des mandats publics conférés par élection. Ils justifient de l'intérêt requis pour demander l'annulation de la disposition attaquée dans la mesure où elle interdit aux catégories de personnes auxquelles ils appartiennent d'exercer en même temps un mandat public électif.

La Cour limite son examen aux incompatibilités qui concernent ces seules catégories de personnes.

Quant au premier moyen

B.3.1. Aux termes du premier moyen, l'omission, lors de l'élaboration de la loi attaquée, de la formalité substantielle que constitue la négociation syndicale, prévue par la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, crée, parmi les agents soumis à cette loi, une différence de traitement contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution, en ce que les agents soumis à la disposition attaquée n'ont pas bénéficié de la garantie que constituerait l'application de la loi de 1974 précitée.

B.3.2. La Cour est compétente pour contrôler la constitutionnalité de dispositions législatives, non quant à leur processus d'élaboration (sous réserve de l'article 124*bis* de la loi spéciale du 6 janvier 1989), mais seulement quant à leur contenu.

La Cour n'est pas compétente pour connaître du moyen.

Quant au deuxième moyen

B.4.1. Le deuxième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec l'article 8 de la Constitution et l'article 25 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, aucune justification n'étant donnée à la restriction, apportée par la disposition attaquée, au droit de prendre part à la direction des affaires publiques. Il n'existe, selon les requérants, aucun rapport de proportionnalité entre l'objectif poursuivi par la disposition attaquée de renforcer la confiance à l'égard de la Justice et l'incompatibilité générale instaurée, celle-ci frappant en outre des personnes n'appartenant pas à l'Ordre judiciaire, mais au personnel administratif.

B.4.2. Il ressort des travaux préparatoires de la loi du 26 mars 1996, qui a inséré la première version de l'article 353*bis* du Code judiciaire, que le législateur a entendu à la fois garantir la neutralité et l'objectivité des personnes qui participent à l'exercice des fonctions judiciaires, même celles qui ne relèvent pas de l'Ordre judiciaire, et écarter toute mesure susceptible de nuire aux efforts consentis pour résorber l'arriéré judiciaire (*Doc. parl.*, Chambre, 1995-1996, n° 234/1, pp. 2 et 4). Les travaux préparatoires de l'article 84 de la loi du 17 février 1997, qui a remplacé l'article 353*bis* par une nouvelle disposition en cause dans la présente affaire, n'indiquent pas que des objectifs différents aient été poursuivis.

B.4.3. Si le régime attaqué n'a pas pour objet les conditions d'exercice d'un mandat politique, il a cependant pour conséquence qu'il n'est pas possible d'exercer en même temps les fonctions qu'il vise, ce qui peut dissuader les titulaires de ces fonctions de postuler un mandat politique puisque l'exercice de ce mandat entraînerait la perte de leur emploi.

B.4.4. Si l'éligibilité est un droit fondamental dans une société démocratique, l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire sont également des exigences qui tiennent aux valeurs fondamentales de la démocratie. L'exercice d'un mandat politique électif impliquant que son titulaire s'engage publiquement en faveur de ses options politiques et cherche à s'attacher la confiance des électeurs, le législateur a pu raisonnablement considérer que des limitations au droit d'exercer un tel mandat étaient indispensables à l'exercice de fonctions judiciaires. Il a également pu estimer que, afin de garantir le fonctionnement impartial de la justice aux yeux d'un public qui peut être insuffisamment informé de la répartition des tâches au sein de l'institution judiciaire, les incompatibilités devaient s'étendre à tous ceux qui, fût-ce pour y accomplir des tâches administratives, travaillent au sein des greffes et des parquets.

B.4.5. Sans doute le législateur pourrait-il permettre des dérogations, ainsi qu'il l'a fait en faveur du personnel administratif du Conseil d'Etat et de la Cour d'arbitrage (article 110 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat; article 48 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage).

Mais la seule constatation qu'aucune dérogation n'est actuellement permise ne suffit pas à établir le caractère discriminatoire de la mesure critiquée.

B.4.6. Il est vrai qu'en permettant aux personnes atteintes par la disposition nouvelle de terminer leur mandat en cours mais non de se présenter aux prochaines élections, le législateur a prévu une mesure transitoire moins favorable que celles qui figurent à l'article 4 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire. Mais c'est au législateur qu'il appartient d'apprécier dans quelle mesure il convient de retarder l'application d'un régime nouveau d'incompatibilité afin de ménager une transition raisonnable avec le régime antérieur. La seule circonstance qu'il ait pris, en 1997, une mesure différente de celle qu'il avait adoptée en 1967, n'établit aucune discrimination.

Quant au troisième moyen

B.5.1. Le troisième moyen, pris de la violation des article 10 et 11 de la Constitution, reproche à la loi attaquée de traiter différemment les titulaires des fonctions administratives visées, qui dépendent du ministère de la Justice, des titulaires de mêmes fonctions administratives, mais qui dépendent d'autres ministères. Il n'y aurait pas de justification à traiter différemment ces deux catégories de membres de la fonction publique fédérale, les personnes visées, qui accomplissent des tâches administratives, ne pouvant mettre en péril l'impartialité des membres de l'Ordre judiciaire, auxquels on ne peut les assimiler.

B.5.2. Il existe entre les membres du personnel des greffes et du secrétariat des parquets, d'une part, et les autres agents de la fonction publique, d'autre part, une différence fondée sur des critères objectifs : les premiers participent, fût-ce indirectement, aux services liés au fonctionnement du ministère public ou des cours et tribunaux de l'Ordre judiciaire; les seconds n'y participent pas. Pour les motifs indiqués en B.4.4, cette différence justifie que seuls les premiers soient soumis aux incompatibilités critiquées.

Le moyen n'est pas fondé.

Quant au quatrième moyen

B.6.1. Le quatrième moyen, pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, fait grief à la loi attaquée de discriminer les titulaires des emplois visés selon qu'ils exercent un mandat public conféré ou non par élection. Des mandats conférés par désignation, comme ceux qui sont exercés au sein des intercommunales ou dans les organismes visés par la loi dite du Pacte culturel, sont, comme les mandats électoraux, identifiés politiquement, mais ils ne sont pas soumis à l'incompatibilité critiquée.

B.6.2. Il ressort de déclarations faites par le ministre de la Justice au cours des travaux préparatoires - et ce point de vue est confirmé dans le mémoire complémentaire du Conseil des ministres - que les incompatibilités critiquées visent les titulaires de mandats politiques conférés « par voie d'élection, qu'il s'agisse d'une élection directe (conseillers communaux), d'une élection indirecte (échevins, membres du conseil de l'aide sociale) ou d'une désignation (nomination comme bourgmestre) » (*Doc. parl.*, Chambre, 1995-1996, n° 234/4, p. 7).

Par contre, interrogé au sujet des désignations dans des intercommunales ou dans des organismes culturels, le ministre a répondu que l'interdiction n'était pas applicable à ces mandats « dérivés » (*Doc. parl.*, Sénat, 1995-1996, n° 1-245/2, pp. 5 et 6).

B.6.3. Lorsque le législateur apporte des limitations à l'exercice d'un droit fondamental, il ne peut le faire que dans la mesure indispensable à l'objectif qu'il poursuit.

Il n'est pas déraisonnable de considérer que l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire risquent d'être mises en péril, non par tous ceux qui exercent un mandat « identifié politiquement », mais par ceux qui exercent un mandat politique et qui se sont soumis au suffrage des électeurs.

En limitant les incompatibilités à cette catégorie de personnes, le législateur n'a pas pris une mesure discriminatoire.

Le moyen n'est pas fondé.

Quant au cinquième moyen

B.7.1. Le cinquième moyen est pris de la violation de l'article 9 des dispositions transitoires prévues à l'article 4 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, en ce que le législateur n'a jamais eu l'intention de frapper d'inéligibilité le personnel administratif des greffes et des parquets et que, selon l'article 9 précité, des dispositions transitoires ont même permis aux membres de l'Ordre judiciaire concernés de continuer à exercer un mandat public conféré par élection. De même, l'article 9 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale et la nouvelle loi communale n'ont pas prévu de régime aussi rigoureux que celui instauré par la loi attaquée. Celle-ci peut conduire le requérant à devoir abandonner ses fonctions publiques; cette situation, par la privation qu'elle comporterait d'avantages pécuniaires, violerait l'article 6 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, garantissant le droit au travail. Le requérant se trouve ainsi contraint de choisir entre l'exercice de ses droits patrimoniaux acquis et l'exercice de ses droits politiques.

B.7.2. Se fondant exclusivement sur la violation de normes qui ne sont pas de celles dont la Cour contrôle le respect, le moyen ne peut être accueilli.

Quant au sixième moyen

B.8.1. Le sixième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, en ce que le requérant A. Pépin n'a pas pu faire trancher par la Cour le recours en annulation qu'il avait dirigé contre la loi du 26 mars 1996, étant ainsi privé par le pouvoir exécutif d'une garantie juridictionnelle essentielle. Le requérant ajoute que la loi attaquée, qui reprend pour les membres des secrétariats des parquets le texte de la loi du 26 mars 1996, a en effet été sanctionnée, le 17 février 1997, après la notification au Conseil des ministres, le 5 février 1997, de ce recours en annulation. Le requérant affirme que l'adoption de la nouvelle loi l'a conduit à se désister de son recours.

B.8.2. La circonstance qu'une loi fait l'objet d'un recours en annulation ne prive pas le législateur de ses prérogatives constitutionnelles, même si, en les exerçant, il remplace une loi en discussion devant la Cour. L'adoption de pareille disposition législative nouvelle n'oblige pas un requérant à se désister du recours qu'il a introduit contre la loi ancienne et elle ne prive pas les institutions et les personnes visées à l'article 2 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage de leur droit d'introduire contre celle-ci un recours nouveau.

Le moyen n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

rejette les recours.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 21 octobre 1998.

Le greffier, Le président,
L. Potoms. M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 98 — 3035 [C − 98/21418]

Arrest nr. 107/98 van 21 oktober 1998

Rolnummers 1182, 1183, 1184 en 1185

In zake : de beroepen tot vernietiging van artikel 353*bis* van het Gerechtelijk Wetboek, zoals het werd vervangen door artikel 84 van de wet van 17 februari 1997 tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot het personeel van de griffies en parketten, ingesteld door C. Servaes en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters H. Boel, L. François, P. Martens, J. Delruelle, G. De Baets, E. Cerexhe, H. Coremans, A. Arts, R. Henneuse en M. Bossuyt, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de beroepen*

Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 28 en 29 oktober 1997 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 29 en 30 oktober 1997, zijn vier beroepen tot vernietiging ingesteld van artikel 353*bis* van het Gerechtelijk Wetboek, zoals het werd vervangen door artikel 84 van de wet van 17 februari 1997 tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot het personeel van de griffies en parketten (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 april 1997, tweede editie), door respectievelijk C. Servaes, wonende te 4451 Voroux-lez-Liers, chaussée de Tongres 89, A. Pépin, wonende te 7387 Honnelles, Le Moulin d'Angre 3, P. Oter, wonende te 4280 Hannuit, rue de la Vallée 24, en F. Calcus, wonende te 7950 Chièvres, Grand-Rue 81.

II. *De rechtspleging*

Bij beschikkingen van 29 en 30 oktober 1997 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetels aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 19 november 1997 heeft het Hof de zaken samengevoegd.

Van de beroepen is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 25 november 1997 ter post aangetekende brieven; bij dezelfde brieven is aan de partijen kennisgegeven van de beschikking tot samenvoeging.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 29 november 1997.

De Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend in ieder van de zaken bij op 9 januari 1998 ter post aangetekende brieven.

Van die memories is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 22 januari 1998 ter post aangetekende brieven.

Memories van antwoord zijn ingediend door :

— F. Calcus, bij op 19 februari 1998 ter post aangetekende brief;

— C. Servaes, bij op 20 februari 1998 ter post aangetekende brief;

— A. Pépin, bij op 26 februari 1998 ter post aangetekende brief;

— P. Oter, bij op 26 februari 1998 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 25 maart 1998 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 28 oktober 1998.

Bij beschikking van 27 mei 1998 heeft voorzitter M. Melchior de zaken voorgelegd aan het Hof in voltallige zitting.

Bij beschikking van dezelfde dag heeft het Hof de zaken in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 24 juni 1998, na de partijen te hebben uitgenodigd in een uiterlijk op 19 juni 1998 in te dienen memorie te antwoorden op de volgende vraag :

« Worden, met verwijzing naar het vierde middel aangevoerd door Mevrouw C. Servaes, de mandaten die voortvloeien uit aanwijzingen gemotiveerd door de politieke aanhorigheid van de betrokkenen, met name in intercommunales of culturele organisaties beoogd in de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt, beoogd in de begrippen 'bij verkiezing verleend openbaar mandaat' of 'bezoldigde openbare functie of openbaar ambt van politieke of administratieve aard' vervat in artikel 293 van het Gerechtelijk Wetboek, waarnaar de aangevochten bepaling van artikel 353*bis*, ingevoegd bij artikel 84 van de wet van 17 februari 1997, verwijst ? »

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 28 mei 1998 ter post aangetekende brieven.

Aanvullende memories zijn ingediend door :

— A. Pépin, bij op 18 juni 1998 ter post aangetekende brief;

— C. Servaes, bij op 19 juni 1998 ter post aangetekende brief;

— de Ministerraad, bij op 19 juni 1998 ter post aangetekende brief.

Op de openbare terechtzitting van 24 juni 1998 :

— zijn verschenen :

. Mr. X. Drion *loco* Mr. X. Ghuysen, advocaten bij de balie te Luik, voor C. Servaes;

. A. Pépin, in eigen persoon;

. Mr. R. Ergec *loco* Mr. P. Peeters, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

— hebben de rechters-verslaggevers P. Martens en G. De Baets verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde partijen gehoord;

— zijn de zaken in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *De rechtselementen - de aangevochten wet*

1. De artikelen 292 tot 304 van het Gerechtelijk Wetboek vermelden een aantal onverenigbaarheden die van toepassing zijn op de ambten van de rechterlijke orde, op de leden van de hoven, rechtbanken, parketten en griffies, alsmede op de plaatsvervangende rechters. Na de aanneming van de aangevochten wet zijn die onverenigbaarheden uitgebreid tot de referendarissen bij het Hof van Cassatie en de plaatsvervangende raadsheren in het hof van beroep.

Artikel 293 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt :

« De ambten van de rechterlijke orde zijn onverenigbaar met de uitoefening van een bij verkiezing verleend openbaar mandaat, met enige bezoldigde openbare functie of openbaar ambt van politieke of administratieve aard, met het ambt van notaris of van gerechtsdeurwaarder, met het beroep van advokaat, met de militaire stand en met de geestelijke stand.

Deze ambten zijn, wanneer ze worden uitgeoefend in een arbeidsgerecht, ook onverenigbaar met ieder ambt in een representatieve organisatie van werknemers, zelfstandigen of werkgevers of in een instelling die deelneemt aan de uitvoering van de wetgeving inzake maatschappelijke zekerheid.

De regel van het tweede lid is niet toepasselijk op de ambten uitgeoefend in de aldaar bedoelde organisaties wanneer zij enkel verband houden met de belangen van de personen die gerechtelijke ambten bekleden. »

Artikel 4 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, dat overgangsbepalingen bevat, voorziet onder meer in de volgende bepalingen :

Art. 9 : « De toepassing van de wet houdende het Gerechtelijk Wetboek kan geen afbreuk doen aan de wedden, weddeverhoging, weddebijslag en pensioenen van de leden van hoven en rechtbanken, griffiers en personeel van griffies en parketten die thans in functie zijn. »

Art. 37 : « De artikelen 293 en 300 van het Gerechtelijk Wetboek zijn niet van toepassing op de leden van hoven, rechtbanken, parketten en griffies, met inbegrip van de rechters- en raadsheren-assessoren in sociale zaken en van de rechters-assessoren in handelszaken, die bij de inwerkingtreding van dit wetboek een openbaar bij verkiezing toegekend mandaat uitoefenen. »

Artikel 354 van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij artikel 23 van de wet van 15 juli 1970, bepaalde in het eerste lid :

« De Koning regelt de eedaflegging, de onverenigbaarheden, de opdrachten, de verhindering en de vervanging, de afwezigheid, het verlof en de vakantie van de secretarissen, de adjunct-secretarissen, de klerken-secretarissen en de vertalers, alsmede van de opstellers, de beambten en de boden van de griffies en parketten en van de attachés in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie. »

2. Ter uitvoering van artikel 354 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt artikel 52 van het koninklijk besluit van 30 mei 1970 betreffende het statuut van de griffiers der rechterlijke orde, van het personeel der griffies van hoven en rechtbanken en van het personeel der parketten :

« Afgezien van de in artikels 297, 298 en 299 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalde onverenigbaarheden, mogen de secretarissen, adjunct-secretarissen, klerken-secretarissen en vertalers bij het parket, en de opstellers, beambten en boden bij de griffie of het parket niet :

1° de ambten uitoefenen die artikel 293 van het Gerechtelijk Wetboek onverenigbaar verklaart met die van de Rechterlijke Orde;

2° hetzij persoonlijk, hetzij door een tussenpersoon, als verzekeringsagent optreden. »

3. In verschillende arresten van de Raad van State is dat artikel 52 onwettig verklaard. Volgens het arrest Pépin (nr. 53.318, 17 mei 1995, *J.T.*, 1995, p. 810), is die onwettigheid gegrond op de volgende motivering :

« Wanneer artikel 354 van het Gerechtelijk Wetboek de Koning toelaat om de onverenigbaarheden te bepalen die met name op de parketsecretarissen van toepassing zijn, kan het niet de bedoeling zijn geweest de Koning een bevoegdheid te verlenen die krachtens de artikelen 8 en 162 van de Grondwet voorbehouden is aan de wet zelf. »

4. De wet van 26 maart 1996 tot invoeging van een artikel 353*bis* in het Gerechtelijk Wetboek en tot wijziging van artikel 354 van hetzelfde Wetboek (*Belgisch Staatsblad*, 23 juli 1996) bevat de volgende bepalingen :

« Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. In hoofdstuk VIII van titel II van boek II van het Gerechtelijk Wetboek wordt een artikel 353*bis* ingevoegd, luidende :

'Art. 353*bis*. De regels inzake onverenigbaarheid bepaald in artikel 293 zijn van toepassing op het personeel van de griffies en parketten, op de attachés bij de dienst documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie alsook op de personeelsleden die een bijzondere graad bekleden ingesteld door de Koning overeenkomstig artikel 185.'

Art. 3. In artikel 354 van hetzelfde Wetboek worden de woorden 'de onverenigbaarheden' weggelaten.

Art. 4. Overgangsbepaling.

De in artikel 353*bis* van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde personeelsleden die thans een bij verkiezing verleend openbaar mandaat uitoefenen, zijn gemachtigd dit mandaat te voltooien tot de volgende verkiezingen.

Deze regeling geldt eveneens voor hun opvolgers.

Art. 5. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. »

5. A. Pépin heeft bij het Hof een beroep tot vernietiging van die wet ingesteld, dat is ingeschreven onder het rolnummer 1036.

6. Na de indiening van het beroep is artikel 353*bis* van het Gerechtelijk Wetboek vervangen door artikel 84 van de wet van 17 februari 1997 tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot het personeel van de griffies en parketten (*Belgisch Staatsblad*, 30 april 1997, tweede editie; *erratum*, *Belgisch Staatsblad*, 6 mei 1997), in de volgende bewoordingen :

« Artikel 353*bis* van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepalingen :

'Art. 353*bis*. De regels inzake onverenigbaarheid bepaald in artikel 293 zijn van toepassing op de bemiddelingsadviseurs en -assistenten, op de leden van het parketsecretariaat, op het personeel van de griffies en van de parketsecretariaten, op de attachés in de dienst voor documentatie en overeenstemming der teksten bij het Hof van Cassatie alsook op de personeelsleden die een bijzondere graad bekleden ingesteld door de Koning overeenkomstig artikel 185, eerste lid.' »

Artikel 84 treedt in werking de eerste dag van de derde maand volgend op die waarin de wet is bekendgemaakt, namelijk op 1 juli 1997 (artikel 97 van de voormelde wet van 17 februari 1997).

Het is tegen dat artikel 84 van de wet van 17 februari 1997 dat onderhavige beroepen tot vernietiging zijn gericht.

Artikel 85 van dezelfde wet vervangt, door een nieuwe tekst, artikel 354, eerste en tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek, zoals het was aangepast bij artikel 3 van de wet van 26 maart 1996. De nieuwe bepaling bevestigt dat de Koning niet meer gemachtigd is om de onverenigbaarheden van het bedoelde personeel vast te stellen.

7. Ingevolge de aanneming van die wet van 17 februari 1997 heeft A. Pépin afstand gedaan van zijn vorig beroep, met rolnummer 1036. Bij zijn arrest nr. 57/97 van 9 oktober 1997 heeft het Hof de afstand toegewezen.

IV. *In rechte*

— *A* —

De ontvankelijkheid

A.1.1. C. Servaes, verzoekster in de zaak met rolnummer 1182, oefent de functie van tijdelijke bediende bij het auditoraat-generaal bij het Arbeidshof te Luik uit. Zij is gemeenteraadslid, schepen en waarnemend burgemeester van de gemeente Juprelle.

A. Pépin, verzoeker in de zaak met rolnummer 1183, oefent de functie uit van hoofdsecretaris bij het parket bij de Rechtbank van eerste aanleg te Bergen. Sedert 16 oktober 1984 is hij lid van de raad voor maatschappelijk welzijn en thans is hij gemeenteraadslid te Honnelles.

P. Oter, verzoeker in de zaak met rolnummer 1184, oefent de functie uit van adjunct-secretaris bij het parket bij de Rechtbank van eerste aanleg te Luik. Hij is lid van de raad voor maatschappelijk welzijn van Hannuit.

F. Calcus, verzoeker in de zaak met rolnummer 1185, oefent de functie uit van contractueel bediende bij de griffie van de Rechtbank van eerste aanleg te Bergen. Hij is lid van de raad voor maatschappelijk welzijn van Chièvres.

De verzoekers gronden hun belang op de omstandigheid dat zij, wegens de door de aangevochten bepaling ingevoerde onverenigbaarheid, niet de mogelijkheid zouden hebben aanspraak te maken op een nieuw mandaat bij een latere verkiezing in een gemeenteraad of in een raad voor maatschappelijk welzijn.

A.1.2.1. Volgens de Ministerraad zouden de verzoekers geen enkel belang hebben bij de vernietiging van de aangevochten bepaling, die tot gevolg zou hebben dat artikel 353*bis* van het Gerechtelijk Wetboek opnieuw in zijn vroegere versie van kracht zou worden.

A.1.2.2. De Ministerraad beweert ook dat de verzoekers slechts een belang bij de vernietiging van de aangevochten wet hebben in zoverre die wet een onverenigbaarheid instelt tussen hun functies en de uitoefening van een mandaat van gemeenteraadslid of lid van een raad voor maatschappelijk welzijn.

A.1.3. In hun repliek voeren de verzoekers de rechtspraak van het Hof aan (arrest nr. 11/86) volgens welke het belang van een verzoeker niet wordt ontkracht door de omstandigheid dat een vernietiging een vroegere norm zou doen herleven. De wetgever zou gehouden zijn rekening te houden met de motieven van het vernietigingsarrest. Eén van de verzoekers treedt in rechte in zijn hoedanigheid van Belg, vermits het fundamentele recht op verkiesbaarheid hier in het geding is.

Het vernietigingsarrest zou als draagwijdte kunnen hebben zich te beperken tot artikel 353*bis* van het Gerechtelijk Wetboek, maar zou de aangevochten wet, in zoverre zij impliciet de vroegere bepaling opheft, intact laten (in die zin : Raad van State, Picard, 29 januari 1993, nr. 41.825).

Eerste middel (eerste middel aangevoerd door C. Servaes, A. Pepin en F. Calcus)

A.2.1. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in verband gebracht met artikel 23 van de Grondwet, in zoverre het het recht op overleg en collectief onderhandelen waarborgt, en artikel 8.3 van het Internationaal Verdrag van 19 december 1966 inzake economische, sociale en culturele rechten.

Naar luid van het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 zijn de onverenigbaarheden basisreglementeringen die zijn onderworpen aan de onderhandeling die is voorgeschreven bij de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel; het personeel van de griffies en parketten wordt, anders dan de leden van de rechterlijke orde, door die wetgeving beoogd.

Doordat de aangevochten wet niet aan vakbondsonderhandeling werd onderworpen, brengt zij een discriminatie teweeg tussen de adressaten van een wet die aan het vakbondsoverleg moest worden onderworpen en het niet is geweest, en degenen ten aanzien van wie een dergelijke formaliteit wel in acht is genomen.

A.2.2. De Ministerraad antwoordt, zonder de ontstentenis van vakbondsonderhandeling te betwisten, dat die formaliteit niet is vermeld bij die welke, volgens artikel 124*bis* van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, onder de bevoegdheid van het Hof vallen (arrest nr. 45/92).

A.2.3. Op die argumentatie wordt gerepliceerd dat het arrest nr. 45/92 is gewezen vóór 31 januari 1994, datum waarop artikel 23 van de Grondwet is aangenomen, en dat het een middel verwierp dat was afgeleid uit de ontstentenis van vakbondsoverleg om reden dat het ging om een vereiste opgelegd door een wet die nog niet van kracht was.

Bovendien wordt hier het gelijkheidsbeginsel aangevoerd en niet de niet-inachtneming van een procedureregel. Het nieuwe artikel 23 van de Grondwet verbiedt de wetgever achteruit te gaan ten aanzien van die verplichting van vakbondsoverleg.

Tweede middel (tweede middel aangevoerd door C. Servaes, A. Pépin en F. Calcus en eerste middel aangevoerd door P. Oter)

A.3.1. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, gelezen in samenhang met artikel 8 van de Grondwet en artikel 25 van het Internationaal Verdrag van 19 december 1966 inzake burgerrechten en politieke rechten, aangezien geen enkele verantwoording is gegeven voor de beperking die de aangevochten bepaling stelt aan het recht om deel te nemen aan de behandeling van openbare aangelegenheden. Er is geen enkel verband van evenredigheid tussen het door de aangevochten bepaling nagestreefde doel dat erin bestaat het vertrouwen in het gerecht te versterken, en de ingevoerde algemene onverenigbaarheid, die bovendien personen treft die niet tot de rechterlijke orde behoren, maar tot het administratief personeel.

A.3.2. Volgens de Ministerraad beoogt de aangevochten maatregel een vertrouwen te verzekeren in de neutraliteit en de objectiviteit van de personen die de bedoelde functies uitoefenen en rekening te houden met het feit dat het voor de rechtzoekende moeilijk is een onderscheid te maken tussen het administratief personeel en de leden van de rechterlijke orde. Hij strekt er ook toe elke maatregel te weren die schade kan berokkenen aan de inspanningen om de gerechtelijke achterstand weg te werken. Hij behandelt het betrokken personeel trouwens op dezelfde manier als het personeel van de griffie van de Raad van State en het administratief personeel van het Arbitragehof (artikel 110 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State; artikel 48 van de bijzondere wet van 6 januari 1989).

A.3.3. Het statuut van de leden van het personeel van de Raad van State en het Arbitragehof mag, volgens C. Servaes, geen nadeel berokkenen aan de verzoekster. De mogelijkheid om die wetsbepalingen te betwisten is te recent om er conclusies uit te kunnen trekken. A. Pépin vestigt de aandacht op het feit dat het statuut van dat personeel afwijkingen toestaat, overeenkomstig het algemeen statuut van het overheidspersoneel dat op hen van toepassing is, en dat de Staat een *standstill*-verplichting heeft onderschreven door het Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten te ratificeren. Hij wijst er ook op dat talrijke parlementsleden zich tegen de aangevochten wet hebben verzet om reden dat zij overdreven inbreuken op de uitoefening van de politieke rechten bevat.

Derde middel (derde middel aangevoerd door C. Servaes en tweede middel aangevoerd door P. Oter)

A.4.1. Het derde middel, afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, verwijt de aangevochten wet dat zij de houders van de bedoelde administratieve functies, die door de Minister van Justitie worden vertegenwoordigd, anders behandelt dan de houders van administratieve functies die dezelfde zijn maar die door elke andere Minister worden vertegenwoordigd. Er is geen verantwoording om die twee categorieën van leden van de federale openbare dienst aldus verschillend te behandelen. De bedoelde personen, die administratieve taken vervullen, kunnen de onpartijdigheid van de leden van de rechterlijke orde, met wie zij niet kunnen worden gelijkgesteld, niet in gevaar brengen.

A.4.2. De Ministerraad verwijst met betrekking tot de verantwoording van de genomen maatregel naar zijn antwoord op het tweede middel.

Vierde middel (vierde middel aangevoerd door C. Servaes)

A.5.1. In het vierde middel, afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, wordt aangevoerd dat de aangevochten wet de houders van de bedoelde betrekkingen discrimineert naargelang zij een al dan niet bij verkiezing verleend openbaar mandaat uitoefenen. Mandaten die door aanwijzing worden verleend, zoals die welke in intercommunales of in de organen die zijn bedoeld in de zogeheten cultuurpactwet worden uitgeoefend, zijn, zoals de electorale mandaten, politiek geïdentificeerd, maar zij zijn niet aan de betwiste onverenigbaarheid onderworpen.

A.5.2. De Ministerraad merkt op dat de leden van de intercommunales ook in de aangevochten bepaling worden bedoeld, aangezien zij noodzakelijkerwijze lid zijn van een gemeenteraad of een raad voor maatschappelijk welzijn, wat C. Servaes betwist. Overigens hebben enkel de bij verkiezing verleende mandaten een politiek karakter.

Vijfde middel (derde middel aangevoerd door A. Pépin)

A.6.1. De verzoeker voert een vijfde middel aan dat is afgeleid uit de schending van artikel 9 van de overgangsbepalingen die zijn vervat in artikel 4 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, volgens hetwelk de wetgever nooit de bedoeling heeft gehad te stellen dat het administratief personeel van de griffies en parketten onverkiesbaar is, en voegt eraan toe dat, volgens het voormelde artikel 9, overgangsbepalingen de betrokken leden van de rechterlijke orde zelfs hebben toegestaan een bij verkiezing verleend openbaar mandaat te blijven uitoefenen. Op dezelfde wijze voorziet noch artikel 9 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, noch de nieuwe gemeentewet in een regeling die zo streng is als de regeling die bij de aangevochten wet is ingevoerd. Die kan ertoe leiden dat de verzoeker zijn openbare functie dient op te geven; die situatie zou, door het daarmee gepaard gaande ontnemen van geldelijk voordeel, artikel 6 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, dat het recht op arbeid waarborgt, schenden. De verzoeker wordt aldus verplicht te kiezen tussen de uitoefening van zijn verkregen vermogensrechten en de uitoefening van zijn politieke rechten.

A.6.2. Volgens de Ministerraad valt het middel niet onder de bevoegdheid van het Hof.

Ten gronde vereisen de artikelen 10 en 11 van de Grondwet niet dat een overgangsbepaling een vroegere situatie onveranderd handhaaft, noch dat de wetgever zou kunnen terugkomen van zijn doelstellingen om er andere na te streven. Reeds bij het koninklijk besluit van 30 mei 1970 was in de betwiste onverenigbaarheid voorzien, zelfs al was zij ingevoerd door een onbevoegde overheid. De overgangsmaatregel die de houders van de bedoelde openbare ambten ertoe in staat stelde hun mandaat voort te zetten tot de volgende verkiezingen en die is verantwoord door de noodzaak de keuze van de kiezers in acht te nemen, vloeit niet voort uit de aangevochten wet, maar uit de wet van 26 maart 1996. Voorzien in een ruimere overgangsbepaling zou onrechtvaardig zijn ten aanzien van de houders van functies in de griffies en parketsecretariaten die van hun kant de bij artikel 52 van het koninklijk besluit van 30 mei 1970 voorgeschreven onverenigbaarheden in acht hebben genomen. Als de ontstentenis van overgangsbepaling discriminerend wordt verklaard, dan zou het beginsel van de onverenigbaarheid daardoor niet worden aangetast.

Bovendien bindt de overgangsbepaling van de wet van 10 oktober 1967 de latere wetgever niet. Hoe dan ook, de overgangsbepaling van 1967 beoogde onder meer de vrijwaring van het geldelijk statuut van de betrokkenen, dat later kan worden gewijzigd en dat in elk geval niet in het geding is in de te dezen aangevochten wet. Er is dus geen aantasting van het recht op arbeid.

Zesde middel (vierde middel aangevoerd door A. Pépin)

A.7.1. De verzoeker voert een zesde middel aan, afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, doordat hem het recht werd ontzegd om het beroep tot vernietiging dat hij tegen de wet van 26 maart 1996 had ingesteld, door het Hof te laten beslechten, en hem aldus door de uitvoerende macht een essentiële jurisdictionele waarborg werd ontnomen. De aangevochten wet, die voor de leden van de parketsecretariaten de tekst van de wet van 26 maart 1996 overneemt, is immers op 17 februari 1997 bekrachtigd, dus na de kennisgeving op 5 februari 1997 van dat beroep tot vernietiging aan de Ministerraad. De aanneming van de nieuwe wet heeft de verzoeker ertoe gebracht van zijn beroep afstand te doen.

A.7.2. De Ministerraad wijst erop dat het de verzoeker zelf is die van zijn vorig beroep afstand heeft gedaan. Het is niet een initiatief van de uitvoerende macht dat aan de basis ligt van het arrest waarin die afstand werd vastgesteld. Bovendien heeft de verzoeker in onderhavige zaak een beroep tot vernietiging van de aangevochten wet kunnen neerleggen.

A.7.3. De verzoeker repliceert dat hij met zijn afstand enkel heeft geanticipeerd op een arrest van onontvankelijkheid wegens gebrek aan voorwerp, veroorzaakt door de nieuwe wet die hier wordt aangevochten. Het optreden van de uitvoerende macht wordt hier bekritiseerd wegens de post-parlementaire rol die zij heeft gespeeld bij de aanneming van de nieuwe wet door het ontwerp aan de koninklijke bekrachtiging te onderwerpen.

— *B* —

Ten aanzien van de ontvankelijkheid

B.1.1. Volgens de Ministerraad zouden de verzoekers geen enkel belang hebben bij de vernietiging van de aangevochten bepaling, die tot gevolg zou hebben dat artikel 353*bis* van het Gerechtelijk Wetboek opnieuw in zijn vroegere versie van kracht zou worden.

B.1.2. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

B.1.3. Wanneer, in een nieuwe wetgeving, de wetgever een vroegere bepaling overneemt, verhindert die omstandigheid in beginsel niet dat tegen de overgenomen bepaling een beroep kan worden ingesteld binnen zes maanden na de bekendmaking ervan, vermits de wetgever aldus zijn wil te kennen geeft om ter zake wetgevend op te treden.

Te dezen ontneemt de omstandigheid dat de bestreden bepaling een identieke bepaling van de vroegere wetgeving gedeeltelijk overneemt, de verzoeker niet diens belang bij het beroep.

Het opnieuw in werking stellen van het vroegere artikel 353*bis*, dat het gevolg zou zijn van de vernietiging van het nieuwe artikel 353*bis*, zelfs al was het in wezen identiek met de vernietigde bepaling, heeft geen weerslag op het belang bij de vernietiging van de aangevochten bepaling.

Kan het vroegere artikel 353*bis* weliswaar niet meer het voorwerp zijn van een beroep tot vernietiging, toch zou de grondwettigheid ervan immers nog kunnen worden betwist middels een prejudiciële vraag.

B.2.1. De Ministerraad beweert ook dat de verzoekers slechts een belang bij de vernietiging van de aangevochten wet hebben in zoverre die wet een onverenigbaarheid instelt tussen hun functies en de uitoefening van een mandaat van gemeenteraadslid of lid van een raad voor maatschappelijk welzijn.

B.2.2. De verzoekers, respectievelijk bediende bij het parket, hoofdsecretaris bij het parket, adjunct-secretaris bij het parket en bediende bij de griffie, oefenen een bij verkiezing verleend openbaar mandaat uit. Zij doen blijken van het vereiste belang om de vernietiging van de aangevochten bepaling te vorderen in zoverre zij aan de categorieën van personen waartoe zij behoren verbiedt terzelfder tijd een bij verkiezing verleend openbaar mandaat uit te oefenen.

Het Hof beperkt zijn onderzoek tot de onverenigbaarheden die op die enkele categorieën van personen betrekking hebben.

Ten aanzien van het eerste middel

B.3.1. Het niet in acht nemen, bij de totstandkoming van de aangevochten wet, van de substantiële vormvereiste van vakbondsonderhandeling die is voorgeschreven bij de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, brengt, volgens het eerste middel, onder de personeelsleden die aan die wet zijn onderworpen, een verschil in behandeling teweeg dat in strijd is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in zoverre de aan de aangevochten bepaling onderworpen personeelsleden niet de waarborg hebben genoten die de toepassing van de voormelde wet van 1974 zou inhouden.

B.3.2. Het Hof is bevoegd om de grondwettigheid van wetsbepalingen na te gaan, niet ten aanzien van de wijze van totstandkoming ervan (onder voorbehoud van artikel 124*bis* van de bijzondere wet van 6 januari 1989), doch enkel ten aanzien van de inhoud ervan.

Het Hof is niet bevoegd om van het middel kennis te nemen.

Ten aanzien van het tweede middel

B.4.1. Het tweede middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, gelezen in samenhang met artikel 8 van de Grondwet en artikel 25 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, aangezien geen enkele verantwoording is gegeven voor de beperking die de aangevochten bepaling stelt aan het recht om deel te nemen aan de behandeling van openbare aangelegenheden. Er is volgens de verzoekers geen enkel verband van evenredigheid tussen het door de aangevochten bepaling nagestreefde doel dat erin bestaat het vertrouwen in het gerecht te versterken, en de ingevoerde algemene onverenigbaarheid, die bovendien personen treft die niet tot de rechterlijke orde behoren, maar tot het administratief personeel.

B.4.2. Uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 26 maart 1996, waarbij de eerste versie van artikel 353*bis* van het Gerechtelijk Wetboek is ingevoerd, blijkt dat de wetgever tegelijkertijd de neutraliteit en de objectiviteit heeft willen waarborgen van de personen die aan de uitoefening van de gerechtelijke ambten deelnemen, zelfs degenen die niet tot de rechterlijke orde behoren, en iedere maatregel heeft willen uitsluiten die mogelijkerwijze de geleverde inspanningen om de gerechtelijke achterstand weg te werken zou schaden (*Gedr. St.*, Kamer, 1995-1996, nr. 234/1, pp. 2 en 4). Uit de parlementaire voorbereiding van artikel 84 van de wet van 17 februari 1997, waarbij artikel 353*bis* door een nieuwe bepaling is vervangen, die te dezen in het geding is, blijkt niet dat verschillende doelstellingen werden nagestreefd.

B.4.3. Heeft de bestreden regeling weliswaar niet de voorwaarden tot uitoefening van een politiek mandaat als onderwerp, zij heeft echter wel tot gevolg dat het niet mogelijk is de ambten die zij beoogt gelijktijdig uit te oefenen, wat de houders van die ambten ertoe kan brengen een politiek mandaat niet na te streven omdat de uitoefening ervan zou kunnen leiden tot het verlies van hun betrekking.

B.4.4. Is de verkiesbaarheid in een democratische samenleving weliswaar een fundamenteel recht, dan zijn de onafhankelijkheid en de onpartijdigheid van de rechterlijke macht eveneens vereisten die met de fundamentele waarden van de democratie verbonden zijn. Aangezien de uitoefening van een bij verkiezing verleend openbaar mandaat inhoudt dat de houder ervan zich in het openbaar voor zijn politieke keuzes inzet en het vertrouwen van de kiezers wil behouden, vermocht de wetgever redelijkerwijze ervan uit te gaan dat beperkingen op het recht een dergelijk mandaat uit te oefenen onontbeerlijk waren voor de uitoefening van gerechtelijke ambten. Hij vermocht ook van mening te zijn dat, teneinde de onpartijdige werking van het gerecht te waarborgen in de ogen van een publiek dat mogelijkerwijze onvoldoende is geïnformeerd over de verdeling van de taken binnen het gerechtelijk apparaat, de onverenigbaarheden dienden te gelden voor al degenen die, zij het voor het volbrengen van administratieve taken, in de griffies en parketten werken.

B.4.5. De wetgever zou wellicht afwijkingen kunnen toestaan, zoals hij heeft gedaan ten voordele van het administratief personeel van de Raad van State en van het Arbitragehof (artikel 110 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State; artikel 48 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof).

Maar de enkele vaststelling dat thans geen afwijking is toegestaan, is niet voldoende om het discriminerend karakter van de betwiste maatregel aan te tonen.

B.4.6. Weliswaar heeft de wetgever, door de personen die door de nieuwe bepaling worden geraakt toe te staan hun lopend mandaat te voltooien maar niet zich voor de volgende verkiezingen kandidaat te stellen, in een overgangsbepaling voorzien die minder gunstig is dan die welke voorkomen in artikel 4 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek. Maar het staat aan de wetgever te oordelen in welke mate de toepassing van een nieuwe regeling inzake onverenigbaarheden moet worden uitgesteld teneinde een redelijke overgang vanuit het vroegere stelsel tot stand te brengen. De enkele omstandigheid dat hij in 1997 een maatregel heeft genomen die verschilt van die welke hij in 1967 had aangenomen, houdt geen discriminatie in.

Ten aanzien van het derde middel

B.5.1. Het derde middel, afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, verwijt de aangevochten wet dat zij de houders van de bedoelde administratieve functies die van het Ministerie van Justitie afhangen, anders behandelt dan de houders van dezelfde administratieve functies, die echter van andere ministeries afhangen. Er zou geen verantwoording zijn om die twee categorieën van leden van de federale openbare dienst verschillend te behandelen, vermits de bedoelde personen, die administratieve taken vervullen, de onpartijdigheid van de leden van de rechterlijke orde, met wie zij niet kunnen worden gelijkgesteld, niet in gevaar kunnen brengen.

B.5.2. Er bestaat tussen de personeelsleden van de griffies en de parketsecretariaten, enerzijds, en de andere personeelsleden in openbare dienst, anderzijds, een verschil dat op objectieve criteria berust : de eerstgenoemden nemen, zij het zelfs indirect, deel aan de diensten verbonden met de werking van het openbaar ministerie of van de hoven en rechtbanken van de rechterlijke orde; de laatstgenoemden nemen daaraan niet deel. Om de in B.4.4 vermelde motieven, verantwoordt dat verschil dat enkel de eerstgenoemden aan de betwiste onverenigbaarheden worden onderworpen.

Het middel is niet gegrond.

Ten aanzien van het vierde middel

B.6.1. In het vierde middel, afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, wordt aangevoerd dat de aangevochten wet de houders van de bedoelde betrekkingen discrimineert naargelang zij een al dan niet bij verkiezing verleend openbaar mandaat uitoefenen. Mandaten die door aanwijzing worden verleend, zoals die welke worden uitgeoefend in intercommunales of in de organen die zijn bedoeld in de zogeheten cultuurpactwet, zijn, zoals de electorale mandaten, politiek geïdentificeerd, maar zij zijn niet aan de betwiste onverenigbaarheid onderworpen.

B.6.2. Uit de verklaringen van de Minister van Justitie tijdens de parlementaire voorbereiding - en dat standpunt wordt in de aanvullende memorie van de Ministerraad bevestigd - blijkt dat de betwiste onverenigbaarheden de houders beogen van politieke mandaten « die bij verkiezing worden verleend. Dit kan bij rechtstreekse verkiezing zijn (gemeenteraadsleden), eerder onrechtstreeks (schepenen, leden van de raad voor maatschappelijk welzijn) of bij aanwijzing (benoeming als burgemeester) » (*Gedr. St.*, Kamer, 1995-1996, nr. 234/4, p. 7).

Ondervraagd over de aanwijzingen in intercommunales of in culturele organisaties heeft de Minister daarentegen geantwoord dat het verbod niet van toepassing was op die « afgeleide » mandaten (*Gedr. St.*, Senaat, 1995-1996, nr. 1-245/2, pp. 5 en 6).

B.6.3. Wanneer de wetgever beperkingen stelt aan de uitoefening van een fundamenteel recht, kan hij zulks slechts doen in zoverre het onontbeerlijk is voor de doelstelling die hij nastreeft.

Het is niet onredelijk ervan uit te gaan dat de onafhankelijkheid en de onpartijdigheid van de rechterlijke macht het risico lopen in gevaar te worden gebracht, niet door degenen die een « politiek geïdentificeerd » mandaat uitoefenen, maar door degenen die een politiek mandaat uitoefenen en die zich aan de stem van de kiezers hebben onderworpen.

Door de onverenigbaarheden tot die categorie van personen te beperken heeft de wetgever geen discriminerende maatregel genomen.

Het middel is niet gegrond.

Ten aanzien van het vijfde middel

B.7.1. Het vijfde middel is afgeleid uit de schending van artikel 9 van de overgangsbepalingen die zijn vervat in artikel 4 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, doordat de wetgever nooit de bedoeling heeft gehad te stellen dat het administratief personeel van de griffies en parketten onverkiesbaar is en dat, volgens het voormelde artikel 9, overgangsbepalingen de betrokken leden van de rechterlijke orde zelfs hebben toegestaan een bij verkiezing verleend openbaar mandaat te blijven uitoefenen. Op dezelfde wijze voorziet noch artikel 9 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, noch de nieuwe gemeentewet in een regeling die zo streng is als de regeling die bij de aangevochten wet is ingevoerd. Die kan ertoe leiden dat de verzoeker zijn openbare functie dient op te geven; die situatie zou, door het daarmee gepaard gaande ontnemen van geldelijk voordeel, artikel 6 van het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, dat het recht op arbeid waarborgt, schenden. De verzoeker wordt aldus verplicht te kiezen tussen de uitoefening van zijn verkregen vermogensrechten en de uitoefening van zijn politieke rechten.

B.7.2. Aangezien het middel uitsluitend gegrond is op de schending van normen die niet behoren tot die waaraan het Hof kan toetsen, kan het niet worden aangenomen.

Ten aanzien van het zesde middel

B.8.1. Het zesde middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, doordat de verzoeker A. Pépin het beroep tot vernietiging dat hij tegen de wet van 26 maart 1996 had ingesteld, niet door het Hof heeft kunnen laten beslechten, en hem aldus door de uitvoerende macht een essentiële jurisdictionele waarborg werd ontnomen. De verzoeker voegt eraan toe dat de aangevochten wet, die voor de leden van de parketsecretariaten de tekst van de wet van 26 maart 1996 overneemt, immers op 17 februari 1997 is bekrachtigd, dus na de kennisgeving op 5 februari 1997 van dat beroep tot vernietiging aan de Ministerraad. De verzoeker verduidelijkt dat de aanneming van de nieuwe wet hem ertoe bracht van zijn beroep afstand te doen.

B.8.2. Het feit dat tegen een wet een beroep tot vernietiging wordt ingesteld, ontneemt de wetgever niet zijn grondwettelijke prerogatieven, zelfs indien hij, door ze uit te oefenen, de wet die voor het Hof ter discussie staat vervangt. Het aannemen van een dergelijke nieuwe wetsbepaling verplicht een verzoeker niet afstand te doen van het beroep dat hij had ingesteld tegen de oude wet en ontneemt de instellingen en de personen bedoeld in artikel 2 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof niet hun recht om tegen die bepaling een nieuw beroep voor het Hof in te stellen.

Het middel is niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

verwerpt de beroepen.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 21 oktober 1998.

De griffier, De voorzitter,
L. Potoms. M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 98 — 3035 [C − 98/21418]

Urteil Nr. 107/98 vom 21. Oktober 1998

Geschäftsverzeichnisnummern. 1182, 1183, 1184 und 1185

In Sachen: Klagen auf Nichtigerklärung von Artikel 353*bis* des Gerichtsgesetzbuches, ersetzt durch Artikel 84 des Gesetzes vom 17. Februar 1997 zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Gerichtsgesetzbuches bezüglich des Personals der Kanzleien und Parkette, erhoben von C. Servaes und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern H. Boel, L. François, P. Martens, J. Delruelle, G. De Baets, E. Cerexhe, H. Coremans, A. Arts, R. Henneuse und M. Bossuyt, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klagen*

Mit Klageschriften, die dem Hof mit am 28. und 29. Oktober 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 29. und 30. Oktober 1997 in der Kanzlei eingegangen sind, wurden vier Klagen auf Nichtigerklärung von Artikel 353*bis* des Gerichtsgesetzbuches, ersetzt durch Artikel 84 des Gesetzes vom 17. Februar 1997 zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Gerichtsgesetzbuches bezüglich des Personals der Kanzleien und Parkette (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. April 1997, zweite Ausgabe) jeweils erhoben von C. Servaes, wohnhaft in 4451 Voroux-lez-Liers, chaussée de Tongres 89, A. Pépin, wohnhaft in 7387 Honnelles, Le Moulin d'Angre 3, P. Oter, wohnhaft in 4280 Hannut, rue de la Vallée 24, und F. Calcus, wohnhaft in 7950 Chièvres, Grand-Rue 81.

II. *Verfahren*

Durch Anordnungen vom 29. und 30. Oktober 1997 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzungen bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 19. November 1997 hat der Hof die Rechtssachen verbunden.

Die Klagen wurden gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 25. November 1997 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert; mit denselben Briefen wurde die Verbindungsanordnung den Parteien notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 29. November 1997.

Der Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, hat in jeder der Rechtssachen mit am 9. Januar 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen einen Schriftsatz eingereicht.

Diese Schriftsätze wurden gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 22. Januar 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Erwiderungsschriftsätze wurden eingereicht von

— F. Calcus, mit am 19. Februar 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— C. Servaes, mit am 20. Februar 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— A. Pépin, mit am 26. Februar 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— P. Oter, mit am 26. Februar 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Durch Anordnung vom 25. März 1998 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 28. Oktober 1998 verlängert.

Durch Anordnung vom 27. Mai 1998 hat der Vorsitzende M. Melchior die Rechtssachen dem vollzählig tagenden Hof vorgelegt.

Durch Anordnung vom selben Tag hat der Hof die Rechtssachen für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 24. Juni 1998 anberaumt, nachdem die Parteien aufgefordert wurden, in einem spätestens am 19. Juni 1998 einzureichenden Ergänzungsschriftsatz auf die nachstehende Frage zu antworten:

« Fallen - unter Bezugnahme auf den vierten von Frau C. Servaes vorgebrachten Klagegrund - die aufgrund der politischen Zugehörigkeit der Betreffenden verliehenen Mandate, insbesondere in Interkommunalen oder kulturellen Organisationen, auf die sich das Gesetz vom 16. Juli 1973 zur Gewährleistung des Schutzes der ideologischen und philosophischen Tendenzen bezieht, in den Bereich der Begriffe 'durch Wahlen verliehenes öffentliches Mandat' oder 'besoldetes öffentliches Amt oder öffentlicher Auftrag politischer oder administrativer Art', auf die die angefochtene Bestimmung von Artikel 353*bis*, der durch Artikel 84 des Gesetzes vom 17. Februar 1997 eingefügt wird, Bezug nimmt? »

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 28. Mai 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Ergänzungsschriftsätze wurden eingereicht von

— A. Pépin, mit am 18. Juni 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— C. Servaes, mit am 19. Juni 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief,

— dem Ministerrat, mit am 19. Juni 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 24. Juni 1998

— erschienen

. RA X. Drion *loco* RA X. Ghuysen, in Lüttich zugelassen, für C. Servaes,

. A. Pépin, persönlich,

. RA R. Ergec *loco* RA P. Peeters, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

— haben die referierenden Richter P. Martens und G. De Baets Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Parteien angehört,

— wurden die Rechtssachen zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. *Rechtslage - angefochtenes Gesetz*

1. Die Artikel 292 bis 304 des Gerichtsgesetzbuches erwähnen mehrere Unvereinbarkeiten, die auf die Ämter des gerichtlichen Standes, auf die Mitglieder der Gerichtshöfe, Gerichte, Parkette und Kanzleien sowie auf die stellvertretenden Richter anwendbar sind. Nach der Verabschiedung des angefochtenen Gesetzes wurden diese Unvereinbarkeiten auf die Referenten beim Kassationshof und die stellvertretenden Gerichtsräte am Appellationshof ausgedehnt.

Artikel 293 des Gerichtsgesetzbuches bestimmt:

« Die Ämter des gerichtlichen Standes sind unvereinbar mit der Ausübung eines durch Wahlen verliehenen öffentlichen Mandats, mit einem besoldeten öffentlichen Amt oder öffentlichen Auftrag politischer oder administrativer Art, mit dem Amt eines Notars oder eines Gerichtsvollziehers, mit dem Beruf eines Rechtsanwalts, mit dem militärischen und mit dem geistlichen Stand.

Diese Ämter sind, wenn sie an einem Arbeitsgericht ausgeübt werden, auch unvereinbar mit jedem Amt in einer repräsentativen Organisation von Arbeitnehmern, Selbständigen oder Arbeitgebern oder in einer an der Durchführung der Gesetzgebung bezüglich der sozialen Sicherheit beteiligten Einrichtung.

Die Vorschrift von Absatz 2 gilt nicht für die in den dortselbst genannten Organisationen ausgeübten Ämter, wenn sie nur mit den Interessen der Personen, die gerichtliche Ämter innehaben, zusammenhängen. »

Artikel 4 des Gesetzes vom 10. Oktober 1967 zur Einführung des Gerichtsgesetzbuches, der Übergangsbestimmungen enthält, sieht unter anderen folgende Bestimmungen vor:

Art. 9: « Die Anwendung des Gesetzes zur Einführung des Gerichtsgesetzbuches beeinträchtigt nicht die Gehälter, Gehaltserhöhungen, Gehaltszuschläge und Pensionen der Mitglieder der Gerichtshöfe und Gerichte, der Kanzler und der Personalangehörigen der Kanzleien und Parkette, die zur Zeit im Amt sind. »

Art. 37: « Die Artikel 293 und 300 des Gerichtsgesetzbuches gelten nicht für die Mitglieder der Gerichtshöfe, Gerichte, Parkette und Kanzleien, einschließlich der beisitzenden Richter und Gerichtsräte in Sozialsachen und der beisitzenden Richter in Handelssachen, die bei dem Inkrafttreten dieses Gesetzbuches ein durch Wahlen verliehenes öffentliches Mandat ausüben. »

Artikel 354 des Gerichtsgesetzbuches in der durch Artikel 23 des Gesetzes vom 15. Juli 1970 abgeänderten Fassung bestimmte in Absatz 1:

« Der König regelt die Eidesleistung, die Unvereinbarkeiten, den Aufgabenbereich, die Verhinderung und die Vertretung, die Abwesenheit, den Urlaub und die Ferien der Sekretäre, der beigeordneten Sekretäre, der Kommis-Sekretäre und der Übersetzer, sowie der Sachbearbeiter, der Beamten und der Boten der Kanzleien und Parkette sowie der Attachés bei der Dienststelle für das Dokumentationswesen und die Übereinstimmung der Textfassungen beim Kassationshof. »

2. Zur Durchführung von Artikel 354 des Gerichtsgesetzbuches bestimmt Artikel 52 des königlichen Erlasses vom 30. Mai 1970 bezüglich des Statuts der Kanzler des gerichtlichen Standes, des Personals der Kanzleien der Gerichtshöfe und Gerichte und des Personals der Parkette:

« Abgesehen von den in den Artikeln 297, 298 und 299 des Gerichtsgesetzbuches festgelegten Unvereinbarkeiten dürfen die Sekretäre, beigeordneten Sekretäre, Kommis-Sekretäre und Übersetzer beim Parkett und die Sachbearbeiter, Beamten und Boten bei der Kanzlei oder dem Parkett nicht

1. die Ämter ausüben, die Artikel 293 des Gerichtsgesetzbuches mit denjenigen des gerichtlichen Standes für unvereinbar erklärt;

2. entweder persönlich oder durch eine Mittelsperson als Versicherungsagent auftreten. »

3. In mehreren Urteilen des Staatsrates wurde dieser Artikel 52 für gesetzwidrig erklärt. Laut dem Urteil in Sache Pépin (Nr. 53.318 vom 17. Mai 1995, *J.T.*, 1995, S. 810) beruht diese Gesetzwidrigkeit auf folgender Begründung:

« Wenn Artikel 354 des Gerichtsgesetzbuches dem König ermöglicht, die Unvereinbarkeiten zu regeln, die insbesondere auf die Parkettsekretäre anwendbar sind, so kann es nicht die Absicht gewesen sein, dem König eine Befugnis zu verleihen, die kraft der Artikel 8 und 162 der Verfassung dem Gesetz selbst vorbehalten ist. »

4. Das Gesetz vom 26. März 1996 zur Einfügung eines Artikels 353*bis* in das Gerichtsgesetzbuch und zur Abänderung von Artikel 354 desselben Gesetzbuches (*Belgisches Staatsblatt* vom 23. Juli 1996) enthält folgende Bestimmungen:

« Artikel 1. Dieses Gesetz regelt eine Angelegenheit im Sinne von Artikel 77 der Verfassung.

Art. 2. In Kapitel VIII von Titel II von Buch II des Gerichtsgesetzbuches wird ein folgendermaßen lautender Artikel 353*bis* eingefügt:

'Artikel 353*bis*. Die in Artikel 293 vorgesehenen Regeln bezüglich der Unvereinbarkeit sind anwendbar auf das Personal der Kanzleien und Parkette, auf die Attachés bei der Dienststelle für das Dokumentationswesen und die Übereinstimmung der Textfassungen beim Kassationshof, sowie auf jene Personalmitglieder, die einen besonderen, gemäß Artikel 185 vom König eingeführten Qualifikationsgrad innehaben.'

Art. 3. In Artikel 354 desselben Gesetzbuches wird die Wortfolge 'die Unvereinbarkeiten' gestrichen.

Art. 4. Übergangsbestimmung.

Die in Artikel 353*bis* des Gerichtsgesetzbuches genannten Personalmitglieder, die zur Zeit ein durch Wahlen verliehenes öffentliches Mandat ausüben, sind berechtigt, dieses Mandat bis zu den nächsten Wahlen weiterzuführen.

Diese Regelung gilt ebenfalls für ihre Stellvertreter.

Art. 5. Dieses Gesetz tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft. »

5. A. Pépin hat beim Hof Klage auf Nichtigerklärung dieses Gesetzes eingereicht; diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1036 ins Geschäftsverzeichnis eingetragen.

6. Nach der Klageerhebung wurde Artikel 353*bis* des Gerichtsgesetzbuches durch Artikel 84 des Gesetzes vom 17. Februar 1997 zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Gerichtsgesetzbuches bezüglich des Personals der Kanzleien und Parkette (*Belgisches Staatsblatt* vom 30. April 1997, zweite Ausgabe, und Berichtigung im *Belgischen Staatsblatt* vom 6. Mai 1997) folgendermaßen ersetzt:

« Artikel 353*bis* desselben Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

'Art. 353*bis*. Die in Artikel 293 vorgesehenen Regeln bezüglich der Unvereinbarkeit sind anwendbar auf die Vermittlungsberater und -assistenten, auf die Mitglieder des Parkettsekretariats, auf das Personal der Kanzleien und Parkettsekretariate, auf die Attachés bei der Dienststelle für das Dokumentationswesen und die Übereinstimmung der Textfassungen beim Kassationshof, sowie auf jene Personalmitglieder, die einen besonderen, gemäß Artikel 185 Absatz 1 vom König eingeführten Qualifikationsgrad innehaben.'»

Artikel 84 tritt am ersten Tag des dritten Monats nach demjenigen der Veröffentlichung des Gesetzes in Kraft, d.h. am 1. Juli 1997 (Artikel 97 des vorgenannten Gesetzes vom 17. Februar 1997).

Eben gegen diesen Artikel 84 des Gesetzes vom 17. Februar 1997 richten sich die vorliegenden Nichtigkeitsklagen.

Artikel 85 desselben Gesetzes ersetzt durch einen neuen Text Artikel 354 Absätze 1 und 2 des Gerichtsgesetzbuches in der durch Artikel 3 des Gesetzes vom 26. März 1996 angepaßten Fassung. Die neue Bestimmung bestätigt, daß der König nicht mehr dazu ermächtigt ist, die Unvereinbarkeiten des betreffenden Personals festzulegen.

7. Infolge der Annahme dieses Gesetzes vom 17. Februar 1997 hat A. Pépin seine vorher eingeleitete Klage zurückgenommen (Geschäftsverzeichnisnummer 1036). In seinem Urteil Nr. 57/97 vom 9. Oktober 1997 hat der Hof die Klagerücknahme bewilligt.

IV. *In rechtlicher Beziehung*

- *A* -

Zulässigkeit

A.1.1. C. Servaes, Klägerin in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1182, übe das Amt einer zeitweiligen Angestellten beim Generalauditorat beim Arbeitshof Lüttich aus. Sie sei Mitglied des Gemeinderats, Schöffin und stellvertretende Bürgermeisterin der Gemeinde Juprelle.

A. Pépin, Kläger in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1183, übe das Amt eines Hauptsekretärs beim Parkett beim Gericht erster Instanz Mons aus. Seit dem 16. Oktober 1984 sei er Mitglied des Sozialhilferates und zur Zeit sei er Mitglied des Gemeinderats in Honnelles.

P. Oter, Kläger in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1184, übe das Amt eines beigeordneten Sekretärs beim Parkett beim Gericht erster Instanz Lüttich aus. Er sei Mitglied des Sozialhilferates von Hannut.

F. Calcus, Kläger in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 1185, übe das Amt eines Vertragsbediensteten bei der Kanzlei des Gerichts erster Instanz Mons aus. Er sei Mitglied des Sozialhilferates von Chièvres.

Die Kläger würden ihr Interesse aus dem Umstand herleiten, daβ sie wegen der durch die angefochtene Bestimmung eingeführten Unvereinbarkeit nicht in der Lage wären, bei einer späteren Wahl ein neues Mandat in einem Gemeinderat bzw. einem Sozialhilferat zu beanspruchen.

A.1.2.1. Dem Ministerrat zufolge hätten die Kläger kein einziges Interesse an der Nichtigerklärung der angefochtenen Bestimmung, die zur Folge hätte, daβ Artikel 353*bis* des Gerichtsgesetzbuches erneut in seiner früheren Fassung in Kraft treten würde.

A.1.2.2. Der Ministerrat behauptet ebenfalls, daβ die Kläger nur insofern ein Interesse an der Nichtigerklärung des angefochtenen Gesetzes hätten, als dieses Gesetz eine Unvereinbarkeit zwischen ihren Ämtern und der Ausübung eines Mandats als Gemeinderatsmitglied oder als Mitglied eines Sozialhilferates einführe.

A.1.3. In ihrer Erwiderung beziehen sich die Kläger auf die Rechtsprechung des Hofes (Urteil Nr. 11/86), der zufolge das Interesse eines Klägers nicht durch den Umstand zunichte gemacht werde, daβ eine Nichtigerklärung eine frühere Rechtsnorm wieder einführen würde. Der Gesetzgeber wäre gehalten, die Beweggründe des Nichtigkeitsurteils zu beachten. Einer der Kläger trete in seiner Eigenschaft als Belgier vor Gericht auf, da das Grundrecht auf Wählbarkeit hier zur Debatte stehe.

Die Tragweite des Nichtigkeitsurteils könnte sich auf Artikel 353*bis* des Gerichtsgesetzbuches beschränken, aber das Urteil würde das angefochtene Gesetz insofern, als es implizit die frühere Bestimmung aufhebe, unberührt lassen (in diesem Sinne: Staatsrat, Picard, 29. Januar 1993, Nr. 41.825).

Erster Klagegrund (erster Klagegrund von C. Servaes, A. Pépin und F. Calcus)

A.2.1. Der erste Klagegrund gehe von einer Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung im Zusammenhang mit Artikel 23 der Verfassung aus, soweit dieser das Recht auf Konsultation und kollektive Verhandlungen gewährleiste, und mit Artikel 8 Absatz 3 des Internationalen Paktes vom 19. Dezember 1966 über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte.

Laut des königlichen Erlasses vom 29. August 1985 seien die Unvereinbarkeiten Grundregelungen, die den Verhandlungen im Sinne des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Regelung der Beziehungen zwischen der öffentlichen Hand und den Gewerkschaften ihres Personals unterlägen; das Personal der Kanzleien und Parkette werde im Gegensatz zu den Angehörigen des gerichtlichen Standes durch diese Gesetzgebung ins Auge gefaβt.

Indem das angefochtene Gesetz nicht der Gewerkschaftsverhandlung unterzogen worden sei, führe es zu einer Diskriminierung zwischen den Adressaten eines Gesetzes, das der Gewerkschaftskonsultation habe unterzogen werden müssen und ihr nicht unterzogen worden sei, und denjenigen, angesichts deren eine solche Formalität sehr wohl beachtet worden sei.

A.2.2. Der Ministerrat antwortet, ohne das Nichtvorhandensein der Gewerkschaftsverhandlung zu bestreiten, daβ diese Formalität nicht unter denjenigen angeführt worden sei, die gemäβ Artikel 124*bis* des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof in die Zuständigkeit des Hofes fallen würden (Urteil Nr. 45/92).

A.2.3. Auf diese Argumentation wird geantwortet, daβ das Urteil Nr. 45/92 vor dem 31. Januar 1994 - dem Tag der Annahme von Artikel 23 der Verfassung - ergangen sei und daβ darin ein Klagegrund zurückgewiesen worden sei, der auf dem Nichtvorhandensein der Gewerkschaftskonsultation beruht habe, mit der Begründung, daβ es sich um ein Erfordernis gehandelt habe, welches durch ein Gesetz auferlegt worden sei, das noch nicht in Kraft gewesen sei.

Auβerdem werde hier der Gleichheitsgrundsatz geltend gemacht, nicht die Nichtbeachtung einer Verfahrensregel. Der neue Artikel 23 der Verfassung verbiete dem Gesetzgeber den Rückschritt angesichts dieser Verpflichtung zur Gewerkschaftskonsultation.

Zweiter Klagegrund (zweiter Klagegrund von C. Servaes, A. Pépin und F. Calcus und erster Klagegrund von P. Oter)

A.3.1. Der zweite Klagegrund beruht auf einer Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 8 der Verfassung und Artikel 25 des Internationalen Paktes vom 19. Dezember 1966 über bürgerliche und politische Rechte, mit der Begründung, daβ keine Rechtfertigung für die Beschränkung vorliege, die die angefochtene Bestimmung dem Recht, an der Gestaltung der öffentlichen Angelegenheiten teilzunehmen, auferlege. Es gebe keine angemessene Verhältnismäβigkeit zwischen der durch die angefochtene Bestimmung verfolgten Zielsetzung, die darin bestehe, das Vertrauen in die Justiz zu verstärken, und der eingeführten allgemeinen Unvereinbarkeit, die auβerdem Personen betreffe, die nicht zum gerichtlichen Stand gehören würden, sondern zum Verwaltungspersonal.

A.3.2. Der Ministerrat behauptet, die angefochtene Maβnahme habe zum Zweck, das Vertrauen in die Neutralität und Objektivität jener Personen, die die betreffenden Ämter ausüben würden, zu gewährleisten, unter Berücksichtigung dessen, daβ es für die Rechtsuchenden schwierig ist, zwischen dem Verwaltungspersonal und den Angehörigen des gerichtlichen Stands zu unterscheiden. Sie ziele auch darauf ab, jede Maβnahme zu verhindern, die den Anstrengungen zum Aufholen des gerichtlichen Rückstands Schaden zufügen könne. Sie behandele das betreffende Personal übrigens ähnlich wie das Personal der Kanzlei des Staatsrates und das Verwaltungspersonal des Schiedshofes (Artikel 110 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat; Artikel 48 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989).

A.3.3. Das Statut der Mitglieder des Personals des Staatsrates und des Schiedshofes dürfe - so C. Servaes - der Klägerin keinen Nachteil zufügen. Die Möglichkeit, diese Gesetzesbestimmungen anzufechten, sei zu rezent, als daβ daraus Schlüsse gezogen werden könnten. A. Pépin weist darauf hin, daβ das Statut dieses Personals Abweichungen ermögliche, gemäβ dem allgemeinen Statut des öffentlichen Dienstes, welches auf sie Anwendung finde, und daβ der Staat durch die Ratifizierung des Paktes über bürgerliche und politische Rechte eine Stillhalteverpflichtung eingegangen sei. Er hebt auch hervor, daβ mehrere Mitglieder des Parlaments sich gegen das angefochtene Gesetz ausgesprochen hätten, da dieses die Ausübung der politischen Rechte übertriebenermaβen beeinträchtige.

Dritter Klagegrund (dritter Klagegrund von C. Servaes und zweiter Klagegrund von P. Oter)

A.4.1. Der dritte Klagegrund, der von einem Verstoβ gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung ausgeht, macht dem angefochtenen Gesetz zum Vorwurf, daβ es die Inhaber der betreffenden administrativen Ämter, die durch den Justizminister vertreten würden, anders behandele als die Inhaber der gleichen administrativen Ämter, die durch jeden anderen Minister vertreten würden. Es gebe keine Rechtfertigung dafür, die beiden Kategorien von Angehörigen des föderalen öffentlichen Dienstes somit unterschiedlich zu behandeln. Die betroffenen Personen, die Verwaltungsaufgaben erfüllen würden, könnten die Unparteilichkeit der Angehörigen des gerichtlichen Standes, denen sie nicht gleichzustellen seien, nicht beeinträchtigen.

A.4.2. Der Ministerrat bezieht sich hinsichtlich der Rechtfertigung der getroffenen Maβnahme auf seine Beantwortung des zweiten Klagegrunds.

Vierter Klagegrund (vierter Klagegrund von C. Servaes)

A.5.1. Im vierten Klagegrund, der von einer Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung ausgeht, wird geltend gemacht, daβ das angefochtene Gesetz die Inhaber der betreffenden Stellen je nachdem diskriminiere, ob sie ein durch Wahlen verliehenes öffentliches Mandat ausüben würden oder nicht. Durch Bestimmung verliehene Mandate, wie diejenigen, die in den Interkommunalen oder in den im sogenannten Kulturpaktgesetz genannten Organen ausgeübt würden, seien ebenso wie die Wahlmandate politisch identifiziert, aber auf sie treffe die fragliche Unvereinbarkeit nicht zu.

A.5.2. Der Ministerrat weist darauf hin, daβ die Angehörigen der Interkommunalen auch unter die angefochtene Bestimmung fallen würden, da sie notwendigerweise Mitglied eines Gemeinderates oder eines Sozialhilferates seien, was von C. Servaes in Abrede gestellt wird. Übrigens hätten nur die durch Wahlen verliehenen Mandate eine politischen Charakter.

Fünfter Klagegrund (dritter Klagegrund von A. Pépin)

A.6.1. Der Kläger bringt einen fünften Klagegrund vor, der auf einer Verletzung von Artikel 9 der Übergangsbestimmungen beruht, welche in Artikel 4 des Gesetzes vom 10. Oktober 1967 zur Einführung des Gerichtsgesetzbuches vorgesehen sind. Der Gesetzgeber habe niemals die Absicht gehabt, die Unwählbarkeit der Mitglieder des Verwaltungspersonals der Kanzleien und Parkette vorzuschreiben; gemäβ dem vorgenannten Artikel 9 hätten Übergangsbestimmungen den betreffenden Angehörigen des gerichtlichen Stands sogar ermöglicht, ein durch Wahlen verliehenes öffentliches Mandat weiterhin auszuüben. Gleichermaβen sehe weder Artikel 9 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren noch das neue Gemeindegesetz eine Regelung vor, die so streng sei wie die durch das angefochtene Gesetz eingeführte Regelung. Dies könne dazu führen, daβ der Kläger sein öffentliches Amt aufgeben müsse; diese Situation würde durch den damit einhergehenden Entzug eines finanziellen Vorteils gegen Artikel 6 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte verstoβen, der das Recht auf Arbeit gewährleiste. Der Kläger werde also dazu verpflichtet, zwischen der Ausübung seiner wohlerworbenen Vermögensrechte und der Ausübung seiner politischen Rechte zu wählen.

A.6.2. Der Ministerrat behauptet, der Klagegrund falle nicht unter die Zuständigkeit des Hofes.

Zur Hauptsache würden die Artikel 10 und 11 der Verfassung nicht erfordern, daβ eine Übergangsbestimmung eine frühere Situation unverändert aufrechterhalte, und genausowenig, daβ der Gesetzgeber von seinen Zielsetzungen abkomme, um andere zu erstreben. Schon im königlichen Erlaβ vom 30. Mai 1970 sei die fragliche Unvereinbarkeit vorgesehen gewesen, auch wenn sie durch eine unzuständige Behörde eingeführt worden sei. Die Übergangsmaβnahme, die die Inhaber der betreffenden öffentlichen Ämter in die Lage versetzt habe, ihr Mandat bis zu den nächsten Wahlen fortzuführen, und die gerechtfertigt sei durch die Notwendigkeit, die Stimme des Wählers zu berücksichtigen, ergebe sich nicht aus dem angefochtenen Gesetz, sondern aus dem Gesetz vom 26. März 1996. Das Vorsehen einer weiterreichenden Übergangsbestimmung wäre ungerecht angesichts der Inhaber von Ämtern in den Kanzleien und Parkettsekretariaten, die ihrerseits die durch Artikel 52 des königlichen Erlasses vom 30. Mai 1970 vorgeschriebenen Unvereinbarkeiten beachtet hätten. Wenn das Fehlen einer Übergangsbestimmung für diskriminierend erklärt werde, so würde das Prinzip der Unvereinbarkeit dadurch nicht beeinträchtigt werden.

Auβerdem sei die Übergangsbestimmung des Gesetzes vom 10. Oktober 1967 nicht verbindlich für den späteren Gesetzgeber. Wie dem auch sei, die Übergangsbestimmung von 1967 habe unter anderem die Aufrechterhaltung des Besoldungsstatuts der Betroffenen bezweckt, welches später geändert werden könne und in dem hier angefochtenen Gesetz ohnehin nicht zur Debatte stehe. Es gebe also keine Verletzung des Rechtes auf Arbeit.

Sechster Klagegrund (vierter Klagegrund von A. Pépin)

A.7.1. Der Kläger bringt einen sechsten Klagegrund vor, der von einer Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung ausgeht, mit der Begründung, daβ ihm das Recht versagt werde, die Nichtigkeitsklage, die er gegen das Gesetz vom 26. März 1996 erhoben habe, vom Hof beurteilen zu lassen, und ihm somit durch die vollziehende Gewalt eine wesentliche richterliche Garantie entzogen werde. Das angefochtene Gesetz, das für die Angehörigen der Parkettsekretariate den Wortlaut des Gesetzes vom 26. März 1996 übernehme, sei nämlich am 17. Februar 1997 sanktioniert worden, d.h. nach der am 5. Februar 1997 erfolgten Notifikation dieser Nichtigkeitsklage an den Ministerrat. Die Annahme des neuen Gesetzes habe der Kläger dazu veranlaβt, seine Klage zurückzunehmen.

A.7.2. Der Ministerrat weist darauf hin, daβ der Kläger selbst seine vorherige Klage zurückgenommen habe. Nicht eine Initiative der vollziehenden Gewalt liege dem Urteil, in dem diese Klagerücknahme bewilligt worden sei, zugrunde. Auβerdem habe der Kläger in der vorliegenden Rechtssache eine Klage auf Nichtigerklärung des angefochtenen Gesetzes einreichen können.

A.7.3. Der Kläger erwidert, daβ er lediglich einem Unzulässigkeitsurteil wegen fehlenden Interesses infolge des hier angefochtenen neuen Gesetzes vorgegriffen habe. Das Vorgehen der vollziehenden Gewalt werde hier beanstandet wegen der postparlamentarischen Rolle, die sie bei der Annahme des neuen Gesetzes gespielt habe, indem der Entwurf der königlichen Sanktionierung unterworfen worden sei.

— *B* —

Hinsichtlich der Zulässigkeit

B.1.1. Dem Ministerrat zufolge hätten die Kläger kein Interesse an der Nichtigerklärung der angefochtenen Bestimmung, die eben zur Folge hätte, daβ Artikel 353*bis* des Gerichtsgesetzbuches erneut in seiner früheren Fassung wirksam werden würde.

B.1.2. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof erfordern, daβ jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinfluβt werden könnte.

B.1.3. Wenn in einer neuen Gesetzgebung der Gesetzgeber eine frühere Bestimmung übernimmt, verhindert dieser Umstand grundsätzlich nicht, daβ gegen die übernommene Bestimmung innerhalb von sechs Monaten nach ihrer Veröffentlichung Klage erhoben werden kann, da der Gesetzgeber somit seinen Willen bekundet hat, diesbezüglich gesetzgeberisch vorzugehen.

Im vorliegenden Fall tut der Umstand, daβ die angefochtene Bestimmung eine identische Bestimmung der früheren Gesetzgebung teilweise übernimmt, dem Interesse des Klägers an der Klageerhebung keinen Abbruch.

Die Wiedereinführung des früheren Artikels 353*bis*, die sich aus der Nichtigerklärung des neuen Artikels 353*bis* ergeben würde, auch wenn er im wesentlichen mit der für nichtig erklärten Bestimmung identisch wäre, wirkt sich nicht auf das Interesse an der Nichtigerklärung der angefochtenen Bestimmung aus.

Wenngleich der frühere Artikel 353*bis* nicht mehr den Gegenstand einer Nichtigkeitsklage bilden kann, so könnte seine Verfassungsmäßigkeit immerhin im Wege einer präjudiziellen Frage bestritten werden.

B.2.1. Der Ministerrat behauptet ebenfalls, die Kläger hätten nur insofern ein Interesse an der Nichtigerklärung des angefochtenen Gesetzes, als dieses Gesetz eine Unvereinbarkeit zwischen ihren Ämtern und der Ausübung eines Mandats als Gemeinderatsmitglied oder als Mitglied eines Sozialhilferates einführe.

B.2.2. Die Kläger - Beamter beim Parkett, Hauptsekretär beim Parkett, beigeordneter Sekretär beim Parkett und Beamter bei der Kanzlei - üben außerdem ein durch Wahlen verliehenes öffentliches Mandat aus. Sie weisen das erforderliche Interesse nach, die Nichtigerklärung der angefochtenen Bestimmung zu beantragen, soweit diese der Kategorie von Personen, der sie angehören, verbietet, gleichzeitig ein durch Wahlen verliehenes öffentliches Mandat auszuüben.

Der Hof beschränkt seine Prüfung auf die Unvereinbarkeiten, die sich nur auf diese Kategorien von Personen beziehen.

Hinsichtlich des ersten Klagegrunds

B.3.1. Die Nichtbeachtung - bei der Ausarbeitung des angefochtenen Gesetzes - der wesentlichen Formvorschrift der Gewerkschaftsverhandlung, die im Gesetz vom 19. Dezember 1974 zur Regelung der Beziehungen zwischen der öffentlichen Hand und den Gewerkschaften ihres Personals vorgesehen ist, würde dem ersten Klagegrund zufolge unter den diesem Gesetz unterliegenden Personalangehörigen einen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoßenden Behandlungsunterschied schaffen, soweit die der angefochtenen Bestimmung unterworfenen Personalangehörigen nicht die Garantie genossen hätten, die die Anwendung des vorgenannten Gesetzes von 1974 beinhalten würde.

B.3.2. Der Hof ist zuständig für die Verfassungsmäßigkeitsprüfung von Gesetzesbestimmungen, nicht angesichts der Art und Weise ihrer Ausarbeitung (unter Vorbehalt von Artikel 124*bis* des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989), sondern lediglich angesichts ihres Inhaltes.

Der Hof ist nicht dafür zuständig, über den Klagegrund zu befinden.

Hinsichtlich des zweiten Klagegrunds

B.4.1. Der zweite Klagegrund beruht auf einer Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 8 der Verfassung und Artikel 25 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte, mit der Begründung, daß keine Rechtfertigung für die Einschränkung vorliege, die die angefochtene Bestimmung dem Recht, an der Gestaltung der öffentlichen Angelegenheiten teilzunehmen, auferlege. Es gebe - so die Kläger - keinen Zusammenhang der Verhältnismäßigkeit zwischen der durch die angefochtene Bestimmung verfolgten Zielsetzung, die darin bestehe, das Vertrauen in die Justiz zu verstärken, und der eingeführten allgemeinen Unvereinbarkeit, die außerdem Personen betreffe, die nicht zum gerichtlichen Stand gehören würden, sondern zum Verwaltungspersonal.

B.4.2. Aus den Vorarbeiten zum Gesetz vom 26. März 1996 durch welches die erste Fassung von Artikel 353*bis* des Gerichtsgesetzbuches eingeführt wurde, geht hervor, daß der Gesetzgeber gleichzeitig die Neutralität und die Objektivität jener Personen hat gewährleisten wollen, die an der Ausübung der gerichtlichen Ämter teilnehmen, wobei es sich auch um jene Personen handelt, die nicht zum gerichtlichen Stand gehören, und jede Maßnahme hat ausschließen wollen, die möglicherweise den geleisteten Anstrengungen zum Aufholen des gerichtlichen Rückstands schaden würde (*Parl. Dok.*, Kammer, 1995-1996, Nr. 234/1, SS. 2 und 4). Aus den Vorarbeiten zu Artikel 84 des Gesetzes vom 17. Februar 1997, der Artikel 353*bis* durch eine neue Bestimmung ersetzt hat, die im vorliegenden Fall zur Debatte steht, geht nicht hervor, daß unterschiedliche Zielsetzungen erstrebt worden wären.

B.4.3. Wenngleich die angefochtene Regelung nicht die Bedingungen für die Ausübung eines politischen Mandats zum Gegenstand hat, hat sie wohl aber zur Folge, daß es nicht möglich ist, die Ämter, auf die sie sich bezieht, gleichzeitig auszuüben, was die Inhaber dieser Ämter dazu veranlassen kann, ein politisches Mandat nicht zu erstreben, weil dessen Ausübung zum Verlust ihrer Stelle führen könnte.

B.4.4. Obwohl die Wählbarkeit in einer demokratischen Gesellschaft ein Grundrecht ist, sind die Unabhängigkeit und die Unparteilichkeit der rechtsprechenden Gewalt ebenfalls Voraussetzungen, die mit den grundlegenden Werten der Demokratie zusammenhängen. Da die Ausübung eines durch Wahlen verliehenen öffentlichen Mandats bedeutet, daß sein Inhaber in der Öffentlichkeit für seine politischen Entscheidungen einsteht und das Vertrauen der Wähler erhalten will, konnte der Gesetzgeber vernünftigerweise davon ausgehen, daß Einschränkungen des Rechts, ein solches Mandat auszuüben, unentbehrlich sind für die Ausübung gerichtlicher Ämter. Er konnte auch der Meinung sein, daß, um das unparteiliche Funktionieren der Justiz zu gewährleisten, in den Augen der Öffentlichkeit, die möglicherweise über die Aufgabenteilung im Gerichtswesen unzureichend informiert ist, die Unvereinbarkeiten für all jene gelten sollten, die, und sei es zur Erfüllung von Verwaltungsaufgaben, in den Kanzleien und Parketten tätig sind.

B.4.5. Der Gesetzgeber könnte allerdings Abweichungen erlauben, wie er es zugunsten des Verwaltungspersonals des Staatsrates und des Schiedshofes getan hat (Artikel 110 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat; Artikel 48 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof).

Die bloße Feststellung, daß nun keine Abweichung erlaubt wurde, stellt aber keinen ausreichenden Nachweis für die diskriminierende Beschaffenheit der fraglichen Maßnahme dar.

B.4.6. Der Gesetzgeber hat zwar dadurch, daß er es den Personen, die von der neuen Bestimmung betroffen sind, erlaubt hat, ihr laufendes Mandat zu beenden, nicht aber, bei den nächsten Wahlen zu kandidieren, eine Übergangsbestimmung vorgesehen, die weniger günstig ist als diejenigen, die in Artikel 4 des Gesetzes vom 10. Oktober 1967 zur Einführung des Gerichtsgesetzbuches enthalten sind. Es ist aber Sache des Gesetzgebers, zu beurteilen, in welchem Maße die Anwendung einer neuen Regelung im Bereich der Unvereinbarkeiten aufzuschieben ist, damit ein angemessener Übergang von der früheren Regelung heraus zustande gebracht wird. Der bloße Umstand, daß er 1997 eine Maßnahme getroffen hat, die sich von der 1967 verabschiedeten Maßnahme unterscheidet, beinhaltet keine Diskriminierung.

Hinsichtlich des dritten Klagegrunds

B.5.1. Der dritte Klagegrund, der von einer Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung ausgeht, macht dem angefochtenen Gesetz zum Vorwurf, daß es die Inhaber der betreffenden administrativen Funktionen, die vom Justizministerium abhängen, anders behandeln würde als die Inhaber der gleichen administrativen Funktionen, die

jedoch von anderen Ministerien abhängen. Es gebe keine Rechtfertigung dafür, die beiden Kategorien von Angehörigen eines föderalen öffentlichen Dienstes unterschiedlich zu behandeln, da die ins Auge gefaßten Personen, die Verwaltungsaufgaben erfüllen würden, die Unparteilichkeit der Angehörigen des gerichtlichen Stands, denen sie nicht gleichzustellen seien, nicht beeinträchtigen könnten.

B.5.2. Es gibt zwischen den Personalmitgliedern der Kanzleien und der Parkettsekretariate einerseits und den anderen Personalmitgliedern des öffentlichen Dienstes andererseits einen auf objektiven Kriterien beruhenden Unterschied, denn erstere beteiligen sich - wenn auch indirekt - an den Diensten im Zusammenhang mit dem Funktionieren der Staatsanwaltschaft oder der ordentlichen Gerichtshöfe und Gerichte, wohingegen letztere nicht daran beteiligt sind. Aus den unter B.4.4 genannten Gründen rechtfertigt dieser Unterschied, daß nur erstere den fraglichen Unvereinbarkeiten unterliegen.

Der Klagegrund ist unbegründet.

Hinsichtlich des vierten Klagegrunds

B.6.1. Im vierten Klagegrund, der von einer Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung ausgeht, wird vorgebracht, daß das angefochtene Gesetz die Inhaber der betreffenden Stelle diskriminiere, je nachdem, ob sie ein durch Wahlen verliehenes öffentliches Mandat ausüben oder nicht. Durch Bestimmung verliehene Mandate, wie diejenigen, die in Interkommunalen oder in den im sogenannten Kulturpaktgesetz genannten Organen ausgeübt würden, seien so wie die Wahlmandate politisch identifiziert, unterlägen aber nicht der fraglichen Unvereinbarkeit.

B.6.2. Aus den Erklärungen des Justizministers während der Vorarbeiten - dieser Standpunkt wird im Ergänzungsschriftsatz des Ministerrats bestätigt - geht hervor, daß die fraglichen Unvereinbarkeiten sich auf die Inhaber politischer Mandate beziehen, « die durch Wahlen verliehen werden. Dies kann durch direkte Wahl erfolgen (Gemeinderatsmitglieder), oder indirekt (Schöffen, Mitglieder des Sozialhilferates) oder durch Bestimmung (Ernennung zum Bürgermeister) » (*Parl. Dok.*, Kammer, 1995-1996, Nr. 234/4, S. 7).

Über die Bestimmungen in Interkommunalen oder in kulturellen Organisationen befragt, hat der Minister jedoch geantwortet, daß das Verbot nicht auf diese « abgeleiteten » Mandate anwendbar sei (*Parl. Dok.*, Senat, 1995-1996, Nr. 1-245/2, SS. 5 und 6).

B.6.3. Wenn der Gesetzgeber die Ausübung eines Grundrechtes Einschränkungen unterwirft, kann er dies nur insofern tun, als es im Hinblick auf die von ihm erstrebte Zielsetzung unentbehrlich ist.

Es ist nicht unangemessen, davon auszugehen, daß die Unabhängigkeit und die Unparteilichkeit der rechtsprechenden Gewalt Gefahr laufen, beeinträchtigt zu werden, und zwar nicht durch diejenigen, die ein « politisch identifiziertes » Mandat ausüben, sondern durch diejenigen, die ein politisches Mandat ausüben und sich der Stimme des Wählers unterworfen haben.

Indem der Gesetzgeber die Unvereinbarkeiten auf diese Kategorie von Personen beschränkt hat, hat er keine diskriminierende Maßnahme getroffen.

Der Klagegrund ist unbegründet.

Hinsichtlich des fünften Klagegrunds

B.7.1. Der fünfte Klagegrund beruht auf einer Verletzung von Artikel 9 der Übergangsbestimmungen, die in Artikel 4 des Gesetzes vom 10. Oktober 1967 zur Einführung des Gerichtsgesetzbuches vorgesehen sind, und zwar mit der Begründung, daß der Gesetzgeber niemals die Absicht gehabt habe, die Unwählbarkeit des Verwaltungspersonals der Kanzleien und Parkette vorzusehen, und daß gemäß dem vorgenannten Artikel 9 Übergangsbestimmungen den betroffenen Angehörigen des gerichtlichen Stands sogar erlaubt hätten, ein durch Wahlen verliehenes öffentliches Mandat weiterhin auszuüben. Gleicherweise sehe weder Artikel 9 des Grundlagengesetzes vom 8. Juli 1976 über die öffentlichen Sozialhilfezentren noch das neue Gemeindegesetz eine Regelung vor, die so streng sei wie die durch das angefochtene Gesetz eingeführte Regelung. Diese könne dazu führen, daß der Kläger sein öffentliches Amt aufzugeben habe; diese Situation verstoße wegen der damit einhergehenden Entziehung finanzieller Vorteile gegen Artikel 6 des Internationalen Paktes über wirtschaftliche, soziale und kulturelle Rechte, der das Recht auf Arbeit gewährleiste. Der Kläger werde somit dazu verpflichtet, zwischen der Ausübung seiner wohlerworbenen Vermögensrechte und der Ausübung seiner politischen Rechte zu wählen.

B.7.2. Da der Klagegrund ausschließlich auf einer Verletzung von Normen beruht, die nicht zu denjenigen gehören, anhand deren der Hof seine Prüfung vornehmen kann, kann er nicht angenommen werden.

Hinsichtlich des sechsten Klagegrunds

B.8.1. Der sechste Klagegrund geht von einer Verletzung der Artikel 10 und 11 der Verfassung aus, und zwar mit der Begründung, daß der Kläger A. Pépin die von ihm gegen das Gesetz vom 26. März 1996 erhobene Nichtigkeitsklage nicht vom Hof habe beurteilen lassen können und ihm somit durch die vollziehende Gewalt eine wesentliche richterliche Garantie versagt worden sei. Der Kläger fügt hinzu, daß das angefochtene Gesetz, welches für die Angehörigen der Parkettsekretariate den Wortlaut des Gesetzes vom 26. März 1996 übernehme, nämlich am 17. Februar 1997 sanktioniert worden sei, d.h. nach der am 5. Februar 1997 erfolgten Notifikation dieser Nichtigkeitsklage an den Ministerrat. Der Kläger präzisiert, daß die Annahme des neuen Gesetzes ihn dazu veranlaßt habe, seine Klage zurückzunehmen.

B.8.2. Die Tatsache, daß gegen ein Gesetz eine Nichtigkeitsklage erhoben wird, entzieht dem Gesetzgeber nicht seine verfassungsmäßigen Prärogativen, auch wenn er dadurch, daß er sie ausübt, das vor dem Hof zur Debatte stehende Gesetz ersetzt. Die Annahme einer solchen neuen Gesetzesbestimmung zwingt einen Kläger nicht dazu, die Klage zurückzunehmen, die er gegen das bisherige Gesetz erhoben hatte, und entzieht den Institutionen und den Personen, auf die sich Artikel 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof bezieht, nicht das Recht, gegen diese Bestimmung eine neue Klage vor dem Hof einzuleiten.

Der Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

weist die Klagen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 21. Oktober 1998.

Der Kanzler, Der Vorsitzende,

L. Potoms. M. Melchior.

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 98 — 3036 [C − 98/21436]

8 NOVEMBER 1998. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 100 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en van artikel 88 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en telecommunicatie

VERSLAG AAN DE KONING,

Sire,

In de overgangsfase naar de Europese monetaire unie in 2002 werd het principe aangenomen dat, vanaf 1 januari 1999, de economische operatoren niet gedwongen mogen worden om de euro als munteenheid aan te wenden, maar dat zijn gebruik hun evenmin verboden mag worden. Het blijkt derhalve noodzakelijk te zijn om, inzake overheidsopdrachten, de artikelen 100, § 2, van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 en 88, § 2, van het koninklijk besluit van 10 januari 1996 per 1 januari 1999 aan te passen.

In de procedures van aanbesteding en van offerteaanvraag wordt tot nog toe enkel Belgische munt toegelaten.

De tekst werd zodanig gewijzigd dat de aannemers, leveranciers of dienstverleners zullen mogen kiezen in deze procedures om een offerte ofwel in Belgische franken ofwel in euro in te dienen. Een dergelijke verduidelijking moet niet gedaan worden voor de onderhandelingsprocedures met of zonder bekendmaking bij de aanvang van de procedure aangezien de reglementering het gebruik van Belgische munt niet oplegt. Daaruit volgt derhalve dat de euro eveneens toegelaten wordt volgens het hierboven uiteengezette principe.

Wanneer de inschrijver de Belgische frank of de euro gekozen heeft, moeten alle prijzen in de gekozen munt uitgedrukt worden.

Dit besluit is van toepassing op 1 januari 1999. Er wordt evenwel bepaald, dat de offertes voor in 1998 aangevatte opdrachten waarvan de uiterste ontvangstdatum voor de offertes na 31 december 1998 vastgesteld wordt, kunnen worden uitgedrukt in Belgische frank of in euro.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige,
en zeer getrouwe dienaar,

De Eerste Minister,
J.-L. DEHAENE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 25 juni 1998, door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot wijziging van artikel 100 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en voor de concessies voor openbare werken en van artikel 88 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en telecommunicatie », heeft op 8 oktober 1998 het volgende advies gegeven :

Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

1. Het om advies voorgelegde ontwerp strekt ertoe te voorzien in de mogelijkheid om te kiezen voor de euro als de munt om de prijzen uit te drukken in offertes in te dienen met toepassing van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten.

Daartoe brengt het ontwerp wijzigingen aan in artikel 100, § 2, van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en voor de concessies voor openbare werken (artikel 1 van het ontwerp) en in artikel 88, § 2, van het koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en telecommunicatie (artikel 2 van het ontwerp).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 98 — 3036 [C − 98/21436]

8 NOVEMBRE 1998. — Arrêté royal modifiant l'article 100 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et l'article 88 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications

RAPPORT AU ROI

Sire,

Dans la phase transitoire devant aboutir au passage à l'unité monétaire européenne en 2002, le principe retenu est, qu'à partir du 1er janvier 1999, les opérateurs économiques ne pourront être contraints d'utiliser l'euro comme unité monétaire mais que son usage ne pourra pas non plus leur être interdit. Il s'avère donc nécessaire, en matière de marchés publics, d'adapter au 1er janvier 1999 les articles 100, § 2, de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 et 88, § 2, de l'arrêté royal du 10 janvier 1996.

Jusqu'à présent, dans les procédures d'adjudication et d'appel d'offres, seule la monnaie belge est admise.

Le texte est modifié de façon telle que les entrepreneurs, fournisseurs ou prestataires de services pourront dans ces procédures choisir de remettre offre soit en francs belges, soit en euro. Une telle précision ne doit pas être apportée pour les procédures négociées s'accompagnant ou non d'une publicité lors du lancement de la procédure car la réglementation n'impose pas l'utilisation de la monnaie belge. Il en résulte dès lors que l'euro est également autorisé selon le principe exposé ci-dessus.

Lorsqu'un soumissionnaire aura choisi le franc belge ou l'euro, tous les prix devront être libellés dans la monnaie ainsi choisie.

Cet arrêté est d'application au 1er janvier 1999. Il est néanmoins prévu que les offres pourront être libellées en francs belges ou en euro dans le cas de marchés lancés en 1998 mais pour lesquels la date limite de réception des offres est postérieure au 31 décembre 1998.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux,
et très fidèle serviteur,

Le Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 25 juin 1998, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal modifiant l'article 100 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et l'article 88 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications", a donné le 8 octobre 1998 l'avis suivant :

Portée et fondement légal du projet

1. Le projet soumis pour avis vise à instaurer la possibilité de choisir l'euro comme monnaie pour exprimer les prix dans les offres à remettre en application de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

A cette fin, le projet apporte des modifications à l'article 100, § 2, de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics (article 1er du projet) et à l'article 88, § 2, de l'arrêté royal du 10 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications (article 2 du projet).

2. Het ontwerp vindt rechtsgrond in de voormelde wet van 24 december 1993, eensdeels in artikel 1, § 1, tweede lid, krachtens welke bepaling de Koning de algemene uitvoeringsregels voor de overheidsopdrachten bepaalt en anderdeels in artikel 24, eerste lid, krachtens hetwelk een concessie voor openbare werken toegekend mag worden onder de voorwaarden bepaald door de Koning.

Aanhef

In het eerste lid van de aanhef dient de rechtsgrond te worden gespecifieerd. Men vervange bijgevolg in dat lid de woorden « zoals gewijzigd door de koninklijke besluiten van 10 januari 1996 en 18 juni 1996 » door een verwijzing naar de - ongewijzigde - artikelen die hierboven, bij de bespreking van de rechtsgrond werden aangewezen onder nr. 2.

Artikelen 1 en 2

Men vervange in de Franse tekst van de ontworpen bepalingen telkens in de tweede zin het woord « sous » door « tous ».

Artikel 3

In de Nederlandse tekst vervange men voor de duidelijkheid het woord « vastgesteld » door het woord « gelegen ».

De kamer was samengesteld uit :
de heren :
D. Verbiest, voorzitter;
M. Van Damme, J.Smets, staatsraden;
G. Schrans, E. Wymeersch, assessoren van de afdeling wetgeving;
Mevr. A. Beckers, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer D. Verbiest.

Het verslag werd uitgebracht door de heer P. Depuydt, auditeur. De nota van het coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer W. Pas, referendaris.

De griffier, De voorzitter,
A. Beckers. D. Verbiest.

---

8 NOVEMBER 1998. — Koninklijk besluit tot wijziging van artikel 100 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en van artikel 88 van het koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en telecommunicatie

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,inzonderheid op de artikelen 1, § 1, tweede lid, en 24, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, inzonderheid op artikel 100, § 2;

Gelet op het Koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en telecommunicatie, inzonderheid op artikel 88, § 2;

Gelet op het advies van de Commissie voor de overheidsopdrachten van 27 april 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 28 april 1998;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 19 juni 1998 over de adviesaanvraag binnen de termijn van een maand;

2. Le projet trouve son fondement légal dans la loi précitée du 24 décembre 1993, d'une part, à l'article 1er, § 1er, alinéa 2, disposition aux termes de laquelle le Roi fixe les règles générales d'exécution des marchés publics, et d'autre part, à l'article 24, alinéa 1er, selon lequel une concession de travaux publics peut être octroyée dans les conditions déterminées par le Roi.

Préambule

Au premier alinéa du préambule, il y a lieu de spécifier le fondement légal. On remplacera dès lors dans cet alinéa les mots « telle que modifiée par les arrêtés royaux des 10 janvier 1996 et 18 juin 1996 » par une référence aux articles - non modifiés - indiqués au point 2 au dessus, lors de l'examen du fondement légal.

Articles 1er et 2

Dans le texte français des dispositions en projet, on remplacera, chaque fois dans la deuxième phrase, le mot « sous » par « tous ».

Article 3

Par souci de clarté, on remplacera dans le texte néerlandais le mot « vastgesteld » par le mot « gelegen ».

La Chambre était composée de :
MM. :
D. Verbiest, président;
M. Van Damme, J. Smets, conseillers d'Etat;
G. Schrans, E. Wymeersch, assesseurs de la section de législation;
Mme. A. Beckers, greffier.

La concordance ente la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le controle de M. D. Verbiest.

Le rapport a été présenté par M. P. Depuydt, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. W. Pas, référendaire adjoint.

Le greffier, Le président,
A. Beckers. D. Verbiest.

---

8 NOVEMBRE 1998. — Arrêté royal modifiant l'article 100 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et l'article 88 de l'arrêté royal du 10 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 1er, § 1er, alinéa 2, et 24, alinéa 1er;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, notamment l'article 100, § 2;

Vu l'arrêté royal du 10 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications, notamment l'article 88, § 2;

Vu l'avis de la Commission des marchés publics du 27 avril 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 28 avril 1998;

Vu la délibération du Conseil des Ministres du 19 juin 1998 sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 8 oktober 1998, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 100, § 2, van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, wordt het eerste lid vervangen door de volgende bepaling :

« De prijzen worden in de offerte in Belgische frank of in euro opgegeven, naargelang de keuze van de inschrijver. Eens de keuze gemaakt moeten alle prijzen in de gekozen munt uitgedrukt worden. ».

Art. 2. In artikel 88, § 2, van het koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en telecommunicatie, wordt het eerste lid vervangen door de volgende bepaling :

« De prijzen worden in de offerte in Belgische frank of in euro opgegeven, naargelang de keuze van de inschrijver. Eens de keuze gemaakt moeten alle prijzen in de gekozen munt uitgedrukt worden. ».

Art. 3. Dit besluit is van toepassing op de overheidsopdrachten waarvan de uiterste ontvangstdatum van de offertes gelegen is na 31 december 1998.

Art. 4. Onze Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 november 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
J.-L. DEHAENE

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 8 octobre 1998 en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans l'article 100, § 2, de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, le premier alinéa est remplacé par la disposition suivante :

« Les prix sont énoncés dans l'offre en francs belges ou en euro, au choix du soumissionnaire. Ce choix étant opéré, tous les prix doivent être indiqués dans la monnaie choisie. ».

Art. 2. Dans l'article 88, § 2, de l'arrêté royal du 10 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications, est remplacé par la disposition suivante :

« Les prix sont énoncés dans l'offre en francs belges ou en euro, au choix du soumissionnaire. Ce choix étant opéré, tous les prix doivent être indiqués dans la monnaie choisie. ».

Art. 3. Le présent arrêté est d'application aux marchés publics dont la date limite de réception des offres est postérieure au 31 décembre 1998.

Art. 4. Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 novembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 98 — 3037 [S − C − 98/16221]

10 AUGUSTUS 1998
Koninklijk besluit betreffende de erkenning van dierentuinen

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, gewijzigd bij wet van 4 mei 1995, inzonderheid op het artikel 5, §§ 2 en 3, en het artikel 44;

Gelet op het advies van het Comité van deskundigen bedoeld in artikel 5, § 2, tweede lid van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 december 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Vice-Eerste Minister en de Minister van Begroting, gegeven op 9 maart 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. Dierentuin : elke voor het publiek toegankelijke inrichting waar levende dieren behorende tot niet gedomesticeerde soorten worden gehouden en tentoongesteld, met inbegrip van dierenparken, safariparken, dolfinaria, aquaria en gespecialiseerde verzamelingen, evenwel met uitzondering van circussen, rondreizende tentoonstellingen en handelszaken voor dieren;

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 98 — 3037 [S − C − 98/16221]

10 AOUT 1998. — Arrêté royal relatif à l'agrément des parcs zoologiques

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, modifiée par la loi du 4 mai 1995, notamment l'article 5, §§ 2 et 3, et l'article 44;

Vu l'avis du Comité d'experts visé à l'article 5, § 2, alinéa 2 de la loi du 14 août 1986 relatif à la protection et au bien-être des animaux;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 décembre 1997;

Vu l'accord de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, donné le 9 mars 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. —*Définitions*

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1. Parc zoologique : tout établissement accessible au public où sont détenus et exposés des animaux vivants appartenant à des espèces non domestiques, y compris les parcs animaux, les parcs-safari, les dolphinariums, les aquariums et les collections spécialisées, à l'exclusion cependant des cirques, des expositions itinérantes et des établissements commerciaux pour animaux;

2. Gedomesticeerde soorten : gewoonlijk landbouwhuisdieren, gezelschapsdieren en soorten van dieren die gewoonlijk gehouden worden door de mens en die voorkomen op de lijst in bijlage A. De minister kan op advies van de Dierentuinencommissie deze lijst wijzigen;

3. Dierenverblijf : ruimte, binnen en/of buiten waarin het dier is ondergebracht;

4. Uitbater : elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een dierentuin uitbaat of voor wiens rekening een dierentuin wordt uitgebaat;

5. De Minister : de Minister of Staatssecretaris tot wiens bevoegdheid de landbouw behoort;

6. De dienst : de Inspectie-generaal van de veterinaire diensten van het Ministerie van Middenstand en Landbouw;

7. De Wet : de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren.

HOOFDSTUK II. — *Erkenningsprocedure*

Art. 2. § 1. De aanvraag voor de erkenning bedoeld in artikel 5, § 1, van de wet dient ingediend te worden door de uitbater bij de Dienst per aangetekend schrijven door middel van het formulier waarvan het model in bijlage B is vastgesteld. De aanvrager dient op de aanvraag fiscale zegels aan te brengen voor een bedrag afhankelijk van de gehouden diersoorten :

— 10 000 frank wanneer de verzameling zoogdieren of vogels bevat;

— 5 000 frank wanneer de verzameling uitsluitend andere dieren dan zoogdieren of vogels bevat.

§ 2. Bij de aanvraag dienen volgende stukken bijgevoegd te worden :

1° een overzichtsplan van de dierentuin met aanduiding van de funktie van de verschillende lokalen;

2° een lijst van de aanwezige dieren;

3° een kopie van de milieuvergunning in het Vlaams Gewest en in het Brussels Gewest en van de uitbatingsvergunning in het Waals Gewest;

4° een kopie van het contract opgesteld in toepassing van artikel 15 van dit besluit;

5° een lijst van de personeelsleden met vermelding van hun taak;

6° de naam en het adres van de verantwoordelijke die instaat voor de uitvoering van dit besluit; indien de uitbater een rechtspersoon is, wordt voor de toepassing van dit besluit een verantwoordelijke aangewezen;

7° een kopie van de verzekeringsovereenkomst die de burgelijke aansprakelijkheid dekt bedoeld in artikel 1385 van het Burgelijk Wetboek.

§ 3. De Dienst moet op de hoogte worden gebracht van wijzigingen aan de vergunning bedoeld in artikel 2, § 2, 3°;

§ 4. De Minister verleent de erkenning op advies van de Dienst binnen de honderd tachtig dagen na ontvangst van de aanvraag, indien aan de voorwaarden gesteld in de wet en haar uitvoeringsbesluiten wordt voldaan. De beslissing van de Minister wordt geacht gunstig te zijn indien zij niet binnen voormelde termijn genomen is. Aan de erkenning kunnen beperkingen met betrekking tot de taxa en het aantal dieren verbonden worden.

§ 5. De Minister kan, op ieder ogenblik, de erkenning van een dierentuin intrekken of schorsen indien die niet langer voldoet aan de in de wet en haar uitvoeringsbesluiten vastgestelde voorwaarden.

De schorsing of intrekking kan betrekking hebben op slechts een gedeelte van de dierentuin.

§ 6. Bij overlijden van de uitbater van de dierentuin blijft de erkenning behouden, indien een nieuwe uitbater de uitbating binnen twee maanden na de stopzetting herneemt en hij de Dienst hiervan binnen dezelfde termijn bij aangetekend schrijven op de hoogte brengt.

In geval van stopzetting van de exploitatie van de dierentuin blijft de erkenning behouden, indien een nieuwe uitbater de uitbating binnen twee maanden na de stopzetting herneemt en hij de Dienst hiervan binnen dezelfde termijn bij aangetekend schrijven op de hoogte brengt.

2. Espèces domestiques : animaux agricoles, animaux de compagnie et espèces d'animaux couramment détenus par l'homme et figurant sur la liste fixée à l'annexe A. Le ministre peut sur avis de la Commission des parcs zoologiques modifier cette liste;

3. Logement pour animaux : espace intérieur et/ou extérieur où est placé l'animal;

4. Exploitant : toute personne physique ou morale exploitant un parc zoologique ou pour le compte de laquelle est exploité un parc zoologique;

5. Ministre : le Ministre ou le Secrétaire d'Etat qui a l'agriculture dans ses attributions;

6. Service : l'Inspection générale des services vétérinaires du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture;

7. Loi : la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux.

CHAPITRE II. — *Procédure d'agrément*

Art. 2. § 1er. La demande d'agrément visée à l'article 5, § 1er, de la loi doit être introduite auprès du Service par l'exploitant par lettre recommandée au moyen d'un formulaire dont le modèle est fixé à l'annexe B. Le demandeur doit apposer sur la demande des timbres fiscaux d'une valeur dépendant des espèces animales détenues :

— 10 000 francs s'il s'agit d'une collection comprenant des mammifères ou des oiseaux;

— 5 000 francs s'il s'agit d'une collection composée uniquement d'animaux autres que les mammifères ou les oiseaux.

§ 2. Doivent être jointes à la demande les pièces suivantes :

1° un plan d'ensemble du parc zoologique avec précision de la fonction des différents locaux;

2° une liste des animaux présents;

3° une copie du permis d'environnement en Région flamande et en Région bruxelloise et de l'autorisation d'exploitation en Région wallonne;

4° une copie du contrat rédigé en application de l'article 15 du présent arrêté;

5° une liste des membres du personnel avec mention de leur tâche;

6° le nom et l'adresse du responsable qui répond de l'exécution du présent arrêté; si l'exploitant est une personne morale, un responsable est désigné pour l'application du présent arrêté;

7° une copie du contrat d'assurance couvrant la responsabilité civile visée à l'article 1385 du Code Civil.

§ 3. Le Service doit être informé des modifications à l'autorisation visée à l'article 2, § 2, 3°;

§ 4. Le Ministre accorde l'agrément sur avis du Service dans les cent quatre-vingts jours qui suivent la réception de la demande si les conditions fixées dans la loi et dans ses arrêtés d'exécution sont remplies. La décision du Ministre est considérée comme positive au cas où elle n'est pas prise dans les délais précités. L'agrément peut être lié à des restrictions concernant les taxons et les quantités d'animaux.

§ 5. Le Ministre peut, à tout moment, retirer l'agrément d'un parc zoologique ou le suspendre s'il ne satisfait plus aux conditions fixées par la loi et ses arrêtés d'exécution.

La suspension ou le retrait peut ne concerner qu'une partie du parc zoologique.

§ 6. En cas de décès de l'exploitant du parc zoologique, l'agrément reste valable à condition que le nouvel exploitant reprenne l'exploitation dans les deux mois de la cessation et qu'il en informe le Service par lettre recommandée dans le même délai.

En cas de cessation de l'exploitation du parc zoologique, l'agrément reste valable à condition que le nouvel exploitant reprenne l'exploitation dans les deux mois de la cessation et qu'il en informe le Service par lettre recommandée dans le même délai.

HOOFDSTUK III. —*Erkenningsvoorwaarden*

Afdeling I. — Huisvesting en uitrusting

Art. 3. De dierenverblijven moeten zo ontworpen en onderhouden zijn dat in alle omstandigheden ontsnappen van de dieren onmogelijk en de veiligheid van de dieren, het publiek en het personeel gewaarborgd is.

Ondermeer ziet men erop toe dat :

1° de gevaarlijke dieren die kunnen klimmen of springen, gehouden worden in een volledig, ook bovenaan afgesloten omheining tenzij het klimmen of springen over de omheining op een andere wijze onmogelijk is of het verblijf omringd is door een voldoende brede en diepe strook water;

2° de gravende dieren niet via de bodem kunnen ontsnappen;

3° de omheining en steunpilaren stevig verankerd zijn in de bodem zodat het dier deze door zijn gewicht of kracht niet kan vernielen;

4° de grachten rond dierenverblijven een voldoende afsluiting vormen;

5° de deuren of poorten stevig zijn en op slot gehouden worden;

6° de gebouwen, lokalen of gedeelten van de dierentuin tot dewelke het publiek geen toegang heeft, afgesloten zijn en voorzien zijn van waarschuwings-of verbodstekens;

7° een direct kontakt tussen publiek en gevaarlijke dieren onmogelijk gemaakt wordt door barrières die een voldoende afstand creëren;

8° het publiek ingelicht wordt van eventueel gevaar.

Art. 4. § 1. De dierenverblijven en de gebruikte materialen moeten zo gekozen en onderhouden worden dat dieren zich er in normale omstandigheden niet aan kunnen kwetsen of er andere hinder van kunnen ondervinden die hun welzijn kan schaden.

§ 2. De elektriciteitsvoorzieningen moeten zo aangebracht worden dat het risico van elektrocutie vermeden wordt.

Art. 5. De dieren die buiten gehouden worden moeten kunnen beschutting zoeken in geval van ongunstige weersomstandigheden.

Art. 6. De dierenverblijven moeten zo ontworpen en ingericht zijn dat ze een zo gevarieerd mogelijk natuurlijk gedrag stimuleren.

Art. 7. Onverminderd de bepalingen van artikel 4 van de wet moet er bij het huisvesten van de dieren op toegezien worden dat :

1° de sociaal levende soorten in sociale groepen gehouden worden tenzij dit tegenaangewezen is om diergeneeskundige of zootechnische redenen;

2° de solitaire levende soorten alleen gehouden worden;

3° er zich geen schadelijke interactie voordoet bij het samenstellen van een diergroep.

Art. 8. De Minister kan bijkomende voorschriften vaststellen betreffende de huisvesting van bepaalde diersoorten meer bepaald met betrekking op de minimale afmetingen van de dierenverblijven en van hun inrichting.

Art. 9. Het voeder moet bewaard en bereid worden in hygiënische omstandigheden in ruimten die vrij zijn van schadelijke dieren en die gescheiden zijn van de dierenverblijven. Voor de bewaring van vlees of vis of andere bederfbare waren is een koelinstallatie vereist. Bedorven voedselresten moeten zo snel mogelijk verwijderd worden.

Art. 10. Voor onderzoek van en ingrepen op gewervelde dieren moet een schoon, geventileerd en goed verlicht lokaal beschikbaar zijn. Een ruimte voor afzondering van dieren om diergeneeskundige redenen moet ook voorzien worden.

CHAPITRE III. — *Conditions d'agrément*

Section I. — Hébergement et équipement

Art. 3. Les logements pour animaux doivent être conçues et entretenues de telle sorte que, en toutes circonstances normales, les animaux ne puissent s'échapper et que la sécurité des animaux, du public et du personnel soit assurée.

Il faut veiller entre autres à ce que :

1° les animaux dangereux qui grimpent ou sautent soient détenus dans une enceinte complètement fermée sauf si les animaux sont dans l'impossibilité de franchir la clôture d'une autre manière ou si l'aire est entourée d'une voie d'eau suffisamment large et profonde;

2° les animaux fouisseurs ne puissent non plus s'échapper par le sol;

3° l'enceinte et les piliers soient solidement ancrés dans le sol de telle sorte que les animaux ne puissent les détruire par leurs poids ou leur force;

4° les fossés autour des logements pour animaux constituent un barrière adéquate;

5° les portes et portails soient solides et maintenus fermés;

6° les bâtiments, les locaux ou les parties du parc zoologique auxquels le public n'a pas accès soient fermés et équipés d'une signalisation d'avertissement ou d'interdiction;

7° un contact direct entre le public et les animaux dangereux soit rendu impossible par des barrières maintenant une distance suffisante;

8° le public soit informé de tout danger éventuel.

Art. 4. § 1er. Les logements pour animaux et les matériaux utilisés doivent être choisis et entretenus de telle sorte que dans des circonstances normales les animaux ne puissent s'y blesser ou en subir d'autres inconvénients qui pourraient nuire à leur bien-être.

§ 2 Les équipements électriques doivent être installés de façon à éviter le risque d'électrocution.

Art. 5. Les animaux détenus à l'extérieur doivent pouvoir s'abriter lorsque les conditions atmosphériques sont défavorables.

Art. 6. Les logements pour animaux doivent être conçus et aménagé de façon à stimuler des comportements aussi variés et naturels que possible.

Art. 7. Sans préjudice des dispositions de l'article 4 de la loi, pour l'hébergement des animaux, il faut veiller à ce que :

1° les spécimens appartenant à des espèces sociales soient hébergés en groupe, sauf s'il existe des contre-indications d'ordre vétérinaire ou zoötechnique;

2° les spécimens appartenant à des espèces solitaires soient détenus seuls;

3° aucune interaction dommageable ne se produise lors de la constitution d'un groupe d'animaux.

Art. 8. Le Ministre peut fixer des prescriptions supplémentaires relatives aux conditions d'hébergement d'espèces animales, en particulier en ce qui concerne les dimensions minimales des logements pour animaux et leur aménagement.

Art. 9. Les aliments doivent être conservés et préparés dans de bonnes conditions d'hygiène, dans des locaux à l'abris des animaux nuisibles et séparés des logements pour animaux. Une installation de réfrigération est nécessaire pour la conservation de la viande, du poisson ou d'autres denrées périssables. Les restes alimentaires avariés doivent être éliminés aussi rapidement que possible.

Art. 10. Pour l'examen et les interventions sur animaux vertébrés, un local propre, bien ventilé et éclairé doit être disponible. Un espace permettant l'isolement d'animaux pour des raisons vétérinaires doit également être prévu.

Art. 11. Een hulppost voorzien van uitrusting voor eerste hulp en gepaste schriftelijke aanwijzingen terzake moet aanwezig en goed aangeduid zijn.

Indien giftige dieren die gevaarlijk zijn voor de mens gehouden worden, moet antiserum aanwezig zijn.

Afdeling II. — Verzorging, hygiëne en diergeneeskundige begeleiding

Art. 12. § 1. De verantwoordelijke moet erop toezien dat voldoende en bekwaam personeel ter beschikking is voor de verzorging van de dieren en voor het onderhoud van de dierenverblijven.

§ 2. Dit personeel moet op de hoogte zijn van :

1° de voedingsvereisten van de hen toevertrouwde dieren;

2° de ziektebeelden en tekenen die toelaten om een verminderd welzijn bij dieren vast te stellen zoals ondermeer abnormaal gedrag;

3° de risico's van ziekteoverdracht;

4° de te treffen noodmaatregelen ingeval van ontsnapping van de dieren;

5° de te nemen maatregelen bij ongevallen.

Art. 13. De dieren moeten tenminste eenmaal per dag worden gecontroleerd. Indien de dieren niet gezond blijken te zijn of andere tekenen vertonen die wijzen op een verminderd welzijn, moeten onmiddellijk stappen ondernomen worden om de oorzaak vast te stellen en hieraan te verhelpen. Indien nodig moet beroep gedaan worden op een dierenarts.

Art. 14. In gesloten ruimten waar dieren worden gehouden, moet een rookverbod ingesteld worden.

Art. 15. Voor het regelmatig toezicht op de gezondheid en het welzijn van de gewervelde dieren andere dan vissen, dient de verantwoordelijke een contract aan te gaan met een erkende dierenarts.

Deze dierenarts staat ondermeer in voor de preventieve geneeskundige onderzoeken, de vaccinaties en voor een parasitologisch onderzoek.

Hij onderzoekt nieuw binnengebrachte dieren en stelt eventueel een quarantaineperiode vast. Hij volgt de gezondheid van de dieren in quarantaine.

De verantwoordelijk brengt de dierenarts op de hoogte van elke sterfte. De dierenarts stelt de doodsoorzaak vast en neemt de nodige maatregelen om de gezondheid van de overige dieren te vrijwaren.

De dierenarts licht de verantwoordelijke in wanneer hij vaststelt dat de gezondheid of het welzijn van de dieren gevaar loopt en stelt maatregelen voor. Indien zijn raad en opmerkingen niet opgevolgd worden brengt hij de Dienst hiervan schriftelijk op de hoogte.

Art. 16. Na de eventuele quarantaine moeten de nodige voorzorgen genomen worden alvorens nieuwe dieren in de groep te integreren.

Art. 17. Het verstrekte voedsel moet kwalitatief en kwantitatief aangepast zijn aan de behoeften zowel van de soort als van het individuele dier. Hiertoe wordt het advies van deskundigen ingewonnen en opgevolgd.

Bij het verstrekken van voeder en drinkwater moet het sociaal gedrag van de dieren in acht genomen worden opdat, indien nodig, alle dieren binnen hetzelfde verblijf gelijktijdig kunnen eten;

Bij het kweken en het verstrekken van prooidieren moeten gepaste maatregelen genomen worden om onnodig lijden van deze dieren te vermijden.

Het voederen van de dieren door bezoekers is verboden behalve indien het gaat om passend voedsel dat verstrekt wordt onder direct toezicht van een personeelslid.

Art. 18. De dierenverblijven en de erin aangebrachte uitrusting moeten regelmatig gereinigd en indien nodig ontsmet worden.

Alle nodige maatregelen moeten getroffen worden om het binnendringen van ongewenste dieren en ziektevectoren tot een minimum te herleiden, en de vermenigvuldiging ervan te voorkomen.

Art. 11. Un poste de sécours muni des équipements de premiers soins et des notices explicatives adéquates doit être présent et indiqué clairement.

Si des animaux venimeux qui sont dangereux pour l'homme sont détenus, des sérums antivenin doivent être présents.

Section II. — Soins, hygiène et guidance vétérinaire

Art. 12. § 1er. Le responsable doit s'assurer qu'un personnel compétent et en nombre suffisant soit affecté aux soins des animaux et à l'entretien des logements pour animaux.

§ 2. Ce personnel doit être au courant :

1° des besoins alimentaires des animaux qui lui sont confiés;

2° des symptômes de maladies et des signes permettant de constater une diminution du bien-être des animaux, entre autres les comportements anormaux;

3° des risques de contagion de maladies;

4° des mesures d'urgence à prendre en cas de fuite des animaux;

5° des mesures à prendre en cas d'accident.

Art. 13. Les animaux doivent être contrôlés au moins une fois par jour. Si les animaux ne paraissent pas en bonne santé, ou présentent des autres signes permettant de constater une diminution de leur bien-être, des mesures doivent être immédiatement mises en oeuvre pour en découvrir la cause et y remédier. Au besoin, il sera fait appel à un vétérinaire.

Art. 14. Il doit être interdit de fumer dans tout espace clos où sont hébergés des animaux.

Art. 15. Pour le contrôle régulier de la santé et du bien-être des animaux vertébrés autres que les poissons, le responsable doit passer un contact avec un médecin vétérinaire agréé.

Ce vétérinaire intervient entre autres pour les examens médicaux préventifs, les vaccinations et les contrôles parasitaires.

Il examine les nouveaux animaux introduits et détermine la durée de quarantaine éventuelle. Il surveille l'état de santé des animaux en quarantaine.

Le responsable avertit le vétérinaire de chaque mortalité. Le vétérinaire en établit les causes et prend les mesures nécessaires pour sauvegarder la santé des autres animaux.

Le vétérinaire informe le responsable lorsqu'il constate que la santé ou le bien-être des animaux est menacé et lui propose les mesures à prendre. Si ses avis et ses remarques ne sont pas suivis, il en informe le Service par écrit.

Art. 16. Après la quarantaine éventuelle, les précautions nécessaires doivent être prises avant d'intégrer de nouveaux animaux dans un groupe.

Art. 17. L'alimentation des animaux doit être adaptée qualitativement et quantitativement aux besoins tant de l'espèce que de l'individu. Pour ce faire, le responsable recueillera et suivra l'avis d'experts.

Lors de la distribution des aliments et de l'eau de boisson, il faut tenir compte du comportement social des animaux pour que tous les animaux présents dans le même logement puissent, si nécessaire, s'alimenter simultanément.

Pour l'élevage et la fourniture des proies, les mesures appropriées doivent être prises afin d'éviter toute souffrance inutile à ces animaux;

L'alimentation des animaux par les visiteurs est interdite, sauf s'il s'agit d'aliments appropriés qui sont distribués sous la surveillance directe d'un membre du personnel.

Art. 18. Les logements pour animaux et les équipements qui s'y trouvent doivent être régulièrement nettoyées et, si nécessaire, désinfectées.

Toutes les mesures nécessaires doivent être prises pour limiter au maximum l'introduction d'animaux nuisibles et de vecteurs de maladies et pour en prévenir la prolifération.

Art. 19. De gestorven dieren moeten zo snel mogelijk uit de dierenverblijven worden verwijderd.

Art. 20. Direct fysiek contact tussen de dieren en het publiek moet vermeden worden. Het kan enkel worden toegelaten voor beperkte periodes, onder direct toezicht van het personeel en op voorwaarde dat het welzijn van de dieren er niet door geschaad wordt.

Art. 21. De verantwoordelijke moet de aandacht van het publiek vestigen op de agressiviteit en het gevaar van sommige dieren door het plaatsen van informatieve borden waar nodig.

In dierentuinen waar het publiek door middel van voertuigen gevaarlijke dieren kan benaderen zonder dat nog enige barrière hen scheidt, moeten strikte veiligheidsmaatregelen genomen worden. Het publiek moet duidelijk geinformeerd worden van de voorschriften waaraan het zich strikt moet houden. In dergelijke inrichtingen moet het toezichthoudend personeelslid de onmiddellijke beschikking hebben over een vuurwapen om in geval van nood een gevaarlijk dier te doden.

Art. 22. Bij ontsnapping van een gevaarlijk dier moet de verantwoordelijke de burgelijke overheid en de ordediensten verwittigen en bijstand verlenen bij de opsporing, de vangst en het terugbrengen van het dier. Hij moet tevens de bevolking inlichten van de mogelijke gevaren. De kosten verbonden aan deze actie vallen volledig ten laste van de uitbater en moeten aan de respectievelijke overheden terugbetaald worden.

Afdeling III. — Informatie van de bezoeker en educatief programma.

Art. 23. Op of in de nabijheid van elk dierenverblijf moet duidelijk leesbaar, wetenschappelijke en taalkundig correcte basisinformatie aanwezig zijn met betrekking tot de erin ondergebrachte diersoorten (soortnaam, wetenschappelijke naam, verspreidingsgebied en beschermingsstatus).

Bij dierenverblijven waarin verschillende diersoorten zijn ondergebracht die moeilijk van mekaar te onderscheiden zijn, moet deze basisinformatie aangevuld worden met een afbeelding.

De dierentuin plaatst bij het verstrekken van informatie de dieren zoveel mogelijk in hun biologische en ecologische context.

Art. 24. De dierentuin dient een informatief en educatief programma voor ondermeer schoolkinderen op te stellen, dat gebaseerd is op een inleiding tot de biologie, de ecologie en het natuurbehoud. Hiervoor moet het advies ingewonnen worden van een deskundige met de passende biologische kennis en pedagogische ervaring.

Indien vertoningen van dieren worden georganiseerd moet het natuurlijk gedrag van de dieren centraal staan, ook in de erbij verstrekte commentaar.

Afdeling IV. — Kweken van de dieren en soortbehoudsprogramma

Art. 25. De dierentuin moet zijn medewerking verlenen aan gecoördineerde internationale kweek- en uitwisselingsprogramma's indien er dieren gehouden worden waarop deze programma's betrekking hebben. Het dierenbestand moet doorgegeven worden aan de betreffende coördinatoren of stamboekhouders.

Art. 26. Ongecontroleerd kweken moet vermeden worden. Het kweken van hybriden is verboden tenzij dit past in een wetenschappelijk verantwoord kweekprogramma.

De Minister kan een lijst van soorten vaststellen waarvan het kweken in dierentuinen verboden of beperkt worden.

Afdeling V. — Register.

Art. 27. De verantwoordelijke moet in een register of computerbestand voor elk dier of diergroep volgende gegevens bijhouden :

1° de gewone en de wetenschappelijke benaming;

2° het geslacht;

Art. 19. Les animaux morts doivent être évacués le plus rapidement possible des logements pour animaux.

Art. 20. Le contact physique direct entre les animaux et le public doit être évité. Il ne peut être autorisé que durant des périodes limitées, sous le contrôle direct du personnel et à condition qu'il ne soit pas porté préjudice au bien-être des animaux.

Art. 21. Le responsable doit attirer l'attention du public sur l'agressivité et le danger de certains animaux au moyen de panneaux explicatifs placés aux endroits nécessaires.

Dans les parcs zoologiques où le public peut approcher des animaux dangereux au moyen de véhicules sans qu'aucun obstacle ne les sépare, des mesures de sécurité strictes doivent être prises. Le public sera clairement informé des prescriptions auxquelles il doit se conformer strictement. Dans de tels établissements, le membre du personnel chargé de la surveillance doit pouvoir disposer immédiatement d'une arme à feu afin de mettre à mort, en cas d'urgence, un animal dangereux.

Art. 22. En cas de fuite d'un animal dangereux, le responsable doit prévenis les autorités civiles et les services d'ordre et doit collaborer aux recherches, à la capture et à la réintégration de l'animal. Il doit aussi informer la population des dangers éventuels. Les frais inhérents à ces opérations doivent être intégralement supportés par l'exploitant et doivent être remboursés aux autorités respectives.

Section III. — Information du visiteur et programme éducatif

Art. 23. Sur ou près de chaque logement pour animaux, doit être présenté une information de base, clairement lisible, scientifiquement et linguistiquement correcte ayant un rapport direct avec les espèces animales y détenues (nom vernaculaire et nom scientifique de l'espèce, aire de répartition et statut de conservation).

Lorsque des espèces animales différentes mais difficiles à distinguer l'une de l'autre sont détenues dans un même logement pour animaux, cette information de base doit être complétée par une illustration.

Dans les informations fournies au public, le parc zoologique doit placer le plus possible les animaux dans leur contexte biologique et écologique.

Art. 24. Le parc zoologique doit établir un programme éducatif et informatif notamment à l'attention d'élèves, basé sur une introduction à la biologie, à l'écologie et à la conservation de la nature. A cet effet, l'avis d'un expert possédant une connaissance biologique et une expérience pédagogique doit être recueilli.

Au cas où des représentations d'animaux sont organisées, leur comportement naturel doit être mis en évidence, tout comme dans les commentaires qui sont fournis.

Section IV. — Elevage des animaux
et programme de conservation des espèces

Art. 25. Le parc zoologique doit collaborer aux programmes coordonés d'échange et d'élevage internationaux s'il détient des animaux concernés par ceux-ci. Le fichier des animaux doit être transmis aux coordonateurs ou détenteurs des registres concernés.

Art. 26. Tout l'élevage incontrôlé doit être évité. L'élevage d'hybride est interdit sauf s'il cadre dans un programme d'élevage scientifique justifié.

Le Ministre peut fixer une liste d'espèces dont l'élevage dans des parcs zoologiques peut être interdit ou limité.

Section V. — Registre

Art. 27. Le responsable doit, pour chaque animal ou groupe d'animaux inscrire les renseignements suivants dans un registre ou dans un fichier informatique :

1° la dénomination scientifique et vernaculaire;

2° le sexe;

3° oorsprong en datum van verkrijging of geboortedatum;

4° in geval van vertrek van een dier : naam en adres van de bestemming;

5° identificatie van het specimen, met naargelang het geval het ringnummer, de tatoeage- of mikrochipnummer of de bijzondere uitwendige kenmerken.

Deze gegevens betreffende het dier of de groep van dieren moeten door de dierenarts bedoeld in artikel 15 met volgende gegevens aangevuld worden :

1° de datum van de controlebezoeken;

2° de gezondheidstoestand (ziektes, behandelingen en andere ingrepen);

3° in geval van sterfte de datum en de oorzaak.

Deze gegevens moeten gedurende vijf jaar na de dood van het dier bewaard worden en op verzoek van de overheid voorgelegd worden.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangsbepalingen*

Art. 28. Voor de dierentuinen die bestaan op het ogenblik van de publikatie van dit besluit dient de aanvraag voor erkenning te worden ingediend binnen de negentig dagen na de inwerkingtreding van het besluit overeenkomstig de procedure beschreven in artikel 2.

Op advies van de Dienst kan de Minister een voorlopige erkenning afleveren, waarin wordt bepaald dat de betrokken dierentuin binnen een termijn van ten hoogste twaalf maanden de nodige maatregelen dient te nemen om aan de voorschriften van dit besluit te voldoen.

Art. 29. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1999.

Art. 30. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 10 augustus 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

3° l'origine et la date d'aquisition ou la date de naissance;

4° au départ d'un animal : le nom et l'adresse de la destination;

5° l'identification du spécimen, avec selon le cas, le numéro de bague, de tatouage ou de micropuce ou les caratéristiques extérieures particulières.

Le médecin vétérinaire visé à l'article 15 doit compléter ces renseignements concernant l'animal ou le groupe d'animaux par les informations suivantes :

1° la date des visites de contrôle;

2° la situation sanitaire (maladies, traitements et autres interventions);

3° en cas de mortalité, la date et la cause de la mort.

Ces renseignements doivent être conservés pendant cinq ans après la mort de l'animal et être présentés à la demande de l'autorité.

CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires*

Art. 28. Pour le parcs zoologiques existants au moment de la publication de cet arrêté, la demande d'agrément doit être introduite dans les nonante jours qui suivent la publication de cet arrêté, conformément à la procédure décrite à l'article 2.

Le Ministre peut sur avis du Service, accorder un agrément provisoire précisant que le parc zoologique concerné doit prendre les mesures nécessaires pour satisfaire aux prescriptions du présent arrêté, dans un délai maximum de douze mois.

Art. 29. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1999.

Art. 30. Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 10 août 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Bijlage A bij het koninklijk besluit van 10 augustus 1998

—

Annexe A à l'arrêté royal du 10 août 1998

Lijst van de gedomesticeerde soorten		Liste des espèces domestiques
Lama	Lama glama	Lama
Alpaca	Lama pacos	Alpaca
Damhert	Dama dama	Daim
Pauw	Pavo cristatus	Paon

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 10 augustus 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minster van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 10 août 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites en Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Bijlage B bij het koninklijk besluit van 10 augustus 1998

ERKENNINGSAANVRAAG VAN EEN DIERENTUIN

Naam, adres en telefoonnr., (fax) van de dierentuin

Naam, adres en telefoonnr., (fax) van de uitbater

Milieuvergunning Vlaams- en Brussels Gewest) : .....
Uitbatingsvergunning (Waals Gewest) : .....
Rechtsvorm (N.V., V.Z.W., B.V.B.A.,...) : .....

Personeelsbestand

(aantal, taak, eventuele getuigschriften)

Erkende dierenarts belast met toezicht op de gezondheid en het welzijn van de dieren

(naam, adres, telefoonnummer, nummer van inschrijving in de Orde)

Fiskale zegels (art. 2 § 1)

Bijgevoegde documenten (art. 2 § 2)

○ overzichtsplan van de dierentuin
○ inventaris van het dierenbestand
○ kopie van de statuten van de dierentuin
○ kopie van de milieuvergunning (Vlaams en Brussels Gewest) kopie van de uitbatingsvergunning (Waals Gewest)
○ kopie van het contract met de erkende dierenarts
○ kopie van de verzekeringsovereenkomst

Advies van de Veterinaire Diensten

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 10 augustus 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,
L. TOBBACK

De Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

Annexe B à l'arrêté royal du 10 août 1998

DEMANDE D'AGREMENT POUR UN PARC ZOOLOGIQUE

Nom, adresse et numéro de téléphone (fax) du parc zoologique

Nom, adresse et numéro de téléphone (fax) de l'exploitant

Permis d'environnement (Région flamande et Région bruxelloise) : .....
Autorisation d'exploitation (Région wallonne) : .....
Forme juridique (S.A., ASBL, SPRL,...) : .....

Composition du personnel

(nombre, tâches, diplômes éventuels)

Médecin vétérinaire agréé chargé de la surveillance de la santé et du bien-être des animaux

(nom, adresse, numéro de téléphone, numéro de l'inscription à l'Ordre)

Timbres fiscaux (art. 2 § 1er)

Documents annexés (art. 2 § 2)
- ○ plan d'ensemble du parc zoologique
- ○ inventaire des animaux présents
- ○ copie des statuts du parc zoologique
- ○ copie de l'autorisation d'exploitation (Région wallonne)
- ○ copie du permis d'environnement (Région bruxelloise) et Région flamande
- ○ copie du contrat avec le médecin vétérinaire agréé
- ○ copie du contrat d'assurance

Avis des Services Vétérinaires

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 10 août 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,
L. TOBBACK

Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID, MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU EN MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 98 — 3038 (98 — 2570) [98/03520]

3 SEPTEMBER 1998. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 oktober 1978 tot uitvoering van de artikelen 400 tot 404 en van artikel 408, § 2, 2°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en van de artikelen 30*bis* en 30*ter*, § 9, 2°, van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 185 van 25 september 1998, blz. 31418 moet, in de Franse tekst, de inleidende zin van artikel 2 als volgt worden gelezen : « A l'article 10, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 20 juillet 1989, 12 décembre 1991, 1er juillet 1996 et 20 août 1996, sont apportées les modifications suivantes : ».

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL, MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT ET MINISTERE DES FINANCES

F. 98 — 3030 (98 — 2570) [98/03520]

3 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 5 octobre 1978 portant exécution des articles 400 à 404 et de l'article 408, § 2, 2°, du Code des impôts sur les revenus 1992 et des articles 30*bis* et 30*ter*, § 9, 2°, de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale de travailleurs. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 185 du 25 septembre 1998, p. 31418, dans la phrase liminaire de l'article 2 du texte français, il y a lieu de lire : « A l'article 10, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 20 juillet 1989, 12 décembre 1991, 1er juillet 1996 et 20 août 1996, sont apportées les modifications suivantes : ».

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 98 — 3039 [98/22698]

5 OKTOBER 1998. — Verordening tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 december 1963 houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen

Het Comité van de Verzekering voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering,

Gelet op de verordening (E.G.) nr. 974/98 van de Raad van 3 mei 1998 met betrekking tot de invoering van de EURO, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 22, 11°;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1963 houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen;

Na daarover te hebben beraadslaagd in zijn vergadering van 5 oktober 1998,

Besluit :

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 24 december 1963, houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen wordt een hoofdstuk VII*duodecies* ingevoegd dat een artikel 9*sedecies* en een artikel 9*septies decies*, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK VII*duodecies*. Maatregelen betreffende de EURO.

Art. 9*sedecies*. Tot 31 december 2001 worden de facturatie en de terugbetalingen in het raam van de toepassing van de derdebetalersregeling, zoals omschreven door het koninklijk besluit van 10 oktober 1986, in Belgische frank uitgedrukt. Op de documenten inzake de facturatie die aan de rechthebbende moeten worden bezorgd, zullen, ter informatie, bepaalde totalen in EURO worden vermeld conform het model dat terzake is vastgelegd.

Art. 9*septies decies*. Tot 31 december 2001 worden de bedragen die moeten ingevuld worden op documenten die in de verschillende bijlagen zijn opgenomen, in Belgische frank uitgedrukt met uitzondering van de documenten waarin de vermelding of het gebruik van de EURO is voorzien. »

Art. 2. Deze verordening treedt in werking op 1 januari 1999.

Brussel, 5 oktober 1998.

De Leidend Ambtenaar, De Voorzitter,

(Get.) F. Praet. (Get.) D. Sauer.

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 98 — 3039 [98/22698]

5 OCTOBRE 1998. — Règlement modifiant l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités

Le Comité de l'assurance soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité,

Vu le règlement (C.E.) n° 974/98 du Conseil du 3 mai 1998 concernant l'introduction de l'EURO, notamment l'article 8;

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 22, 11°;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités;

Après en avoir délibéré au cours de sa réunion du 5 octobre 1998,

Arrête :

Article 1er. Dans l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, est inséré un chapitre VII*duodecies* comprenant un article 9*sedecies* et un article 9*septies decies* ainsi libellés :

« CHAPITRE VII*duodecies*. Des mesures relatives à l'EURO.

Art. 9*sedecies* : Jusqu'au 31 décembre 2001, la facturation et les interventions de l'assurance soins de santé dans le cadre de l'application du régime du tiers payant tel que défini par l'arrêté royal du 10 octobre 1986, sont exprimées en francs belges. Cependant, sur les documents relatifs à la facturation qui sont transmis au bénéficiaire, certains montants totaux seront mentionnés en EURO, pour information, conformément au modèle fixé en la matière.

Art. 9*septies decies* : Jusqu'au 31 décembre 2001, les montants qui doivent être remplis dans les documents repris dans les différentes annexes, sont libellés en francs belges à l'exception des documents sur lesquels la mention ou l'utilisation de l'EURO est prévue. »

Art. 2. Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier 1999.

Bruxelles, le 5 octobre 1998.

Le Fonctionnaire dirigeant, Le Président,

(Signé) F. Praet. (Signé) D. Sauer.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 98 — 3040 [S − C − 97/12865]

7 JANUARI 1998. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 2 december 1996, gesloten in het Paritair Comité voor het vervoer, betreffende de toekenning van een eindejaarspremie aan het rijdend personeel van de autocarondernemingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor het vervoer;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 2 december 1996, gesloten in het Paritair Comité voor het vervoer, betreffende de toekenning van een eindejaarspremie aan het rijdend personeel van de autocarondernemingen.

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 januari 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad*
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Bijlage

Paritair Comité voor het vervoer

Collectieve arbeidsovereenkomst van 2 december 1996

Toekenning van een eindqaarspremie aan het rijdend personeel van de autocarondernemingen (Overeenkomst geregistreerd op 7 april 1997 onder het nummer 43746/CO/140.03)

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op :

1° het rijdend personeel van de autocarondernemingen welke ressorteren onder het Paritair Comité voor het vervoer;

2° de werkgevers die het onder 1° bedoelde personeel tewerkstellen.

Art. 2. Voor het jaar 1996 wordt aan het rijdend personeel van de autocarondernemingen een eindejaarspremie van 48.000 F toegekend.

De betaling van de eindejaarspremie wordt uterlijk verricht op de laatste werkdag van de maand december van het referentiejaar.

De leden van het rijdend personeel die ten minste zes maanden in de onderneming werden tewerkgesteld in de loop van hét referentiejaar kunnen aanspraak maken op de premie volgens de hierna vastgestelde modaliteiten :

de personeelsleden die gedurende het ganse referentiejaar hebben gewerkt ontvangen het totale bedrag van de premie;

de personeelsleden die in de loop van het referentijaar :

— het brugpensioen hebben bekomen of werden gepensioneerd,

— in dienst zijn getreden,

— ziek zijn geweest voor een totale periode van meer dan zes maanden,

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 98 — 3040 [S − C − 97/12865]

7 JANVIER 1998. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 2 décembre 1996, conclue au sein de la Commission paritaire du transport, relative à l'octroi d'une prime de fin d'année au personnel roulant des entreprises d'autocars (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire du transport;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 2 décembre 1996, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire du transport, relative à l'octroi d'une prime de fin d'année au personnel roulant des entreprises d' autocars.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 janvier 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Note

(1) Référence au *Moniteur belge*
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Annexe

Commission paritaire du transport

Convention collective de travail du 2 décembre 1996

Octroi d' une prime de fin d'année au personnel roulant des entreprises d'autocars (Convention enregistrée le 7 avril 1997 sous le numéro 43746/CO/140.03)

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique :

1° au personnel roulant des entreprises d'autocars ressortissant à la Commission paritaire du transport;

2° aux employeurs qui occupent le personnel visé au 1°.

Art. 2. Pour l'annce 1996, une prime de fin d'année de 48.000 F est accordée au personnel roulant des entreprises d'autocars.

Le paiement de la prime de fin d'année se fait au plus tard le dernier jour ouvrable du mois de décembre de l'année de référence.

Les membres du personnel roulant qui au cours de l'année de référence ont été occupés au sein de l'entreprise au moins pendant six mois peuvent prétendre à la prime selon les modalités fixées ci-dessous :

les membres du personnel qui ont travaillé toute l'année de référence reçoivent le montant total de la prime;

les membres du personnel qui au cours de l'année de référence :

— ont obtenu la prépension ou qui ont été pensionnés,

— sont entrés en service,

— ont été malades pour une période globale de plus de six mois,

— werkonbekwaam zijn geweest ingevolge een arbeidsongeval gedurende een totale periode van meer dan zes maanden,

— werden ontslagen,

bekomen deze premie naar rata van de maanden arbeidsprestaties, met dien verstande dat een effectieve arbeidsprestatie van ten minste tien dagen telt voor een volledige maand; de wettelijke vakantiedagen en de afwezigheidsdagen welke zijn gerechtvaardigd door ziekte of arbeidsongeval, worden gelijkgesteld met dagen arbeidsprestatie, met een maximum van zes maanden.

De chauffeurs, die deeltijds werken, bekomen deze premie naar rata van de wekelijkse arbeidsduur waarvoor zij zijn aangeworven.

De personeelsleden die in de loop van het referentiejaar ontslag hebben genomen en niet meer in dienst zijn op 31 december of werden ontslagen om dringende redenen, verliezen het recht op deze premie.

Art. 3. Het sociaal fonds van de sector betaalt in 1996 een voorschot van 3 000 F/bruto aan de leden van het rijdend personeel die recht hebben op de eindejaarspremie. Als basis wordt hiervoor de Rijksdienst voor sociale zekerheid-lijst van het 2e kwartaal 1996 gebruikt.

Art. 4. De werkgevers betalen in 1996 het onder artikel 2 vermelde bedrag uit, verminderd met het voorschot bepaald in artikel 3.

Art. 5. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1996 en houdt op van kracht te zijn op 1 januari 1997.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 7 januari 1998.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

— ont été incapables de travailler pendant une période globale de plus de six mois suite à un accident du travail,

— ont été licenciés,

reçoivent cette prime au prorata des mois de prestations de travail, étant entendu qu'une prestation de travail effective de dix jours au moins compte pour un mois entier; les jours de vacances légales et les journées d'absence justifiées pour maladie ou accident du travail, sont assimilées à des jours de prestation de travail, avec un maximum de six mois.

Les chauffeurs qui travaillent à temps partiel obtiennent cette prime au prorata de la durée hebdomadaire pour laquelle ils ont été engagés.

Les membres du personnel qui, au cours de l'année de référence, ont remis leur préavis et ne sont plus en service au 31 décembre ou qui ont été licenciés pour motifs graves, perdent le droit à cette prime.

Art. 3. Le fonds social du secteur paie en 1996 un acompte de 3 000 F/brut aux membres du personnel roulant ayant droit à la prime de fin d'année. Le relevé de l'Office national de sécurité sociale du 2e trimestre 1996 est utilisé comme base de référence.

Art. 4. Les employeurs paient en 1996 le montant mentionné à l'article 2 diminué de l'acompte déterminé à l'article 3.

Art. 5. La présente convention collective de travail entre en vigueur le ler janvier 1996 et cesse d'être en vigueur le 1er janvier 1997.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 7 janvier 1998.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

N. 98 — 3041 [C − 98/12729]

20 SEPTEMBER 1998. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 mei 1997, gesloten in het Paritair Comité voor het vervoer, betreffende het tewerkstellingsakkoord in de subsector voor het gemeenschappelijk vervoer te land (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor het vervoer;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 15 mei 1997, gesloten in het Paritair Comité voor het vervoer, betreffende het tewerkstellingsakkoord in de subsector voor het gemeenschappelijk vervoer te land.

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 september 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

F. 98 — 3041 [C − 98/12729]

20 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 15 mai 1997, conclue au sein de la Commission paritaire du transport, relative à l'accord pour l'emploi dans le sous-secteur du transport en commun par voie terrestre (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire du transport;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 15 mai 1997, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire du transport, relative à l'accord pour l'emploi dans le sous-secteur du transport en commun par voie terrestre.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 septembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Bijlage

Paritair Comité voor het vervoer

Collectieve arbeidsovereenkomst van 15 mei 1997

Tewerkstellingsakkoord in de subsector voor het gemeenschappelijk vervoer te land (Overeenkomst geregistreerd op 17 juni 1997 onder het nummer 44248/COB/140.01.02.03, door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid op 27 juni 1997 goedgekeurd als tewerkstellingsakkoord met directe uitwerking met toepassing van het koninklijk besluit van 24 februari 1997)

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. § 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Comité voor het vervoer en behoren tot de subsector voor het gemeenschappelijk vervoer te land alsook op hun werklieden.

§ 2. Onder ″subsector voor het gemeenschappelijk vervoer te land″, wordt bedoeld de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Comité voor het vervoer en die zich inlaten met :

* de ongeregelde diensten, de pendeldiensten en de internationale geregelde diensten;

* het geregeld vervoer;

* het bijzonder geregend vervoer;

* de pendeldiensten naar luchthavens, havens, enz.. door middel van voertuigen van minder dan 9 plaatsen;

* het verhuur met chauffeur van voertuigen van meer dan 9 plaatsen;

* het personenvervoer verricht door een persoon die geen houder is van een vergunning voor uitbating van een taxionderneming en die geen dienst voor het verhuren van voertuigen met chauffeur is volgens de wetgeving van toepassing in het Gewest van de zetel van de onderneming.

§ 3. Onder ″werklieden″ wordt bedoeld de werklieden en werksters.

HOOFDSTUK II. — *Juridisch kader*

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten in uitvoering van hoofdstuk IV van titel III van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen en van het koninklijk besluit van 24 februari 1997 houdende nadere voorwaarden met betrekking tot de tewerkstellingsakkoorden in toepassing van de artikelen 7, § 2, 30, § 2 en 33 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

HOOFDSTUK III. — *Maximale marge voor loonkostontwikkeling*

Afdeling I. — Pachters van de Vlaamse Vervoermaatschappij.

Art. 3. Voor de toepassing van deze overeenkomst, onder « pachters van de V.V.M. » wordt bedoeld het geregeld vervoer toevertrouwd door de Vlaamse Vervoermaatschappij.

Art. 4. Rekening gehouden met de besluiten van het Paritair Subcomité voor het stads- en streekvervoer van het Vlaams Gewest, bepalen de partijen de marge op 2 pct. voor het geheel van de periode 1997-1998.

Art. 5. De aanwending van de marge zal geschieden langs een verhoging van het uurloon met :

* 1 pct. vanaf 1 januari 1997;

* 1 pct. vanaf 1 januari 1998.

De partijen komen overeen in een overeenkomst, te sluiten vóór 30 juni 1997, de praktische modaliteiten te bepalen van de toekenning van de loonderving met betrekking tot de periode voorafgaand aan de ondertekening van deze overeenkomst.

Art. 6. Het correctiemechanisme overeengekomen in de schoot van het Paritair Subcomité voor het stads- en streekvervoer van het Vlaams Gewest zal van toepassing zijn ten aanzien van de werkgevers bedoeld in deze afdeling.

Afdeling II. — Pachters van de ″Société Régionale Wallonne des Transports″

Art. 7. Voor de toepassing van deze overeenkomst, onder « pachters van de S.R.W.T. » wordt bedoeld het geregeld vervoer toevertrouwd door de ″Société Régionale Wallonne des Transports″ en/of de ″Transports en commun″.

Annexe

Commission paritaire pour le transport

Convention collective de travail du 15 mai 1997

Accord pour l'emploi dans le sous-secteur du transport en commun par voie terrestre (Convention enregistrée le 17 juin 1997 sous le numéro 44248/COB/140.01.02.03, approuvée le 27 juin 1997 par le Ministre de l'Emploi et du Travail avec effet direct, ceci en application de l'arrêté royal du 24 février 1997)

CHAPITRE I. — *Champ d'application*

Article 1er. § 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs qui ressortissent à la Commission paritaire du transport et appartiennent au sous-secteur du transport en commun par voie terrestre ainsi qu'à leurs ouvriers.

§ 2. Par ″sous-secteur du transport en commun par voie terrestre″, on entend les employeurs qui ressortissent à la Commission paritaire du transport et qui s'occupent de :

* les services occasionnels, les services de navette et les services réguliers internationaux;

* les services réguliers;

* les services réguliers spécialisés;

* les services de navettes vers les aéroports, ports, etc.. au moyen de véhicules de moins de 9 places;

* la location avec chauffeur de véhicules de plus de 9 places;

* le transport de personnes effectué par une personne qui n'est pas titulaire d'une autorisation d'exploitation d'une entreprise de taxis et qui n'est pas un service de location de voitures avec chauffeur au sens de la réglementation applicable dans la Région du siège de l'entreprise.

§ 3. Par ″ouvriers″, on entend les ouvriers et ouvrières.

CHAPITRE II. — *Cadre juridique*

Art. 2. La présente convention collective de travail est conclue en application du chapitre IV du titre III de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde de la compétitivité et de l'arrêté royal du 24 février 1997 contenant des conditions plus précises relatives aux accords pour l'emploi en application des articles 7, § 2, 30, § 2 et 33 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde de la compétitivité.

CHAPITRE III. — *Marge maximale pour l'évolution du coût salarial*

Section I. — Loueurs de la ″Vlaamse Vervoermaatschappij″.

Art. 3. Pour l'application de la présente convention, on entend par ″loueurs de la V.V.M. » les services réguliers attribués par la ″Vlaamse Vervoermaatschappij″.

Art. 4. Compte tenu des conclusions de la Sous-commission paritaire du transport urbain et régional de la Région Flamande, les parties fixent la marge à 2 p.c. pour l'ensemble de la période 1997-1998.

Art. 5. L'affectation de la marge se fera par une augmentation des salaires horaires de :

* 1 p.c. à partir du 1 janvier 1997;

* 1 p.c. à partir du 1 janvier 1998.

Les parties conviennent de déterminer dans une convention, à conclure avant le 30 juin 1997, les modalités pratiques d'octroi de la régularisation des salaires pour la période antérieure à la date de signature de la présente convention.

Art. 6. Le mécanisme de correction convenu au sein de la Sous-commission paritaire du transport urbain et régional de la Région Flamande sera d'application à l'égard des employeurs visés par la présente section.

Section II. — Loueurs de la Société Régionale Wallonne des Transports

Art. 7. Pour l'application de la présente convention, on entend par « loueurs de la S.R.W.T.. » les services réguliers attribués par la Société Régionale Wallonne des Transports et/ou les Transports en commun.

Art. 8. De partijen hebben kennis genomen van de besluiten getroffen door het Paritair Subcomité voor het stads- en streekvervoer voor het Waals Gewest.

Zij bepalen de marge op 6,1 pct. voor de gehele periode. Deze loonmarge houdt baremische verhogingen en de indexaanpassingen in voor de jaren 1997 en 1998.

Rekening houdend met deze elementen wordt de beschikbare loonmarge voor de sociale programmatie bepaald op previsionele wijze op 1,60 pct. voor 1997 en 1998.

Deze marge van 1,60 pct. houdt een gedeelte van 0,56 pct. in toegekend op bestendige wijze.

Er rest bijgevolg een marge van 1,04 pct. die zal besteed worden aan niet bestendige voordelen in 1997.

Op basis van de werkelijke loonkost in 1997 zullen eveneens niet bestendige voordelen in 1998 worden toegekend.

Tot slot zal einde 1998 het eventueel saldo vastgesteld in functie van de marge van 6,10 pct. en van de werkelijke loonkosten van 1997 en 1998 worden toegewezen aan bestendige voordelen vanaf 1 januari 1999.

Art. 9. De partijen hebben kennis genomen van de toewijzing van de overeengekomen marge binnen het paritair subcomité vermeld onder artikel 8.

Zij beslissen de toewijzing te bepalen in een nog af te sluiten overeenkomst.

Art. 10. De partijen hebben kennis genomen van het correctiemechanisme overeengekomen in de schoot van het in artikel 8 vermelde paritair subcomité.

Zij komen overeen het correctiemechanisme bepaald door de wet van 26 juli 1996 vermeld in artikel 2 van deze overeenkomst toe te passen.

Afdeling III. — Bijzonder geregeld vervoer

Art. 11. Voor de toepassing van deze overeenkomst worden gelijkgesteld met bijzonder geregeld vervoer de werkgevers die zich inlaten met :

* de pendeldiensten naar luchthavens, havens, enz., door middel van voertuigen van minder dan 9 plaatsen;

* het personenvervoer verricht door een persoon die geen houder is van een vergunning voor uitbating van een taxionderneming en die geen dienst voor het verhuren van voertuigen met chauffeur is volgens de wetgeving van toepassing in het gewest van de zetel van de onderneming.

Art. 12. De partijen stellen vast dat de beschikbare marge niet volledig kan aangewend worden indien men de economische toestand van de sector niet in gevaar wilt brengen.

Zij stellen de aangewende marge op 1,50 pct. vast. De marge wordt gebruikt om het uurloon te verhogen vanaf 1 juni 1997.

De loonderving voor de periode 1 januari tot 31 mei 1997 zal bepaald worden in de overeenkomst bedoeld in het volgend lid. Een latere overeenkomst voert deze verhoging uit.

Art. 13. De algemene correctiemechanisme bepaald in afdeling V van dit hoofdstuk zal toegepast zijn.

Afdeling IV. — Ongeregeld vervoer

Art. 14. De partijen komen overeen de beschikbare marge op 1,50 pct. vast te stellen.

Art. 15. De marge wordt gebuikt om de eindejaarspremie te verhogen tot 54.000 F in 1997 en tot 58.000 F in 1998.

Vanaf 1999 wordt het bedrag van deze premie gekoppeld aan de evolutie van het indexcijfer.

Afdeling V. — Correctiemechanisme

Art. 16. De partijen komen overeen een evaluatie te doen in september 1998.

Art. 17. Indien uit deze evaluatie zou blijken dat de norm van 6,10 pct. overschreden wordt, zullen de partijen de nodige correctiemaatregelen nemen.

Art. 18. Indien uit deze evaluatie zou blijken dat de norm van 6,10 pct. niet overschreden is en dat bovendien de beschikbare marge voorzien in deze overeenkomst niet wordt bereikt zullen de partijen de maatregelen vaststellen teneinde de beschikbare marge vastgesteld in de artikelen van dit hoofdstuk te bereiken.

Art. 8. Les parties ont pris connaissance des conclusions de la Sous-commission paritaire du transport urbain et régional de la Région Wallonne.

Elles fixent la marge à 6,1 p.c. pour l'ensemble de la période. Cette marge salariale englobe les majorations barémiques et les indexations pour les années 1997 et 1998.

Compte tenu de ces éléments, la marge salariale disponible pour la programmation sociale est fixée de manière prévisionnelle à 1,60 p.c. pour 1997 et 1998.

Cette marge de 1,60 p.c. inclut une quotité de 0,56 p.c. affectée de manière récurrente.

Il reste en conséquence une marge de 1,04 p.c. qui sera affectée à des avantages non récurrents en 1997.

Sur base du coût salarial réel de 1997, des avantages non récurrents ajustés seront également accordés en 1998.

Enfin, au terme de l'année 1998, le solde éventuel établi en fonction de la marge de 6,10 p.c. et des coûts salariaux réels de 1997 et 1998 sera affecté à des avantages récurrents à partir du 1er janvier 1999.

Art. 9. Les parties ont pris connaissance de l'affectation de la marge convenue au sein de la sous-commission paritaire citée à l'article 8.

Elles conviennent de décider de l'affectation dans une convention à conclure ultérieurement.

Art. 10. Les parties ont pris connaissance du mécanisme de correction convenu au sein de la sous-commission paritaire citée à l'article 8.

Elles conviennent d'appliquer le mécanisme de correction fixé par la loi du 26 juillet 1996 citée à l'article 2 de la présente convention.

Section III. — Services réguliers spécialisés

Art. 11. Pour l'application de la présente convention, sont assimilés aux services réguliers spécialisés les employeurs qui s'occupent de :

* les services de navettes vers les aéroports, ports, etc., au moyen de véhicules de moins de 9 places;

* le transport de personnes effectué par une personne qui n'est pas titulaire d'une autorisation d'exploitation d'une entreprise de taxis et qui n'est pas un service de location de voitures avec chauffeur au sens de la réglementation applicable dans la région du siège de l'entreprise.

Art. 12. Les parties constatent que la marge disponible ne peut être totalement utilisée à défaut de mettre en danger la situation économique du secteur.

Elles fixent la marge utilisable à 1,50 p.c. La marge sera utilisée pour augmenter les salaires horaires à partir du 1 juin 1997.

La compensation de la perte de salaire pour la période du 1er janvier au 31 mai 1997 sera définie dans la convention visée à l'alinéa suivant. Une convention ultérieure mettra en oeuvre cette augmentation.

Art. 13. Le mécanisme général de correction fixé par la section V du présent chapitre sera appliqué.

Section IV. — Services occasionnels

Art. 14. Les parties conviennent de fixer la marge disponible à 1,50 p.c..

Art. 15. La marge sera affectée à une augmentation de la prime de fin d'année qui sera portée à 54.000 F en 1997 et à 58.000 F en 1998.

A partir de 1999, le montant de cette prime est lié à l'évolution de l'index.

Section V. — Mécanisme de correction

Art. 16. Les parties conviennent de procéder à une évaluation en septembre 1998.

Art. 17. Si, lors de cette évaluation, il apparaissait que la norme de 6,10 p.c. sera dépassée, les parties prendront les mesures correctrices qui s'imposent.

Art. 18. Si, lors de cette évaluation, il apparaissait que la norme de 6,10 p.c. ne sera pas dépassée et qu'en outre la marge disponible prévue par la présente convention n'est pas atteinte, les parties conviendront des mesures à prendre pour respecter la marge disponible fixée dans les articles de ce chapitre.

HOOFDSTUK IV. — *Tewerkstellingsmaatregelen*

Afdeling I. — Verlenging van het tewerkstellingsakkoord 1995-1996

Art. 19. De partijen bevestigen het tewerkstellingsakkoord 1995-1996 en hun verbintenis de oneerlijke concurrentie en de sociale fraude te bestrijden.

Afdeling II. — Loopbaanonderbreking

Art. 20. Bij collectieve arbeidsovereenkomst van 15 mei 1997 wordt het recht op loopbaanonderbreking van 2 tot 3 pct. van het arbeidersbestand gebracht.

Afdeling III. — Beroepsopleiding tijdens de arbeidsuren

Art. 21. Bij collectieve arbeidsovereenkomst van 15 mei 1997 worden de principes met betrekking tot de beroepsopleiding tijdens de arbeidsuren vastgesteld.

Afdeling IV. — Flexibele uurroosters en beperking van de overuren

Art. 22. De partijen komen overeen de problematiek betreffende de flexibele uurroosters en de beperking van de overuren te onderzoeken.

Afdeling V. — Problematiek van sommige vervoermiddelen

Art. 23. Nadat de partijen vastgesteld hebben dat sommige personenvervoermiddelen niet gedekt zijn door collectieve arbeidsovereenkomsten hebben zij de volgende maatregelen genomen :

* aanpassing van het toepassingsgebied van collectieve arbeidsovereenkomsten om in het toepassingsgebied van deze met betrekking tot het bijzonder geregeld vervoer de volgende werkgevers te dekken :

- het verhuren met chauffeur van voertuigen van meer dan 9 plaatsen;

- de pendeldiensten naar luchthavens, havens, enz.. door middel van voertuigen van minder dan 9 plaatsen;

- het personenvervoer verricht door een persoon die geen houder is van een vergunning voor uitbating van een taxionderneming en die geen dienst voor het verhuren van voertuigen met chauffeur is volgens de wetgeving van toepassing in het gewest van de zetel van de onderneming;

* de mededeling aan de bevoegde instanties waaronder de Rijksdienst voor sociale zekerheid van toestanden van niet nakoming van artikel 3, 5°*bis* van het koninklijk besluit van 28 november 1969 betreffende de sociale zekerheid van de loontrekkenden.

Dit artikel geeft middelen om de strijd tegen schijnzelfstandigen en sluikwerk te voeren maar is onvoldoend gebruikt door deze Rijksdienst.

HOOFDSTUK V. — *Verbintenissen tot onderhandelingen*

Art. 24. De partijen komen overeen de volgende problemen te onderzoeken tijdens de volgende maanden :

* het statuut van de deeltijdse werknemers;

* de problematiek van de eindeloopbaan (uitgroeibaan);

* de invoering van een nieuwe looncategorie in de sector van het ongereld vervoer met betrekking tot de Europa-tours met overzees cliënteel;

* de annualisering van de arbeidstijd;

* bepaalde problemen met betrekking tot de toepassing van de eindejaarspremie;

* de problematiek van de terminologie betreffende de kosten eigen aan de werkgever met betrekking tot sanitaire voorzieningen.

Art. 25. Indien uit dit onderzoek zou blijken dat sommige maatregelen een positief effect inzake tewerkstelling kunnen hebben zullen de partijen dit tewerkstellingsakkoord aanvullen.

HOOFDSTUK VI. — *Risicogroepen*

Art. 26. Bij collectieve arbeidsovereenkomst van 15 mei 1997 is de bijdrage bestemd voor de risicogroepen behouden op 0,50 pct. voor de duur van dit tewerkstellingsakkoord onder opschortende voorwaarde dat de Minister van Tewerkstelling en Arbeid de vrijstelling van tewerkstelling van stagiairs toekent.

CHAPITRE IV. — *Mesures pour l'emploi*

Section I. — Prolongation de l'accord pour l'emploi 1995-1996

Art. 19. Les parties confirment l'accord pour l'emploi conclu pour la période 1995-1996 et leur engagement de lutter contre la concurrence déloyale et la fraude sociale.

Section II. — Interruption de carrière

Art. 20. Par convention collective de travail du 15 mai 1997, le droit à l'interruption de carrière est porté de 2 à 3 p.c. du personnel ouvrier occupé.

Section III. — Formation professionnelle pendant les heures de travail

Art. 21. Par convention collective de travail du 15 mai 1997, les principes relatifs à la formation professionnelle pendant les heures de travail sont fixés.

Section IV

Horaires flexibles et limitation des heures supplémentaires

Art. 22. Les parties conviennent d'examiner la problématique relative aux horaires flexibles et à la limitation des heures supplémentaires.

Section V. — Problématique de certains moyens de transport

Art. 23. Les parties ayant constaté que certains moyens de transport de personnes n'étaient pas couverts par des conventions collectives de travail prennent les mesures suivantes :

* adaptation du champ d'application des conventions collectives de travail de façon à inclure dans le champ d'application des conventions relatives aux services réguliers spécialisés les employeurs suivants :

- la location avec chauffeur de véhicules de plus de 9 places;

- les services de navettes vers les aéroports, les ports, etc.. au moyen de véhicules de moins de 9 places;

- le transport de personnes effectué par une personne qui n'est pas titulaire d'une autorisation d'exploitation d'une entreprise de taxis et qui n'est pas un service de location de voitures avec chauffeur au sens de la réglementation applicable dans la région du siège de l'entreprise;

* signaler aux autorités compétentes parmi lesquelles l'Office national de sécurité sociale de situations de non-respect de l'article 3, 5°*bis* de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 relatif à la sécurité sociale des salariés.

Cet article permet de lutter contre les faux indépendants et contre le travail au noir mais n'est pas suffisamment appliqué par l'Office national.

CHAPITRE V. — *Engagements de discussions*

Art. 24. Les parties conviennent d'examiner dans les prochains mois les problèmes suivants :

* le statut du travailleur à temps partiel;

* la problématique de la fin de carrière (emploi de fin de carrière);

* la création d'une nouvelle catégorie salariale dans le secteur des services occasionnels en ce qui concerne les tours d'Europe avec de la clientèle d'outremer;

* l'annualisation du temps de travail;

* certains problèmes d'application en matière de prime de fin d'année;

* la problématique de la terminologie relative aux frais à charge de l'employeur en matière sanitaire.

Art. 25. S'il apparaît de cet examen que certaines mesures peuvent avoir un impact favorable sur l'emploi, les parties compléteront le présent accord pour l'emploi.

CHAPITRE VI. — *Groupes à risque*

Art. 26. Par convention collective de travail du 15 mai 1997, la cotisation relative aux groupes à risque est maintenue à 0,50 p.c. pour la durée du présent accord pour l'emploi à condition d'obtenir de la Ministre de l'Emploi et du Travail une dispense d'occupation des stagiaires.

HOOFDSTUK VII. — *Geldigheidsduur*

Art. 27. Dit akkoord heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1998.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 20 september 1998.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

CHAPITRE VII. — *Durée de validité*

Art. 27. Le présent accord entre en vigueur le 1 janvier 1997 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 1998.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 20 septembre 1998.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

N. 98 — 3042 [S − C − 98/12722]

20 SEPTEMBER 1998. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 mei 1997, gesloten in het Paritair Comité voor het vervoer, betreffende de sociale programmatie 1997-1998 in de subsector van de afhandeling op luchthavens (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor het vervoer;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 15 mei 1997, gesloten in het Paritair Comité voor het vervoer, betreffende de sociale programmatie 1997-1998 in de subsector van de afhandeling op luchthavens.

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 september 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Bijlage

Paritair Comité voor het vervoer

Collectieve arbeidsovereenkomst van 15 mei 1997

Sociale programmatie 1997-1998 in de subsector van de afhandeling op luchthaven (Overeenkomst geregistreerd op 15 september 1997 onder het nummmer 44844/CO/140.08)

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Comité voor het vervoer en die tot de subsector van afhandeling op luchthavens behoren alsook hun werklieden.

Onder "werklieden" wordt bedoeld de werklieden en werksters.

Onder "afhandeling op luchthavens", wordt onder andere verstaan : logistieke en administratieve bijstand verlenen aan luchtvaartuigen, aan bemanningsleden, aan passagiers, aan bagage, aan post en/of aan vracht (afhandeling, sortering, verzending) zowel op de inschepingsvloer, in en rond de vliegtuigen als in de luchthavengebouwen.

F. 98 — 3042 [S − C − 98/12722]

20 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 15 mai 1997, conclue au sein de la Commission paritaire du transport, relative à la programmation sociale 1997-1998 dans le sous-secteur de l'assistance dans les aéroports (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire du transport;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 15 mai 1997, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire du transport, relative à la programmation sociale 1997-1998 dans le sous-secteur de l'assistance dans les aéroports.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 septembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Annexe

Commission paritaire du transport

Convention collective de travail du 15 mai 1997

Programmation sociale 1997-1998 dans le sous-secteur de l'assistance dans les aéroports (Convention enregistrée le 15 septembre 1997 sous le numéro 44844/CO/140.08)

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs ressortissant à la Commission paritaire du transport et appartenant au sous-secteur de l'assistance dans les aéroports ainsi qu'à leurs ouvriers.

Par ouvriers, on entend les ouvriers et ouvrières.

Par "assistance dans les aéroports", on entend entre autres : l'assistance logistique et administrative apportée aux avions, aux membres d'équipage, aux passagers, aux bagages, à la poste et/ou aux marchandises (manutention, tri, expédition) tant dans l'aire d'embarquement que dans et autour des avions et dans les bâtiments de l'aéroport.

Worden niet beschouwd onder ″afhandeling op luchthavens″ de volgende activiteiten : de bevoorrading met motorbrandstoffen en smeermiddelen alsook de bereiding van maaltijden, ″inflight catering″ genoemd.

HOOFDSTUK II. — *Doel*

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten in toepassing van hoofdstuk III van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

Deze overeenkomst valt onder het toepassingsgebied van voornoemde wet.

HOOFDSTUK III. — *Begripsomschrijving*

Art. 3. Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst, wordt verstaan onder :

1° ″de wet″ : de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen;

2° ″de loonkostenontwikkeling″, ″de indexering″ en ″de baremische verhogingen″ : de begrippen omschreven in artikel 2 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

3° ″de maximale loonmarge″ : het begrip omschreven in de artikelen 6 en 7 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen.

HOOFDSTUK IV. — *Vaststelling van de maximale loonmarge*

Art. 4. Voor de jaren 1997 - 1998, in de subsector van de afhandeling op luchthavens, na aftrek van de voorziene gevolgen van de indexering, wordt de loonmarge vastgesteld op 2,10 pct. inclusief de baremische verhogingen die in de ondernemingen van toepassing zijn en de andere eventuele verhogingen.

Art. 5. Overeenkomstig de bepalingen van de wet zal een tussentijdse evaluatie plaatsvinden op 1 oktober 1998 om de correctiemaatregelen te bepalen die eventueel moeten genomen worden.

De evaluatie vindt plaats in de schoot van het beperkt comité bevoegd voor de subsector van de afhandeling op luchthavens, beperkt comité opgericht bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 15 mei 1997 in de schoot van het Paritair Comité voor het vervoer.

De concurrentiemaatregelen zullen het voorwerp uitmaken van een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in de schoot van het Paritair Comité voor het vervoer.

HOOFDSTUK V. — *Aanwending van de loonmarge*

Art. 6. In de ondernemingen die maaltijdcheques aan hun werklieden toekennen, waarvan de waarde lager of gelijk aan 200 F is, wordt met ingang van 1 juli 1997, de waarde van de maaltijdcheques met 25 F verhoogd.

De verhoging voorzien in alinea 1 valt ten laste van de werkgever.

Art. 7. In de ondernemingen die niet bedoeld zijn onder artikel 6, worden de effectieve uurlonen met 1 pct. verhoogd met ingang vanaf 1 januari 1997 en met 1 pct. met ingang vanaf 1 januari 1998.

Bovendien, ten aanzien van deze ondernemingen, indien uit de tussentijdse evaluatie voorzien in artikel 5 blijkt dat de loonmarge van 2,10 pct. zoals voorzien in artikel 4 niet wordt bereikt, zal de aanwending van het overblijvende percentage het voorwerp uitmaken van een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst.

De overeenkomst met betrekking tot de aanwending van het overblijvende percentage zal kunnen voorzien of de toekenning van een bijkomende verhoging in 1998 of de overdracht van het overblijvende percentage naar de periode 1999-2000.

HOOFDSTUK VI. — *Gevolgen van het sluiten van dit akkoord*

Art. 8. De representatieve werknemersorganisaties erkennen dat de ondernemingen gebonden door de bepalingen van artikel 6 van deze collectieve arbeidsovereenkomst het geheel van de beschikbare loonmarge van 2,10 pct. hebben opgebruikt voor zover zij gebonden zijn door een stelsel van baremische verhogingen ten gunste van hun arbeiders waarvan de toepassing een jaarlijkse verhoging van het gemiddeld uurloon veroorzaakt van minstens 0,65 pct.

Ne sont pas visées par ″assistance dans les aéroports″, les activités suivantes : l'approvisionnement en combustibles et en graisses ainsi que la fourniture de repas, appelée ″inflight catering″.

CHAPITRE II. — *Objectif*

Art. 2. La présente convention collective de travail est conclue en application du chapitre III de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde de la compétitivité.

Cette convention tombe sous le champ d'application de la loi précitée.

CHAPITRE III. — *Définitions*

Art. 3. Pour l'application de la présente convention collective de travail, on entend par :

1° ″la loi″ : la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde de la compétitivité;

2° ″l'évolution du coût salarial″, ″l'indexation″ et ″les augmentations barémiques″ : les notions définies à l'article 2 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde de la compétitivité;

3° ″la marge salariale maximale″ : la notion définie par les articles 6 et 7 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde de la compétitivité.

CHAPITRES IV. — *Détermination de la marge salariale maximale*

Art. 4. Pour les années 1997 - 1998, dans le sous-secteur de l'assistance dans les aéroports, après déduction de l'impact prévu de l'indexation, la marge salariale est fixée à 2,10 p.c. en ce compris les augmentations barémiques en application dans les entreprises et les autres augmentations éventuelles.

Art. 5. Conformément aux dispositions de la loi, une évaluation intermédiaire aura lieu le 1er octobre 1998 afin de déterminer les mesures de correction éventuelles à adopter.

L'évaluation aura lieu au sein du comité restreint compétent pour le sous-secteur de l'assistance dans les aéroports, comité restreint institué par convention collective de travail du 15 mai 1997 conclue au sein de la Commission paritaire du transport.

Les mesures de correction feront l'objet d'une convention collective de travail conclue au sein de la Commission paritaire du transport.

CHAPITRE V. — *Utilisation de la marge salariale*

Art. 6. Dans les entreprises octroyant des chèques-repas aux ouvriers, dont la valeur est inférieure ou égale à 200 F, à partir du 1er juillet 1997, la valeur du chèque-repas est augmentée de 25 F.

L'augmentation prévue à l'alinéa 1er est à charge de l'employeur.

Art. 7. Dans les entreprises qui ne sont pas visées par l'article 6, les salaires horaires réels sont augmentés de 1 p.c. avec effet au 1er janvier 1997 et de 1 p.c. avec effet au 1er janvier 1998.

En outre, à l'égard de ces entreprises, s'il apparaît lors de l'évaluation intermédiaire prévue à l'article 5 que la marge salariale de 2,1 p.c. telle que prévue à l'article 4 n'est pas atteinte, l'affectation du solde disponible fera l'objet d'une convention collective de travail sectorielle.

La convention relative à l'affectation du solde disponible pourra prévoir l'octroi d'une augmentation complémentaire en 1998 ou reporter le solde disponible à la période 1999-2000.

CHAPITRE VI. — *Conséquences de la conclusion de l'accord*

Art. 8. Les organisations représentatives de travailleurs reconnaissent que les entreprises liées par les dispositions de l'article 6 de la présente convention collective de travail ont utilisé la totalité de la marge disponible de 2,10 p.c. pour autant qu'elles soient liées par un système d'augmentation barémique en faveur de leurs ouvriers, dont l'application provoque une augmentation annuelle du salaire horaire moyen d'au moins 0,65 p.c.

Enkel het beperkt comité waarvan sprake is in artikel 5 van deze collectieve arbeidsovereenkomst is bevoegd om uit te maken of de toepassing van het stelsel van baremische verhogingen minstens een jaarlijkse verhoging van het gemiddeld uurloon van 0,65 pct. veroorzaakt.

Art. 9. De representatieve werknemersorganisaties hernieuwen hun verbintenis de sociale vrede na te leven zoals voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de jaren 1997 en 1998 in de subsector van de afhandeling op luchthavens gesloten op 15 mei 1997 in de schoot van het Paritair Comité voor het vervoer.

HOOFDSTUK VI. — *Geldigheidsduur*

Art. 10. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1997 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1998.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 20 september 1998.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Le comité restreint visé à l'article 5 de la présente convention collective de travail est seul habilité à déterminer si l'application du système d'augmentation barémique provoque au moins une augmentation annuelle du salaire horaire moyen de 0,65 p.c.

Art. 9. Les organisations représentatives de travailleurs renouvellent l'engagement de respecter la paix sociale telle que prévue dans la convention collective de travail relative aux années 1997 et 1998 dans le sous-secteur de l'assistance dans les aéroports conclue le 15 mai 1997 au sein de la Commission paritaire du transport.

CHAPITRE VI. — *Durée de validité*

Art. 10. La présente convention collective de travail sort ses effets le 1er janvier 1997 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 1998.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 20 septembre 1998.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

N. 98 — 3043 [C − 98/12747]

22 SEPTEMBER 1998. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren, betreffende de afwijkingen van de conventionele bepalingen betreffende de vijfdagenweek (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 april 1982, gesloten in het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren, betreffende de wekelijkse spreiding van het werk op vijf dagen in de ondernemingen van de handel in voedingswaren, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 27 augustus 1982, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren, betreffende de afwijkingen van de conventionele bepalingen betreffende de vijfdagenweek.

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 september 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Koninklijk besluit van 27 augustus 1982, *Belgisch Staatsblad* van 15 september 1982.

F. 98 — 3043 [C − 98/12747]

22 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 12 mai 1997, conclue au sein de la Commission paritaire du commerce alimentaire, relative aux dérogations aux dispositions conventionnelles relatives à la semaine de cinq jours (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la convention collective de travail du 5 avril 1982, conclue au sein de la Commission paritaire du commerce alimentaire, relative à la répartition hebdomadaire du travail sur cinq jours dans les entreprises du commerce alimentaire, rendue obligatoire par arrêté royal du 27 août 1982, notamment l'article 3;

Vu la demande de la Commission paritaire du commerce alimentaire;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 12 mai 1997, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire du commerce alimentaire, relative aux dérogations aux dispositions conventionnelles relatives à la semaine de cinq jours.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 septembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Arrêté royal du 27 août 1982, *Moniteur belge* du 15 septembre 1982.

Bijlage

Paritair Comité voor de handel in voedingswaren

Collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 1997

Afwijkingen van de conventionele bepalingen betreffende de vijfdagenweek (Overeenkomst geregistreerd op 16 september 1997 onder het nummer 45015/CO/119)

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is toepasselijk op de werkgevers en op de werklieden en werksters van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren.

HOOFDSTUK II. — *Beginselen*

Art. 2. Bij toepassing van artikel 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 5 april 1982, gesloten in het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren, betreffende de wekelijkse spreiding van het werk op vijf dagen in de ondernemingen van de handel in voedingswaren, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 27 augustus 1982, wordt een afwijking op de bepalingen van artikel 2 van die collectieve arbeidsovereenkomst toegestaan aan :

1. Gespecialiseerde ondernemingen en gespecialiseerde diensten :

— in groenten en fruit,

— in vlees,

— in zuivelprodukten,

— in granen;

2. de ondernemingen die land- of tuinbouwzaden bereiden, voor de periodes van 1 februari tot 31 maart en van 15 juli tot 31 oktober;

3. kleinhandelszaken;

die een gedeelte of al hun werkliedenpersoneel tewerk mogen stellen op de gewone rustdag, mits naleving van de conventionele wekelijkse arbeidstijd en betaling van een loon dat ten minste 25 pct. hoger ligt dan het normale loon.

Art. 3. In geval van toepassing van deze afwijking zullen de betrokken werklieden en werksters daarvan ten minste 14 dagen op voorhand verwittigd worden.

HOOFDSTUK III. — *Geldigheid*

Art. 4. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 april 1997 en houdt op van kracht te zijn op 31 maart 1999.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 22 september 1998.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Annexe

Commission paritaire du commerce alimentaire

Convention collective de travail du 12 mai 1997

Dérogations aux dispositions conventionnelles relatives à la semaine de cinq jours (Convention enregistrée le 16 septembre 1997 sous le numéro 45015/CO/119)

CHAPITRE 1er. — *Champ d'application*

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des entreprises ressortissant à la Commission paritaire du commerce alimentaire.

CHAPITRE II. — *Principes*

Art. 2. En application de l'article 3 de la convention collective de travail du 5 avril 1982, conclue au sein de la Commission paritaire du commerce alimentaire, relative à la répartition hebdomadaire du travail sur cinq jours dans les entreprises du commerce alimentaire, rendue obligatoire par arrêté royal du 27 août 1982, une dérogation aux dispositions de l'article 2 de ladite convention collective de travail est accordée :

1. Aux entreprises spécialisées et aux services spécialisés :

— en fruits et légumes,

— en viande,

— en produits laitiers,

— en céréales;

2. aux entreprises qui préparent des semences agricoles ou horticoles pour les périodes du 1er février au 31 mars et du 15 juillet au 31 octobre;

3. aux magasins de détail;

qui sont autorisés à faire travailler tout ou partie de leur personnel ouvrier pendant le jour de repos habituel en respectant toutefois la limite hebdomadaire conventionnelle de travail et en payant une rémunération qui dépasse de 25 p.c. au moins le salaire normal.

Art. 3. En cas d'application de cette dérogation, les ouvriers et ouvrières concernés en sont avisés au moins 14 jours à l'avance.

CHAPITRE III. — *Validité*

Art. 4. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er avril 1997 et cesse d'être en vigueur le 31 mars 1999.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 22 septembre 1998.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

N. 98 — 3044 [C − 98/12749]

22 SEPTEMBER 1998. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren, betreffende een jaarlijkse premie (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren, betreffende een jaarlijkse premie.

F. 98 — 3044 [C − 98/12749]

22 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 12 mai 1997, conclue au sein de la Commission paritaire du commerce alimentaire, relative à une prime annuelle (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire du commerce alimentaire;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 12 mai 1997, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire du commerce alimentaire, relative à une prime annuelle.

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 september 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Bijlage

Paritair Comité voor de handel in voedingswaren

Collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 1997

Jaarlijkse premie (Overeenkomst geregistreerd op 16 september 1997 onder het nummer 45016/CO/119)

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden en werksters van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren.

Art. 2. Onverminderd de bepalingen van artikel 5, wordt een jaarlijkse premie toegekend aan alle werklieden en werksters die minstens één maand dienstprestaties leverden in de loop van het jaar waarin de premie betaald wordt.

Art. 3. Het bedrag van de premie wordt vastgesteld :

1° voor de werklieden en werksters die werden tewerkgesteld gedurende het ganse jaar waarin de premie betaald wordt : op 3.300 F;

2° voor de andere werklieden en werksters : op één twaalfde van het voornoemd bedrag per volle maand arbeidsprestaties in de loop van het jaar waarin de premie betaald wordt; onder één maand wordt verstaan een ononderbroken periode van 30 kalenderdagen (28/29 in februari).

Art. 4. Het bedrag van de premie vastgesteld in artikel 3 stemt overeen met een voltijdse prestatie. Voor de werklieden en de werksters die deeltijds tewerkgesteld zijn, wordt het bedrag van de premie vastgesteld naar verhouding van het aantal gepresteerde uren.

Art. 5. De premie waarvan sprake in de artikelen 2 tot 4 is niet automatisch verschuldigd in de ondernemingen waar gelijkaardige voordelen in de loop van het jaar waarin de jaarlijkse premie betaald wordt, effectief toegekend, deze bedragen reeds bereiken of overschrijden.

Art. 6. De premie vastgesteld in de artikelen 2 tot 4 wordt betaald in de tweede helft van de maand december.

Art. 7. Het bedrag van de premie vastgesteld in artikel 3 wordt verminderd in verhouding tot de afwezigheden die zich voorgedaan hebben in de loop van het jaar waarin de premie betaald wordt, met uitzondering van de afwezigheden die worden beschouwd als gelijkgesteld door de reglementering van het ″Waarborg- en Sociaal Fonds voor de handel in voedingswaren″.

Art. 8. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 april 1997 en houdt op van kracht te zijn op 31 maart 1999.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 22 september 1998.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 septembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Annexe

Commission paritaire du commerce alimentaire

Convention collective de travail du 12 mai 1997

Prime annuelle (Convention enregistrée le 16 septembre 1997 sous le numéro 45016/CO/119)

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des entreprises ressortissant à la Commission paritaire du commerce alimentaire.

Art. 2. Sans préjudice des dispositions de l'article 5, une prime annuelle est octroyée à tous les ouvriers et ouvrières qui ont eu au moins un mois de prestations de service au cours de l'année dans laquelle la prime est payée.

Art. 3. Le montant de la prime est fixé :

1° pour les ouvriers et ouvrières qui ont été occupés pendant toute l'année dans laquelle la prime est payée : à 3.300 F;

2° pour les autres ouvriers et ouvrières : à un douzième du montant précité par mois entier de prestations au cours de l'année dans laquelle la prime est payée; un mois étant égal à une période ininterrompue de trente jours calendrier (28/29 jours en février).

Art. 4. Le montant de la prime fixé à l'article 3 correspond à une prestation à temps plein. Pour les ouvriers et ouvrières occupés à temps partiel, le montant de la prime est fixé au prorata du nombre d'heures prestées.

Art. 5. La prime dont question aux articles 2 à 4 n'est pas due automatiquement dans les entreprises où des avantages analogues effectivement payés dans le courant de l'année dans laquelle la prime est payée, atteignent ou dépassent déjà ces montants.

Art. 6. La prime fixée aux articles 2 à 4 est payée dans la deuxième quinzaine du mois de décembre.

Art. 7. Le montant de la prime fixé à l'article 3 est réduit au prorata des absences qui se sont produites au cours de l'année dans laquelle la prime est payée, hormis celles considérées comme absences assimilées par la réglementation du ″Fonds social et de garantie du commerce alimentaire″.

Art. 8. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er avril 1997 et cesse de produire ses effets le 31 mars 1999.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 22 septembre 1998.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

N. 98 — 3045 [C − 98/12748]

22 SEPTEMBER 1998. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren, betreffende de eindejaarspremie (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren, betreffende de eindejaarspremie.

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 september 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Bijlage

Paritair Comité voor de handel in voedingswaren

Collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 1997

Eindejaarspremie (Overeenkomst geregistreerd op 16 september 1997 onder het nummer 45017/CO/119)

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden en werksters van de handel in voedingswaren.

Art. 2. § 1. Er wordt een eindejaarspremie toegekend aan de werklieden en werksters die minstens zes maanden ononderbroken dienst hebben in de onderneming en die :

1° hetzij in dienst zijn op 31 december van het jaar;

2° hetzij door hun werkgever worden afgedankt in de loop van het jaar behalve om dringende reden;

3° hetzij de onderneming verlaten wegens één van volgende redenen : brugpensioen, pensioen, invaliditeit, einde van een stage zoals bedoeld in het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van de jongeren in het arbeidsproces, einde van een contract van bepaalde duur, zware fout van de werkgever of overmacht.

§ 2. Een eindejaarspremie wordt eveneens toegekend aan de werklieden en werksters die niet voldoen aan de in vorige paragraaf vastgestelde voorwaarden, maar :

— die tenminste 3 jaar anciënniteit hebben in de onderneming en de onderneming vrijwillig verlaten in de loop van het jaar;

— die tenminste 6 maand anciënniteit hebben, niet noodzakelijk ononderbroken, in een onderneming die de gewoonte heeft een beroep te doen op werknemers voor seizoenactiviteiten, en dat in het betrokken jaar;

— die in dienst zijn getreden van de onderneming in de loop van het jaar en dat binnen de 4 maand die volgen op het einde van hun studies.

F. 98 — 3045 [C − 98/12748]

22 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 12 mai 1997, conclue au sein de la Commission paritaire du commerce alimentaire, relative à la prime de fin d'année (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire du commerce alimentaire;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 12 mai 1997, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire du commerce alimentaire, relative à la prime de fin d'année.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 septembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Annexe

Commission paritaire du commerce alimentaire

Convention collective de travail du 12 mai 1997

Prime de fin d'année (Convention enregistrée le 16 septembre 1997 sous le numéro 45017/CO/119)

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et ouvriers et ouvrières des entreprises du commerce alimentaire.

Art. 2. § 1er. Il est attribué une prime de fin d'année aux ouvriers et ouvrières ayant au moins six mois d'ancienneté ininterrompue dans l'entreprise et qui :

1° soit sont en service à la date du 31 décembre de l'année;

2° soit sont licenciés par leur employeur dans le courant de l'année, sauf pour motif grave;

3° soit quittent l'entreprise pour une des raisons suivantes : mise à la prépension, la retraite, invalidité, fin d'un stage visé à l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes, fin d'un contrat de travail à durée déterminée, faute grave de l'employeur ou force majeure.

§ 2. Une prime de fin d'année est également attribuée aux ouvriers et ouvrières qui ne remplissent pas les conditions fixées au paragraphe précédent, mais :

— qui ont au moins 3 ans d'ancienneté dans l'entreprise et quittent volontairement l'entreprise dans le courant de l'année;

— qui ont au moins 6 mois d'ancienneté, pas nécessairement ininterrompus, dans une entreprise qui a l'habitude de faire appel à des travailleurs pour des activités saisonnières, et ce dans l'année concernée;

— qui sont entrés au service de l'entreprise dans le courant de l'année et ce dans les 4 mois qui suivent la fin de leurs études.

Art. 3. Het bedrag van de premie wordt vastgesteld :

1° voor de werklieden en werksters die het hele jaar tewerkgesteld waren : op hun normaal maandloon (173,33 x het uurloon op basis 40 uur per week, 169 x het uurloon op basis 39 uur per week en 164,66 x het uurloon op basis van 38 uur per week);

2° voor de andere werklieden en werksters op één twaalfde van de voornoemde eindejaarspremie per volledige maand dienst. Onder een maand wordt verstaan een ononderbroken periode van dertig kalenderdagen (29 of 28 in februari).

Art. 4. Het bedrag van de premie vastgesteld in artikel 3 stemt overeen met voltijdse prestaties. Voor de deeltijds tewerkgestelde werklieden en werksters wordt het bedrag van de premie vastgesteld naar rata van het aantal gewerkte uren.

Art. 5. De premies waarvan sprake in de artikelen 2 en 3 zijn niet automatisch verschuldigd in de ondernemingen waar gelijkaardige voordelen in de loop van het jaar effectief betaald, deze bedragen reeds bereiken of overschrijden.

Art. 6. De berekening van het bedrag van de premies, voorzien in de artikelen 2 en 3 geschiedt op basis van het normale loon op het ogenblik van de uitbetaling.

Art. 7. De eindejaarspremie wordt betaald :

1° voor de werklieden en werksters in dienst op 31 december : in de tweede helft van de maand december, behoudens afwijking paritair toegestaan op het vlak van de onderneming;

2° voor de andere werklieden en werksters : op het ogenblik dat zij de onderneming verlaten.

Art. 8. Het bedrag van de in artikel 3 vastgestelde eindejaarspremie wordt herleid ten belope van de afwezigheden in de loop van het jaar, die niet beschouwd worden als gelijkgestelde afwezigheden, zoals die bepaald worden in bijlage opgenomen bij deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Art. 9. Ingevolge een overeenkomst in de onderneming met de afgevaardigden van de meest representatieve arbeidersorganisatie of organisaties, mag de eindejaarspremie omgezet worden in andere voordelen die een gelijkwaardige compensatie verzekeren.

Art. 10. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 april 1997 en houdt op van kracht te zijn op 31 maart 1999.

Op 1 april van elk jaar wordt zij stilzwijgend verlengd voor een periode van één jaar, behoudens opzegging door één der partijen uiterlijk drie maanden vóór het verstrijken van de collectieve arbeidsovereenkomst, bij aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren, die de leden hiervan inlicht.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 22 september 1998.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Bijlage aan de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 1997 betreffende de eindejaarspremie

Gepresteerde en gelijkgestelde dagen

Onder gepresteerde dagen dient te worden verstaan :

1. De dagen of gedeelten van dagen die werkelijk aan arbeid worden besteed.

2. De dagen of gedeelten van dagen die niet gepresteerd worden doch waarvoor de werkgever verplicht is een loon uit te betalen (bij voorbeeld : gewaarborgd weekloon, betaalde feestdagen, dagen van klein verlet, enz...).

3. De dagen gedurende dewelke niet gewerkt wordt omwille van jaarlijkse vakantie waarop de werklieden en werksters recht hebben overeenkomstig de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de loonarbeiders.

4. De 6e niet-gepresteerde dag van elke vijfdaagse werkweek, ingeval de wekelijkse arbeidstijd in de loop van een kwartaal nu eens over 5, dan weer over meer dan 5 dagen gespreid is.

Onder gelijkgestelde dagen dient te worden verstaan :

1. De dagen van volledige arbeidsongeschiktheid die het gevolg is van een arbeidsongeval of een beroepsziekte.

2. De dagen van gedeeltelijke arbeidsongeschiktheid gedurende de eerste twaalf maanden, na een tijd van volledige tijdelijke arbeidsongeschiktheid, wanneer het erkend percentage van ongeschiktheid tenminste 66 pct. bedraagt.

Art. 3. Le montant de la prime est fixé :

1° pour les ouvriers et ouvrières qui ont été occupés pendant toute l'année : à leur salaire mensuel normal (173,33 x le salaire horaire sur base de 40 heures par semaine, 169 x le salaire horaire sur base de 39 heures par semaine et 164,66 x le salaire horaire sur base de 38 heures par semaine);

2° pour les autres ouvriers et ouvrières : à un douzième de la prime de fin d'année précitée par mois entier de prestations, un mois étant égal à une période ininterrompue de trente jours calendrier (29 ou 28 en février).

Art. 4. Le montant de la prime fixé à l'article 3 correspond à une prestation à temps plein. Pour les ouvriers et ouvrières occupés à temps partiel le montant de la prime est fixé au prorata du nombre d'heures prestées.

Art. 5. Les primes dont question aux articles 2 et 3 ne sont pas dues automatiquement dans les entreprises où des avantages analogues effectivement payés dans le courant de l'année atteignent ou dépassent déjà ces montants.

Art. 6. Le calcul du montant des primes prévues aux articles 2 et 3 se fait sur base du salaire normal au moment du paiement.

Art. 7. La prime de fin d'année est payée :

1° pour les ouvriers et ouvrières en service à la date du 31 décembre : dans la deuxième quinzaine du mois de décembre, sauf dérogation admise paritairement au niveau de l'entreprise;

2° pour les autres ouvriers et ouvrières : au moment où ils quittent l'entreprise.

Art. 8. Le montant de la prime de fin d'année fixé à l'article 3 est réduit au prorata des absences qui se sont produites au cours de l'année, autres que celles considérées comme absences assimilées dans la liste reprise en annexe à la présente convention collective de travail.

Art. 9. En vertu d'une convention d'entreprise réalisée avec les délégués de la ou des organisations les plus représentatives des travailleurs, la prime de fin d'année peut être convertie en d'autres avantages garantissant une compensation équivalente.

Art. 10. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er avril 1997 et cesse de produire ses effets au 31 mars 1999.

Le 1er avril de chaque année, elle est prorogée par tacite reconduction pour une période d'un an, sauf dénonciation par une des parties signifiée au plus tard trois mois avant l'échéance de la convention collective de travail, par lettre recommandée adressée au président de la Commission paritaire du commerce alimentaire, qui en informe les membres.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 22 septembre 1998.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Annexe à la convention collective de travail du 12 mai 1997 relative à la prime de fin d'année

Journées prestées et assimilées

Par journées prestées, il faut entendre :

1. Les journées ou parties de journées effectivement prestées.

2. Les journées ou parties de journées non prestées, pour lesquelles l'employeur est tenu de payer une rémunération (par exemple : salaire hebdomadaire garanti, jours fériés, petits chômages, etc...).

3. Les journées pendant lesquelles le travail est suspendu en raison des vacances annuelles auxquelles les ouvriers et ouvrières ont droit en vertu des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

4. Le 6e jour non presté de chacune des semaines de 5 jours, dans le cas où le travail hebdomadaire est réparti, au cours du trimestre, tantôt sur cinq, tantôt sur plus de 5 jours.

Par journées assimilées, il faut entendre :

1. Les journées d'incapacité de travail totale, résultant d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle.

2. Les journées comprises dans les douze premiers mois de la période d'incapacité de travail partielle consécutive à une incapacité de travail temporaire totale, à condition que le pourcentage reconnu de l'incapacité temporaire partielle soit au moins égal à 66 p.c.

3. De dagen begrepen in de eerste twaalf maanden afwezigheid, ingevolge een ongeval die geen arbeidsongeval is, of een ziekte die geen beroepsziekte is.

4. De rustdagen voor zwangerschap en bevalling : zoals bepaald in artikel 39 van de arbeidswet van 16 maart 1971.

5. De militaire dienstplicht, op voorwaarde dat de belanghebbende onmiddellijk vóór en na zijn legertijd in dienst is geweest van een onderneming aangesloten bij het ″Waarborg- en Sociaal Fonds voor de handel in voedingswaren″.

6. De dagen van gewone wederoproeping voor legerdienst met een maximum van 74 of 66 dagen, naargelang de werknemer al dan niet deelneemt aan de vorming van reservekaders.

7. De dagen besteed aan het nakomen van burgerlijke verplichting (voogd, lid van een familieraad, getuige in rechten, gezworene, kiezer, lid van een stembureau).

8. De dagen besteed aan de uitoefening van een openbaar mandaat en een mandaat in syndikaal verband, bepaald bij artikel 16, 9° en 10°, van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 (*Belgisch Staatsblad* van 6 april 1967) gewijzigd door het koninklijk besluit van 20 juli 1970 (*Belgisch Staatsblad* van 31 juli 1970).

9. De dagen van deelneming aan stages of studiedagen die aan arbeidsopvoeding of aan syndikale vorming gewijd zijn en georganiseerd worden door representatieve organisaties der werknemers of door de bevoegde minister erkende gespecialiseerde instituten, ten belope van maximum twaalf dagen per jaar.

10. De dagen van staking of lock-out, in de volgende voorwaarden :

1° de werkman of de werkster moet tenminste één dag effectief werkzaam zijn geweest in de loop der achtentwintig opeenvolgende dagen die de aanvangsdag van de werkstaking of de lock-out voorafgaan;

2° de staking moet :

a) voorafgegaan worden door een poging tot verzoening door een bemiddelaar die gekozen werd door de partijen, of op verzoek van één dezer, door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid;

b) ingaan na het verstrijken van een collectieve stakingsaanzegging, betekend door een syndikale organisatie die vertegenwoordigd is in het paritair comité waaronder de onderneming ressorteert.

Deze opzegging kan ten vroegste betekend worden de zevende dag volgend op de eerste vergadering welke door de gekozen of aangewezen bemiddelaar gehouden werd. De opzegging wordt betekend hetzij bij een ter post aangetekende brief en aan ieder individuele werkgever gerichte brief, hetzij door inlassing in de notulen van een verzoeningsvergadering.

Zij neemt een aanvang de dag volgend op de in de loop van welke zij wordt betekend en haar duur is ten minste van zeven dagen.

11. De dagen van gedeeltelijke werkloosheid.

12. De extra-legale vakantieperiode die door de werkgever aan de vreemde arbeiders toegekend wordt, die naar hun land terugkeren.

13. Voor de jonge werklieden en werksters, de schoolperiode en de periode begrepen tussen de datum waarop ze de school verlaten en het begin van hun eerste arbeidscontract op voorwaarde dat dit valt binnen de 4 maand die volgen op het einde van hun studies.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 22 september 1998.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

3. Les journées comprises dans les douze premiers mois d'absence due à un accident qui n'est pas un accident de travail, ou à une maladie qui n'est pas une maladie professionnelle.

4. Les journées de repos de grossesse et d'accouchement : telles que prévues par les dispositions de l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail.

5. Le service militaire, à condition que l'intéressé ait été occupé immédiatement avant et après son service dans une entreprise affiliée au ″Fonds social et de garantie du commerce alimentaire″.

6. Les journées de rappel ordinaire sous les armes dont la durée ne peut dépasser 74 ou 66 jours, selon que le travailleur participe ou non à la formation des cadres de réserve.

7. Les journées consacrées à l'accomplissement de devoirs civiques (tuteur, membre du conseil de famille, témoin en justice, juré, électeur, membre d'un bureau de vote).

8. Les journées consacrées à l'exercice d'un mandat public et d'obligations syndicales, reprises à l'article 16, 9° et 10°, de l'arrêté royal du 30 mars 1967 (*Moniteur belge* du 6 avril 1967), modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 1970 (*Moniteur belge* du 31 juillet 1970).

9. Les journées de participation à des stages ou journées d'étude consacrées à l'éducation ouvrière ou à la formation syndicale, organisées par les organisations représentatives des travailleurs ou par des institutions spécialisées reconnues par le ministre compétent à raison de douze jours au maximum par an.

10. Les journées de grève ou de lock-out, dans les conditions suivantes :

1° l'ouvrier ou l'ouvrière doit avoir été effectivement occupé(e) au moins un jour des vingt-huit jours successifs précédant le jour du début de la grève ou du lock-out;

2° la grève doit :

a) avoir été précédée d'une tentative de conciliation faite par un conciliateur, choisi par les parties ou à la demande de l'une d'elles, par la Ministre de l'Emploi et du Travail;

b) intervenir à l'expiration d'un préavis collectif de grève, notifié par une organisation syndicale représentée à la commission paritaire dont ressortit l'entreprise.

Ce préavis peut être signifié, au plus tôt, le septième jour qui suit la première réunion tenue par le conciliateur choisi ou désigné. Ce préavis est notifié, soit par lettre recommandée à la poste adressée à chaque employeur individuellement, soit par l'insertion dans le procès-verbal d'une réunion de conciliation.

Il prend cours le jour qui suit celui au cours duquel il est notifié et sa durée est d'au moins sept jours.

11. Les journées de chômage partiel.

12. La période de congé extra-légale des travailleurs étrangers qui rentrent dans leurs pays.

13. Pour les jeunes travailleurs, la période d'école et la période comprise entre la date où ils quittent l'établissement scolaire et le début de leur premier contrat de travail à condition que celui-ci se situe dans les quatre mois qui suivent la fin de leurs études.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 22 septembre 1998.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

N. 98 — 3046 [C − 98/12825]

8 OKTOBER 1998. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren, betreffende het brugpensioen vanaf 58 jaar (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Koninklijk besluit van 7 december 1992, betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen, inzonderheid op artikel 2;

F. 98 — 3046 [C − 98/12825]

8 OCTOBRE 1998. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 12 mai 1997, conclue au sein de la Commission paritaire du commerce alimentaire, relative à la prépension à partir de 58 ans (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Arrêté royal du 7 décembre 1992, relatif à l'octroi d'allocation de chômage en cas de prépension conventionnelle, notamment l'article 2;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17, gesloten op 19 december 1974 in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 16 januari 1975;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren, betreffende het brugpensioen vanaf 58 jaar.

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 oktober 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Koninklijk besluit van 16 januari 1975, *Belgisch Staatsblad* van 31 januari 1975.

Koninklijk besluit van 7 december 1992, *Belgisch Staatsblad* van 11 december 1992.

Bijlage

Paritair Comité voor de handel in voedingswaren

Collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 1997

Brugpensioen vanaf 58 jaar (Overeenkomst geregistreerd op 16 september 1997 onder het nummer 45012/CO/119)

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden en werksters van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité van de handel in voedingswaren.

Art. 2. Voor de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 gesloten op 19 december 1974 in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 16 januari 1975, wordt de leeftijd van 60 jaar verlaagd tot 58 jaar voor de werklieden en werksters met een beroepsloopbaan van minstens 25 jaar.

Art. 3. In de ondernemingen die minder dan 10 werklieden of werksters tewerkstellen, moet het ontslag met het oog op brugpensioen een gevolg zijn van het initiatief van de werkgever. In de ondernemingen die 10 of meer werklieden of werksters tewerkstellen, wordt het ontslag door de werkgever betekend, hetzij op zijn eigen initiatief, hetzij op geschreven aanvraag van de arbeider.

Art. 4. De werkgevers zijn verplicht de werklieden en werksters die hun recht op brugpensioen hebben doen gelden krachtens deze collectieve arbeidsovereenkomst te vervangen.

Art. 5. Het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de handel in voedingswaren wordt ermee belast de betaling van de aanvullende vergoeding in geval van brugpensioen vanaf 58 jaar te vergemakkelijken en te waarborgen, volgens de modaliteiten voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 1997, gesloten in hetzelfde paritair comité, betreffende de organisatie van de waarborg en de faciliteiten van vereffening van brugpensioenvergoeding (geregistreerd onder het nummer 45011/CO/119).

Art. 6. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1997 en houdt op van kracht te zijn op 31 maart 1999.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1998.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Vu la convention collective de travail n° 17, conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil national du travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, rendue obligatoire par arrêté royal du 16 janvier 1975;

Vu la demande de la Commission paritaire du commerce alimentaire;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 12 mai 1997, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire du commerce alimentaire, relative à la prépension à partir de 58 ans.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 octobre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Arrêté royal du 16 janvier 1975, *Moniteur belge* du 31 janvier 1975.

Arrêté royal du 7 décembre 1992, *Moniteur belge* du 11 décembre 1992.

Annexe

Commission paritaire du commerce alimentaire

Convention collective de travail du 12 mai 1997

Prépension à partir de 58 ans (Convention enregistrée le 16 septembre 1997 sous le numéro 45012/CO/119)

Article 1er. La présente convention collective de travail est d'application aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des entreprises ressortissant à la Commission paritaire du commerce alimentaire.

Art. 2. Pour l'application de la convention collective de travail n° 17 conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil national du travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, rendue obligatoire par arrêté royal du 16 janvier 1975, l'âge de 60 ans est abaissé à 58 ans pour les ouvriers et ouvrières ayant une carrière professionnelle d'au moins 25 ans.

Art. 3. Dans les entreprises occupant moins de 10 ouvriers ou ouvrières, le licenciement en vue de la prépension doit être la conséquence de l'initiative de l'employeur. Dans les entreprises occupant 10 ouvriers ou ouvrières ou plus, le licenciement est notifié par l'employeur, soit à sa propre initiative, soit à la demande écrite de l'ouvrier.

Art. 4. Les employeurs sont tenus à remplacer les ouvriers et ouvrières qui ont fait valoir leur droit à la prépension en vertu de la présente convention collective de travail.

Art. 5. Le Fonds social et de garantie du commerce alimentaire est chargé de faciliter et de garantir le paiement de l'indemnité complémentaire en cas de prépension à partir de 58 ans, selon les modalités prévues dans la convention collective de travail du 12 mai 1997, conclue à la même commission paritaire, relative à l'organisation de la garantie et des facilités de liquidation de l'indemnité de prépension (enregistrée sous le numéro 45011/CO/119).

Art. 6. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 1997 et cesse d'être en vigueur le 31 mars 1999.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 8 octobre 1998.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

N. 98 — 3047 [C − 98/12854]

8 OKTOBER 1998. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren, betreffende het brugpensioen vanaf 55 jaar of 56 jaar (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17, gesloten op 19 december 1974 in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 16 januari 1975;

Gelet op de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, inzonderheid op artikel 23;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren, betreffende het brugpensioen vanaf 55 jaar of 56 jaar.

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 oktober 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.
Wet van 26 juli 1996, *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 1996.
Koninklijk besluit van 16 januari 1975, *Belgisch Staatsblad* van 31 januari 1975.

Bijlage

Paritair Comité voor de handel in voedingswaren

Collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 1997

Brugpensioen vanaf 55 jaar of 56 jaar
(Overeenkomst geregistreerd op 16 september 1997
onder het nummer 45013/CO/119)

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden en werksters van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren.

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten ter uitvoering van het koninklijk besluit van 21 maart 1997 tot uitvoering van de artikelen 23 en 24 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen en betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen.

F. 98 — 3047 [C − 98/12854]

8 OCTOBRE 1998. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 12 mai 1997, conclue au sein de la Commission paritaire du commerce alimentaire, relative à la prépension à partir de 55 ans ou 56 ans (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la convention collective de travail n° 17, conclue le 19 décembre 1974 au sein du Conseil national du travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, rendue obligatoire par arrêté royal du 16 janvier 1975;

Vu la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, notamment l'article 23;

Vu la demande de la Commission paritaire du commerce alimentaire;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 12 mai 1997, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire du commerce alimentaire, relative à la prépension à partir de 55 ans ou 56 ans.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 octobre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.
Loi du 26 juillet 1996, *Moniteur belge* du 1er août 1996;
Arrêté royal du 16 janvier 1975, *Moniteur belge* du 31 janvier 1975.

Annexe

Commission paritaire du commerce alimentaire

Convention collective de travail du 12 mai 1997

Prépension à partir de 55 ans ou 56 ans
(Convention enregistrée le 16 septembre 1997
sous le numéro 45013/CO/119)

Article 1er. La présente convention collective de travail est d'application aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des entreprises ressortissant à la Commission paritaire du commerce alimentaire.

Art. 2. La présente convention collective de travail est conclue en exécution de l'arrêté royal du 21 mars 1997 portant exécution des articles 23 et 24 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité et concernant l'octroi d'allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle.

Art. 3. De aanvullende vergoeding ingesteld in het raam van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 16 januari 1975, wordt toegekend aan de werklieden en werksters met een leeftijd van 55 jaar of meer in 1997 en met een leeftijd van 56 jaar of meer in 1998, die ontslagen worden om een andere reden dan een dringende reden, die zich kunnen beroepen op een beroepsloopbaan van 33 jaar en die gedurende 20 jaar gewerkt hebben in een regime met nachtarbeid zoals bepaald door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46, gesloten op 23 maart 1990 in de Nationale Arbeidsraad, betreffende de begeleidingsmaatregelen voor ploegenarbeid met nachtprestaties alsook voor andere vormen van arbeid met nachtprestaties, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 10 mei 1990.

Art. 4. In de ondernemingen die minder dan 10 arbeiders tewerkstellen, moet het ontslag met het oog op brugpensioen een gevolg zijn van het initiatief van de werkgever. In de ondernemingen die 10 of meer arbeiders tewerkstellen, zal het ontslag door de werkgever betekend worden, hetzij op zijn eigen initiatief, hetzij op geschreven aanvraag van de arbeider.

Art. 5. Het bedrag van de aanvullende vergoeding waarvan sprake in artikel 3 is de aanvullende vergoeding van voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17.

Art. 6. De werkgevers zijn verplicht de werklieden en werksters die hun recht op brugpensioen hebben doen gelden te vervangen.

Art. 7. Het Waarborg- en Sociaal Fonds voor de handel in voedingswaren wordt ermee belast de betaling van de aanvullende vergoeding in geval van brugpensioen vanaf 55 of 56 jaar, volgens de modaliteiten voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 1997, gesloten in hetzelfde paritair comité betreffende de organisatie van de waarborg en de faciliteiten van vereffening van brugpensioenvergoeding (geregistreerd onder het nummer 45011/CO/119), te vergemakkelijken en te waarborgen.

Art. 8. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1997 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1998.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1998.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Art. 3. L'indemnité complémentaire instaurée dans le cadre de la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974, conclue au sein du Conseil national du travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, rendue obligatoire par arrêté royal du 16 janvier 1975, est octroyé aux ouvriers et ouvrières âgés de 55 ans ou plus en 1997 et âgés de 56 ans ou plus en 1998, qui sont licenciés pour des raisons autres que la faute grave et qui peuvent se prévaloir de 33 ans de passé professionnel et qui ont travaillé pendant 20 ans dans un régime comportant du travail de nuit défini par la convention collective de travail n° 46, conclue le 23 mars 1990 au sein du Conseil national du travail, relative aux mesures d'encadrement du travail en équipes comportant des prestations de nuit ainsi que d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit, rendue obligatoire par arrêté royal du 10 mai 1990.

Art. 4. Dans les entreprises occupant moins de 10 ouvriers, le licenciement en vue de la prépension doit être la conséquence de l'initiative de l'employeur. Dans les entreprises occupant 10 ouvriers ou plus, le licenciement sera notifié par l'employeur, soit à sa propre initiative, soit à la demande écrite de l'ouvrier.

Art. 5. Le montant de l'indemnité complémentaire dont question à l'article 3 est l'indemnité complémentaire de la convention collective de travail n° 17 précitée.

Art. 6. Les employeurs sont tenus à remplacer les ouvriers et ouvrières qui ont fait valoir leur droit à la prépension.

Art. 7. Le Fonds social et de garantie du commerce alimentaire est chargé de faciliter et de garantir le paiement de l'indemnité complémentaire en cas de prépension à partir de 55 ou 56 ans, selon les modalités prévues dans la convention collective de travail du 12 mai 1997, relative à l'organisation de la garantie et des facilités de liquidation de l'indemnité de prépension (enregistrée sous le numéro 45011/CO/119).

Art. 8. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 1997 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 1998.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 8 octobre 1998.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

N. 98 — 3048 [C − 98/12822]

8 OKTOBER 1998. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren, betreffende een koudepremie (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren, betreffende een koudepremie.

F. 98 — 3048 [C − 98/12822]

8 OCTOBRE 1998. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 12 mai 1997, conclue au sein de la Commission paritaire du commerce alimentaire, relative à une prime de froid (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire du commerce alimentaire;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 12 mai 1997, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire du commerce alimentaire, relative à une prime de froid.

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 oktober 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Bijlage

Paritair Comité voor de handel in voedingswaren

Collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 1997

Koudepremie (Overeenkomst geregistreerd op 16 septembre 1997, onder het nummer 45018/CO/119)

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is toepasselijk op de werkgevers en op de werklieden en werksters van de ondernemingen van de handel in voedingswaren.

Art. 2. De werklieden en werksters die gewoonlijk in koelkamers en/of koelwagens tewerkgesteld zijn hebben recht op een toeslag op het werkelijke loon van :

— 5 pct. met een minimum van F 10 indien de temperatuur in de kamers of wagens lager ligt dan 5°;

— 10 pct. met een minimum van F 20 in de koelkamers of wagens voor diepvriesproducten.

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 april 1997 en houdt op van kracht te zijn op 31 maart 1999.

Op 1 april van elk jaar wordt zij stilzwijgend verlengd voor een periode van één jaar, behoudens opzegging door één der partijen uiterlijk drie maanden vóór het verstrijken van de collectieve arbeidsovereenkomst per een ter post aangetekend schrijven gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren, die de leden ervan zal op de hoogte brengen.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1998.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 octobre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Annexe

Commission paritaire du commerce alimentaire

Convention collective de travail du 12 mai 1997

Prime de froid (Convention enrégistrée le 16 septembre 1997, sous le numéro 45018/CO/119)

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des entreprises du commerce alimentaire.

Art. 2. Les ouvriers et ouvrières occupés normalement au travail dans les locaux et/ou camions frigorifiques ont droit à un complément sur le salaire effectif :

— de 5 p.c. avec un minimum de F 10 quand la température dans les locaux ou camions est inférieure à 5°;

— de 10 p.c. avec un minimum de F 20 dans les chambres froides ou véhicules pour produits surgelés.

Art. 3. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er avril 1997 et cesse de produire ses effets le 31 mars 1999.

Le 1er avril de chaque année, elle est prorogée par tacite reconduction pour une période d'un an, sauf dénonciation par une des parties, signifiée au plus tard trois mois avant l'échéance de la convention collective de travail, par lettre recommandée adressée au président de la Commission paritaire du commerce alimentaire qui en informera les membres.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 8 octobre 1998.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

N. 98 — 3049 [C − 98/12847]

8 OKTOBER 1998. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren, betreffende de lonen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren, betreffende de lonen.

F. 98 — 3049 [C − 98/12847]

8 OCTOBRE 1998. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 12 mai 1997, conclue au sein de la Commission paritaire du commerce alimentaire, relative aux salaires (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu le loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité, notamment l'article 11;

Vu la demande de la Commission paritaire du commerce alimentaire;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Arrête :

Article 1er. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 12 mai 1997, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire du commerce alimentaire, relative aux salaires.

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 oktober 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.
Wet van 26 juli 1996, *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 1996.

Bijlage

Paritair Comité voor de handel in voedingswaren

Collectieve arbeidsovereenkomst van 12 mei 1997

Lonen (Overeenkomst geregistreerd op 16 septembre 1997 onder het nummer 45021/CO/119)

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden en werksters van de ondernemingen van de handel in voedingswaren, met uitsluiting van de handel in bier en drinkwaters en van de technische functies in de slagerij, spekslagerij en penserij.

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten in uitvoering van de wet van 26 juli 1996 betreffende de bevordering van de tewerkstelling en de vrijwaring van het concurrentievermogen. Overeenkomstig § 3 van artikel 11 van genoemde wet is het intersectorieel vastgestelde correctiemechanisme van toepassing.

Art. 3. § 1. Op 1 april 1997 worden de minimumuurlonen van de werklieden en werksters van ten minste 21 jaar vastgesteld als volgt :

— in de ondernemingen die 50 werknemers of meer tewerkstellen :

Arbeidstijdregeling van 38 uur per week :

Cat. 1	Cat. 2	Cat. 3	Cat. 4	Cat. 5
315,30 F	318,55 F	328,95 F	339,65 F	325,30 F

— in de ondernemingen die 10 tot 49 werknemers tewerkstellen :

Arbeidstijdregeling van 38 uur per week :

Cat. 1	Cat. 2	Cat. 3	Cat. 4	Cat. 5
313,15 F	316,50 F	326,85 F	337,50 F	350,20 F

— in de ondernemingen die minder dan 10 werknemers tewerkstellen :

Arbeidstijdregeling van 39 uur per week :

Cat. 1	Cat. 2	Cat. 3	Cat. 4	Cat. 5
303,60 F	306,65 F	317,05 F	327,50 F	339,70 F

§ 2. De in § 1 vastgestelde minimumuurlonen evenals de werkelijk betaalde uurlonen worden verhoogd als volgt :

— in de ondernemingen die 50 werknemers of meer tewerkstellen : met 2 F op 1 juni 1997, met 2 F op 1 juni 1998 en met 3 F op 1 oktober 1998;

— in de ondernemingen die minder dan 50 werknemers tewerkstellen : met 2 F op 1 juni 1997 en met 2 F op 1 juni 1998.

Art. 4. De in artikel 3 vastgestelde minimumuurlonen omvatten alle premies en conventionele voordelen, uitgezonderd de premies voorzien in nationale overeenkomsten.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 octobre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.
Loi du 26 juillet 1996, *Moniteur belge* du 1er août 1996.

Annexe

Commission paritaire du commerce alimentaire

Convention collective de travail du 12 mai 1997

Salaires (Convention enregistrée le 16 septembre 1997 sous le numéro 45021/CO/119)

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des entreprises du commerce alimentaire, à l'exclusion du commerce de bières et eaux de boisson et des fonctions techniques de boucherie, charcuterie, triperie.

Art. 2. La présente convention collective de travail est conclue en exécution de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité. Conformément au § 3 de l'article 11 de la loi précitée, le mécanisme de correction intersectoriel est d'application.

Art. 3. § 1er. Au 1er avril 1997, les salaires horaires minimums des ouvriers et ouvrières âgés de 21 ans au moins sont fixés comme suit :

— dans les entreprises occupant 50 travailleurs ou plus :

Régime de travail de 38 heures par semaine :

— dans les entreprises occupant de 10 à 49 travailleurs :

Régime de travail de 38 heures par semaine :

— dans les entreprises occupant moins de 10 travailleurs :

Régime de travail de 39 heures par semaine :

§ 2. Les salaires horaires minimums fixés au § 1er ainsi que les salaires effectivement payés sont augmentés comme suit :

— dans les entreprises occupant 50 travailleurs ou plus : de 2 F au 1er juin 1997, de 2 F au 1er juin 1998 et de 3 F au 1er octobre 1998;

— dans les entreprises occupant moins de 50 travailleurs : de 2 F au 1er juin 1997 et de 2 F au 1er juin 1998.

Art. 4. Les salaires horaires minimums fixés à l'article 3 s'entendent toutes primes et avantages conventionnels compris, à l'exception des primes prévues par des conventions nationales.

Art. 5. De in artikel 3 vastgestelde minimumuurlonen stemmen overeen met de categorieën bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 juli 1977, gesloten in het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren tot vaststelling van de beroepenclassificatie van de werklieden en werksters van de handel in voedingswaren, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 22 december 1977 (*Belgisch Staatsblad* van 18 februari 1978).

Art. 6. De minimumuurlonen van de werklieden en werksters die minder dan 21 jaar oud zijn worden vastgesteld op volgende percentages van de bedragen der minimumuurlonen van de werklieden en werksters van 21 jaar.

20 jaar : 97, 5 pct.
19 jaar : 92,5 pct.
18 jaar : 85 pct.
17 jaar : 77,5 pct.
16 jaar : 70 pct.
15 jaar : 70 pct.
14 jaar : 70 pct.

Art. 7. De minimumuurlonen vastgesteld in artikel 3, § 1, worden gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 april 1991, gesloten in het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren tot koppeling van de lonen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 16 september 1991 (*Belgisch Staatsblad* van 29 oktober 1991). Ze komen overeen met de stabilisatieschijf 118,87 inbegrepen - 123,68 uitgesloten, zoals deze voortvloeit uit de toepassing van voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst.

Art. 8. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 april 1997 en houdt op van kracht te zijn op 31 maart 1999.

Op 1 april van elk jaar wordt zij stilzwijgend verlengd voor een periode van één jaar, behoudens opzegging door één van de partijen uiterlijk drie maanden vóór het verstrijken van de collectieve arbeidsovereenkomst per aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren, die de leden ervan op de hoogte brengt.

Opmerkingen :

1. Wat artikel 3 betreft, wordt verduidelijkt dat de door de nieuwe collectieve arbeidsovereenkomst veroorzaakte loonsverhogingen, de bestaande conventionele premies en voordelen geenszins mogen verminderen.

De conventionele premies en voordelen maken deel uit van het arbeidscontract en mogen dus niet éénzijdig gewijzigd worden.

2. Wat artikel 6 betreft, wordt aanbevolen de 100 pct. toe te passen voor de jongeren van 18 jaar en ouder, die normaal in kwaliteit en in rendement de functies uitoefenen opgenomen in de classificatie.

3. De waarborgen van de sociale- en loonsvrede zijn van toepassing op deze collectieve arbeidsovereenkomst gedurende de ganse geldigheidsduur, overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 februari 1966 waarbij het begrip sociale vrede bepaald wordt en het protocolakkoord van 12 mei 1997.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1998.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Art. 5. Les salaires horaires minimums fixés à l'article 3 correspondent aux catégories prévues dans la convention collective de travail du 13 juillet 1977 conclue au sein de la Commission paritaire du commerce alimentaire fixant la classification professionnelle des ouvriers et ouvrières du commerce alimentaire, rendue obligatoire par arrêté royal du 22 décembre 1977 (*Moniteur belge* du 18 février 1978).

Art. 6. Les salaires horaires minimums des ouvriers et ouvrières âgés de moins de 21 ans sont fixés aux pourcentages suivants des montants des salaires horaires minimums des ouvriers et ouvrières âgés de 21 ans :

20 ans : 97,5 p.c.
19 ans : 92,5 p.c.
18 ans : 85 p.c.
17 ans : 77,5 p.c.
16 ans : 70 p.c.
15 ans : 70 p.c.
14 ans : 70 p.c.

Art. 7. Les salaires horaires minimums fixés à l'article 3, § 1er, sont rattachés à l'indice des prix à la consommation conformément à la convention collective de travail du 10 avril 1991, conclue au sein de la Commission paritaire du commerce alimentaire rattachant les salaires à l'indice des prix à la consommation, rendue obligatoire par arrêté royal du 16 septembre 1991 (*Moniteur belge* du 29 octobre 1991). Ils correspondent à la tranche de stabilisation 118,87 inclus - 123,68 exclus, telle que celle-ci résultant de l'application de la convention collective de travail précitée.

Art. 8. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er avril 1997 et cesse de produire ses effets le 31 mars 1999.

Le 1er avril de chaque année, elle est prorogée par tacite reconduction pour une période d'un an, sauf dénonciation par une des parties, signifiée au plus tard trois mois avant l'échéance de la convention collective de travail, par lettre recommandée adressée au président de la Commission paritaire du commerce alimentaire, qui en informe les membres.

Remarques :

1. En ce qui concerne l'article 3, il est précisé qu'à l'occasion des augmentations de salaires qu'entraînerait la nouvelle convention collective de travail, il ne peut être question de réduire les primes et avantages conventionnels existants.

Les primes et avantages conventionnels font partie du contrat de travail et ne peuvent donc être modifiés unilatéralement.

2. En ce qui concerne l'article 6, il est recommandé d'appliquer les 100 p.c. pour les jeunes de 18 ans et plus, exerçant normalement en qualité et en rendement les fonctions reprises dans la classification.

3. Les garanties de paix sociale et salariale sont applicables à la présente convention collective de travail pendant toute la durée de sa validité, conformément à la convention collective de travail du 8 février 1966 fixant la notion de paix sociale et au protocole d'accord du 12 mai 1997.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 8 octobre 1998.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

N. 98 — 3050 [C − 98/12804]

8 OKTOBER 1998. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren, betreffende de vaststelling van het bedrag en de modaliteiten van toekenning en uitkering van een aanvullend sociaal voordeel (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 juli 1978, gesloten in het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren tot vaststelling van de statuten van het "Waarborg- en Sociaal Fonds voor de handel in voedingswaren", algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 13 maart 1979, inzonderheid op de artikelen 3 en 24 van de statuten;

F. 98 — 3050 [C − 98/12804]

8 OCTOBRE 1998. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 10 décembre 1997, conclue au sein de la Commission paritaire du commerce alimentaire, relative à la fixation du montant et des modalités d'octroi et de liquidation d'un avantage social complémentaire (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la convention collective de travail du 13 juillet 1978, conclue au sein de la Commission paritaire du commerce alimentaire fixant les statuts du "Fonds social et de garantie du commerce alimentaire", rendue obligatoire par arrêté royal du 13 mars 1979, notamment lesarticles 3 et 24 des statuts;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren, betreffende de vaststelling van het bedrag en de modaliteiten van toekenning en uitkering van een aanvullend sociaal voordeel.

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 oktober 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Koninklijk besluit van 13 maart 1979, *Belgisch Staatsblad* van 14 april 1979.

Bijlage

Paritair Comité voor de handel in voedingswaren

Collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 1997

Vaststelling van het bedrag en de modaliteiten van toekenning en uitkering van een aanvullend sociaal voordeel (Overeenkomst geregistreerd op 2 maart 1998 onder het nummer 47244/CO/119)

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werklieden en werksters van de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren ressorteren.

HOOFDSTUK II. — *Aard van het voordeel*

Art. 2. De werklieden en werksters tewerkgesteld door één van de ondernemingen bedoeld in artikel 5, *a)* van de statuten van het ″Waarborg- en Sociaal Fonds voor de handel in voedingswaren″, vastgesteld bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 13 juli 1978, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 13 maart 1979, hebben elk jaar recht op een aanvullend sociaal voordeel ten laste van genoemd fonds, in de voorwaarden bepaald in deze collectieve arbeidsovereenkomst.

HOOFDSTUK III. — *Toekenningsvoorwaarden*

Art. 3. Om het voordeel te bekomen, moeten de in artikel 1 bedoelde werklieden en werksters aan volgende voorwaarden voldoen :

1° vóór 1 mei van het kalenderjaar dat voorafgaat aan het jaar van betaling zijn aangesloten bij één van de representatieve interprofessionele organisaties van arbeiders welke op nationaal vlak zijn verbonden, namelijk :

- de Christelijk Centrale Voeding en Diensten (ACV);
- de Centrale voor Voeding- en Hotelarbeiders (ABVV);
- de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België (ACLVB).

2° gedurende ten minste één maand in de loop van het jaar dat vooraf gaat aan het jaar van betaling tewerkgesteld geweest zijn door één van de in artikel 5, *a)* van de statuten van bovenvermeld fonds bedoelde ondernemingen.

Vu la demande de la Commission paritaire du commerce alimentaire;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 10 décembre 1997, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire du commerce alimentaire, relative à la fixation du montant et des modalités d'octroi et de liquidation d'un avantage social complémentaire.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 octobre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Arrêté royal du 13 mars 1979, *Moniteur belge* du 14 avril 1979.

Annexe

Commission paritaire du commerce alimentaire

Convention collective de travail du 10 décembre 1997

Fixation du montant et des modalités d'octroi et de liquidation d'un avantage social complémentaire (Convention enregistrée le 2 mars 1998 sous le numéro 47244/CO/119)

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières des entreprises ressortissant à la Commission paritaire du commerce alimentaire.

CHAPITRE II. — *Nature de l'avantage*

Art. 2. Les ouvriers et ouvrières occupés par une des entreprises visées à l'article 5, *a)* des statuts du ″Fonds social et de garantie du commerce alimentaire″, fixés par la convention collective de travail du 13 juillet 1978, rendue obligatoire par arrêté royal du 13 mars 1979, ont droit chaque année à un avantage social complémentaire à charge du fonds précité, dans les conditions fixées par la présente convention collective de travail.

CHAPITRE III. — *Conditions d'octroi*

Art. 3. Pour bénéficier de l'avantage, les ouvriers et ouvrières visés à l'article 1er doivent remplir les conditions suivantes :

1° être affiliés avant le 1er mai de l'année civile précédant l'année de paiement à l'une des organisations représentatives interprofessionnelles de travailleurs, fédérées sur le plan national, à savoir :

- la Centrale chrétienne de l'alimentation et des services (CSC);
- la Centrale des travailleurs de l'alimentation et de l'hôtellerie (FGTB);
- la Centrale générale des syndicats libéraux de Belgique (CGSLB).

2° avoir été occupés, durant un mois au moins au cours de l'année civile précédant l'année de paiement, par une des entreprises visées à l'article 5, *a)* des statuts du fonds précité.

HOOFDSTUK IV. — *Bedrag*

Art. 4. Het bedrag van het voordeel is vastgesteld op 290 F per maand tewerkstelling in de loop van het kalenderjaar dat voorafgaat aan het jaar van betaling, en op 3.500 F voor het volledige kalenderjaar van tewerkstelling.

Onder maand tewerkstelling dient tevens verstaan, elke maand in de loop waarvan de arbeidsovereenkomst uiterlijk de vijftiende is ingegaan, alsmede elke maand in de loop waarvan de sedert de eerste dag van de maand lopende arbeidsovereenkomst na de vijftiende een einde heeft genomen.

Bij het bepalen van de maanden tewerkstelling die in aanmerking worden genomen, wordt rekening gehouden met de werkelijk gepresteerde arbeidsdagen, evenals met de dagen die zijn gelijkgesteld overeenkomstig de beslissingen dienaangaande genomen door het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren.

HOOFDSTUK V. — *Betalingsmodaliteiten*

Art. 5. De in artikel 5, *a)* van de statuten van het fonds bedoelde werkgevers overhandigen vóór 1 april van het jaar van betaling aan elke werkman of werkster die in hun onderneming zijn tewerkgesteld geweest in de loop van het voorgaand kalenderjaar, een behoorlijk ingevuld en ondertekend formulier in dubbel exemplaar, waarvan het model is vastgesteld door het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren.

Deze formulieren worden ambtshalve of op hun verzoek ter beschikking gesteld door het beheer van het fonds, gevestigd Sint-Bernardusstraat 60, te 1060 Brussel.

Art. 6. De werklieden en werksters die in artikel 3 van deze collectieve arbeidsovereenkomst bedoelde toekenningsvoorwaarden vervullen maken het in artikel 5 bedoelde formulier in dubbel exemplaar over aan de in artikel 3 vermelde organisatie waarvan zij lid zijn.

Deze organisatie gaat na of de betrokken werkman of werkster werkelijk is aangesloten en of hij of zij een recht kan doen gelden en berekent het bedrag van het voordeel. Na die verrichtingen te hebben doen controleren door een andere representatieve interprofessionele organisatie van werklieden, geeft zij op naam en ten voordele van de betrokkene een genummerde circulaire bankcheck uit waarvan het bedrag overeenstemt met het voordeel waarop hij of zij recht heeft.

Het nazicht, de controle en de uitgifte hebben plaats van 1 april tot 15 september van het jaar van betaling.

Art. 7. Vóór 15 oktober van het jaar van betaling bezorgt iedere in artikel 3 bedoelde organisatie aan het sociaal fonds een afrekening met vermelding van het aantal, de nummers en het totaal bedrag van de door haar uitgegeven checks.

De organisaties dienen de aanvraagformulieren en het dubbel van de daarop betrekking hebbende checks te bewaren. Deze worden gecontroleerd door de daartoe door de raad van beheer van het fonds aangeduide personen.

De niet gebruikte circulaire bankchecks worden aan het beheer van het fonds overhandigd ten laatste acht dagen na de datum van het einde van de uitgifte.

HOOFDSTUK VI. — *Geldigheid*

Art. 8. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 1998 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1998.

Op 1 januari van elk jaar wordt zij stilzwijgend verlengd voor een periode van één jaar, behoudens opzegging door één van de partijen uiterlijk drie maanden vóór het verstrijken van de collectieve arbeidsovereenkomst per aangetekende brief gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de handel in voedingswaren, die de leden ervan op de hoogte brengen.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1998.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

CHAPITRE IV. — *Montant*

Art. 4. Le montant de l'avantage est fixé à 290 F par mois d'occupation au cours de l'année civile précédant l'année de paiement et à 3.500 F pour l'année civile complète d'occupation.

Par mois d'occupation, il faut également entendre tout mois au cours duquel le contrat de travail a pris cours au plus tard le quinze, ainsi que tout mois au cours duquel le contrat de travail en vigueur depuis le premier jour du mois a pris fin après la date du quinze.

Pour la détermination des mois d'occupation à prendre en considération, il est tenu compte des journées de travail effectives aussi bien que des journées assimilées, conformément aux décisions prises à ce sujet par la Commission paritaire du commerce alimentaire.

CHAPITRE V. — *Modalités de paiement*

Art. 5. Les employeurs visés à l'article 5, *a)* des statuts du fonds remettent avant le 1er avril de l'année de paiement, à chaque ouvrier et ouvrière occupés dans leur entreprise au cours de l'année civile précédente, un formulaire en double exemplaire, dûment rempli et signé, dont le modèle est arrêté par la Commission paritaire du commerce alimentaire.

Ces formulaires sont mis à leur disposition d'office ou à leur demande, par l'administration du fonds, établie rue Saint-Bernard 60, à 1060 Bruxelles.

Art. 6. Les ouvriers et ouvrières remplissant les conditions d'octroi visées à l'article 3 de la présente convention collective de travail, remettent à l'organisation mentionnée à l'article 3, dont ils sont membres, le formulaire en double exemplaire, visé à l'article 5.

Cette organisation vérifie l'affiliation effective de l'ouvrier ou de l'ouvrière intéressé(e) ainsi que la justification de son droit et calcule le montant de l'avantage. Après avoir fait contrôler ces opérations par une autre organisation représentative interprofessionnelle d'ouvriers, elle émet au nom et au profit de l'intéressé(e) un chèque bancaire numéroté dont le montant représente l'avantage auquel il ou elle a droit.

La vérification, le contrôle et l'émission ont lieu du 1er avril au 15 septembre de l'année de paiement.

Art. 7. Avant le 15 octobre de l'année de paiement chacune des organisations visées à l'article 3 fournit au fonds social un décompte reprenant le nombre, les numéros et le montant total des chèques qu'elle a émis.

Les organisations sont tenues de conserver les formulaires de demande et le double des chèques s'y rapportant qui sont contrôlés par les personnes désignées à cette fin par le conseil d'administration du fonds.

Les chèques bancaires non utilisés sont remis à l'administration du fonds au plus tard huit jours après la date de fin d'émission.

CHAPITRE VI. — *Validité*

Art. 8. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er janvier 1998 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 1998.

Le 1er janvier de chaque année elle est prorogée par tacite reconduction pour une période d'un an, sauf dénonciation par une des parties, signifiée au plus tard trois mois avant l'échéance de la convention collective de travail, par lettre recommandée adressée au président de la Commission paritaire du commerce alimentaire, qui en informe les membres.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 8 octobre 1998.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 3051 [C − 98/36225]

22 SEPTEMBER 1998. — Besluit van de Vlaamse regering betreffende de bezoldiging van de voorzitters en de presentiegelden van de leden van de raden voor maatschappelijk welzijn

De Vlaamse regering,

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 38;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 maart 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 7 april 1998, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de voorzitters en de leden van de raden voor maatschappelijk welzijn, bedoeld in hoofdstuk II van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, hierna de «wet» te noemen.

Art. 2. Buiten een bezoldiging, een presentiegeld, de terugbetaling van de kosten, bedoeld in artikel 38 van de wet, mogen de voorzitter, het lid dat hem vervangt en de leden geen enkele vergoeding of voordeel ten laste van het openbaar centrum genieten, om welke reden en onder welke benaming ook.

De voorzitter en het lid dat hem vervangt, hebben geen recht op een presentiegeld voor de vergaderingen die plaatsvinden in een periode waarvoor zij op een bezoldiging aanspraak kunnen maken.

HOOFDSTUK II. — *Bezoldiging van de voorzitter*

Art. 3. De bezoldigingsregeling van de voorzitter is dezelfde als die van de schepen van de gemeente waar het openbaar centrum zijn zetel heeft.

Art. 4. Als de voorzitter een aaneengesloten periode van drie maanden afwezig is of verhinderd en vervolgens zijn ambt niet hervat of zijn ambt hervat voor een ononderbroken periode van minder dan één maand, dan verliest hij het voordeel van zijn bezoldiging vanaf die vierde maand. Als hij afwezig is ten gevolge van ziekte, dan wordt zijn bezoldiging vanaf die vierde maand af tot de helft herleid.

Als de voorzitter verhinderd is zijn ambt uit te oefenen in de gevallen bedoeld in artikel 25, § 4, eerste en tweede lid van de wet, verliest hij het voordeel van zijn bezoldiging voor die periode.

Art. 5. In het geval bedoeld in artikel 39, eerste lid, van de wet, geniet het lid van de raad dat de voorzitter vervangt voor de hele duur van de vervanging de bezoldigingsregeling bedoeld in artikel 3.

Art. 6. De wedde wordt maandelijks uitbetaald. De voorzitter wordt vooraf bezoldigd; het lid dat de voorzitter vervangt in het geval bedoeld in artikel 39, eerste lid, van de wet, wordt na de vervallen termijn uitbetaald.

Als de wedde niet voor de volledige maand moet worden uitbetaald, wordt ze in dertigsten verdeeld.

In afwijking van het tweede lid moet elke begonnen maand volledig worden bezoldigd in geval van overlijden.

HOOFDSTUK III. *Presentiegeld*

Art. 7. Aan de leden kan een presentiegeld worden toegekend voor het bijwonen van vergaderingen van de raad, alsmede voor het bijwonen van de vergaderingen van het vast bureau en van de bijzondere comités opgericht krachtens artikel 27 en 94 van de wet en van het overlegcomité bedoeld in artikel 26 § 2 van de wet.

De bijzondere comités komen evenwel voor de toepassing van deze bepaling enkel in aanmerking voor zover ze ten minste drie leden tellen de voorzitter inbegrepen.

Bovendien kan de raad voor maatschappelijk welzijn beslissen aan zijn leden een presentiegeld toe te kennen voor de deelname aan de vergaderingen van de budgetcommissie en voor het nazicht van de boekhouding van het centrum.

Art. 8. Het presentiegeld mag niet hoger zijn dan het presentiegeld, toegekend aan de gemeenteraadsleden van de gemeente waar de zetel van het openbaar centrum is gevestigd.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 9. Het koninklijk besluit van 15 december 1977 betreffende de bezoldiging van de voorzitters en de presentiegelden van de leden van de raden voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 18 april 1983 en 21 januari 1993, wordt opgeheven.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op de maand waarin het besluit in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 11. De Vlaamse minister, bevoegd voor de bijstand aan personen, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 september 1998.

De minister-president van de Vlaamse regering,
L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn,
L. MARTENS

TRADUCTION
MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 98 — 3051 [C − 98/36225]

22 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement flamand relatif au traitement des présidents et aux jetons de présence des membres des conseils d'aide sociale

Le Gouvernement flamand,

Vu la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale, notamment l'article 38;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, rendu le 11 mars 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 7 avril 1998, en exécution de l'article 84, premier alinéa, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Dispositions générales*

Article 1er. Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux présidents et aux membres des conseils d'aide sociale, visés au chapitre II du loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale, dénommée ci-après «la loi».

Art. 2. A l'exception d'un traitement, des jetons de présence, du remboursement des frais, visés à l'article 38 de la loi, le président, le membre qui le remplace et les membres ne peuvent bénéficier d'aucun remboursement ou avantage à la charge du centre public, quelles que soient la raison ou la dénomination.

Le président et le membre qui le remplace n'ont pas droit aux jetons de présence pour les séances ayant lieu dans une période pendant laquelle ils peuvent prétendre à un traitement.

CHAPITRE II. *Traitement du président*

Art. 3. Le régime des rémunérations du président est le même que celui des échevins de la commune où siège le centre public.

Art. 4. Si le président est absent ou empêché pendant une période ininterrompue de trois mois et qu'ensuite il ne reprend pas sa fonction ou la reprend pour une période ininterrompue de moins d'un mois, il perd l'avantage de son traitement à partir de ce quatrième mois. En cas d'absence pour maladie, son traitement est réduit à la moitié à partir de ce quatrième mois.

Si le président est empêché d'exercer sa fonction dans les cas visés à l'article 25, § 4, alinéas 1 et 2 de la loi, il perd l'avantage de son traitement pour la période concernée.

Art. 5. Dans le cas visé à l'article 39, premier alinéa, de la loi, le membre du conseil qui remplace le président bénéficie du régime des rémunérations visé à l'article 3 pour la durée totale du remplacement.

Art. 6. Le traitement est payé au mois. Le président est payé d'avance; le membre qui remplace le président dans le cas visé à l'article 39, premier alinéa, de la loi, est payé à terme échu.

Si le traitement ne doit pas être payé pour le mois entier, il est calculé en trentièmes.

Par dérogation au deuxième alinéa, chaque mois commencé doit être rémunéré entièrement en cas de décès.

CHAPITRE III. — *Jetons de présence*

Art. 7. Des jetons de présence peuvent être accordés aux membres qui assistent aux séances du conseil, ainsi qu'aux séances du bureau permanent et des comités spéciaux en vertu des articles 27 et 94 de la loi et du comité de concertation visé à l'article 26, § 2, de la loi.

Cependant, pour l'application de cette disposition, les comités spéciaux sont seulement pris en considération s'ils comptent au moins trois membres, le président inclus.

En outre, le conseil d'aide sociale peut décider d'accorder à ses membres des jetons de présence pour avoir assisté aux séances de la commission budgétaire et pour le contrôle de la comptabilité du centre.

Art. 8. Les jetons de présence ne peuvent être supérieurs aux jetons de présence accordés aux conseillers municipaux de la commune où siège le centre public.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 9. L'arrêté royal du 15 décembre 1977 relatif au traitement des présidents et aux jetons de présence des membres des conseils d'aide sociale, modifié par les arrêtés royaux des 18 avril 1983 et 21 janvier 1993 est abrogé.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 11. Le Ministre flamand ayant l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 septembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L.VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,
L.MARTENS

N. 98 — 3052 [C − 98/36224]

12 OKTOBER 1998. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 17 oktober 1991 houdende de organisatie en het programma van de examencommissie van de Vlaamse Gemeenschap voor het voltijds secundair onderwijs

De Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken,

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 9 oktober 1991 houdende inrichting van de examencommissie van de Vlaamse Gemeenschap voor het voltijds secundair onderwijs, gewijzigd bij de besluiten van de Vlaamse regering van 27 januari 1993 en 30 mei 1996;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 19 december 1997 tot bepaling van de bevoegdheden van de leden van de Vlaamse regering, gewijzigd bij het besluit van de Vlaamse regering van 28 september 1998;

Gelet op het ministerieel besluit van 17 oktober 1991 houdende de organisatie en het programma van de examencommissie van de Vlaamse Gemeenschap voor het voltijds secundair onderwijs, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 16 april 1993, 1 juli 1994, 6 oktober 1994, 17 juni 1996 en 18 juni 1997,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 34 van het ministerieel besluit van 17 oktober 1991 houdende de organisatie en het programma van de examencommissie van de Vlaamse Gemeenschap voor het voltijds secundair onderwijs, wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 34. § 1. De ondervraging over het mondeling gedeelte van het examen gebeurt in aanwezigheid van ten minste twee leden, waarvan de ene behoort tot het officieel onderwijs en de andere tot het vrij onderwijs, en die een kwotering geven in gemeen overleg.

§ 2. In afwijking van § 1 is het toegelaten dat bij ontstentenis van voldoende leden de ondervraging en kwotering over het mondeling gedeelte van het examen van de reeks E gebeurt door slechts één lid. In voorkomend geval dient het examen openbaar afgenomen.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 januari 1999.

Brussel, 12 oktober 1998

De Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken,
E. BALDEWIJNS

TRADUCTION

F. 98 — 3052 [C − 98/36224]

12 OCTOBRE 1998. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 17 octobre 1991 déterminant l'organisation et le programme du jury de la Communauté flamande pour l'enseignement secondaire à temps plein

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 9 octobre 1991 organisant le jury de la Communauté flamande pour l'enseignement secondaire à temps plein, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 27 janvier 1993 et 30 mai 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 décembre 1997 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 28 septembre 1998;

Vu l'arrêté ministériel du 17 octobre 1991 déterminant l'organisation et le programme du jury de la Communauté flamande pour l'enseignement secondaire à temps plein, modifié par les arrêtés ministériels des 16 avril 1993, 1er juillet 1994, 6 octobre 1994, 17 juin 1996 et 18 juin 1997;

Arrête :

Article 1er. L'article 34 de l'arrêté ministériel du 17 octobre 1991 déterminant l'organisation et le programme du jury de la Communauté flamande pour l'enseignement secondaire à temps plein, est modifié comme suit :

«Art. 34. § 1er. L'interrogation constituant l'oral de l'examen se fait en présence de deux membres au moins, dont l'un appartient à l'enseignement officiel et l'autre à l'enseignement libre; ceux-ci donnent une cote d'un commun accord.

§ 2. Par dérogation au § 1er., il est permis, à défaut de membres suffisants, qu'un seul membre interroge le candidat et attribue les notes pour la partie orale de l'examen de la série E. Le cas échéant, l'examen est public.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1999.

Bruxelles, le 12 octobre 1998

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,
E. BALDEWIJNS

N. 98 — 3053 (98 — 2644) [C − 98/36140]

16 JUNI 1998. — Besluit van de Vlaamse regering tot regeling van de erkenning en de subsidiëring van de centra voor ontwikkelingsstoornissen. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 3 oktober 1998, blz. 32611.

De datum van het genoemde besluit moet luiden « 16 juni 1998 » en niet « 16 juli 1998 ».

TRADUCTION

F. 98 — 3053 (98 — 2644) [C − 98/36140]

16 JUIN 1998. — Arrêté du Gouvernement flamand réglant l'agrément et le subventionnement des centres pour troubles du développement. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 3 octobre 1998, page 32615.

Il y a lieu de remplacer la date de l'arrêté susmentionné « 16 juillet 1998 » par « 16 juin 1998 ».

N. 98 — 3054 (98 — 2643) [C − 98/36141]

14 JULI 1998. — Besluit van de Vlaamse regering betreffende het tijdelijk project zorgverbreding in het gewoon basisonderwijs. — Erratum

Belgisch Staatsblad van 3 oktober 1998, bladzijde 32607.

De datum bovenaan het genoemde besluit moet luiden « 14 juli 1998 » en niet « 11 juli 1998 ».

TRADUCTION

F. 98 — 3054 (98 — 2643) [C − 98/36141]

14 JUILLET 1998. — Arrêté du Gouvernement flamand concernant le projet temporaire «encadrement renforcé des élèves» dans l'enseignement fondamental ordinaire. — Erratum

Moniteur belge du 3 octobre 1998, page 32607.

Il y lieu de remplacer la date « 11 juli 1998 » dans le texte néerlandais de l'arrêté susmentionné, par « 14 juli 1998 ».

N. 98 — 3055 (98 — 2441) [C − 98/36231]

23 JULI 1998. — Besluit van de Vlaamse regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 19 september 1996 betreffende de arbeidstrajectbegeleiding voor personen met een handicap. — Erratum

Belgisch Staatsblad van 15 september 1998, blz. 29470.

In artikel 2 van het genoemde besluit moet het tweede lid van § 3 van het ingevoegde artikel 10 bis luiden als volgt :

« Dit samenwerkingsakkoord, dat aan het Fonds wordt bezorgd, zal naast de taakomschrijving en -verdeling van de jobfinder, ook de samenwerkingsvoorwaarden met de gedecentraliseerde administratie van het Fonds vermelden. »

TRADUCTION

F. 98 — 3055 (98 — 2441) [C − 98/36231]

23 JUILLET 1998. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 septembre 1996 relatif au parcours d'insertion pour les personnes handicapées. — Erratum

Moniteur belge du 15 septembre 1998, page 29470.

Dans l'article 2 de l'arrêté susmentionné (texte néerlandais) il y a lieu de lire le deuxième alinéa du § 3 de l'article inséré 10*bis* comme suit :

« Dit samenwerkingsakkoord, dat aan het Fonds wordt bezorgd, zal naast de taakomschrijving en -verdeling van de jobfinder, ook de samenwerkingsvoorwaarden met de gedecentraliseerde administratie van het Fonds vermelden. »

N. 98 — 3056 (98 — 2607) [C − 98/36143]

8 SEPTEMBER 1998. — Besluit van de Vlaamse regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 21 december 1988 houdende de organisatie van de arbeidsbemiddeling en beroepsopleiding. Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 30 september 1998 dient op bladzijde 31889 in de Franse vertaling van het genoemd besluit onder art. 65, § 1 « Bij een tewerkstelling met een uurregeling van minstens de helft van de normale arbeidstijdregeling, als werkervaringspremie per maand bij een werkloosheidsduur van meer dan 60 maanden « 9.000 » te worden gelezen in plaats van « 19.000 » ».

TRADUCTION

F. 98 — 3056 (98 — 2607) [C − 98/36143]

8 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 21 décembre 1988 portant organisation de l' Office flamand de l'Emploi et de la Formation professionnelle. Erratum

Moniteur belge du 30 septembre 1998, page 31889. Dans la traduction française de l'arrêté susmentionné, à l'article 65, § 1er, il y a lieu de lire « 9.000 » au lieu de « 19.000 » comme prime à l'expérience de travail par mois pour une durée du chômage de plus de 60 mois, pour un régime correspondant au moins à la moitié d'un régime de travail normal.

N. 98 — 3057 (98 — 2598) [C − 98/36138]

28 SEPTEMBER 1998. — Besluit van de Vlaamse regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse regering van 19 december 1997 tot bepaling van de bevoegdheden van de leden van de Vlaamse regering. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 29 september 1998.

In de voorlaatste regel op bladzijde 31756 moet het woord « Gelijke-kansenbeleid » verbeterd worden.

De titel van mevrouw Brigitte Grouwels luidt : « Vlaams minister van Brusselse Aangelegenheden en Gelijkekansenbeleid ».

TRADUCTION

F. 98 — 3057 (98 — 2598) [C − 98/36138]

28 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 décembre 1997 fixant les attributions des membres du Gouvernement flamand. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 29 septembre 1998.

Dans le texte néerlandais il y a lieu de corriger à l'avant-dernière ligne de la page 31756 le mot « Gelijke-kansenbeleid ».

Mme Brigitte Grouwels porte le titre de « Vlaams minister van Brusselse Aangelegenheden en Gelijkekansenbeleid ».

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 3058 [98/29511]

23 JUIN 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française autorisant le Service de Perception de la Radio Redevance et Télévision de la Communauté française à participer au régime des pensions institué par la loi du 28 avril 1958

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droits, notamment l'article 1er;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 15 octobre 1991 relatif au régime de pensions des membres du personnel de certains établissements ou entreprises de la Communauté française, notamment l'article 2;

Vu le décret du 1er décembre 1997 portant création du Service de Perception de la Radio Redevance et Télévision de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du décret portant exécution de l'article 2 du décret du 15 octobre 1991 relatif au régime de pensions des membres du personnel de certains établissements ou entreprises de la Communauté française;

Vu le protocole n° 199 du Comité de Secteur XVII, établi le 18 mai 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions, donné le 27 avril 1998;

Vu l'urgence;

Considérant que depuis la mise en place du Service de Perception de la Radio Redevance et Télévision de la Communauté française, les agents définitifs ne sont soumis à aucun régime de pensions;

Considérant dès lors que pour des raisons évidentes de sécurité juridique, il s'impose d'autoriser sans délai ledit Service de Perception de la Radio Redevance et Télévision de la Communauté française à solliciter sa participation à partir du 1er décembre 1997 au régime de pensions institué par la loi du 28 avril 1958;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 1998,

Arrête :

Article 1er. Le Service de Perception de la Radio Redevance et Télévision de la Communauté française est autorisé à solliciter sa participation au régime des pensions institué par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droits.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er décembre 1997.

Art. 3. Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 juin 1998.

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 3058 [98/29511]

23 JUNI 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap ertoe gemachtigd wordt de pensioenregeling ingesteld bij de wet van 28 april 1958 op zijn personeel toepasselijk te maken

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1991 betreffende de pensioenregeling van de personeelsleden van sommige instellingen of ondernemingen van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het decreet van 1 december 1997 houdende oprichting van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap ter uitvoering van artikel 2 van het decreet van 15 oktober 1991 betreffende de pensioenregeling van de personeelsleden van sommige instellingen of ondernemingen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol nr. 199 van het Comité van Sector XVII van 18 mei 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de Begroting behoort, gegeven op 27 april 1998;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat sedert het indienststellen van de Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap de vastbenoemde ambtenaren aan geen enkele pensioenregeling onderworpen zijn;

Overwegende dan ook dat om duidelijke veiligheidsredenen van juridische aard genoemde Dienst voor heffing van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap ertoe gemachtigd dient te worden te kunnen vragen dat vanaf 1 december 1997 de pensioenregeling ingesteld door de wet van 28 april 1958 op zijn personeel toepasselijk wordt gemaakt;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 1998,

Besluit :

Artikel 1. De Dienst voor heffint van het kijk- en luistergeld van de Franse Gemeenschap wordt ertoe gemachtigd te vragen dat de pensioenregeling ingesteld door de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, op zijn personeel toepasselijk wordt gemaakt.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 december 1997.

Art. 3. De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 23 juni 1998.

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

F. 98 — 3059 [98/29431]

31 AOUT 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les règles selon lesquelles est fixée la composition des jurys de promotion prévus par l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 12*bis*, § 2, alinéa 1er, inséré par la loi du 11 juillet 1973 et modifié par le décret du 27 octobre 1994;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1er, modifié par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973, 19 décembre 1974, par l'arrêté n° 456 du 10 septembre 1986 et par les décrets des 27 décembre 1993 et 24 juillet 1997;

Vu l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les règles selon lesquelles est fixée la composition des jurys de promotion prévus par l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par l'arrêté royal du 28 juin 1972 et par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 28 juin 1996 et 24 avril 1997;

Vu le protocole de négociation du 19 mai 1998 du Comité de Secteur IX;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 11 mai 1998 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 1er juillet 1998, en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 1997,

Arrête :

Article 1er. Dans l'article 1er de l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les règles selon lesquelles est fixée la composition des jurys de promotion prévus par l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du servide d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, modifié par l'arrêté royal du 28 juin 1972 et par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 28 juin 1996 et 24 avril 1997, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1er, les termes « de trois membres choisis à raison d'un parmi les représentants de chacune des trois organisations syndicales siégeant au comité de consultation syndicale du Ministère, proposés par elles et titulaires de la fonction à conférer au moins. » sont remplacés par les termes « de trois membres choisis sur proposition des organisations syndicales représentées au sein du comité de négociation - secteur IX et titulaires de la fonction à conférer au moins. Chacune des organisations syndicales prémentionnées dispose d'au moins un représentant. »;

2° dans l'alinéa 3, le 4° est remplacé par la disposition suivante :

« 4° de trois membres choisis sur proposition des organisations syndicales représentées au sein du comité de négociation - secteur IX et titulaires au moins de la fonction à conférer ou d'une autre fonction de promotion exercée au même niveau d'enseignement. Chacune des organisations syndicales prémentionnées dispose d'au moins un représentant. »;

3° dans l'alinéa 4, 2°, les termes « du Département de la Recherche et de la Formation du Ministère de la Communauté française » sont remplacés par les termes « des services du Gouvernement de la Communauté française »;

4° dans l'alinéa 4, le 4° est remplacé par la disposition suivante :

« 4° de trois membres choisis sur proposition des organisations syndicales représentées au sein du comité de secteur IX et titulaires au moins de la fonction à conférer ou titulaire de la fonction de professeur ordinaire, de professeur ou de chargé de cours, nommés à temps plein au sein d'une université organisée par la Communauté française ou titulaires d'un grade de rang 15 au moins au sein des services du Gouvernement de la Communauté française. Chacune des organisations syndicales prémentionnées dispose d'au moins un représentant. ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge.*

Art. 3. La Ministre-Présidente ayant le statut des membres du personnel de l'enseignement organisé par la Communauté française dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 août 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,
de l'Enfance et de la Promotion de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

Le Ministre du Budget, des Finances, de la Fonction publique et de l'Enseignement de Promotion sociale,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 98 — 3059 [98/29431]

31 AUGUSTUS 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 juli 1969 houdende vaststelling van de regels betreffende de samenstelling van de bevorderingscommissies bedoeld bij het koninklijk besluit van 22 maart 1969 houdende vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijspersoneel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaal onderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid op artikel 12*bis*, § 2, lid 1, ingevoegd bij de wet van 11 juli 1973 en gewijzigd bij het decreet van 27 oktober 1994;

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het rijksonderwijs, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 27 juli 1971, 11 juli 1973, 19 december 1974, bij het besluit nr. 456 van 10 september 1986 en bij de decreten van 27 december 1993 en 24 juli 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 juli 1969 houdende vaststelling van de regels betreffende de samenstelling van de bevorderingscommissies bedoeld bij het koninklijk besluit van 22 maart 1969 houdende vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijspersoneel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaal onderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 juni 1972 en bij de besluiten van 28 juni 1996 en 24 april 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het onderhandelingsprotocol van 19 mei 1998 van Sectorcomité IX;

Gelet op de beraadslaging van 11 mei 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap over het verzoek om advies dat door de Raad van State binnen een maand moet gegeven worden;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 1 juli 1998, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitster, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie;

Gelet op de beraadslaging van 17 juli 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 31 juli 1969 houdende vaststelling van de regels betreffende de samenstelling van de bevorderingscommissies bedoeld bij het koninklijk besluit van 22 maart 1969 houdende vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijspersoneel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaal onderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 juni 1972 en bij de besluiten van 28 juni 1996 en 24 april 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 1 worden de woorden « uit drie leden, die gekozen worden, naar rata van één lid per vakvereniging, onder de vertegenwoordigers van de drie vakverenigingen die zitting hebben in de syndicale raad van advies van het Ministerie, door deze vakverenigingen worden voorgesteld en ten minste titularis zijn van het te begeven ambt » vervangen door de woorden « uit drie leden die gekozen worden op de voordracht van de vakverenigingen die vertegenwoordigd zijn in het onderhandelingscomité - sector IX en ten minste titularis zijn van het te begeven ambt. Elke voormelde vakvereniging beschikt over ten minste een vertegenwoordiger. »;

2° in lid 3, wordt 4° vervangen door de volgende bepaling :

« 4° uit drie leden die gekozen worden op de voordracht van de vakverenigingen die vertegenwoordigd zijn in het onderhandelingscomité - sector IX en ten minste titularis zijn van het te begeven ambt of van een ander bevorderingsambt uitgeoefend op hetzelfde onderwijsniveau. Elke voormelde vakvereniging beschikt over ten minste een vertegenwoordiger. »;

3° in lid 4, 2°, worden de woorden « van het Departement van Onderzoek en Vorming van het Ministerie van de Franse Gemeenschap » vervangen door de woorden « van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. »;

4° in lid 4 wordt 4° vervangen door de volgende bepaling :

« 4° uit drie leden die gekozen worden op de voordracht van de vakverenigingen die vertegenwoordigd zijn in het comité van sector IX en ten minste titularis zijn van het te begeven ambt of titularis zijn van het ambt van gewoon hoogleraar, van hoogleraar of van docent, benoemd in een ambt met volledige opdracht in een universiteit georganiseerd door de Franse Gemeenschap of titularis zijn van een graad van ten minste rang 15 in de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. Elke voormelde vakvereniging beschikt over ten minste een vertegenwoordiger. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister-Voorzitster, tot wier bevoegdheid het statuut van de personeelsleden van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 augustus 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

De Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en Onderwijs voor Sociale Promotie,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[98/11331]

Elektrisch materieel. — Verbod tot het in de handel brengen

Ministeriële besluiten van 23 oktober 1998, genomen krachtens het koninklijk besluit van 23 maart 1977 tot vaststelling van de veiligheidswaarborgen welke bepaalde elektrische machines, apparaten en leidingen moeten bieden, verbieden de invoer, het te koop bieden, de verkoop, de verhuring, het zelfs kosteloos afstaan, de aflevering na herstelling, transformatie of verandering van het hierna vermeld elektrisch materieel :

Haardroger van het merk Krups, model Quick Air 450 type 476 (PR/2247).

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[98/11331]

Matériel électrique. — Interdiction de mise sur le marché

Des arrêtés ministériels du 23 octobre 1998, pris en vertu de l'arrêté royal du 23 mars 1977 déterminant les garanties de sécurité que doivent présenter certaines machines, appareils et canalisations électriques, interdisent l'importation, l'offre en vente, la vente, la location, la cession même à titre gratuit et la délivrance après réparation, transformation ou modification du matériel électrique ci-après :

Sèche-cheveux de marque Krups, modèle Quick Air 450 type 476 (PR/2247).

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[98/09927]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijke besluiten van 27 oktober 1998 zijn benoemd tot plaatsvervangend rechter :

— in het vredegerecht :
  — van het achtste kanton Brussel, de heer Kesteloot, V., advocaat;
  — van het eerste kanton Leuven :
    — de heer Verlooy, P., advocaat;
    — de heer Vandenbempt, M., advocaat;
  — van het kanton Herzele, Mevr. Van der Stichelen, C., advocaat;
  — van het kanton Oudenaarde, de heer Vande Weghe, Ph., advocaat;
  — van het kanton Boussu, Mevr. Dufrasne, C., advocaat;
— in de politierechtbank te :
  — Antwerpen, de heer Lebeer, J., advocaat;
  — Vilvoorde :
    — de heer Vandenpoel, D., advocaat;
    — de heer Goetry, D., avocaat.

Bij koninklijk besluit van 27 oktober 1998 is de heer Paque, Ch., substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Luik, aangewezen tot eerste substituut-procureur des Konings bij deze rechtbank, voor een nieuwe termijn van drie jaar, met ingang van 27 november 1998.

Bij koninklijk besluit van 27 oktober 1998 is Mevr. Maladry, C., griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Doornik, aangewezen tot griffier-hoofd van dienst bij deze rechtbank, voor een termijn van drie jaar met ingang van 1 december 1998.

Bij ministerieel besluit van 6 november 1998 is aan Mevr. Schippers, C., griffier bij de bestendige krijgsraad, opdracht gegeven om haar ambt te vervullen bij de Belgische Strijdkrachten in de Bondsrepubliek Duitsland van 1 december 1998 tot 31 mei 1999.

Bij ministerieel besluit van 6 november 1998 is aan de heer Van den Broecke, D., opsteller bij de griffie van de arbeidsrechtbank te Gent, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van adjunct-griffier bij deze rechtbank te vervullen.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[98/09927]

Ordre judiciaire

Par arrêtés royaux du 27 octobre 1998 sont nommés juge suppléant :

— à la justice de paix :
  — du huitième canton de Bruxelles, M. Kesteloot, V., avocat;
  — du premier canton de Louvain :
    — M. Verlooy, P., avocat;
    — M. Vandenbempt, M., avocat;
  — du canton de Herzele, Mme Van der Stichelen, C., avocat;
  — du canton d'Audenarde, M. Vande Weghe, Ph., avocat;
  — du canton de Boussu, Mme Dufrasne, C., avocat;
— au tribunal de police :
  — d'Anvers, M. Lebeer, J., avocat;
  — de Vilvorde :
    — M. Vandenpoel, D., avocat;
    — M. Goetry, D., avocat.

Par arrêté royal du 27 octobre 1998, M. Paque, Ch., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Liège, est désignée en qualité de premier substitut du procureur du Roi près ce tribunal, pour un nouveau terme de trois ans, prenant cours le 27 novembre 1998.

Par arrêté royal du 27 octobre 1998, Mme Maladry, C., greffier au tribunal de première instance de Tournai, est désignée en qualité de greffier-chef de service à ce tribunal, pour un terme de trois ans prenant cours le 1er décembre 1998.

Par arrêté ministériel du 6 novembre 1998, Mme Schippers, C., greffier au conseil de guerre permanent, est déléguée aux mêmes fonctions près les membres des Forces belges au République fédérale allemande du 1er décembre 1998 au 31 mai 1999.

Par arrêté ministériel du 6 novembre 1998, M. Van den Broecke, D., rédacteur au greffe du tribunal de travail de Gand, est temporairement délégué aux fonctions de greffier adjoint à ce tribunal.

[98/09928]

Gerechtsdeurwaarders

Bij koninklijk besluit van 27 oktober 1998 is aan de heer Legrand, P., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van gerechtsdeurwaarder in het gerechtelijk arrondissement Marche-en-Famenne.

[98/09928]

Huissiers de justice

Par arrêté royal du 27 octobre 1998 est acceptée, à sa demande, la démission de M. Legrand, P., de ses fonctions de huissier de justice dans l'arrondissement judiciaire de Marche-en-Famenne.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

[98/16262]

13 SEPTEMBER 1998. — Koninklijk besluit tot samenstelling van de pachtprijzencommissie van West-Vlaanderen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 november 1969 tot wijziging van de pachtwetgeving en van de wetgeving betreffende het recht van voorkoop ten gunste van huurders van landeigendommen, inzonderheid op artikel III, gewijzigd bij de wetten van 10 maart 1983 en 7 november 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 september 1989 betreffende de pachtprijzencommissies, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 november 1989, 29 september 1992, 24 oktober 1995 en 20 januari 1998;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Worden benoemd tot leden-pachters van de pachtprijzencommissie van West-Vlaanderen :

De heren :

1. Delva, Luc, Ieperstraat 260, 8980 Zonnebeke.

3. Logghe, Urbain, Nieuwpoortsesteenweg 193, 8470 Gistel;

3. Veys, Guido, Eikenstraat 6, 8020 Ruddervoorde.

§ 2. Worden benoemd tot leden-grondeigenaars van de pachtprijzencommissie van West-Vlaanderen :

De heren :

1. D'Udekem d'Acoz, Henri, Couthoflaan 50, 8972 Poperinge;

2. Loontjes, Alfons, Nieuwstraat 22, 8870 Izegem;

3. Geelhand de Merxem, Patrick, Reningelstraat 7, 8956 Heuvelland-Kemmel.

Art. 2. § 1. Worden benoemd tot plaatsvervangende leden-pachters van de pachtprijzencommissie van West-Vlaanderen :

De heren :

1. Dezeure, Johan, Zwart Paardstraat 2, 8630 Beauvoorde;

2. Aernoudt, Gérard, Diksmuidestraat 43, 8430 Middelkerke;

3. Vandekerckhove, Valère, Markegemsteenweg 121, 8720 Dentergem;

§ 2. Worden benoemd tot plaatsvervangende leden-grondeigenaars van de pachtprijzencommissie van West-Vlaanderen :

De heren :

1. Lahaye, Jean-Marie, Ieperstraat 190A, 8970 Poperinge;

2. Dekervel, Marc, Kaaiplein 2, 8630 Veurne;

3. Soenen, Hubert, Poperingseweg 106, 8908 Vlamertinge.

Art. 3. Worden benoemd tot voorzitter en plaatsvervangend voorzitter van de pachtprijzencommissie van West-Vlaanderen :

— voorzitter : de heer L. Van Den Eynde, adviseur-generaal bij het Ministerie van Middenstand en Landbouw;

— plaatsvervangend voorzitter : de heer M. De Baeremaeker, adviseur-generaal bij het Ministerie van Middenstand en Landbouw.

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

[98/16262]

13 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté royal fixant la composition de la commission des fermages de la Flandre occidentale

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 novembre 1969 modifiant la législation sur le bail à ferme et sur le droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux, notamment l'article III, modifié par les lois des 10 mars 1983 et 7 novembre 1988;

Vu l'arrêté royal du 11 septembre 1989 relatif aux commissions des fermages, modifié par les arrêtés royaux des 24 novembre 1989, 29 septembre 1992, 24 octobre 1995 et 20 janvier 1998;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. § 1er. Sont nommés comme membres preneurs de la commission des fermages de la Flandre occidentale :

MM. :

1. Delva, Luc, Ieperstraat 260, 8980 Zonnebeke.

2. Logghe, Urbain, Nieuwpoortsesteenweg 193, 8470 Gistel;

3. Veys, Guido, Eikenstraat 6, 8020 Ruddervoorde;

§ 2. Sont nommés comme membres propriétaires fonciers de la commission des fermages de la Flandre occidentale :

MM. :

1. d'Udekem d'Acoz, Henri, Couthoflaan 50, 8972 Poperinge;

2. Loontjes, Alfons, Nieuwstraat 22, 8870 Izegem;

3. Geelhand de Merxem, Patrick, Reningelstraat 7, 8956 Heuvelland-Kemmel.

Art. 2. § 1er. Sont nommés comme membres preneurs suppléants de la commission des fermages de la Flandre occidentale :

MM. :

1. Dezeure, Johan, Zwart Paardstraat 2, 8630 Beauvoorde;

2. Aernoudt, Gerard, Diksmuidestraat 43, 8430 Middelkerke;

3. Vandekerckhove, Valère, Markegemsteenweg 121, 8720 Dentergem.

§ 2. Sont nommés comme membres propriétaires fonciers suppléants de la commission des fermages de la Flandre occidentale :

MM.

1. Lahaye, Jean-Marie, Ieperstraat 190A, 8970 Poperinge;

2. Dekervel, Marc, Kaaiplein 2, 8630 Veurne;

3. Soenen, Hubert, Poperingseweg 106, 8908 Vlamertinge.

Art. 3. Sont nommés comme président et président suppléant de la commission des fermages de la Flandre occidentale :

— président : M. L. Van Den Eynde, conseiller général au Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture.

— président suppléant : M. M. De Baeremaeker, conseiller général au Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture.

Art. 4. Het koninklijk besluit van 14 september 1995 tot samenstelling van de pachtprijzencommissie van West-Vlaanderen wordt opgeheven.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 september 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw en de Kleine
en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

Art. 4. L'arrêté royal du 14 september 1995 fixant la composition de la commission des fermages de la Flandre occidentale est abrogé.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge.*

Art. 6. Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 septembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

MINISTERIE VAN FINANCIEN

[98/03528]

21 OKTOBER 1998. — Koninklijk besluit tot erkenning van culturele instellingen voor de toepassing van artikel 104, 3°, *d*, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, inzonderheid op artikel 104, 3°, *d*;

Gelet op het KB/WIB 92, inzonderheid op artikel 58;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 29 juli 1998;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting gegeven op 3 september 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende :

— dat dit besluit medebepalend is voor de belastingvrijstelling te verlenen voor giften in geld gedaan tijdens de kalenderjaren 1997 tot 2001 aan culturele instellingen;

— dat de culturele instellingen en de belastingplichtigen ter zake zo spoedig mogelijk moeten worden ingelicht;

— dat dit besluit dus onverwijld moet worden getroffen;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van artikel 104, 3°, *d*, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, worden erkend :

1° voor de kalenderjaren 1997, 1998 en 1999, de culturele instellingen vermeld in rubriek 1 van de bijlage van dit besluit;

2° voor de kalenderjaren 1998 en 1999, de culturele instelling vermeld in rubriek 2 van de bijlage van dit besluit;

3° voor de kalenderjaren 1998, 1999 en 2000, de culturele instellingen vermeld in rubriek 3 van de bijlage van dit besluit;

4° voor de kalenderjaren 1999, 2000 en 2001, de culturele instelling vermeld in rubriek 4 van de bijlage van dit besluit.

Art. 2. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 oktober 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

MINISTERE DES FINANCES

[98/03528]

21 OCTOBRE 1998. — Arrêté royal portant agrément d'institutions culturelles pour l'application de l'article 104, 3°, *d*, du Code des impôts sur les revenus 1992 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, notamment l'article 104, 3°, *d*;

Vu l'AR/CIR 92, notamment l'article 58;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 29 juillet 1998;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget donné le 3 septembre 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant :

— que le présent arrêté intervient en vue de déterminer l'immunité fiscale à accorder aux libéralités faites en argent à des institutions culturelles au cours des années civiles 1997 à 2001;

— que les institutions culturelles et les contribuables doivent en l'espèce être informés le plus rapidement possible;

— que le présent arrêté doit donc être pris sans retard;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Pour l'application de l'article 104, 3°, *d*, du Code des impôts sur les revenus 1992, sont agréées :

1° pour les années civiles 1997, 1998 et 1999, les institutions culturelles reprises à la rubrique 1 de l'annexe au présent arrêté;

2° pour les années civiles 1998 et 1999, l'institution culturelle prise à la rubrique 2 de l'annexe au présent arrêté;

3° pour les années civiles 1998, 1999 et 2000, les institutions culturelles reprises à la rubrique 3 de l'annexe au présent arrêté;

4° pour les années civiles 1999, 2000 et 2001, l'institution culturelle reprise à la rubrique 4 de l'annexe au présent arrêté.

Art. 2. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 octobre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Bijlage van het koninklijk besluit van 21 oktober 1998

Rubriek 1 (1997 1998 1999)

« les Ballets contemporains de la Belgique », v.z.w., Citadellaan 40, 9000 Gent.

« Assyriologische Stichting Georges Dossin », v.z.w., Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis, Jubelpark 10, 1000 Brussel.

« Sint-Lukasstichting », v.z.w., Paleizenstraat 70, 1030 Brussel.

« De Wielewaal, Natuurvereniging », v.z.w., Graatakker 11, 2300 Turnhout.

Rubriek 2 (1998 1999)

« Fondation Tanguy Moreau de Melen Responsible Young Drivers », instelling van openbaar nut, Slachthuislaan 30, bus 2, 1000 Brussel.

Rubriek 3 (1998 1999 2000).

« Les Amis des Musées de Verviers », v.z.w., rue Renier 17, 4800 Verviers.

« Vrienden van de Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis », v.z.w., Jubelpark 10, 1000 Brussel.

« Les Amis du Musée Horta », v.z.w., Amerikaansestraat 25, 1060 Bruxelles.

« Conseil des Femmes francophones de Belgique », v.z.w., Middaglijnstraat 10, 1030 Brussel.

« Creatief Begeleidingscentrum Krekenland », v.z.w., Schoolstraat 1*A*, 9960 Assenede.

« Eigentijdse Jeugd », v.z.w., Hendrik Placestraat 44, 1702 Groot-Bijgaarden.

« Fédération des maisons de la Laïcité », v.z.w., rue de France 31, 6000 Charleroi.

« Egyptologische Stichting Koningin Elisabeth », v.z.w., Jubelpark 10, 1000 Brussel.

« Médiathèque de la Communauté française de Belgique », v.z.w., Vriendschapsplein 6, 1160 Brussel.

« Vereniging voor Tentoonstellingen van het Paleis voor Schone Kunsten - Société des Expositions du Palais des Beaux-Arts », v.z.w., Koningsstraat 10, 1000 Brussel.

« Union des anciens Etudiants de l'U.L.B. », v.z.w., Pleincampus, bus 235, Triomflaan, 1050 Brussel.

« Verbond der Vlaamse Academi », v.z.w., E. Jacqmainlaan 126, 1000 Brussel.

« Vereniging Algemeen Nederlands », v.z.w., Kardinaal Mercierplein 1, bus 10, 2800 Mechelen.

« Vlaams Centrum voor Genealogie en Heraldiek », v.z.w., Kronevoordestraat 2*A*, 8610 Handzame.

« Vlaamse Federatie voor Gehandicapten-sport », v.z.w., Sint-Jansstraat 32-38, 1000 Brussel.

Rubriek 4 (1999 2000 2001)

« Conseil interdiocésain des Laïcs », v.z.w., Guimardstraat 1, 1040 Brussel.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 21 oktober 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, koninklijk besluit van 10 april 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juli 1992.

Koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, *Belgisch Staatsblad* van 13 september 1993.

Wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1973.

Wet van 4 juli 1989, *Belgisch Staatsblad* van 25 juli 1989.

Wet van 4 augustus 1996, *Belgisch Staatsblad* van 20 augustus 1996, err. 8 oktober 1996.

Annexe à l'arrêté royal du 21 octobre 1998

Rubrique 1 (1997 1998 1999)

« les Ballets contemporains de la Belgique », a.s.b.l., Citadellaan 40, 9000 Gent.

« Fondation assyriologique George Dossin », a.s.b.l., Musées royaux d'Art et d'Histoire, Parc du Cinquantenaire 10, 1000 Bruxelles.

« Sint-Lukasstichting », a.s.b.l., rue des Palais 70, 1030 Bruxelles.

« De Wielewaal, Natuurvereniging », a.s.b.l., Graatakker 11, 2300 Turnhout.

Rubrique 2 (1998 1999)

« Fondation Tanguy Moreau de Melen Responsible Young Drivers », établissement d'utilité publique, boulevard de l'Abattoir 30, bte 2, 1000 Bruxelles.

Rubrique 3 (1998 1999 2000)

« les Amis des Musées de Verviers », a.s.b.l., rue Renier 17, 4800 Verviers.

« Les Amis des Musées royaux d'Art et d'Histoire », a.s.b.l., Parc du Cinquantenaire 10, 1000 Bruxelles.

« Les Amis du Musée Horta », a.s.b.l., rue Américaine 25, 1060 Bruxelles.

« Conseil des Femmes francophones de Belgique », a.s.b.l., rue du Méridien 10, 1030 Bruxelles.

« Creatief Begeleidingscentrum Krekenland », a.s.b.l., Schoolstraat 1*A*, 9960 Assenede.

« Eigentijdse Jeugd », a.s.b.l., Hendrik Placestraat 44, 1702 Groot-Bijgaarden.

« Fédération des Maisons de la Laïcité », a.s.b.l., rue de France 31, 6000 Charleroi.

« Fondation égyptologique Reine Elisabeth », a.s.b.l., Parc du Cinquantenaire 10, 1000 Bruxelles.

« Médiathèque de la Communauté française de Belgique », a.s.b.l., place de l'Amitié 6, 1160 Bruxelles.

« Société des Expositions du Palais des Beaux-Arts - Vereniging voor Tentoonstellingen van het Paleis voor Schone Kunsten », a.s.b.l., rue Royale 10, 1000 Bruxelles.

« Union des anciens Etudiants de l'U.L.B. », a.s.b.l., Campus de la Plaine CP 235, boulevard du Triomphe, 1050 Bruxelles.

« Verbond der Vlaamse Academici », a.s.b.l., boulevard E. Jacqmain 126, 1000 Bruxelles.

« Vereniging Algemeen Nederlands », a.s.b.l., Kardinaal Mercierplein 1, bus 10, 2800 Mechelen.

« Vlaams Centrum voor Genealogie en Heraldiek », a.s.b.l., Kronevoordestraat 2*A*, 8610 Handzame.

« Vlaamse Federatie voor Gehandicaptensport », a.s.b.l., rue Saint-Jean 32-38, 1000 Bruxelles.

Rubrique 4 (1999 2000 2001)

« Conseil interdiocésain des Laïcs », a.s.b.l., rue Guimard 1, 1040 Bruxelles.

Vu pour être annexé Notre arrêté du 21 octobre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

J.-J. VISEUR

Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Code des impôts sur les revenus 1992, arrêté royal du 10 avril 1992, *Moniteur belge* du 30 juillet 1992.

Arrêté royal du 27 août 1993 d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, *Moniteur belge* du 13 septembre 1993.

Lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par arrêté royal du 12 janvier 1973, *Moniteur belge* du 21 mars 1973.

Loi du 4 juillet 1989, *Moniteur belge* du 25 juillet 1989.

Loi du 4 août 1996, *Moniteur belge* du 20 août 1996, err. 8 octobre 1996.

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU EN MINISTERIE VAN FINANCIEN

[98/03551]

Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers. — Aanduiding van een revisor

Bij ministerieel besluit van 20 oktober 1998 dat uitwerking heeft met ingang van 1 november 1997, wordt de heer Smet, Marc, lid van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, aangeduid als revisor bij de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers, voor een termijn van zes jaar, ter vervanging van de heer Hellraeth, Robert, overleden.

Hetzelfde besluit bepaalt dat het mandaat van de heer Theunissen, Baudouin, die werd aangesteld bij ministerieel besluit van 30 juli 1986 als revisor bij de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers, geldt voor een periode van zes jaar.

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT ET MINISTERE DES FINANCES

[98/03551]

Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés. — Désignation d'un reviseur

Par arrêté ministériel du 20 octobre 1998, produisant ses effets le 1er novembre 1997, M. Smet, Marc, membre de l'Institut des reviseurs d'entreprises, est désigné en qualité de reviseur auprès de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, pour un terme de six ans, en remplacement de M. Hellraeth, Robert, décédé.

Le même arrêté dispose que le mandat de M. Theunissen, Baudouin, qui a été nommé par arrêté ministériel du 30 juillet 1986 en qualité de reviseur auprès de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés, est d'application pour une durée de six ans.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[S − C − 98/00607]

Vergunningen om het beroep van privé-detective uit te oefenen in toepassing van artikel 2 van de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective, gewijzigd door de wet van 30 december 1996

Bij ministerieel besluit van 2 september 1998 worden de volgende personen gemachtigd om het beroep van privé-detective, voor een periode van vijf jaar, uit te oefenen :

De heer David Lambert, gevestigd te 6700 Arlon, rue des Hêtres 2, onder het nummer 14.0151.08, als bijberoep.

De heer Eddy Bieseman, gevestigd te 3210 Lubbeek, Slangenstraat 42, onder het nummer 14.1313.08.

De heer Paul Gorremans, gevestigd te 3295 Diest, Beringenbaan 53, onder het nummer 14.1314.08.

De heer Patrick Sokoloff, gevestigd te 1000 Brussel, Kunstlaan 56, onder het nummer 14.1311.08.

De heer Stephan Verplancke, gevestigd te 8380 Zeebrugge, Tijdokstraat 12, onder het nummer 14.1312.08.

De heer Thierry Van Rompaey, gevestigd te 1210 Brussel, Sterrenkundelaan 19, onder het nummer 14.0152.08.

Bij ministerieel besluit van 7 september 1998 worden de volgende personen gemachtigd om het beroep van privé-detective, voor een periode van vijf jaar, uit te oefenen :

De heer Ludo Clerix, gevestigd te 1000 Brussel, E. Jacqmainlaan 53, onder het nummer 14.1316.08.

De heer Michel Dierge, gevestigd te 6200 Bouffioulx, rue des Presles 87, onder het nummer 14.0154.09.

De heer Florent Tips, gevestigd te 3540 Herk-de-Stad, Diestersteenweg 62, onder het nummer 14.1315.08.

De heer Bernard Van Balberghe, gevestigd te 1040 Brussel, Charles Degrouxstraat 49, onder het nummer 14.0153.09.

De heer Hilaire Ponsaerts, gevestigd te 1000 Brussel, Kunstlaan 56, onder het nummer 14.1318.08.

De heer Pierre Hennart, gevestigd te 7100 La Louvière, rue des Amandiers 35, onder het nummer 14.0155.09.

De heer Charles-Philippe Couvreur, gevestigd te 4900 Spa, avenue de la Bovière 12, onder het nummer 14.0156.09.

De heer Jacques Sainderichin, gevestigd te 2170 Merksem, Bredabaan 841, onder het nummer 14.1317.08.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

[S − C − 98/00607]

Autorisations d'exercer la profession de détective privé en application de l'article 2 de la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé, modifiée par la loi du 30 décembre 1996

Par arrêté ministériel du 2 septembre 1998, les personnes suivantes, sont autorisées à exercer la profession de détective privé pour une période de cinq ans :

M. David Lambert, établi rue des Hêtres 2, à 6700 Arlon, sous le numéro 14.0151.08, à titre provisoire.

M. Eddy Bieseman, établi Slangenstraat 42, à 3210 Lubbeek, sous le numéro 14.1313.08.

M. Paul Gorremans, établi Beringenbaan 53, à 3295 Diest, sous le numéro 14.1314.08.

M. Patrick Sokoloff, établi avenue des Arts 56, à 1000 Bruxelles, sous le numéro 14.1311.08.

M. Stéphan Verplancke, établi Tijdokstraat 12, à 8380 Zeebrugge, sous le numéro 14.1312.08.

M. Thierry Van Rompaey, établi avenue de l'Astronomie 19, à 1210 Bruxelles, sous le numéro 14.0152.08.

Par arrêté ministériel du 7 septembre 1998, les personnes suivantes, sont autorisées à exercer la profession de détective privé pour une période de cinq ans :

M. Ludo Clerix, établi boulevard E. Jacqmain 53, à 1000 Bruxelles, sous le numéro 14.1316.08.

M. Michel Dierge, établi rue des Presles 87, à 6200 Bouffioulx, sous le numéro 14.0154.09.

M. Florent Tips, établi Diestersteenweg 62, à 3540 Herk-de-Stad, sous le numéro 14.1315.08.

M. Bernard Van Balberghe, établi rue Charles Degroux 49, à 1040 Bruxelles, sous le numéro 14.0153.09.

M. Hilaire Ponsaerts, établi avenue des Arts 56, à 1000 Bruxelles, sous le numéro 14.1318.08.

M. Pierre Hennart, établi rue des Amandiers 35, à 7100 La Louvière, sous le numéro 14.0155.09.

M. Charles-Philippe Couvreur, établi avenue de la Bovière 12, à 4900 Spa, sous le numéro 14.0156.09.

M. Jacques Sainderichin, établi Bredabaan 841, à 2170 Merksem, sous le numéro 14.1317.08.

[98/00609]

Vergunning om het beroep van privé-detective uit te oefenen, in toepassing van artikel 2 van de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective, gewijzigd door de wet van 30 december 1996. — Weigering

Bij ministerieel besluit van 2 september 1998 wordt Mevr. Annick Vanoirbeek, Belliardstraat 143, te 1040 Brussel, niet gemachtigd het beroep van privé-detective, uit te oefenen.

[98/00609]

Autorisation d'exercer la profession de détective privé, en application de l'article 2 de la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé, modifiée par la loi du 30 décembre 1996. — Refus

Par arrêté ministériel du 2 septembre 1998, Mme Annick Vanoirbeek, rue Belliard 143, à 1040 Bruxelles, n'est pas autorisée à exercer la profession de détective privé.

[98/00608]

Vergunning om het beroep van privé-detective uit te oefenen in toepassing van artikel 2 van de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective, gewijzigd door de wet van 30 december 1996. — Wijzigingen

Bij ministerieel besluit van 23 juli 1998 tot wijziging van het eerste artikel van het ministerieel besluit van 23 april 1998 waarbij Mevr. Ingrid Plovier vergund werd om het beroep van privé-detective uit te oefenen, worden de woorden « 8000 Brugge, Steenstraat 17 » vervangen door de woorden « 1140 Brussel, Olympiadelaan 20 ».

Bij ministerieel besluit van 23 juli 1998 tot wijziging van het eerste artikel van het ministerieel besluit van 3 januari 1997 waarbij de heer Jacques Hombrouck vergund werd om het beroep van privé-detective uit te oefenen, worden de woorden « 1140 Bruxelles, Olympiadelaan 20 » vervangen door de woorden « 6040 Jumet, rue Hubert Bastin 7 ».

Dit ministerieel besluit heeft uitwerking met ingang van 14 mei 1998.

Bij ministerieel besluit van 23 juli 1998 tot wijziging van het eerste artikel van het ministerieel besluit van 3 januari 1997 waarbij de heer Georges Bellefroid vergund werd om het beroep van privé-detective uit te oefenen, worden de woorden « avenue Félix Deblon 103, te 4910 Polleur » vervangen door de woorden « gevestigd te 4900 Spa, chemin du Pré Leftay 15*A* ».

Dit ministerieel besluit heeft uitwerking met ingang van 19 januari 1998.

Bij ministerieel besluit van 23 juli 1998 tot wijziging van het eerste artikel van het ministerieel besluit van 29 juni 1998 waarbij de heer Jacques Peeters vergund werd om het beroep van privé-detective uit te oefenen, worden de woorden « 2600 Berchem, Grotesteenweg 214 » vervangen door de woorden « 2180 Ekeren, Hertogenlaan 37 ».

Bij ministerieel besluit van 23 juli 1998 tot wijziging van het eerste artikel van het ministerieel besluit van 20 november 1995 waarbij de heer Ludo Schotte vergund werd om het beroep van privé-detective uit te oefenen, worden de woorden « Ledeganckstraat 44, te 8511 Kortrijk » vervangen door de woorden « Konstant Permekelaan 13*A*, te 8500 Kortrijk ».

Dit ministerieel besluit heeft uitwerking met ingang van 8 juli 1998.

Bij ministerieel besluit van 23 juli 1998 tot wijziging van het eerste artikel van het ministerieel besluit van 9 december 1996 waarbij de heer Marc Dechamps vergund werd om het beroep van privé-detective uit te oefenen, worden de woorden « Van Den Abeelestraat 7, te 9800 Sint-Martens-Leerne » vervangen door de woorden « Vossestraat 20, te 9830 Sint-Martens-Latem ».

Dit ministerieel besluit heeft uitwerking met ingang van 29 mei 1998.

[98/00608]

Autorisation d'exercer la profession de détective privé en application de l'article 2 de la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé, modifiée par la loi du 30 décembre 1996. — Modifications

Par arrêté ministériel du 23 juillet 1998 modifiant l'article 1er de l'arrêté ministériel du 23 avril 1998 autorisant Mme Ingrid Plovier à exercer la profession de détective privé, les mots « 8000 Bruges, Steenstraat 17 » sont remplacés par les mots « 1140 Bruxelles, avenue des Olympiades 20 ».

Par arrêté ministériel du 23 juillet 1998 modifiant l'article 1er de l'arrêté ministériel du 3 janvier 1997 autorisant M. Jacques Hombrouck à exercer la profession de détective privé, les mots « 1140 Bruxelles, avenue des Olympiades 20 » sont remplacés par les mots « rue Hubert Bastin 7, à 6040 Jumet ».

Le présent arrêté produit ses effets à la date du 14 mai 1998.

Par arrêté ministériel du 23 juillet 1998 modifiant l'article 1er de l'arrêté ministériel du 3 janvier 1997 autorisant M. Georges Bellefroid à exercer la profession de détective privé, les mots « avenue Félix Deblon 103, à 4910 Polleur » sont remplacés par les mots « établi chemin du Pré Leftay 15*A*, à 4900 Spa ».

Le présent arrêté produit ses effets à la date du 19 janvier 1998.

Par arrêté ministériel du 23 juillet 1998 modifiant l'article 1er de l'arrêté ministériel du 29 juin 1998 autorisant M. Jacques Peeters à exercer la profession de détective privé, les mots « 2600 Berchem, Grotesteenweg 214 » sont remplacés par les mots « 2180 Ekeren, Hertogenlaan 37 ».

Par arrêté ministériel du 23 juillet 1998 modifiant l'article 1er de l'arrêté ministériel du 20 novembre 1995 autorisant M. Ludo Schotte à exercer la profession de détective privé, les mots « Ledeganckstraat 44, à 8511 Kortrijk » sont remplacés par les mots « Konstant Permekelaan 13*A*, à 8500 Kortrijk ».

Le présent arrêté produit ses effets à la date du 8 juillet 1998.

Par arrêté ministériel du 23 juillet 1998 modifiant l'article 1er de l'arrêté ministériel du 9 décembre 1996 autorisant M. Marc Dechamps à exercer la profession de détective privé, les mots « Van Den Abeelestraat 7, te 9800 Sint-Martens-Leerne » sont remplacés par les mots « Vossestraat 20, te 9830 Sint-Martens-Latem ».

Le présent arrêté produit ses effets à la date du 29 mai 1998.

Bij ministerieel besluit van 28 juli 1998 tot wijziging van het eerste artikel van het ministerieel besluit van 23 april 1998 waarbij de heer Jean Vidal vergund werd om het beroep van privé-detective uit te oefenen, worden de woorden « 1140 Brussel, Colonel Bourgstraat 135 » vervangen door de woorden « 1457 Walhain, rue de la Station 187 ».

Par arrêté ministériel du 28 juillet 1998 modifiant l'article 1er de l'arrêté ministériel du 23 avril 1998 autorisant M. Jean Vidal à exercer la profession de détective privé, les mots « 1140 Bruxelles, rue Colonel Bourg 135 » sont remplacés par les mots « 1457 Walhain, rue de la Station 187 ».

Bij ministerieel besluit van 14 augustus 1998 tot wijziging van het eerste artikel van het ministerieel besluit van 17 december 1997 waarbij de heer Maurits Neyt vergunf werd om het beroep van privé-detective uit te oefenen, worden de woorden « 9000 Gent, Kortrijksesteenweg 302 » vervangen door de woorden « 2600 Antwerpen, Grote Steenweg 214 ».

Par arrêté ministériel du 14 août 1998 modifiant l'arrêté ministériel du 17 décembre 1997 autorisant M. Maurits Neyt à exercer la profession de détective privé, les mots « 9000 Gand, Kortrijksesteenweg 302 » sont remplacés par les mots « 2600 Anvers, Grote Steenweg 214 ».

Bij ministerieel besluit van 14 augustus 1998 tot wijziging van het eerste artikel van het ministerieel besluit van 13 mei 1996 waarbij de heer Hugo Abrams vergund werd om het beroep van privé-detective uit te oefenen, wordt het huisnummer « 28 » vervangen door het huisnummer « 30 ».

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 29 mei 1998.

Par arrêté ministériel du 14 août 1998 modifiant l'article 1er de l'arrêté ministériel du 13 mai 1996 autorisant M. Hugo Abrams à exercer la profession de détective privé, le numéro de la maison « 28 » est remplacé par le numéro de maison « 30 ».

Le présent arrêté produit ses effets à la date du 29 mai 1998.

Bij ministerieel besluit van 14 augustus 1998 tot wijziging van het eerste artikel van het ministerieel besluit van 29 december 1997 waarbij de heer Marcel Baugniet vergund werd om het beroep van privé-detective uit te oefenen, worden de woorden « 1982 Zemst, Toekomststraat 30 » vervangen door de woorden « 2060 Antwerpen, Kerkstraat 46 ».

Dit besluit treedt in werking op 1 september 1998.

Par arrêté ministériel du 14 août 1998 modifiant l'article 1er de l'arrêté ministériel du 29 décembre 1997 autorisant M. Marcel Baugniet à exercer la profession de détective privé, les mots « 1982 Zemst, Toekomststraat 30 » sont remplacés par les mots « 2060 Anvers, Kerkstraat 46 ».

Cet arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1998.

Bij ministerieel besluit van 14 augustus 1998 tot wijziging van het eerste artikel van het ministerieel besluit van 29 juni 1998 waarbij de heer Mark Maes vergund werd om het beroep van privé-detective uit te oefenen, worden de woorden « 8200 Brugge, Koning Leopold II-laan 157 » vervangen door de woorden « 8200 Brugge, Koningin Astridlaan 264*A* ».

Par arrêté ministériel du 14 août 1998 modifiant l'article 1er de l'arrêté ministériel du 29 juin 1998 autorisant M. Mark Maes à exercer la profession de détective privé, les mots « 8200 Bruges, Koning Leopold III-laan 157 » sont remplacés par les mots « 8200 Bruges, Koningin Astridlaan 264*A* ».

Bij ministerieel besluit van 2 september 1998 tot wijziging van het eerste artikel van het ministerieel besluit van 16 april 1998 waarbij de heer Dirk Fimmers vergund werd om het beroep van privé-detective uit te oefenen, worden de woorden « 2950 Kapellen, Pastoor Vandenhoudtstraat 25 » vervangen door de woorden « 2920 Kalmthout, Rodeweg 72 ».

Par arrêté ministériel du 2 septembre 1998 modifiant l'article 1er de l'arrêté ministériel du 16 avril 1998 autorisant M. Dirk Fimmers à exercer la profession de détective privé, les mots « 2950 Kapellen, Pastoor Vandenhoudtstraat 25 » sont remplacés par les mots « 2920 Kalmthout, Rodeweg 72 ».

Bij ministerieel besluit van 7 september 1998 tot wijziging van het eerste artikel van het ministerieel besluit van 30 september 1998 waarbij de heer Dirk Ceulemans vergund werd om het beroep van privé-detective uit te oefenen, worden de woorden « Jukschot 77, bus F, te 2980 Zoersel » vervangen door de woorden « Weberbuilding Verbindingsdok Westkaai 26/30, bus 5, te 2000 Antwerpen ».

Par arrêté ministériel du 7 septembre 1998 modifiant l'article 1er de l'arrêté ministériel du 30 septembre 1998 autorisant M. Dirk Ceulemans à exercer la profession de détective privé, le mots « Jukschot 77, bte F, à 2980 Zoersel » sont remplacés par les mots « Weberbuilding Verbindingsdok Westkaai 26/30, bte 5, à 2000 Anvers ».

Bij ministerieel besluit van 7 september 1998 tot wijziging van het eerste artikel van het ministerieel besluit van 2 april 1998 waarbij de heer Marc Grimonprez vergund werd om het beroep van privé-detective uit te oefenen, worden de woorden « 1000 Brussel, E. Jacqmainlaan 53 » vervangen door de woorden « rue du Vert Galant 5, te 7500 Tournai ».

Dit ministerieel besluit heeft uitwerking met ingang 9 april 1998.

Par arrêté ministériel du 7 septembre 1998 modifiant l'article 1er de l'arrêté ministériel du 2 avril 1998 autorisant M. Marc Grimonprez à exercer la profession de détective privé, les mots « 1000 Bruxelles, boulevard E. Jacqmain 53 » sont remplacés par les mots « 7500 Tournai, rue du Vert Galant 5 ».

Le présent arrêté ministériel produit ses effets à la date du 9 avril 1998.

[S − C − 98/00611]

Vergunning om het beroep van privé-detective uit te oefenen in toepassing van artikel 2 van de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective, gewijzigd door de wet van 30 december 1996. — Wijzigingen en vernieuwingen

Bij ministerieel besluit van 2 september 1998, in het eerste artikel van het ministerieel besluit van 9 september 1993 waarbij de heer Domenico Santoro vergund werd om het beroep van privé-detective uit te oefenen, worden de woorden « 2160 Wommelgem, Volkaertlei 20 » vervangen door de woorden « 2600 Antwerpen-Berchem, Cogels Osylei 22 ».

Dit artikel heeft uitwerking met ingang van 20 mei 1995.

De vergunning om het beroep van privé-detective uit te oefenen verleend aan de heer Domenico Santoro met vestigingsplaats te 2600 Antwerpen-Berchem, Cogels Osylei 22, wordt vernieuwd.

De vernieuwing wordt verleend voor een periode van tien jaar vanaf 9 september 1998.

Dit artikel heeft uitwerking met ingang van 9 september 1998.

Bij ministerieel besluit van 2 september 1998, in het eerste artikel van het ministerieel besluit van 27 augustus 1993 waarbij de heer Georges Bernard vergund werd om het beroep van privé-detective uit te oefenen, worden de woorden « 7000 Bergen, place de la Grande Pêcherie 19 » vervangen door de woorden « 7000 Bergen, rue des Grands Prés 66 ».

Dit artikel heeft uitwerking met ingang van 24 februari 1998.

De vergunning om het beroep van privé-detective uit te oefenen verleend aan de heer Georges Bernard met vestigingsplaats te 7000 Bergen, rue des Grands Prés 66, wordt vernieuwd ten voorlopige titel, in afwachting van het definitief advies van de Minister van Justitie.

Een definitieve beslissing betreffende de aanvraag tot vernieuwing zal, na het bekomen van het definitief advies van de Minister van Justitie, genomen worden.

Dit artikel heeft uitwerking met ingang van 27 augustus 1998.

[98/00612]

Vergunning om het beroep van privé-detective uit te oefenen in toepassing van artikel 2, § 1, van de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective, gewijzigd door de wet van 30 december 1996. — Vernieuwing

Bij ministerieel besluit van 9 september 1998 wordt de vergunning om het beroep van privé-detective uit te oefenen verleend aan Mevr. Daniëlle De Maeyer, met vestigingsplaats te 1700 Dilbeek, Vlanderenlaan 33, tijdelijk vernieuwd, in afwachting van het bekomen van een definitief advies van de Minister van Justitie.

Een definitieve beslissing betreffende de aanvraag tot vernieuwing zal, na het bekomen van het definitief advies van de Minister van Justitie, genomen worden.

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 30 augustus 1998.

[98/00610]

Vernieuwing van de vergunning om het beroep van privé-detective uit te oefenen, in toepassing van artikel 2 van de wet van 19 juli 1991 tot regeling van het beroep van privé-detective, gewijzigd door de wet van 30 december 1996. — Weigering

Bij ministerieel besluit van 2 september 1998 wordt de vergunning om het beroep van privé-detective uit te oefenen verleend aan de heer Guy Vandeville hebbende zijn vestigingsplaats te 1410 Waterloo, rue Champ Rodange 93 niet vernieuwd.

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 23 juni 1998.

[S − C − 98/00611]

Autorisation d'exercer la profession de détective privé en application de l'article 2 de la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé, modifiée par la loi du 30 décembre 1996. — Modifications et renouvellements

Par arrêté ministériel du 2 septembre 1998, à l'article 1er de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1993 autorisant M. Domenico Santoro à exercer la profession de détective privé, les mots « 2160 Wommelgem, Volkaertlei 20 » sont remplacés par les mots « 2600 Anvers-Berchem, Cogels Osylei 22 ».

Cet article produit ses effets le 20 mai 1995.

L'autorisation à exercer la profession de détective privé délivrée à M. Domenico Santoro ayant son lieu d'établissement sis 2600 Anvers-Berchem, Cogels Osylei 22, est renouvelée.

L'autorisation est renouvelée pour une période de dix ans à dater du 9 septembre 1998.

Cet article produit ses effets le 9 septembre 1998.

Par arrêté ministériel du 2 septembre 1998, à l'article ler de l'arrêté ministériel du 27 août 1993 autorisant M. Georges Bernard à exercer la profession de détective privé, les mots « 7000 Mons, place de la Grande Pêcherie 19 » sont remplacés par les mots « 7000 Mons, rue des Grands Prés 66 ».

Le présent article prend ses effets le 24 février 1998.

L'autorisation à exercer la profession de détective privé délivrée à M. Georges Bernard ayant son lieu d'établissement sis 7000 Mons, rue des Grands Prés 66, est renouvelée à titre provisoire dans l'attente de l'avis définitif du Ministre de la Justice.

Une décision définitive sera prise au sujet de la demande de renouvellement après réception de l'avis définitif du Ministre de la Justice.

Le présent article prend ses effets le 27 août 1998.

[98/00612]

Autorisation d'exercer la profession de détective privé, en application de l'article 2, § 1er, de la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé, modifiée par la loi du 30 décembre 1996. — Renouvellement

Par arrêté ministériel du 9 septembre 1998, l'autorisation à exercer la profession de détective privé délivrée à Mme Daniëlle De Maeyer, ayant son lieu d'établissement sis Vlanderenlaan 33, à 1700 Dilbeek, est renouvelée à titre provisoire dans l'attente de la réception d'un avis définitif du Ministre de la Justice.

Une décision définitive sera prise au sujet de la demande de renouvellement après réception de l'avis définitif du Ministre de la Justice.

Le présent arrêté prend ses effets le 30 août 1998.

[98/00610]

Renouvellement de l'autorisation d'exercer la profession de détective privé, en application de l'article 2 de la loi du 19 juillet 1991 organisant la profession de détective privé, modifiée par la loi du 30 décembre 1996. — Refus

Par arrêté ministériel du 2 septembre 1998, l'autorisation à exercer la profession de détective privé accordée à M. Guy Vandeville, ayant son lieu d'établissement sis rue Champ Rodange 93, à 1410 Waterloo, n'est pas renouvelée.

Le présent arrêté produit ses effets le 23 juin 1998.

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

[98/02111]

Regie der gebouwen. — Bevorderingen

Bij ministerieel besluit van 22 september 1998 wordt Mevr. Vansteenkiste, Carine (F), adjunct-adviseur, bevorderd door verhoging in graad tot de graad van adviseur bij de Financiële Dienst in een betrekking van het Frans tweetalig taalkader, met ingang van 1 mei 1998.

Bij ministerieel besluit van 28 september 1998 wordt de heer ir. Laurys, Frans (N), ingenieur, bevorderd door verhoging in graad tot de graad van ingenieur-directeur bij de Diensten Electro in een betrekking van Nederlands tweetalig taalkader, met ingang van 1 mei 1998.

Bij ministerieel besluit van 28 september 1998 wordt de heer Massart, André (F), adjunct-adviseur, bevorderd door verhoging in graad tot de graad van adviseur bij de Diensten van de Directeur-generaal, in een betrekking van het Frans taalkader, met ingang van 1 mei 1998.

Bij ministerieel besluit van 29 september 1998 wordt de heer Van Portal, Christian (F), informaticus, bevorderd door vehoging in graad tot de graad van informaticus-directeur bij de Diensten Electro, in een betrekking van het Frans taalkader, met ingang van 1 mei 1998.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapstraat 33 te 1040 Brussel te worden toegezonden.

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

[98/02111]

Regie des Bâtiments. — Promotions

Par arrêté ministériel du 22 septembre 1998, Mme Vansteenkiste, Carine (F), conseiller adjoint, est promue par avancement de grade, au grade de conseiller au Service financier, dans un emploi du cadre linguistique bilingue français, à partir du 1er mai 1998.

Par arrêté ministériel du 28 septembre 1998, M. ir. Laurys, Frans (N), ingénieur est promu par avancement de grade, au grade d'ingénieur-directeur aux Services Electro dans un emploi du cadre linguistique bilingue néerlandais, à partir du 1er mai 1998.

Par arrêté ministériel du 28 septembre 1998, M. Massart, André (F), conseiller adjoint, est promu par avancement de grade, au grade de conseiller aux Services du Directeur général, dans un emploi du cadre linguistique français, à partir du 1er mai 1998.

Par arrêté ministériel du 29 septembre 1998, M. Van Portal, Christian (F), informaticien, est promu par avancement de grade, au grade d'informaticien-directeur aux Services Electro, dans un emploi du cadre linguistique français, à partir du 1er mai 1998.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il peut être fait appel endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles.

[98/02113]

Regie der Gebouwen. — Benoeming

Bij ministerieel besluit van 13 oktober 1998 wordt de heer Servranckx, André, tot vast ambtenaar benoemd en wordt aangewezen in een betrekking van industrieel ingenieur bij de Vlaamse Buitendiensten 1 van de Regie der Gebouwen, met ingang van 1 september 1998.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 Brussel, te worden toegezonden.

[98/02113]

Régie des Bâtiments. — Nomination

Par arrêté ministériel du 13 octobre 1998, M. Servranckx, André, est nommé en qualité d'agent définitif et est affecté dans un emploi d'ingénieur industriel aux Services extérieurs flamands 1 de la Régie des Bâtiments, à partir du 1er septembre 1998.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il peut être fait appel endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous plis recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[98/12925]

Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming Afbreken en verwijderen van asbest (artikel 148*decies* 2.5.9.3.4.) Erkenningen

Bij ministerieel besluit van 23 oktober 1998 is de N.V. Ets. Maurice Wanty, route de Charleroi 159, te 7134 Epinois, erkend geworden voor het afbreken en verwijderen van asbestcement tot 31 oktober 2000.

Bij ministerieel besluit van 23 oktober 1998 is de erkenning (ministerieel besluit van 2 juli 1998 houdende de erkenning van de N.V. Riva & Mariani de Belgique, te 7100 La Louvière), voor het afbreken en verwijderen van asbest, overgedragen op de N.V. Riva & Mariani Construction, te 7100 La Louvière.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[98/12925]

Règlement général pour la protection du travail Démolition et retrait d'asbeste (article 148*decies* 2.5.9.3.4.) Agréations

Par arrêté ministériel du 23 octobre 1998, la S.A. Maurice Wanty, route de Charleroi 159, à 7134 Epinois, est agréée pour effectuer des travaux de démolition et de retrait d'asbeste-ciment jusqu'au 31 octobre 2000.

Par arrêté ministériel du 23 octobre 1998, l'agrément (arrêté ministériel du 2 juillet 1998 agréant la S.A. Riva & Mariani de Belgique, à 7100 La Louvière) pour effectuer des travaux de démolition et de retrait d'asbeste est transféré à la S.A. Riva & Mariani Construction, à 7100 La Louvière.

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 98/27616]

Environnement

Un arrêté ministériel du 7 octobre 1998 agrée, pour une durée de cinq ans prenant cours le 7 octobre 1998, la b.v. Van der Stoel Containerservice en qualité de transporteur de déchets dangereux et d'huiles usagées.

Un arrêté ministériel du 7 octobre 1998 agrée, pour un terme prenant cours le 7 octobre 1998 et échéant le 8 juillet 2003, M. Olivier Jenart en qualité de personne responsable des opérations de regroupement de déchets dangereux et d'huiles usagées effectuées au sein du siège d'exploitation de la s.a. PAGE.

Un arrêté ministériel du 7 octobre 1998 accorde à M. Peter Pavlov la dérogation aux conditions de l'article 55, alinéa 1er, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets toxiques ou dangereux.

Le même arrêté agrée, pour un terme prenant cours le 7 octobre 1998 et échéant le 8 juillet 2003, M. Peter Pavlov en qualité de personne responsable des opérations de prétraitement de déchets dangereux effectuées par la GmbH SO.TRA.EX.

Un arrêté ministériel du 9 octobre 1998 agrée, pour une durée de cinq ans prenant cours le 9 octobre 1998, la s.a. INDUCLEAN SERVICES en qualité de collecteur et de transporteur de déchets dangereux, en ce compris les déchets toxiques, de PCB/PCT et d'huiles usagées.

Un arrêté ministériel du 9 octobre 1998 agrée, pour une durée de trois ans prenant cours le 9 octobre 1998, la s.a. MEDIPAGE en qualité de collecteur et de transporteur de déchets d'activités hospitalières et de soins de santé de classe B2 et de collecteur et de transporteur de déchets dangereux, en ce compris les déchets toxiques.

Un arrêté ministériel du 9 octobre 1998 agrée, pour une durée de cinq ans prenant cours le 5 octobre 1998, la s.a. SOLVAY en qualité d'exploitant d'une installation de valorisation de déchets dangereux, en ce compris les déchets toxiques.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C - 98/27616]

Umwelt

Durch Ministerialerlaß vom 7. Oktober 1998 wird der "b.v. Van der Stoel Containerservice" für eine Dauer von fünf Jahren ab diesem Datum die Zulassung als Transportunternehmer von gefährlichen Abfällen und von Altölen gewährt.

Durch Ministerialerlaß vom 7. Oktober 1998 wird Herr Olivier Jenart ab diesem Datum und bis zum 8. Juli 2003 als verantwortliche Person für die innerhalb des Betriebssitzes der "s.a. PAGE" vorgenommene Zusammenstellung von gefährlichen Abfällen und von Altölen zugelassen.

Durch Ministerialerlaß vom 7. Oktober 1998 wird Herrn Peter Pavlov die Möglichkeit gewährt, von den Bedingungen des Artikels 55, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über giftige oder gefährliche Abfälle abzuweichen.

Durch denselben Erlaß wird Herr Peter Pavlov ab diesem Datum und bis zum 8. Juli 2003 als verantwortliche Person für die von der "GmbH SO.TRA.EX" vorgenommene Vorbehandlung von gefährlichen Abfällen zugelassen.

Durch Ministerialerlaß vom 9. Oktober 1998 wird der "s.a. INDUCLEAN SERVICES" für eine Dauer von fünf Jahren ab diesem Datum die Zulassung als Sammler und Transportunternehmer von gefährlichen Abfällen, einschließlich der giftigen Abfälle, von PCB/PCT und von Altölen gewährt.

Durch Ministerialerlaß vom 9. Oktober 1998 wird der "s.a. MEDIPAGE" für eine Dauer von drei Jahren ab diesem Datum die Zulassung als Sammler und Transportunternehmer von Abfällen der Klasse B2 aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege und als Sammler und Transportunternehmer von gefährlichen Abfällen, einschließlich der giftigen Abfälle, gewährt.

Durch Ministerialerlaß vom 9. Oktober 1998 wird der "s.a. SOLVAY" für eine Dauer von fünf Jahren ab dem 5. Oktober 1998 die Zulassung als Betreiber einer Anlage zur Verwertung von gefährlichen Abfällen, einschließlich der giftigen Abfälle, gewährt.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C - 98/27616]

Leefmilieu

Bij ministerieel besluit van 7 oktober 1998 wordt de b.v. Van der Stoel Containerservice met ingang van 7 oktober 1998 voor een termijn van vijf jaar erkend als vervoerder van gevaarlijke afvalstoffen en afgewerkte oliën.

Bij ministerieel besluit van 7 oktober 1998 wordt de heer Olivier Jenart van 7 oktober 1998 tot 8 juli 2003 erkend als verantwoordelijke voor de handelingen m.b.t. de verzameling van gevaarlijke afvalstoffen en afgewerkte oliën, die plaatsvinden op de bedrijfszetel van de "s.a. PAGE".

Bij ministerieel besluit van 7 oktober 1998 mag de heer Peter Pavlov afwijken van de voorwaarden van artikel 55, eerste lid, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de giftige of gevaarlijke afvalstoffen.

Bij hetzelfde besluit wordt de heer Peter Pavlov van 7 oktober 1998 tot 8 juli 2003 erkend als verantwoordelijke voor de door de "GmbH SO.TRA.EX. » uitgevoerde handelingen m.b.t. de voorbehandeling van gevaarlijke afvalstoffen.

Bij ministerieel besluit van 9 oktober 1998 wordt de "s.a. INDUCLEAN SERVICES" met ingang van 9 oktober 1998 voor een termijn van vijf jaar erkend als ophaler en vervoerder van gevaarlijke afvalstoffen, met inbegrip van giftige afvalstoffen, PCB/PCT'S en afgewerkte oliën.

Bij ministerieel besluit van 9 oktober 1998 wordt de "s.a. MEDIPAGE" met ingang van 9 oktober 1998 voor een termijn van drie jaar erkend als ophaler en vervoerder van ziekenhuis- en gezondheidszorgafval van klasse B2 en als ophaler en vervoerder van gevaarlijke afvalstoffen, met inbegrip van giftige afvalstoffen.

Bij ministerieel besluit van 9 oktober 1998 wordt de "s.a. SOLVAY" met ingang van 5 oktober 1998 voor een termijn van vijf jaar erkend als exploitant van een installatie voor de nuttige toepassing van gevaarlijke afvalstoffen, met inbegrip van giftige afvalstoffen.

Comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation

Par arrêté ministériel du 22 juillet 1998, démission honorable est accordée à M. Daniel Demonte en tant que membre du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation de Charleroi, au titre de représentant des organisations représentatives des travailleurs, à la date du 28 octobre 1997.

Par arrêté ministériel du 22 juillet 1998, Mme Chantal Doffiny est nommée, à la date du 28 octobre 1997, membre du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation de Charleroi, au titre de représentante des organisations représentatives des travailleurs, en remplacement de M. Daniel Demonte, démissionnaire, dont elle achèvera le mandat.

Par arrêté ministériel du 22 juillet 1998, démission honorable est accordée à Mme Monique Petit en tant que membre du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation du Hainaut occidental, au titre de représentante des organisations représentatives des employeurs, à la date du 20 janvier 1998.

Par arrêté ministériel du 22 juillet 1998, Mme Simone Gondry est nommée, à la date du 20 janvier 1998, membre du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation du Hainaut occidental, au titre de représentante des organisations représentatives des employeurs, en remplacement de Mme Monique Petit, démissionnaire, dont elle achèvera le mandat.

Par arrêté ministériel du 22 juillet 1998, démission honorable est accordée à M. Johan Blanpain en tant que membre du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation du Brabant wallon, au titre de représentant des organisations représentatives des employeurs, à la date du 22 janvier 1998.

Par arrêté ministériel du 22 juillet 1998, M. Christian Noterman est nommé, à la date du 22 janvier 1998, membre du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation du Brabant wallon, au titre de représentant des organisations représentatives des employeurs, en remplacement de M. Johan Blanpain, démissionnaire, dont il achèvera le mandat.

Par arrêté ministériel du 22 juillet 1998, démission honorable est accordée à Mme Anna Cecconello en tant que membre du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation de Charleroi, au titre de représentante des organisations représentatives des employeurs, à la date du 11 février 1998.

ÜBERSETZUNG

Subregionale Ausschüsse für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung

Durch Ministerialerlaß vom 22. Juli 1998 wird Herrn Daniel Demonte ab dem 28. Oktober 1997 ehrenhafter Rücktritt von seinem Amt als Mitglied des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung von Charleroi gewährt, in dem er als Vertreter der repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen tagte.

Durch Ministerialerlaß vom 22. Juli 1998 wird Frau Chantal Doffiny ab dem 28. Oktober 1997 zum Vertreter der repräsentativen Arbeitnehmerorganisationen innerhalb des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung von Charleroi ernannt, anstelle von Herrn Daniel Demonte, rücktretend, dessen Mandat sie beendet.

Durch Ministerialerlaß vom 22. Juli 1998 wird Frau Monique Petit ab dem 20. Januar 1998 ehrenhafter Rücktritt von ihrem Amt als Mitglied des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung von West-Hennegau gewährt, in dem sie als Vertreter der repräsentativen Arbeitgeberorganisationen tagte.

Durch Ministerialerlaß vom 22. Juli 1998 wird Frau Simone Gondry ab dem 20. Januar 1998 zum Vertreter der repräsentativen Arbeitgeberorganisationen innerhalb des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung von West-Hennegau ernannt, anstelle von Frau Monique Petit, rücktretend, deren Mandat sie beendet.

Durch Ministerialerlaß vom 22. Juli 1998 wird Herrn Johan Blanpain ab dem 22. Januar 1998 ehrenhafter Rücktritt von seinem Amt als Mitglied des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung von Wallonisch-Brabant gewährt, in dem er als Vertreter der repräsentativen Arbeitgeberorganisationen tagte.

Durch Ministerialerlaß vom 22. Juli 1998 wird Herr Christian Noterman ab dem 22. Januar 1998 zum Vertreter der repräsentativen Arbeitgeberorganisationen innerhalb des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung von Wallonisch-Brabant ernannt, anstelle von Herrn Johan Blanpain, rücktretend, dessen Mandat er beendet.

Durch Ministerialerlaß vom 22. Juli 1998 wird Frau Anna Cecconello ab dem 11. Februar 1998 ehrenhafter Rücktritt von ihrem Amt als Mitglied des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung von Charleroi gewährt, in dem sie als Vertreter der repräsentativen Arbeitgeberorganisationen tagte.

VERTALING

Subregionale comités voor Arbeidsbemiddeling en Vorming

Bij ministerieel besluit van 22 juli 1998 wordt de heer Daniel Demonte op 28 oktober 1997 eervol ontslagen als lid van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Charleroi, waar hij de representatieve werknemersorganisaties vertegenwoordigde.

Bij ministerieel besluit van 22 juli 1998 wordt Mevrouw Chantal Doffiny op 28 oktober 1997 benoemd tot lid van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Charleroi, ter vertegenwoordiging van de representatieve werknemersorganisaties en ter vervanging van de heer Daniel Demonte, ontslagnemend, wiens mandaat ze zal beëindigen.

Bij ministerieel besluit van 22 juli 1998 wordt Mevrouw Monique Petit op 20 januari 1998 eervol ontslagen als lid van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van West-Henegouwen, waar ze de representatieve werkgeversorganisaties vertegenwoordigde.

Bij ministerieel besluit van 22 juli 1998 wordt Mevrouw Simone Gondry op 20 januari 1998 benoemd tot lid van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van West-Henegouwen, ter vertegenwoordiging van de representatieve werkgeversorganisaties en ter vervanging van Mevrouw Monique Petit, ontslagnemend, wier mandaat ze zal beëindigen.

Bij ministerieel besluit van 22 juli 1998 wordt de heer Johan Blanpain op 22 januari 1998 eervol ontslagen als lid van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Waals-Brabant, waar hij de representatieve werkgeversorganisaties vertegenwoordigde.

Bij ministerieel besluit van 22 juli 1998 wordt de heer Christian Noterman op 22 januari 1998 benoemd tot lid van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Waals-Brabant, ter vertegenwoordiging van de representatieve werkgeversorganisaties en ter vervanging van de heer Johan Blanpain, ontslagnemend, wiens mandaat hij zal beëindigen.

Bij ministerieel besluit van 22 juli 1998 wordt Mevrouw Anna Cecconello op 11 februari 1998 eervol ontslagen als lid van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Charleroi, waar ze de representatieve werkgeversorganisaties vertegenwoordigde.

Par arrêté ministériel du 22 juillet 1998, M. Jean-Marie Coyette est nommé, à la date du 11 février 1998, membre du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation de Charleroi, au titre de représentant des organisations représentatives des employeurs, en remplacement de Mme Anna Cecconello, démissionnaire, dont il achèvera le mandat.

Durch Ministerialerlaß vom 22. Juli 1998 wird Herr Jean-Marie Coyette ab dem 11. Februar 1998 zum Vertreter der repräsentativen Arbeitgeberorganisationen innerhalb des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung von Charleroi ernannt, anstelle von Frau Anna Cecconello, rücktretend, deren Mandat er beendet.

Bij ministerieel besluit van 22 juli 1998 wordt de heer Jean-Marie Coyette op 11 februari 1998 benoemd tot lid van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Charleroi, ter vertegenwoordiging van de representatieve werkgeversorganisaties en ter vervanging van Mevr. Anna Cecconello, ontslagnemend, wier mandaat hij zal beëindigen.

Par arrêté ministériel du 22 juillet 1998, démission honorable est accordée à M. Jean-Paul Tossut en tant que membre du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation du Hainaut occidental, au titre de représentant des organisations représentatives des employeurs, à la date du 17 février 1998.

Durch Ministerialerlaß vom 22. Juli 1998 wird Herrn Jean-Paul Tossut ab dem 17. Februar 1998 ehrenhafter Rücktritt von seinem Amt als Mitglied des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung von West-Hennegau gewährt, in dem er als Vertreter der repräsentativen Arbeitgeberorganisationen tagte.

Bij ministerieel besluit van 22 juli 1998 wordt de heer Jean-Paul Tossut op 17 februari 1998 eervol ontslagen als lid van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van West-Henegouwen, waar hij de representatieve werkgeversorganisaties vertegenwoordigde.

Par arrêté ministériel du 22 juillet 1998, M. Francis Wagnon est nommé, à la date du 17 février 1998, membre du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation du Hainaut occidental, au titre de représentant des organisations représentatives des employeurs, en remplacement de M. Jean-Paul Tossut, démissionnaire, dont il achèvera le mandat.

Durch Ministerialerlaß vom 22. Juli 1998 wird Herr Francis Wagnon ab dem 17. Februar 1998 zum Vertreter der repräsentativen Arbeitgeberorganisationen innerhalb des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung von West-Hennegau ernannt, anstelle von Herrn Jean-Paul Tossut, rücktretend, dessen Mandat er beendet.

Bij ministerieel besluit van 22 juli 1998 wordt de heer Francis Wagnon op 17 februari 1998 benoemd tot lid van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van West-Henegouwen, ter vertegenwoordiging van de representatieve werkgeversorganisaties en ter vervanging van de heer Jean-Paul Tossut, ontslagnemend, wiens mandaat hij zal beëindigen.

Par arrêté ministériel du 22 juillet 1998, démission honorable est accordée à M. Gérard Juen en tant que membre du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation de Huy-Waremme, au titre de représentant des organisations représentatives des employeurs, à la date du 15 avril 1998.

Durch Ministerialerlaß vom 22. Juli 1998 wird Herrn+ Gérard Juen ab dem 15. April 1998 ehrenhafter Rücktritt von seinem Amt als Mitglied des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung von Huy-Waremme gewährt, in dem er als Vertreter der repräsentativen Arbeitgeberorganisationen tagte.

Bij ministerieel besluit van 22 juli 1998 wordt de heer Gérard Juen op 15 april 1998 eervol ontslagen als lid van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Hoei-Borgworm, waar hij de representatieve werkgeversorganisaties vertegenwoordigde.

Par arrêté ministériel du 22 juillet 1998, M. Philippe Bailly est nommé, à la date du 15 avril 1998, membre du Comité subrégional de l'Emploi et de la Formation de Huy-Waremme, au titre de représentant des organisations représentatives des employeurs, en remplacement de M. Gérard Juen, démissionnaire, dont il achèvera le mandat.

Durch Ministerialerlaß vom 22. Juli 1998 wird Herr Philippe Bailly ab dem 15. April 1998 zum Vertreter der repräsentativen Arbeitgeberorganisationen innerhalb des Subregionalen Ausschusses für Arbeitsbeschaffung und Ausbildung von Huy-Waremme ernannt, anstelle von Herrn Gérard Juen, rücktretend, dessen Mandat er beendet.

Bij ministerieel besluit van 22 juli 1998 wordt de heer Philippe Bailly op 15 april 1998 benoemd tot lid van het Subregionaal Comité voor Arbeidsbemiddeling en Vorming van Hoei-Borgworm, ter vertegenwoordiging van de representatieve werkgeversorganisaties en ter vervanging van de heer Gérard Juen, ontslagnemend, wiens mandaat hij zal beëindigen.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[98/31463]

Bureau voor Arbeidsbemiddeling tegen betaling voor Schouwspelartiesten
Intrekking van de exploitatievergunning

Bij ministerieel besluit van 20 oktober 1998 wordt de exploitatievergunning voor een voor arbeidsbemiddeling tegen betaling voor Schouwspelartiesten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de heer Hoyois, Georges ingetrokken.

Deze intrekking is geldig met ingang van 20 oktober 1998.

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[98/31463]

Bureau de placement payant pour Artistes de Spectacle
Retrait de la licence d'exploitation

Par arrêté ministériel du 20 octobre 1998, la licence d'exploitation d'un bureau de placement payant pour artistes de spectacle dans la Région de Bruxelles-Capitale a été retirée à M. Hoyois, Georges.

Ce retrait est valable à partir du 20 octobre 1998.

[98/31462]

Uitzendbureaus. — Voorafgaande toelatingen

Bij ministerieel besluit van 20 oktober 1998, wordt de voorafgaande toelating om de activiteit als uitzendbureau uit te oefenen in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest toegekend aan de N.V. Admb Interim.

Die toelating is geldig met ingang van 1 oktober 1998 voor de geldigheidsduur van het koninklijk besluit van 3 december 1981 waarbij de activiteit van de uitzendbureaus in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan een voorafgaande toelating wordt onderworpen, zonder één jaar te boven te gaan.

Bij ministerieel besluit van 20 oktober 1998, wordt de voorafgaande toelating om de activiteit als uitzendbureau uit te oefenen in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest toegekend aan de N.V. Idéal Intérim.

Die toelating is geldig met ingang van 1 oktober 1998 voor de geldigheidsduur van het koninklijk besluit van 3 december 1981 waarbij de activiteit van de uitzendbureaus in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan een voorafgaande toelating wordt onderworpen, zonder één jaar te boven te gaan.

Bij ministerieel besluit van 20 oktober 1998, wordt de voorafgaande toelating om de activiteit als uitzendbureau uit te oefenen in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest toegekend aan de N.V. People Intérim.

Die toelating is geldig met ingang van 14 mei 1998 voor de geldigheidsduur van het koninklijk besluit van 3 december 1981 waarbij de activiteit van de uitzendbureaus in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan een voorafgaande toelating wordt onderworpen, zonder één jaar te boven te gaan.

Bij ministerieel besluit van 20 oktober 1998, wordt de voorafgaande toelating om de activiteit als uitzendbureau uit te oefenen in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest toegekend aan de N.V. Europ Intérim.

Die toelating is geldig met ingang van 20 juni 1998 voor de geldigheidsduur van het koninklijk besluit van 3 december 1981 waarbij de activiteit van de uitzendbureaus in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan een voorafgaande toelating wordt onderworpen, zonder één jaar te boven te gaan.

Bij ministerieel besluit van 20 oktober 1998, wordt de voorafgaande toelating om de activiteit als uitzendbureau uit te oefenen in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest toegekend aan de N.V. R.H.I.Belgium.

Die toelating is geldig met ingang van 1 juni 1998 voor de geldigheidsduur van het koninklijk besluit van 3 december 1981 waarbij de activiteit van de uitzendbureaus in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan een voorafgaande toelating wordt onderworpen, zonder één jaar te boven te gaan.

Bij ministerieel besluit van 20 oktober 1998, wordt de voorafgaande toelating om de activiteit als uitzendbureau uit te oefenen in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest toegekend aan de N.V. All Right Intérim.

Die toelating is geldig met ingang van 22 oktober 1998 voor de geldigheidsduur van het koninklijk besluit van 3 december 1981 waarbij de activiteit van de uitzendbureaus in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan een voorafgaande toelating wordt onderworpen, zonder één jaar te boven te gaan.

Bij ministerieel besluit van 20 oktober 1998, wordt de voorafgaande toelating om de activiteit als uitzendbureau uit te oefenen in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest toegekend aan de N.V. Secretaresse Plus Intérim.

Die toelating is geldig met ingang van 21 oktober 1998 voor de geldigheidsduur van het koninklijk besluit van 3 december 1981 waarbij de activiteit van de uitzendbureaus in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan een voorafgaande toelating wordt onderworpen, zonder één jaar te boven te gaan.

[98/31462]

Entreprises de travail intérimaire. — Autorisations préalables

Par arrêté ministériel du 20 octobre 1998, l'autorisation préalable d'exercer l'activité d'entreprise de travail intérimaire dans la Région de Bruxelles-Capitale a été accordée à la S.A. Admb Intérim.

Cette autorisation est valable à partir du 1er octobre 1998 pour la durée de validité de l'arrêté royal du 3 décembre 1981 soumettant à l'autorisation préalable l'activité des entreprises de travail intérimaire dans la Région de Bruxelles-Capitale sans pouvoir excéder un an.

Par arrêté ministériel du 20 octobre 1998, l'autorisation préalable d'exercer l'activité d'entreprise de travail intérimaire dans la Région de Bruxelles-Capitale a été accordée à la S.A. Idéal Intérim.

Cette autorisation est valable à partir du 1er octobre 1998 pour la durée de validité de l'arrêté royal du 3 décembre 1981 soumettant à l'autorisation préalable l'activité des entreprises de travail intérimaire dans la Région de Bruxelles-Capitale sans pouvoir excéder un an.

Par arrêté ministériel du 20 octobre 1998, l'autorisation préalable d'exercer l'activité d'entreprise de travail intérimaire dans la Région de Bruxelles-Capitale a été accordée à la S.A. People Intérim.

Cette autorisation est valable à partir du 14 mai 1998 pour la durée de validité de l'arrêté royal du 3 décembre 1981 soumettant à l'autorisation préalable l'activité des entreprises de travail intérimaire dans la Région de Bruxelles-Capitale sans pouvoir excéder un an.

Par arrêté ministériel du 20 octobre 1998, l'autorisation préalable d'exercer l'activité d'entreprise de travail intérimaire dans la Région de Bruxelles-Capitale a été accordée à la S.A. Europ Intérim.

Cette autorisation est valable à partir du 20 juin 1998 pour la durée de validité de l'arrêté royal du 3 décembre 1981 soumettant à l'autorisation préalable l'activité des entreprises de travail intérimaire dans la Région de Bruxelles-Capitale sans pouvoir excéder un an.

Par arrêté ministériel du 20 octobre 1998, l'autorisation préalable d'exercer l'activité d'entreprise de travail intérimaire dans la Région de Bruxelles-Capitale a été accordée à la S.A. R.H.I. Belgium.

Cette autorisation est valable à partir du 1er juin 1998 pour la durée de validité de l'arrêté royal du 3 décembre 1981 soumettant à l'autorisation préalable l'activité des entreprises de travail intérimaire dans la Région de Bruxelles-Capitale sans pouvoir excéder un an.

Par arrêté ministériel du 20 octobre 1998, l'autorisation préalable d'exercer l'activité d'entreprise de travail intérimaire dans la Région de Bruxelles-Capitale a été accordée à la S.A. All Right Intérim.

Cette autorisation est valable à partir du 22 octobre 1998 pour la durée de validité de l'arrêté royal du 3 décembre 1981 soumettant à l'autorisation préalable l'activité des entreprises de travail intérimaire dans la Région de Bruxelles-Capitale sans pouvoir excéder un an.

Par arrêté ministériel du 20 octobre 1998, l'autorisation préalable d'exercer l'activité d'entreprise de travail intérimaire dans la Région de Bruxelles-Capitale a été accordée à la S.A. Secretaresse Plus Intérim.

Cette autorisation est valable à partir du 21 octobre 1998 pour la durée de validité de l'arrêté royal du 3 décembre 1981 soumettant à l'autorisation préalable l'activité des entreprises de travail intérimaire dans la Région de Bruxelles-Capitale sans pouvoir excéder un an.

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

ARBITRAGEHOF

[C − 98/21440]

Bericht voorgeschreven bij artikel 74 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof

Bij arrest nr. 74.935 van 3 juli 1998 in zake R. Osier tegen de Vlaamse Gemeenschap en de Autonome Raad voor het Gemeenschapsonderwijs, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 16 juli 1998, heeft de Raad van State de volgende prejudiciële vragen gesteld :

1. « Schendt artikel 88, 5°, van het decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van bepaalde personeelsleden van het Gemeenschapsonderwijs het in de artikelen 10, 11 en 24, § 4, van de Grondwet vervatte gelijkheidsbeginsel, doordat het het ontslag voor personeelsleden van het Vlaamse gemeenschapsonderwijs voorschrijft, terwijl een gelijkaardige bepaling voor het personeel van het gesubsidieerd onderwijs en van de Franse Gemeenschap ontbreekt ? »

2. « Schendt artikel 88, 5°, van het decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van bepaalde personeelsleden van het Gemeenschapsonderwijs het in de artikelen 10, 11 en 24, § 4, van de Grondwet vervatte gelijkheidsbeginsel, doordat geen onderscheid of ruimte voor onderscheid wordt gemaakt tussen enerzijds personeelsleden waarvan het vastgestelde onvoldoende presteren niet kan worden geremedieerd door de betrokkene weder tewerk te stellen in een ander ambt en anderzijds personeelsleden waarvan niet zonder meer uit te sluiten valt dat zij in een ander ambt voldoende zouden presteren en zouden bijdragen tot een kwaliteitsvolle dienstverlening ? ».

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1376 van de rol van het Hof.

De griffier,
L. Potoms.

COUR D'ARBITRAGE

[C − 98/21440]

Avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage

Par arrêt n° 74.935 du 3 juillet 1998 en cause de R. Osier contre la Communauté flamande et l'« Autonome Raad voor het Gemeenschapsonderwijs », dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 16 juillet 1998, le Conseil d'Etat a posé les questions préjudicielles suivantes :

1. « L'article 88, 5°, du décret du 27 mars 1991 relatif au statut de certains membres du personnel de l'Enseignement communautaire viole-t-il le principe d'égalité inscrit aux articles 10, 11 et 24, § 4, de la Constitution, en ce qu'il prescrit le licenciement pour les membres du personnel de l'enseignement de la Communauté flamande, alors qu'une disposition similaire fait défaut pour le personnel de l'enseignement subventionné et de l'enseignement de la Communauté française ? »

2. « L'article 88, 5°, du décret du 27 mars 1991 relatif au statut de certains membres du personnel de l'Enseignement communautaire viole-t-il le principe d'égalité inscrit aux articles 10, 11 et 24, § 4, de la Constitution, en ce qu'il n'établit aucune distinction ou ne laisse aucune latitude pour faire une distinction entre, d'une part, des membres du personnel aux prestations insuffisantes desquels il ne peut pas être remédié en réaffectant les intéressés dans une autre fonction, et, d'autre part, les membres du personnel dont il ne peut être exclu sans plus qu'ils puissent fournir des prestations suffisantes dans une autre fonction et contribuer ainsi à un service public de qualité ? ».

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1376 du rôle de la Cour.

Le greffier,
L. Potoms.

SCHIEDSHOF

[C − 98/21440]

Bekanntmachung vorgeschrieben durch Artikel 74 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof

In seinem Urteil Nr. 74.935 vom 3. Juli 1998 in Sachen R. Osier gegen die Flämische Gemeinschaft und den «Autonome Raad voor het Gemeenschapsonderwijs», dessen Ausfertigung am 16. Juli 1998 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat der Staatsrat folgende präjudizielle Fragen gestellt:

1. « Verstößt Artikel 88 5° des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 27. März 1991 bezüglich der Rechtsstellung bestimmter Personalangehöriger des Gemeinschaftsunterrichtswesens gegen den in den Artikeln 10, 11 und 24 § 4 der Verfassung verankerten Gleichheitsgrundsatz, indem er die Entlassung für Personalmitglieder des flämischen Gemeinschaftsunterrichts vorschreibt, während keine solche Bestimmung für das Personal des subventionierten Unterrichtswesens und der Französischen Gemeinschaft vorgesehen ist?»

2. « Verstößt Artikel 88 5° des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 27. März 1991 bezüglich der Rechtsstellung bestimmter Personalangehöriger des Gemeinschaftsunterrichtswesens gegen den in den Artikeln 10, 11 und 24 § 4 der Verfassung verankerten Gleichheitsgrundsatz, indem weder unterschieden wird, noch ein Unterschied ermöglicht wird, zwischen einerseits Personalmitgliedern, deren festgestellter unzulänglicher Leistung nicht durch Wiedereinsetzung des Betroffenen in ein anderes Amt abgeholfen werden kann, und andererseits Personalmitgliedern, bei denen nicht ohne weiteres auszuschließen ist, daß sie in einem anderen Amt ausreichende Leistungen erbringen und zur Qualität der Dienstleistung beitragen würden?»

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1376 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

Der Kanzler,
L. Potoms.

ARBITRAGEHOF

[C − 98/21441]

Bericht voorgeschreven bij artikel 74 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof

Bij twee arresten van 1 oktober 1998 in zake de n.v. Georges Behaeghel en Cie, enerzijds, en de n.v. Billiet-Vanlaere, anderzijds, tegen de Belgische Staat, waarvan de expedities ter griffie van het Arbitragehof zijn ingekomen op 7 oktober 1998, heeft het Hof van Beroep te Gent de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schendt artikel 11 van de wet van 1 juli 1983 [tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen in uitvoering van artikel 2 van de wet van 2 februari 1982 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning] omwille van de bekrachtiging [van artikel 2, § 4, van het koninklijk besluit nr. 149 van 30 december 1982, tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen inzake investeringsaftrek, meerwaarden en afschrijvingen] de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, doordat die wetsartikelen een retroactieve maatregel inhouden en aldus het rechtsprincipe van de rechtszekerheid schenden dat van toepassing is voor alle burgers, zonder dat daarvoor een objectieve en redelijke rechtvaardiging kan worden aangevoerd ? ».

Die zaken zijn ingeschreven onder de nummers 1425 en 1426 van de rol van het Hof en zijn samengevoegd.

De griffier,
L. Potoms.

COUR D'ARBITRAGE

[C − 98/21441]

Avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage

Par deux arrêts du 1er octobre 1998 en cause de la s.a. Georges Behaeghel en Cie, d'une part, et la s.a. Billiet-Vanlaere, d'autre part, contre l'Etat belge, dont les expéditions sont parvenues au greffe de la Cour d'arbitrage le 7 octobre 1998, la Cour d'appel de Gand a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 11 de la loi du 1er juillet 1983 [portant confirmation des arrêtés royaux pris en exécution de l'article 2 de la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi] viole-t-il, en raison de la confirmation [de l'article 2, § 4, de l'arrêté royal n° 149 du 30 décembre 1982 modifiant le Code des impôts sur les revenus en matière de déduction pour investissement, de plus-values et d'amortissements], les articles 10 et 11 de la Constitution en ce que ces dispositions contiennent une mesure rétroactive et violent ainsi le principe de la sécurité juridique applicable à tous les citoyens, sans qu'une justification objective et raisonnable puisse être donnée pour ce faire ? ».

Ces affaires sont inscrites sous les numéros 1425 et 1426 du rôle de la Cour et ont été jointes.

Le greffier,
L. Potoms.

SCHIEDSHOF

[C − 98/21441]

Bekanntmachung vorgeschrieben durch Artikel 74 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof

In zwei Urteilen vom 1. Oktober 1998 in Sachen der Georges Behaeghel en Cie AG bzw. der Billiet-Vanlaere AG gegen den Belgischen Staat, deren Ausfertigungen am 7. Oktober 1998 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen sind, hat der Appellationshof Gent folgende präjudizielle Frage gestellt:

«Verstößt Artikel 11 des Gesetzes vom 1. Juli 1983 [zur Bestätigung der zur Durchführung von Artikel 2 des Gesetzes vom 2. Februar 1982 zur Gewährung bestimmter Sondervollmachten an den König ergangenen königlichen Erlasse] wegen der Bestätigung [von Artikel 2 § 4 des königlichen Erlasses Nr. 149 vom 30. Dezember 1982 zur Abänderung des Einkommensteuergesetzbuches im Bereich des Investitionsabzugs, der Mehrwerte und der Abschreibungen] gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem diese Gesetzesartikel eine rückwirkende Maßnahme beinhalten und somit den für alle Bürger geltenden Rechtsgrundsatz der Rechtssicherheit verletzen, ohne daß dafür eine objektive und angemessene Rechtfertigung angeführt werden kann?»

Diese Rechtssachen wurden unter den Nummern 1425 und 1426 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen und verbunden.

Der Kanzler,
L. Potoms.

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

[C − 98/14288]

30 OKTOBER 1998. — Ministerieel rondschrijven betreffende de toepassing van het beperkt éénrichtingsverkeer

Aan Mevr. en heren provinciegouverneurs, ter kennisgeving aan de heren arrondissementscommissarissen en de dames en heren burgemeester

Mevr., Mijnheer de Gouverneur,

U gelieve hierna een rondschrijven te vinden over de toepassing van het beperkt éénrichtingsverkeer voor fietsers en bestuurders van tweewielige bromfietsen klasse A.

1. Verantwoording en bedoeling

De toename van het autoverkeer is een zeer belastende factor voor de verkeersveiligheid en de verkeersleefbaarheid. Het gebruik van de wagen neemt daarenboven nog steeds toe, ook in de stedelijke centra, zodat werkelijk van een autoverslaving dient gesproken te worden.

Er zijn nochtans voldoende andere verplaatsingsmiddelen die als alternatief voor het autoverkeer kunnen gelden. De fiets is daar een uitstekend voorbeeld van.

Tot afstanden van ± 10 km is de fiets een zeer geschikt middel om zich veilig te verplaatsen, zowel in het kader van het woon- werkverkeer en het voor- en natransport in combinatie met openbaar vervoer, als voor andere verplaatsingen in verblijfsgebieden en stedelijke centra; daarenboven is het recreatief fietsen in het kader van de vrijetijdsbesteding zeer aantrekkelijk geworden. Het gebruik van de fiets dient dus verder gestimuleerd te worden.

Per 1 november 1998 zijn een aantal nieuwe maatregelen van kracht die o.a. het fietsverkeer bevorderen. Dit is o.m. het geval via de versoepeling van de regels voor het instellen van zones 30, via het invoeren van een regeling voor voetgangerszones (de zgn. winkelwandelstraten) waar het fietsen voortaan kan toegelaten worden of nog via het invoeren van wegen voorbehouden voor fietsers en die o.a. de realisatie van fietsroutenetwerken mogelijk zal maken.

De wet van 8 augustus 1997 maakt het mogelijk een belastingsvrije fietsvergoeding tot 6 fr./km uit te betalen voor verplaatsingen in het kader van het woon-werkverkeer. Deze vergoeding zal bovendien voor de sociale zekerheid niet als loon beschouwd worden, zodanig dat het bedrag netto aan de werknemer kan worden uitbetaald.

Ook het openstellen van éénrichtingsstraten voor fietsers in beide richtingen, het zgn. beperkt éénrichtingsverkeer, is één van de mogelijkheden om dat fietsverkeer te stimuleren. Straten met éénrichtingsverkeer kunnen inderdaad voor gevolg hebben dat fietsers gedwongen worden een vrij grote omweg te maken, terwijl zij precies zeer omrijgevoelig zijn, of dat ze omgeleid worden via drukke verkeerswegen.

Niettemin wordt vastgesteld dat het beperkt éénrichtingsverkeer nog niet op grote schaal wordt toegepast. Het betreft nochtans een maatregel die vrij eenvoudig kan ingevoerd worden, mits de wil aanwezig is om aan fietsers de ruimte te geven die ze verdienen.

Dit rondschrijven wenst daarom het gebruik van het beperkt éénrichtingsverkeer gevoelig te verhogen en de toepassingsnormen te versoepelen voor het instellen van deze maatregel.

2. Het reglementair kader — evaluatie en knelpunten

2.1. De reglementaire bepalingen

Het reglementair kader voor het instellen van beperkt éénrichtingsverkeer bestaat sinds het KB van 20 juli 1990 tot wijziging van de wegcode en is in werking getreden op 1 januari 1991.

In artikel 65.2 van de wegcode zijn de onderborden afgebeeld die bij de verkeersborden F19 en D1 worden aangebracht (zie respectievelijk artikel 71.3 en 69.4.2°). Er wordt bovendien uitdrukkelijk bepaald dat de kwestieuze onderborden M2 of M4 en M3 of M5 de draagwijdte van het verkeersbord F19 niet wijzigen. De onderborden die geplaatst worden bij de verkeersborden betreffende de voorrang, zijn eveneens afgebeeld.

MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

[C − 98/14288]

30 OCTOBRE 1998. — Circulaire ministérielle relative à l'application du sens unique limité

A Mme et MM. les gouverneurs de province, pour information, à MM. Les commissaires d'arrondissement et à Mmes et MM. les bourgmestres.

Mme, M. le Gouverneur,

Veuillez trouver ci-après une circulaire relative à l'application du sens unique limité pour cyclistes et conducteurs de cyclomoteurs à deux roues classe A.

1. Justification et finalité

L'accroissement du trafic automobile est un facteur lourd de conséquence en matière de sécurité routière et de qualité de l'environnement routier. L'usage des voitures augmente d'ailleurs sans cesse, même dans les centres urbains, de telle sorte qu'il convient de parler d'une véritable dépendance à la voiture.

Il existe cependant bon nombre de moyens de déplacement qui peuvent servir d'alternatives à la circulation automobile. La bicyclette en est un excellent exemple.

Jusqu'à des distances de ± 10 km, la bicyclette est un moyen approprié pour se déplacer en sécurité, tant dans le cadre du trajet entre l'habitation et le lieu de travail ou pour le trajet en combinaison avec les transports en commun que pour d'autres déplacements dans les quartiers ou dans les centres urbains. Par ailleurs, l'emploi de la bicyclette de manière récréative dans le cadre du loisir est devenu très attractif. L'usage de la bicyclette doit dès lors encore être stimulé.

A partir du 1er novembre 1998, un nombre important de nouvelles mesures entrent en vigueur, mesures qui ont entre autres choses pour but d'encourager la circulation des cyclistes. C'est notamment le cas par l'entremise de l'assouplissement des règles pour l'instauration de zones 30, par l'instauration d'une réglementation des zones piétonnes (ce que l'on appelle communément les « rues commerçantes ») où les cyclistes peuvent désormais être autorisés et par les chemins réservés pour les cyclistes et qui rendent notamment la réalisation de « réseaux » cyclables possibles.

La loi du 8 août 1997 rend possible un remboursement des frais de déplacement à vélo, libre d'impôts, à concurrence de 6 francs le kilomètre, payables pour les déplacements dans le cadre des trajets entre l'habitation et le lieu de travail. Ce dédommagement ne sera en outre pas considéré par la sécurité sociale comme une rétribution, de telle manière que le montant net sera payé au travailleur.

De même, le fait d'ouvrir les rues à sens unique dans les deux directions pour les cyclistes, les sens uniques limités, constitue une des possibilités pour stimuler la circulation des cyclistes. Les rues à sens unique peuvent en effet avoir pour conséquence de contraindre les cyclistes à des détours importants, alors qu'ils sont très sensibles auxdits détours, ou qu'ils soient déviés par des routes à forte circulation.

Néanmoins, on constate que le recours aux sens uniques limités n'est pas encore appliqué à grande échelle. Pourtant, il s'agit d'une règle qui peut être instaurée de manière relativement simple à condition qu'il existe la volonté de rendre aux cyclistes l'espace qu'ils méritent.

Cette lettre circulaire a pour finalité d'accroître sensiblement l'usage du recours aux sens uniques limités et d'assouplir les normes pour l'instauration de cette mesure.

2. Le cadre réglementaire — évaluation et points critiques

2.1. Les dispositions réglementaires

Le cadre réglementaire pour l'instauration de sens uniques limités existe depuis l'arrêté royal du 20 juillet 1990 modifiant le code de la route et est en vigueur depuis le 1er janvier 1991.

A l'article 65.2 du code de la route sont définis les panneaux additionnels qui peuvent être placés avec les signaux F19 et D1 (voir respectivement les articles 71.3 et 69.4.2°). Il est en outre prévu explicitement que les panneaux additionnels M2 ou M4 et M3 ou M5 dont question ne modifient pas la portée du signal F19. Les panneaux additionnels qui sont placés avec les signaux de priorité sont également définis.

Bij ministerieel besluit van 20 juli 1990 werd het besluit van de wegbeheerder — het ministerieel besluit van 11 oktober 1976, waarbij de minimumafmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald, — aangepast als volgt :

— de plaatsing van de onderborden M3 of M5 bij de verkeersborden C1 (artikel 9.1.3°) en C31 (artikel 9.6°);

— het gebruik van de verkeersborden C31 of D1 of D3 in geval van beperkt éénrichtingsverkeer (artikel 9.5.3°, alinea 2 en artikel 10.2.3°);

— de plaatsing van de onderborden M3 of M5 bij de verkeersborden D1 (artikel 10, alinea's 2,3 en 4);

— de plaatsing van de onderborden M2 of M4 bij de verkeersborden F19 (artikel 12.6.3°);

— de plaatsing van de onderborden M9 of M10 bij de verkeersborden B1 (artikel 8.1.1°), B5 (artikel 8.3.2°) en B7 (artikel 8.9.2°).

Het doel van de signalisatievoorschriften bestaat erin een duidelijke en éénvormige aanduiding te geven van het beperkt éénrichtingsverkeer en voor een optimale bescherming te zorgen op de kruispunten.

2.2. Evaluatie en knelpunten

Diverse reacties van en contacten met gemeenten en fietsorganisaties hebben een aantal bemerkingen en vragen opgeleverd.

De geciteerde moeilijkheden zijn :

— twijfel omtrent de veiligheid van de fietsers;

— het aantal en de kostprijs van de verkeersborden;

— de minimaal aanbevolen vrije rijbaanbreedte van 3,50 meter als algemene regel, met mogelijkheid om in bijzondere gevallen hiervan af te wijken.

Daarom heb ik aan mijn administratie de opdracht gegeven om deze problematiek te onderzoeken samen met het Belgisch Instituut voor de Verkeersveiligheid, een 12-tal gemeenten verspreid over Vlaanderen, Brussel en Wallonië, de gewestelijke wegbeheerders en de Verenigingen van Steden en Gemeenten. De v.z.w. Pro Vélo, een studiebureau gespecialiseerd in de fietsproblematiek, heeft eveneens meegewerkt aan de evaluatie.

Na het onderzoek van de voormelde knelpunten, kan het volgende gesteld worden.

2.2.1. Effecten op de verkeersveiligheid

Ongevallenstudies uitgevoerd zowel in het buitenland als in eigen land laten toe te concluderen dat het aantal ongevallen als gevolg van het invoeren van beperkt éénrichtingsverkeer niet toegenomen is. Waar meer ongevallen gebeurden, blijkt dat zij niet noodzakelijkerwijze het gevolg zijn van de maatregel zelf. Bovendien gebeurden die ongevallen niet in de straat zelf, maar op de kruispunten. Een eenvoudig hulpmiddel om aan kruispunten of in bochten de aanwezigheid van fietsers in tegenrichting te signaleren, bestaat erin om over een afstand van enkele meters op het wegdek de overlangse markering aan te brengen die een fietspad afbakent met daarin het symbool van een fiets.

2.2.2. Het aantal vereiste onderborden

De onderborden moeten geplaatst worden bij de verkeersborden F19 en C1 en bij de verkeersborden C31 of D1 die op de dwarsende openbare wegen zijn geplaatst.

Bijkomende signalisatie met de nodige onderborden is vereist om de voorrangsregels aan te duiden op de kruispunten.

Uit de discussies is gebleken dat de kostprijs voor signalisatie op zich niet echt een obstakel vormt voor het invoeren van beperkt éénrichtingsverkeer.

Het nut of de noodzaak voor de plaatsing van de bijkomende signalisatie (B17, B1 of B5 met onderborden) wordt momenteel onderzocht in het kader van een meer algemeen onderzoek van de voorschriften inzake de signalisatie van het einde van wegvakken met éénrichtingsverkeer [cfr. de artikelen 8.1.1°*b*), 8.3.2°*b*) en 8.9.2°*c*) van het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 waarbij de minimumafmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald en punt 9.1. van het ministerieel rondschrijven van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van de verkeerstekens]. Tot nader orde dient ook deze signalisatie geplaatst te worden.

Par arrêté ministériel du 20 juillet 1990, le règlement du « gestionnaire de voiries » — l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière a été adapté comme suit :

— le placement des panneaux additionnels M3 ou M5 avec les signaux C1 (article 9.1.3°) et C31 (article 9.6°);

— l'usage de signaux C31 ou D1 ou D3 en cas de sens unique limité (article 9.5.3°, alinéa 2 et article 10.2.3°);

— le placement des panneaux additionnels M3 ou M5 avec les signaux D1 (article 10, alinéas 2, 3 et 4);

— le placement des panneaux additionnels M2 ou M4 avec les signaux F19 (article 12.6.3°);

— le placement des panneaux additionnels M9 ou M10 avec les signaux B1 (article 8.1.1°), B5 (article 8.3.2°) et B7 (article 8.9.2°).

Le but des prescriptions en matière de signalisation routière est de fournir une indication claire et cohérente du sens unique limité et de garantir une protection optimale aux carrefours.

2.2. Evaluation et points critiques

Diverses réactions des communes et des organisations de cyclistes et des contacts avec celles-ci ont abouti à un certain nombre de remarques et questions.

Les difficultés soulevées sont les suivantes :

— des doutes concernant la sécurité des cyclistes;

— le nombre et le coût des signaux;

— la largeur libre minimale recommandée de la chaussée de 3,50 mètres comme règle générale, avec la possibilité de déroger dans des cas particuliers.

C'est pourquoi j'ai chargé mon administration de revoir cette problématique en collaboration avec l'Institut belge pour la Sécurité routière, une douzaine de communes réparties à Bruxelles, en Flandre et en Wallonie, les gestionnaires des routes régionales et l'Union des Villes et Communes. L'a.s.b.l. Pro Vélo, un bureau d'étude spécialisé dans la problématique cycliste, a également collaboré à l'évaluation.

Après examen des points critiques évoqués ci-dessus, ce qui suit a pu être dégagé.

2.2.1. Effets sur la sécurité routière

Les études d'accidents entreprises tant à l'étranger que dans notre pays permettent de conclure que le nombre d'accidents suite à l'instauration d'un sens unique limité n'a pas augmenté. Lorsque des accidents surviennent, il apparaît qu'ils ne sont pas nécessairement la conséquence de la mesure elle-même. Par ailleurs, ces accidents ne surviennent pas dans la rue mais aux carrefours. Un moyen simple pour signaler la présence des cyclistes en contresens aux carrefours ou dans les virages consiste dans le fait de tracer au sol sur quelques mètres les marques discontinues délimitant une piste cyclable avec le symbole de la bicyclette.

2.2.2. Le nombre de panneaux additionnels exigés

Les panneaux additionnels doivent être placés avec les signaux F19 et C1 et les signaux C31 ou D1, qui sont placés sur les voies publiques adjacentes.

La signalisation prévue avec les panneaux additionnels est de surcroît exigée pour indiquer les règles de priorité aux carrefours.

Des discussions, il est apparu que le coût de la signalisation n'est pas en elle-même un véritable obstacle pour l'instauration d'un sens unique limité.

Le besoin ou la nécessité du placement des signaux prévus (B17, B1 ou B5 avec les panneaux additionnels) fait actuellement l'objet d'un examen dans le cadre d'une étude plus générale des prescriptions en matière de signalisation de fin de section de route à sens unique [cf. les articles 8.1.1° b, 8.3.2° *b)* et 8.9.2° *c)* de l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et le point 9.1. de la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière]. Jusqu'à nouvel ordre, il convient de placer cette signalisation.

Het is evenwel niet mogelijk om, zoals door sommigen werd gesuggereerd, het principe van het éénrichtingsverkeer om te keren, nl. bij wijze van een algemeen verkeersvoorschrift het fietsverkeer in beide richtingen toelaten in alle straten gesignaleerd door de verkeersborden F19 en C1 en het verbod om zulks te doen door middel van onderborden aan te duiden. In die optiek zou het beperkt éénrichtingsverkeer de regel worden en het gewoon éénrichtingsverkeer de uitzondering. Dergelijk voorschrift druist in tegen de internationale voorschriften opgenomen in het Verdrag inzake de Verkeerstekens en Bijlagen, opgemaakt te Wenen op 8 november 1968, waarin aan het verkeersbord, dat overeenstemt met het Belgische bord F19 de betekenis werd toegekend van « éénrichtingsweg ». Dit Verdrag werd door de wet van 30 september 1988 door België geratificeerd, waardoor we verplicht zijn dit internationaal akkoord, behoudens herziening, na te leven.

Verder blijft het noodzakelijk om zowel de borden F19 als de borden C1 te plaatsen. Het weglaten van het verkeersbord F19 zou een juridisch vacuüm creëren omtrent het statuut van de weg. Dit zou een impact hebben op een aantal verkeersregels van de wegcode die verbonden zijn aan de plaatsing van het verkeersbord F19 zoals de plaats op de openbare weg of het parkeren.

2.2.3. De aanbevolen vrije rijbaanbreedte om fietsverkeer in de tegenrichting toe te laten

De vooropgestelde aanbevolen breedte van 3,50 meter werd meestal als strikte norm gehanteerd. Er werd zelden van afgeweken. Dit is wellicht de voornaamste reden waarom er niet méér straten met beperkt éénrichtingsverkeer werden ingevoerd.

Nochtans blijkt uit de eigen ervaring en uit buitenlands onderzoek dat een vrije rijbaanbreedte van 3 meter de veiligheid van de fietsers niet noodzakelijk in het gedrang brengt, hooguit vermindert het comfort.

Om het fietsverkeer op meer systematische wijze toegang te geven tot éénrichtingsstraten, wordt ingevolge deze omzendbrief de algemene regel voor deze maatregel dan ook als volgt bepaald : een minimale vrije rijbaanbreedte van drie meter is voldoende. Dit is het geval bv. wanneer er geen of zeer weinig verkeer van zware voertuigen is (voornamelijk lokale bediening), bv. in straten met hoofdzakelijk plaatsgebonden verkeer, bv. waar niet links in de rijrichting wordt geparkeerd of bv. in autoluwe gebieden.

Alle zone 30-gebieden, en al de andere verblijfsgebieden, komen daartoe in aanmerking. Dit is eveneens het geval wanneer de weg in kwestie een belangrijke verbindingsweg vormt voor fietsers naar bv. een school of een sport- of recreatiecentrum.

Indien deze voorwaarden niet zijn vervuld, dan moet de vrije rijbaanbreedte noodzakelijkerwijze breder zijn, in sommige gevallen zelfs breder dan 3,5 meter.

In uitzonderlijke gevallen kan dan weer een nog smallere rijbaan volstaan, met een minimum van 2,60 meter, bv. wanneer de betrokken straat een essentiële schakel vormt in een fietsroute of wanneer omrijden voor de fietser een te grote omweg vormt over gevaarlijke wegen met gevaarlijke kruispunten. Dit is ook het geval wanneer de straat slechts zeer lokaal beperkt is tot deze minimumbreedte en er zich op die plaats geen fundamenteel onveiligheidsprobleem voor fietsers voordoet. Essentiële voorwaarden zijn wel dat fietsers en automobilisten een goed zicht hebben op elkaar en dat er enige uitwijkmogelijkheid bestaat.

3. Systematische invoering van beperkt éénrichtingsverkeer

Uit wat voorafgaat blijkt der er in feite geen bezwaren bestaan voor het meer systematisch openstellen van éénrichtingsstraten voor fietsverkeer (+ bromfietsen klasse A) in dubbele richting.

3.1. Invoeren van éénrichtingsverkeer.

In het kader van de politiek van de federale regering om het fietsverkeer te stimuleren en aldus op (in)directe wijze de verkeersleefbaarheid te verhogen, wordt er er bij alle wegbeheerders op aangedrongen om bij het invoeren van éénrichtingsverkeer op systematische wijze het fietsverkeer in beide richtingen toe te laten; gewoon éénrichtingsverkeer is maar aangewezen indien dwingende redenen van verkeersveiligheid het vereisen.

Er werd ten andere opdracht gegeven aan de Dienst voor het Inspecteren van de Verkeerstekens om alle aanvullende reglementen terzake te onderzoeken vanuit deze invalshoek.

Il n'est cependant pas possible, comme d'aucuns l'ont suggéré, de choisir comme principe dans un sens unique, notamment par le biais d'une règle générale de circulation, que la circulation des cycles soit admise dans les deux sens dans toutes les rues signalées par les signaux F19 et C1 et que l'interdiction serait dès lors signalée par un panneau additionnel. Dans cette optique, le sens unique limité de circulation serait la règle et le sens unique usuel l'exception. Une telle prescription irait à l'encontre des règles internationales de la Convention sur la Signalisation routière et Annexes faite à Vienne le 8 novembre 1968 dans laquelle le signal qui correspond au signal belge F19 a pour signification « voie à sens unique ». Cette Convention a été ratifiée par la Belgique par la loi du 30 septembre 1988 et, dès lors, nous sommes tenus, sous réserve de révision, de suivre cet accord international.

De surcroît, il est nécessaire de placer et les signaux F19 et les signaux C1. L'abandon du signal F19 créerait un vide juridique concernant le statut de la voie publique. Cela aurait un impact sur un ensemble de règles de circulation du code de la route qui sont liées au placement du signal F19 comme la place sur la voie publique ou le stationnement.

2.2.3. La largeur libre minimale de la chaussée pour autoriser la circulation des cyclistes à contresens

La largeur de 3,50 m recommandée comme base de référence a souvent été dénoncée comme une norme stricte. On y fait rarement exception. C'est peut-être la principale raison pour laquelle l'on n'a pas instauré plus de rues à sens unique limité.

Pourtant, il apparaît de notre propre expérience et de recherches à l'étranger qu'une largeur libre de la chaussée de 3 mètres ne met pas nécessairement la sécurité des cyclistes en danger, tout au plus le confort est diminué.

Afin d'autoriser de manière plus systématique la circulation des cyclistes à contresens dans les sens uniques, la règle générale pour cette mesure est fixée selon la présente lettre circulaire comme suit : une largeur libre de chaussée de trois mètres est suffisante. C'est le cas par exemple lorsqu'il n'y a pas ou peu de circulation de véhicules lourds (principalement une desserte locale) dans des rues à circulation essentiellement locale, ou lorsqu'il n'y a pas de stationnement à gauche, ou encore dans des zones à faible circulation automobile.

Toutes les zones 30, mais également d'autres quartiers à vocation résidentielle, entrent dès lors en ligne de compte. C'est également le cas lorsque la route en question constitue une liaison importante pour les cyclistes se rendant pas exemple à l'école ou à un centre sportif ou récréatif.

Si ces conditions ne sont pas remplies, la largeur libre de la chaussée doit nécessairement être plus large et dans certains cas même plus que 3,50 mètres.

Dans des cas exceptionnels, la chaussée existante peut encore être plus étroite; avec un minimum de 2,60 mètres, par exemple lorsque la rue en cause constitue un lien essentiel dans un itinéraire cycliste ou lorsque le trajet à effectuer par le cycliste constitue un détour trop important via des routes dangereuses avec des carrefours dangereux. C'est également le cas lorsque la rue est ramenée très localement à cette largeur et que, sur place, ne se posent pas de problèmes fondamentaux d'insécurité pour les cyclistes. Les conditions essentielles sont que les cyclistes et les automobilistes se perçoivent bien respectivement et qu'il soit possible de s'écarter quelque peu.

3. Instauration systématique du sens unique limité

De ce qui précède, il apparaît qu'il n'y a de fait pas d'obstacle pour une ouverture plus systématique des voies publiques à sens unique à la circulation des cyclistes (et des conducteurs de cyclomoteurs classe A) dans les deux sens.

3.1. Instauration d'un sens unique

Dans le cadre de la politique du gouvernement fédéral pour stimuler la circulation des cyclistes et, en conséquence, de manière directe ou indirecte d'accroître la qualité de l'environnement routier, on ne peut qu'insister auprès de tous les gestionnaires de voiries pour qu'ils autorisent de manière systématique, lors de l'instauration de sens uniques, la circulation cyclable dans les deux sens; le sens unique classique est toutefois indiqué lorsque des raisons pertinentes de sécurité l'imposent.

Des directives ont été données au Service d'Inspection de la Signalisation routière afin que tous les règlements complémentaires en la matière soient examinés dans cette optique.

In nieuwe verkavelingen of woonzones dient, in voorkomend geval, vanaf de aanvang met dit nieuwe principe rekening te worden gehouden. De combinatie van beperkt éénrichtingsverkeer met de aanleg van fietsverbindingen tussen de straten onderling, als kortere verbindingsweg, is hier aanbevolen.

Wanneer langs beide kanten van de rijbaan geparkeerd wordt en daardoor geen vrije ruimte van 3 meter over is om de fietsers in tegenrichting te laten rijden, dan dient overwogen te worden om éénzijdig parkeerverbod in te voeren zodat ook het beperkt éénrichtingsverkeer van toepassing kan worden gemaakt.

3.2. Reeds bestaand éénrichtingsverkeer

Gelijktijdig wordt gevraagd om systematisch de bestaande éénrichtingsstraten te onderzoeken in functie van de nieuwe normen met als bedoeling ze voor fietsverkeer in beide richtingen open te stellen.

4. Inrichting van het beperkt éénrichtingsverkeer

Voor de inrichting zelf bepaalt de wegbeheerder, zoals voorheen, de keuze in functie van de plaatselijke situatie : gemengd verkeer, al dan niet in combinatie met een parkeerregeling, een fietssuggestiestrook gekoppeld aan een parkeerverbod, fietsverkeer op een fietspad gemarkeerd of verhoogd en gesignaleerd door de borden D7 of D9, een aanloopfietspad op kruispunten, enz.

Er moet in elk geval bijzondere aandacht gegeven worden aan de inrichting op kruispunten aangezien precies daar ongevallen zijn geregistreerd.

Bovendien is het ten zeerste aangewezen reeds vóór en zeker na de invoering van het beperkt éénrichtingsverkeer de weggebruikers door middel van bijzondere panelen te informeren over de gewijzigde verkeerssituatie.

In de brochure « Fietsvoorzieningen — Aanbevelingen voor fietsvriendelijke verkeersinfrastructuur », uitgegeven in 1996 door het Belgisch Instituut voor de Verkeersveiligheid, zijn — in het bijzonder in hoofdstuk 4.6 — een aantal aanbevelingen gegeven voor de inrichting van beperkt éénrichtingsverkeer in straatsecties en op kruispunten.

Deze brochure bevat daarenboven nog tal van andere, goede raadgevingen en instructies voor een fietsveilig en -vriendelijk verkeer, zodanig dat ze als leidraad mag dienen voor uw beleid.

5. Nuttige adressen

Ministerie van Verkeer en Infrastructuur,

Dienst Wegveiligheid,

Directie Verkeersveiligheid (D1)

Residence Palace, Blok C (4° V)

Wetstraat 155, 1040 Brussel

Tel. 02/287.44.13 — fax 02/287.44.00

Belgisch Instituut voor de Verkeersveiligheid (B.I.V.V.) VZW

Haachtsesteenweg 1405 — 1130 Brussel

Tel. 02/244.15.11 — fax 02/216.43.42

Tevens wordt verwezen naar het « Repertorium van de Verkeersveiligheid », uitgegeven eind 1997 door het B.I.V.V., waarin een volledige adressenlijst is vermeld van alle diensten en organisaties in verband met verkeersveiligheid.

De aandacht wordt bovendien gevestigd op de andere maatregelen die getroffen werden o.m. in verband met het fietsen en die vermeld staan in afzonderlijke koninklijke besluiten en omzendbrieven, die in werking treden op 1 november 1998.

De Staatssecretaris voor Veiligheid,
J. Peeters.

Dans de nouveaux lotissements ou dans des quartiers d'habitations, il convient, le cas échéant et dès l'origine, de prendre en compte ce nouveau principe. La combinaison du sens unique limité avec l'aménagement de liaisons cyclables entre le réseau de rues est recommandé en guise de raccourcis.

Lorsque le long des deux côtés de la chaussée il y a du stationnement et que l'espace libre de 3 mètres n'est pas disponible pour les cyclistes à contresens, il faut envisager une interdiction de stationnement d'un côté de telle sorte que l'on puisse rendre applicable le sens unique limité.

3.2. Les sens uniques existants

De la même manière, il a été demandé de réexaminer de manière systématique les sens uniques existants en fonction des nouvelles normes aux fins d'instaurer la circulation des cyclistes dans les deux sens de circulation.

4. Instauration d'un sens unique limité

Pour ce qui concerne l'instauration même de la mesure, le gestionnaire de la voirie a, comme par le passé, le choix en fonction de la situation locale : circulation mixte, en combinaison ou non avec une réglementation du stationnement, piste cyclable suggérée liée à une interdiction de stationnement, circulation des cyclistes sur une piste cyclable, marquée en chaussée ou en saillie et signalée par les signaux D7 ou D9, pistes cyclables ponctuelles marquées aux carrefours, etc.

L'on doit, dans chaque cas, prêter une attention particulière à l'aménagement des carrefours car ce sont à ces endroits que les accidents sont relevés.

En outre, il est vivement recommandé qu'avant et certainement après l'instauration du sens unique limité, les usagers soient informés de la modification de circulation par un panneau particulier.

Dans la brochure « Aménagements cyclables — Recommandations pour une infrastructure à la mesure des cyclistes » éditée en 1996 par l'Institut belge pour la Sécurité routière, un ensemble de recommandations sont répertoriées — en particulier dans le chapitre 4.6. — concernant l'instauration de sens uniques limités dans les sections de routes et aux carrefours.

Cette brochure contient en outre bon nombre d'autres bons conseils et instructions pour une circulation cycliste sûre et conviviale, à telle enseigne qu'elles peuvent vous servir comme lignes de conduite dans votre action.

5. Adresses utiles.

Ministère des Communications et de l'Infrastructure

Service Sécurité Routière,

Direction Sécurité de la Circulation (D1)

Résidence Palace, Bloc C, 4ème étage

Rue de la Loi 155, 1040 Bruxelles

Tél : 02/287.44.15 - télécopie : 02/284.44.00.

Institut belge pour la Sécurité routière (I.B.S.R.) A.S.B.L.

Chaussée de Haecht 1405, 1130 Bruxelles

Tél : 02/244.15.11 - télécopie : 02/216.43.42.

En outre, il y a lieu de se référer au « Répertoire de la Sécurité routière » édité fin 1997 par l'I.B.S.R., répertoire dans lequel se trouve une liste complète d'adresses de tous les services et organismes en liaison avec la sécurité routière.

De plus, l'attention est attirée sur les autres mesures qui sont reprises dans des arrêtés royaux particuliers et lettres circulaires qui entrent en application le 1er novembre 1998.

Le Secrétaire d'Etat à la Sécurité,
J. Peeters.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[98/09923]

Rechterlijke Orde. — Vacante betrekkingen

— griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde : 1, vanaf 1 mei 1999;

— administratief agent bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Doornik : 1. (*)

De kandidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven aan de Minister van Justitie, Directoraat-Generaal Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. II, Waterloolaan 115, 1000 Brussel, worden gericht binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

De kandidaten dienen een afschrift bij te voegen van het bewijs dat zij geslaagd zijn voor het examen voor de griffies en parketten van hoven en rechtbanken, ingericht door de Minister van Justitie, en dit voor het ambt waarvoor zij kandidaat zijn.

(*) De geslaagden voor een wervingsexamen voor de graden van telefoniste of bode behouden hun aanspraken op benoeming in de graad van administratief agent, voor zover zij slaagden in het examen georganiseerd in het gerechtsgebied van het hof van beroep waar zij zich kandidaat stellen (artikel 24 van het koninklijk besluit van 19 maart 1996).

[98/09926]

Gerechtsdeurwaarders. — Vacante betrekking

— gerechtsdeurwaarder in het gerechtelijk arrondissement Marche-en-Famenne : 1.

De kandidaat voor een ambt van gerechtsdeurwaarder richt zijn aanvraag bij een ter post aangetekende brief tot de heer Minister van Justitie, Directoraat-Generaal, Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. I., Waterloolaan 115, 1000 Brussel en tot de voorzitter van de Nationale Kamer van de gerechtsdeurwaarders en zendt eveneens aangetekend een afschrift ervan samen met zijn dossier, bevattende de documenten die staven dat hij voldoet aan de voorwaarden gesteld in artikel 510 van het Gerechtelijk Wetboek, aan de syndicus-voorzitter van de raad van de arrondissementskamer waar hij solliciteert, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 512 van het Gerechtelijk Wetboek).

Voor elke kandidatuur dient een afzonderlijk schrijven te worden gericht.

[C − 98/09908]

Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen

Inhoud

L 282 20 oktober 1998

I. Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing

Verordening (EG) nr. 2244/98 van de Commissie van 19 oktober 1998 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit

Verordening (EG) nr. 2245/98 van de Commissie van 19 oktober 1998 inzake de levering van plantaardige olie als voedselhulp

Verordening (EG) nr. 2246/98 van de Commissie van 19 oktober 1998 inzake de levering van granen als voedselhulp

* Verordening (EG) nr. 2247/98 van de Commissie van 13 oktober 1998 tot wijziging van bijlage II van Verordening (EEG) nr. 2455/92 van de Raad betreffende de in- en uitvoer van bepaalde gevaarlijke chemische stoffen (Voor de EER relevante tekst)

* Verordening (EG) nr. 2248/98 van de Commissie van 19 oktober 1998 tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 2568/91 inzake de kenmerken van olijfoliën en oliën uit afvallen van olijven en de desbetreffende analysemethoden en van de aanvullende aantekeningen van bijlage I bij Verordening (EEG) nr. 2658/87 van de Raad met betrekking tot de tarief- en statistieknomenclatuur en het gemeenschappelijk douanetarief

* Verordening (EG) nr. 2249/98 van de Commissie van 19 oktober 1998 tot instelling van een voorlopig antidumpingrecht en een voorlopig compenserend recht op de invoer van gekweekte Atlantische zalm van oorsprong uit Noorwegen, en tot wijziging van Besluit 97/634/EG

MINISTERE DE LA JUSTICE

[98/09923]

Ordre judiciaire. — Places vacantes

— greffier au tribunal de première instance de Termonde : 1, à partir du 1er mai 1999;

— agent administratif au parquet du procureur du Roi près le tribunal de 1e instance de Tournai : 1. (*)

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. II, boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Les candidats sont priés de joindre une copie de l'attestation de réussite de l'examen organisé par le Ministre de la Justice, pour les greffes et les parquets des cours et tribunaux et ce, pour l'emploi qu'ils postulent.

(*) Les lauréats d'un examen de recrutement pour le grade de téléphoniste ou de messager conservent leurs titres à la nomination au grade d'agent administratif, pour autant qu'ils aient réussi l'examen organisé dans le ressort de la cour d'appel où ils postulent (article 24 de l'arrêté royal du 19 mars 1996).

[98/09926]

Huissiers de justice. — Place vacante

— huissier de justice dans l'arrondissement judiciaire de Marche-en-Famenne : 1.

Le candidat à une place d'huissier de justice adresse sa requête par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. I., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles et au président de la Chambre nationale des huissiers de justice et également par recommandé une copie de celle-ci, ainsi que son dossier comprenant des documents prouvant qu'il remplit les conditions prévues à l'article 510 du Code judiciaire, au syndic-président du conseil de la chambre d'arrondissement dans lequel il demande sa nomination, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 512 du Code judiciaire).

Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature.

[C − 98/09908]

Journal officiel des Communautés européennes

Sommaire

L 282 20 octobre 1998

I. Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

Règlement (CE) n° 2244/98 de la Commission, du 19 octobre 1998, établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

Règlement (CE) n° 2245/98 de la Commission, du 19 octobre 1998, relatif à la fourniture d'huile végétale au titre de l'aide alimentaire

Règlement (CE) n° 2246/98 de la Commission, du 19 octobre 1998, relatif à la fourniture de céréales au titre de l'aide alimentaire

* Règlement (CE) n° 2247/98 de la Commission, du 13 octobre 1998, modifiant l'annexe II du règlement (CEE) n° 2455/92 du Conseil concernant les exportations et importations de certains produits chimiques dangereux (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

* Règlement (CE) n° 2248/98 de la Commission, du 19 octobre 1998, modifiant le règlement (CEE) n° 2568/91 relatif aux caractéristiques des huiles d'olive et des huiles de grignons d'olive ainsi qu'aux méthodes d'analyse y afférentes et les notes complémentaires figurant à l'annexe I du règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun

* Règlement (CE) n° 2249/98 de la Commission, du 19 octobre 1998, instituant des droits antidumping et compensateurs provisoires sur certaines importations de saumons atlantiques d'élevage originaires de Norvège et modifiant la décision 97/634/CE

Verordening (EG) nr. 2250/98 van de Commissie van 19 oktober 1998 tot vaststelling van de mate waarin gevolg kan worden gegeven aan de in oktober 1998 ingediende aanvragen om uitvoercertificaten voor producten van de sector rundvlees waarvoor een bijzondere behandeling geldt bij invoer in een derde land

Verordening (EG) nr. 2251/98 van de Commissie van 19 oktober 1998 tot vaststelling van de mate waarin gevolg kan worden gegeven aan de in oktober 1998 ingediende aanvragen om uitvoercertificaten voor producten van de sector rundvlees waarvoor een bijzondere behandeling geldt bij invoer in Canada

Verordening (EG) nr. 2252/98 van de Commissie van 19 oktober 1998 tot vaststelling van de communautaire producenten- en invoerprijzen voor anjers en rozen met het oog op de toepassing van de invoerregeling voor bepaalde producten van de bloementeelt van oorsprong uit Cyprus, Israël, Jordanië en Marokko alsmede de Westelijke Jordaanoever en de Gazastrook

II. Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing

Raad

98/585/EURATOM :

* Besluit van de Raad van 13 oktober 1998 houdende goedkeuring van de wijzigingen van de statuten van de gemeenschappelijke onderneming « Joint European Torus (JET), Joint Undertaking »

Informatie betreffende de inwerkingtreding van het bijkomend protocol bij de Overeenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en de Republiek Slovenië op het gebied van het vervoer

Commissie

98/586/EG :

* Beschikking van de Commissie van 29 september 1998 houdende goedkeuring van het enig multiregionale programmeringsdocument voor de omschakeling van de activiteiten van defensie in de in Frankrijk onder doelstelling 2 vallende regio's *(kennisgeving geschied onder nummer C(1998) 2787)*

98/587/EG :

* Beschikking van de Commissie van 9 oktober 1998 tot vaststelling van de financiële steun van de Gemeenschap voor de werking van bepaalde communautaire referentielaboratoria in de veterinaire sector *(kennisgeving geschied onder nummer C(1998) 2998)*

Rectificaties

* Rectificatie van Beschikking nr. 2119/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 24 september 1998 tot oprichting van een netwerk voor epidemiologische surveillance en beheersing van overdraagbare ziekten in de Europese Gemeenschap (PB L 268 van 3.10.1998)

L 283 21 oktober 1998

I. Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing

Verordening (EG) nr. 2253/98 van de Commissie van 20 oktober 1998 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit

Verordening (EG) nr. 2254/98 van de Commissie van 20 oktober 1998 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1758/98, teneinde de hoeveelheid waarop de permanente openbare inschrijving voor de uitvoer van zachte tarwe van bakkwaliteit uit Franse interventievoorraden betrekking heeft, tot 550 000 ton te verhogen

* Verordening (EG) nr. 2255/98 van de Commissie van 20 oktober 1998 tot vaststelling van een geraamde balans voor de voorziening van de Canarische eilanden met olijfolie in het kader van de specifieke regeling die is vastgesteld in de artikelen 2 en 3 van Verordening (EEG) nr. 1601/92 van de Raad

* Verordening (EG) nr. 2256/98 van de Commissie van 20 oktober 1998 tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 2026/92 houdende bepalingen ter uitvoering van de specifieke regeling voor de voorziening van Madeira met olijfolie en tot vaststelling van de voorzieningsbalans

* Verordening (EG) nr. 2257/98 van de Commissie van 20 oktober 1998 tot vaststelling van bijzondere maatregelen tot afwijking van Verordening (EEG) nr. 3719/88 in de sector groenten en fruit

* Verordening (EG) nr. 2258/98 van de Commissie van 20 oktober 1998 tot vaststelling van bijzondere maatregelen tot afwijking van Verordening (EEG) nr. 3719/88 in de sector verwerkte producten op basis van groenten en fruit

* Verordening (EG) nr. 2259/98 van de Commissie van 20 oktober 1998 betreffende de verkoop bij openbare inschrijving van rundvlees uit de voorraden van bepaalde interventiebureaus voor de productie van gehakt

Règlement (CE) n° 2250/98 de la Commission, du 19 octobre 1998, déterminant dans quelle mesure il peut être donné suite aux demandes de délivrance de certificats d'exportation déposées au mois d'octobre 1998 pour les produits du secteur de la viande bovine bénéficiant d'un traitement spécial à l'importation dans un pays tiers

Règlement (CE) n° 2251/98 de la Commission, du 19 octobre 1998, déterminant dans quelle mesure il peut être donné suite aux demandes de délivrance de certificats d'exportation déposées au mois d'octobre 1998 pour les produits du secteur de la viande bovine bénéficiant d'un traitement spécial à l'importation au Canada

Règlement (CE) n° 2252/98 de la Commission, du 19 octobre 1998, fixant les prix communautaires à la production et les prix communautaires à l'importation pour les illets et les roses pour l'application du régime à l'importation de certains produits de la floriculture originaires de Chypre, d'Israël, de Jordanie et du Maroc ainsi que de Cisjordanie et de la bande de Gaza

II. Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Conseil

98/585/EURATOM :

* Décision du Conseil, du 13 octobre 1998, approuvant les modifications des statuts de l'entreprise commune Joint European Torus (JET)

Information relative à l'entrée en vigueur du protocole additionnel à l'accord entre la Communauté économique européenne et la République de Slovénie dans le domaine des transports

Commission

98/586/CE :

* Décision de la Commission, du 29 septembre 1998, portant approbation du document unique de programmation plurirégional pour la reconversion des activités de défense dans les zones de l'objectif n° 2 en France *(notifiée sous le numéro C(1998) 2787)*

98/587/CE :

* Décision de la Commission, du 9 octobre 1998, concernant l'aide financière de la Communauté au fonctionnement de certains laboratoires communautaires de référence dans le domaine vétérinaire *(notifiée sous le numéro C(1998) 2998)*

L 283 21 octobre 1998

I. Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

Règlement (CE) n° 2253/98 de la Commission, du 20 octobre 1998, établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

Règlement (CE) n° 2254/98 de la Commission, du 20 octobre 1998, modifiant le règlement (CE) n° 1758/98 et portant à 550 000 tonnes l'adjudication permanente pour l'exportation de blé tendre panifiable détenu par l'organisme d'intervention français

* Règlement (CE) n° 2255/98 de la Commission, du 20 octobre 1998, établissant le bilan prévisionnel d'approvisionnement en huile d'olive des îles Canaries dans le cadre du régime spécifique prévu aux articles 2 et 3 du règlement (CEE) n° 1601/92 du Conseil

* Règlement (CE) n° 2256/98 de la Commission, du 20 octobre 1998, modifiant le règlement (CEE) n° 2026/92 portant modalités d'application du régime spécifique pour l'approvisionnement en huile d'olive de Madère et établissant le bilan d'approvisionnement prévisionnel

* Règlement (CE) n° 2257/98 de la Commission, du 20 octobre 1998, portant mesures spéciales dérogeant au règlement (CEE) n° 3719/88 dans le secteur des fruits et légumes

* Règlement (CE) n° 2258/98 de la Commission, du 20 octobre 1998, portant mesures spéciales dérogeant au règlement (CEE) n° 3719/88 dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes

* Règlement (CE) n° 2259/98 de la Commission, du 20 octobre 1998, relatif à la vente, dans le cadre d'une procédure d'adjudication, de viandes bovines détenues par certains organismes d'intervention en vue de la production de viande hachée

Verordening (EG) nr. 2260/98 van de Commissie van 20 oktober 1998 tot vaststelling van de uitvoerrestituties in de sector van op basis van groenten en fruit verwerkte producten, andere dan voor toegevoegde suiker toegekende restituties

II. Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing

Commissie

98/589/EG :

* Beschikking van de Commissie van 12 oktober 1998 betreffende de verlenging van de maximumtermijn voor de aanbrenging van oormerken bij bepaalde runderen van de Spaanse veestapel *(kennisgeving geschied onder nummer C(1998) 2868)* (Voor de EER relevante tekst)

98/590/EG :

* Beschikking van de Commissie van 13 oktober 1998 betreffende de verlenging van de maximumtermijn voor de kennisgeving van de slacht van runderen aan de nationale Zweedse gegevensbank *(kennisgeving geschied onder nummer C(1998) 2865)* (Voor de EER relevante tekst)

Rectificaties

Rectificatie op Verordening (EG) nr. 2220/98 van de Commissie van 15 oktober 1998 tot vaststelling van de invoerrechten in de sector granen (PB L 279 van 16.10.1998)

L 284 22 oktober 1998

I. Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing

* Verordening (EG) nr. 2262/98 van de Raad van 19 oktober 1998 tot vaststelling van bepaalde maatregelen betreffende de invoer van been verwerkte landbouwproducten uit Zwitserland om rekening te houden met de resultaten van de in het kader van de Uruguay-ronde gevoerde onderhandelingen in de landbouwsector

Verordening (EG) nr. 2263/98 van de Commissie van 20 oktober 1998 tot vaststelling van het beloop van de van 1 juli 1998 tot en met 30 juni 1999 bij invoer in de Gemeenschap van onder Verordening (EG) nr. 3448/93 van de Raad vallende goederen van herkomst uit Zwitserland toe te passen agrarische elementen en aanvullende invoerrechten

Verordening (EG) nr. 2264/98 van de Commissie van 21 oktober 1998 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit

Verordening (EG) nr. 2265/98 van de Commissie van 21 oktober 1998 tot vaststelling, voor de sector suiker, van de representatieve prijzen en de bedragen van de aanvullende invoerrechten voor melasse

Verordening (EG) nr. 2266/98 van de Commissie van 21 oktober 1998 tot wijziging van de restituties bij uitvoer van witte en ruwe suiker in onveranderde vorm

Verordening (EG) nr. 2267/98 van de Commissie van 21 oktober 1998 tot vaststelling van het maximumbedrag van de restitutie bij uitvoer van witte suiker voor de twaalfde deelinschrijving in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 1574/98

* Verordening (EG) nr. 2268/98 van de Commissie van 21 oktober 1998 houdende zeventiende wijziging van Verordening (EG) nr. 913/97 tot vaststelling van buitengewone maatregelen ter ondersteuning van de markt in de sector varkensvlees in Spanje

* Verordening (EG) nr. 2269/98 van de Commissie van 21 oktober 1998 houdende opening van een permanente openbare inschrijving voor de vaststelling van de uitvoerrestituties voor olijfolie voor het verkoopseizoen 1998/1999

Verordening (EG) nr. 2270/98 van de Commissie van 21 oktober 1998 tot wijziging van de invoerrechten in de sector rijst

Verordening (EG) nr. 2271/98 van de Commissie van 21 oktober 1998 tot vaststelling van de mate waarin gevolg kan worden gegeven aan de in oktober 1998 ingediende aanvragen om invoercertificaten voor de tariefcontingenten voor rundvlees, die bij Verordening (EG) nr. 1279/98 zijn vastgesteld voor de Republiek Polen, de Republiek Hongarije, de Tsjechische Republiek, Slowakije, Bulgarije en Roemenië

Règlement (CE) n° 2260/98 de la Commission, du 20 octobre 1998, fixant les restitutions à l'exportation dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes, autres que celles octroyées au titre des sucres d'addition

II. Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Commission

98/589/CE :

* Décision de la Commission, du 12 octobre 1998, concernant une prolongation du délai maximal prévu pour l'apposition de marques auriculaires sur certains bovins faisant partie du cheptel *espagnol (notifiée sous le numéro C(1998) 2868)* (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

98/590/CE :

* Décision de la Commission, du 13 octobre 1998, concernant une prolongation du délai maximal prévu pour la notification de l'abattage de bovins à la base de données nationale suédoise *(notifiée sous le numéro C(1998) 2865)* (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Rectificatifs

* Rectificatif au règlement (CE) n° 2472/97 de la Commission, du 11 décembre 1997, modifiant le règlement (CEE) n° 2568/91 relatif aux caractéristiques des huiles d'olive et des huiles de grignons d'olive ainsi qu'aux méthodes d'analyse y afférentes et le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun (JO L 341 du 12.12.1997)

Rectificatif au règlement (CE) n° 2220/98 de la Commission du 15 octobre 1998 fixant les droits à l'importation dans le secteur des céréales (JO L 279 du 16.10.1998)

L 284 22 octobre 1998

I. Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

* Règlement (CE) n° 2262/98 du Conseil, du 19 octobre 1998, établissant certaines mesures concernant l'importation de produits agricoles transformés de Suisse pour tenir compte des résultats des négociations du cycle d'Uruguay dans le secteur agricole

Règlement (CE) n° 2263/98 de la Commission, du 20 octobre 1998, déterminant les montants des éléments agricoles ainsi que les droits additionnels applicables pendant la période du 1er juillet 1998 au 30 juin 1999 inclus à l'importation dans la Communauté des marchandises relevant du règlement (CE) n° 3448/93 du Conseil en provenance de Suisse

Règlement (CE) n° 2264/98 de la Commission, du 21 octobre 1998, établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

Règlement (CE) n° 2265/98 de la Commission, du 21 octobre 1998, fixant les prix représentatifs et les montants des droits additionnels à l'importation des mélasses dans le secteur du sucre

Règlement (CE) n° 2266/98 de la Commission, du 21 octobre 1998, modifiant les restitutions à l'exportation du sucre blanc et du sucre brut en l'état

Règlement (CE) n° 2267/98 de la Commission, du 21 octobre 1998, fixant le montant maximal de la restitution à l'exportation de sucre blanc pour la douzième adjudication partielle effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CE) n° 1574/98

* Règlement (CE) n° 2268/98 de la Commission, du 21 octobre 1998, portant dix-septième modification du règlement (CE) n° 913/97 arrêtant des mesures exceptionnelles de soutien du marché dans le secteur de la viande de porc en Espagne

* Règlement (CE) n° 2269/98 de la Commission, du 21 octobre 1998, concernant l'ouverture d'une adjudication permanente pour la détermination des restitutions à l'exportation d'huile d'olive pour la campagne de commercialisation 1998/1999

Règlement (CE) n° 2270/98 de la Commission, du 21 octobre 1998, modifiant les droits à l'importation dans le secteur du riz

Règlement (CE) n° 2271/98 de la Commission, du 21 octobre 1998, déterminant la mesure dans laquelle peuvent être acceptées les demandes de certificats d'importation introduites en octobre 1998 pour les contingents tarifaires de viandes bovines prévus par le règlement (CE) n° 1279/98 pour la République de Pologne, la République de Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie, la Bulgarie et la Roumanie

II. Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing

Raad

98/591/EG :

* Besluit van de Raad van 13 oktober 1998 betreffende de sluiting van de Overeenkomst inzake wetenschappelijke en technologische samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en de regering van de Verenigde Staten van Amerika

Overeenkomst inzake wetenschappelijke en technologische samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en de regering van de Verenigde Staten van Amerika

98/592/EG :

* Besluit van de Raad van 15 oktober 1998 tot toekenning van aanvullende macro-financiële bijstand aan Oekraïne

98/593/EG :

* Besluit nr. 2/98 van de Associatieraad, associatie tussen de Europese Gemeenschappen en hun lidstaten, enerzijds, en de Slowaakse Republiek, anderzijds, van 9 oktober 1998 tot vaststelling van de voorwaarden voor de deelname van de Slowaakse Republiek aan het meerjarenprogramma ter bevordering van de energie-efficiëntie in de Gemeenschap (SAVE II)

Rectificaties

* Rectificatie van Besluit 98/319/EG van de Raad van 27 april 1998 betreffende de regeling inzake de machtiging van ambtenaren en personeelsleden van het secretariaat-generaal van de Raad voor de raadpleging van gerubriceerde gegevens die de Raad in zijn bezit heeft (PB L 140 van 12.5.1998)

L 285 22 oktober 1998

I. Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing

...

II. Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing

Raad

98/588/EG :

* Besluit van de Raad van 13 oktober 1998 betreffende de sluiting door de Europese Gemeenschap van de Interimovereenkomst betreffende de handel en aanverwante zaken tussen de Europese Gemeenschap, de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, enerzijds, en de Republiek Azerbeidzjan, anderzijds

Interimovereenkomst betreffende de handel en aanverwante zaken tussen de Europese Gemeenschap, de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, enerzijds, en de Republiek Azerbeidzjan, anderzijds

Protocol betreffende wederzijdse bijstand tussen de administratieve autoriteiten in douanezaken

*Slotakte

L 286 23 oktober 1998

I. Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing

Verordening (EG) nr. 2272/98 van de Commissie van 22 oktober 1998 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit

Verordening (EG) nr. 2273/98 van de Commissie van 22 oktober 1998 tot vaststelling van de mate waarin gevolg kan worden gegeven aan de aanvragen voor invoercertificaten die in oktober 1998 voor bepaalde melkproducten zijn ingediend in het kader van bepaalde tariefcontingenten, geopend bij Verordening (EG) nr. 1374/98

Verordening (EG) nr. 2274/98 van de Commissie van 22 oktober 1998 tot vaststelling van de mate waarin gevolg kan worden gegeven aan de aanvragen om invoercertificaten, die in oktober 1998 worden ingediend op grond van de tariefcontingenten voor de invoer van bepaalde producten in de varkensvleessector voor de periode van 1 oktober tot en met 31 december 1998

Verordening (EG) nr. 2275/98 van de Commissie van 22 oktober 1998 tot vaststelling van de hoeveelheid van bepaalde producten van de sector varkensvlees die, in het kader van de regeling die is vastgesteld in de tussen de Gemeenschap, enerzijds, en Estland, Letland en Litouwen, anderzijds, gesloten Overeenkomsten betreffende vrijhandel, beschikbaar is voor het eerste kwartaal van 1999

Verordening (EG) nr. 2276/98 van de Commissie van 22 oktober 1998 tot vaststelling van de mate waarin gevolg kan worden gegeven aan de aanvragen om invoercertificaten voor bepaalde producten in de

II. Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Conseil

98/591/EC :

* Décision du Conseil, du 13 octobre 1998, relative à la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la Communauté européenne et le gouvernement des États-Unis d'Amérique

Accord de coopération scientifique et technologique entre la Communauté européenne et le gouvernement des États-Unis d'Amérique

98/592/CE :

* Décision du Conseil, du 15 octobre 1998, portant attribution d'une aide macrofinancière supplémentaire à l'Ukraine

98/593/CE :

* Décision n° 2/98 du Conseil d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République slovaque, d'autre part, du 9 octobre 1998, portant adoption des conditions et des modalités de la participation de la République slovaque au programme communautaire de promotion de l'efficacité énergétique - SAVE II

Rectificatifs

* Rectificatif à la décision 98/319/CE du Conseil du 27 avril 1998 relative aux modalités selon lesquelles les fonctionnaires et agents du Secrétariat général du Conseil peuvent être autorisés à avoir accès à des informations classifiées détenues par le Conseil (JO L 140 du 12.5.1998)

L 285 22 octobre 1998

I. Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

...

II. Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Conseil

98/588/CE :

* Décision du Conseil du 13 octobre 1998 relative à la conclusion par la Communauté européenne de l'accord intérimaire pour le commerce et les mesures d'accompagnement entre la Communauté européenne, la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et la République d'Azerbaïdjan, d'autre part

Accord intérimaire pour le commerce et les mesures d'accompagnement entre la Communauté européenne, la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et la République d'Azerbaïdjan, d'autre part

Protocole concernant l'assistance mutuelle entre les autorités administratives en matière douanière

* Acte final

L 286 23 octobre 1998

I. Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

Règlement (CE) n° 2272/98 de la Commission, du 22 octobre 1998, établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

Règlement (CE) n° 2273/98 de la Commission, du 22 octobre 1998, déterminant la mesure dans laquelle les demandes de certificats d'importation introduites en octobre 1998 pour certains produits laitiers dans le cadre de certains contingents tarifaires ouverts par le règlement (CE) n° 1374/98 de la Commission peuvent être acceptées

Règlement (CE) n° 2274/98 de la Commission, du 22 octobre 1998, déterminant la mesure dans laquelle les demandes de certificats d'importation introduites en octobre 1998 peuvent être acceptées dans le cadre des contingents tarifaires d'importation pour certains produits dans le secteur de la viande de porc pour la période du 1er octobre au 31 décembre 1998

Règlement (CE) n° 2275/98 de la Commission, du 22 octobre 1998, déterminant la quantité disponible pour le premier trimestre de 1999 pour certains produits à base de viande de porc dans le cadre du régime prévu par les accords sur la libéralisation des échanges entre la Communauté, d'une part, et la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie, d'autre part

Règlement (CE) n° 2276/98 de la Commission, du 22 octobre 1998, déterminant la mesure dans laquelle les demandes de certificats d'importation introduites en octobre 1998 pour certains produits à

sector varkensvlees, die in oktober 1998 worden ingediend op grond van de regeling die is vastgesteld in de door de Gemeenschap gesloten overeenkomst met Slovenië

Verordening (EG) nr. 2277/98 van de Commissie van 22 oktober 1998 tot vaststelling van de mate waarin gevolg kan worden gegeven aan de aanvragen om invoercertificaten voor bepaalde producten in de sector varkensvlees, die in oktober 1998 worden ingediend op grond van de regeling die is vastgesteld in de door de Gemeenschap gesloten overeenkomsten met de Republiek Polen, de Republiek Hongarije, de Tsjechische Republiek, de Slowaakse Republiek, Bulgarije en Roemenië

Verordening (EG) nr. 2278/98 van de Commissie van 22 oktober 1998 tot vaststelling van de mate waarin gevolg kan worden gegeven aan de aanvragen om invoercertificaten voor bepaalde producten in de sector varkensvlees, die in oktober 1998 worden ingediend op grond van Verordening (EG) nr. 774/94 van de Raad houdende opening en vaststelling van de wijze van beheer van communautaire tariefcontingenten voor varkensvlees en bepaalde andere landbouwproducten

* Verordening (EG) nr. 2279/98 van de Commissie van 22 oktober 1998 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1615/98 wat betreft de compenserende heffingen die moeten worden toegepast bij niet-inachtneming van de minimumprijs bij invoer van krenten en rozijnen

Verordening (EG) nr. 2280/98 van de Commissie van 22 oktober 1998 houdende vaststelling van de restituties die worden toegepast voor bepaalde producten van de sector granen en de sector rijst, uitgevoerd in de vorm van niet in bijlage II van het Verdrag vermelde goederen

Verordening (EG) nr. 2281/98 van de Commissie van 22 oktober 1998 betreffende de afgifte van uitvoercertificaten van het B-stelsel in de sector groenten en fruit

Verordening (EG) nr. 2282/98 van de Commissie van 22 oktober 1998 tot vaststelling van de restituties bij uitvoer van op basis van granen en rijst verwerkte producten

Verordening (EG) nr. 2283/98 van de Commissie van 22 oktober 1998 tot vaststelling van de restituties bij uitvoer voor mengvoeders op basis van granen

Verordening (EG) nr. 2284/98 van de Commissie van 22 oktober 1998 tot vaststelling van de maximumrestitutie bij uitvoer van haver in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 2007/98

Verordening (EG) nr. 2285/98 van de Commissie van 22 oktober 1998 betreffende de offertes voor de uitvoer van rogge die zijn meegedeeld in het kader van de openbare inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 1746/98

Verordening (EG) nr. 2286/98 van de Commissie van 22 oktober 1998 betreffende de offertes voor de uitvoer van gerst die zijn meegedeeld in het kader van de openbare inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 1078/98

Verordening (EG) nr. 2287/98 van de Commissie van 22 oktober 1998 betreffende de offertes voor de uitvoer van gerst die zijn meegedeeld in het kader van de openbare inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 1564/98

Verordening (EG) nr. 2288/98 van de Commissie van 22 oktober 1998 betreffende de offertes voor de uitvoer van zachte tarwe die zijn meegedeeld in het kader van de openbare inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 2004/98

Verordening (EG) nr. 2289/98 van de Commissie van 22 oktober 1998 betreffende de offertes voor de uitvoer van zachte tarwe die zijn meegedeeld in het kader van de openbare inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 1079/98

Verordening (EG) nr. 2290/98 van de Commissie van 22 oktober 1998 tot vaststelling van de restituties bij uitvoer voor rijst en breukrijst

Verordening (EG) nr. 2291/98 van de Commissie van 22 oktober 1998 tot vaststelling van de restituties bij de productie in de sectoren granen en rijst

* Richtlijn 98/77/EG van de Commissie van 2 oktober 1998 houdende aanpassing aan de technische vooruitgang van Richtlijn 70/220/EEG inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der lidstaten met betrekking tot maatregelen tegen luchtverontreiniging door emissies van motorvoertuigen (Voor de EER relevante tekst)

II. Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing

Commissie

98/594/EG :

* Beschikking van de Commissie van 6 oktober 1998 tot wijziging van de Beschikkingen 79/542/EEG, 92/260/EEG, 93/195/EEG en 93/197/EEG van de Raad ten aanzien van de veterinairrechtelijke voorschriften voor de invoer, de tijdelijke toelating en het opnieuw

base de viande de porc dans le cadre du régime prévu par l'accord conclu par la Communauté avec la Slovénie peuvent être acceptées

Règlement (CE) n° 2277/98 de la Commission, du 22 octobre 1998, déterminant la mesure dans laquelle les demandes de certificats d'importation introduites en octobre 1998 pour certains produits à base de viande de porc dans le cadre du régime prévu par les accords conclus par la Communauté avec la République de Pologne, la République de Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie, la Bulgarie et la Roumanie peuvent être acceptées

Règlement (CE) n° 2278/98 de la Commission, du 22 octobre 1998, déterminant la mesure dans laquelle les demandes de certificats d'importation introduites en octobre 1998 pour certains produits du secteur de la viande de porc peuvent être acceptées dans le cadre du régime prévu par le règlement (CE) n° 774/94 du Conseil portant ouverture et mode de gestion de certains contingents tarifaires communautaires pour la viande porcine et certains autres produits agricoles

* Règlement (CE) n° 2279/98 de la Commission, du 22 octobre 1998, modifiant le règlement (CE) n° 1615/98 en ce qui concerne les taxes compensatoires à percevoir dans le cas où le prix minimal à l'importation, applicable aux raisins secs, n'est pas respecté

Règlement (CE) n° 2280/98 de la Commission, du 22 octobre 1998, fixant les taux des restitutions applicables à certains produits des secteurs des céréales et du riz exportés sous forme de marchandises ne relevant pas de l'annexe II du traité

Règlement (CE) n° 2281/98 de la Commission, du 22 octobre 1998, concernant la délivrance de certificats d'exportation du système B dans le secteur des fruits et légumes

Règlement (CE) n° 2282/98 de la Commission, du 22 octobre 1998, fixant les restitutions applicables à l'exportation des produits transformés à base de céréales et de riz

Règlement (CE) n° 2283/98 de la Commission, du 22 octobre 1998, fixant les restitutions à l'exportation des aliments composés à base de céréales pour les animaux

Règlement (CE) n° 2284/98 de la Commission, du 22 octobre 1998, fixant la restitution maximale à l'exportation d'avoine dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2007/98

Règlement (CE) n° 2285/98 de la Commission, du 22 octobre 1998, relatif aux offres communiquées pour l'exportation de seigle dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 1746/98

Règlement (CE) n° 2286/98 de la Commission, du 22 octobre 1998, relatif aux offres communiquées pour l'exportation d'orge dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 1078/98

Règlement (CE) n° 2287/98 de la Commission, du 22 octobre 1998, relatif aux offres communiquées pour l'exportation d'orge dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 1564/98

Règlement (CE) n° 2288/98 de la Commission, du 22 octobre 1998, relatif aux offres communiquées pour l'exportation de blé tendre dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2004/98

Règlement (CE) n° 2289/98 de la Commission, du 22 octobre 1998, relatif aux offres communiquées pour l'exportation de blé tendre dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 1079/98

Règlement (CE) n° 2290/98 de la Commission, du 22 octobre 1998, fixant les restitutions à l'exportation du riz et des brisures

Règlement (CE) n° 2291/98 de la Commission, du 22 octobre 1998, portant fixation des restitutions à la production dans les secteurs des céréales et du riz

* Directive 98/77/CE de la Commission, du 2 octobre 1998, portant adaptation au progrès technique de la directive 70/220/CEE du Conseil concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux mesures à prendre contre la pollution de l'air par les émissions des véhicules à moteur (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

II. Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Commission

98/594/CE :

* Décision de la Commission, du 6 octobre 1998, modifiant les décisions 79/542/CEE du Conseil, 92/260/CEE, 93/195/CEE et 93/197/CEE, relatives aux conditions de police sanitaire applicables aux importations, admissions temporaires et réintroductions de chevaux enregis-

binnenbrengen van geregistreerde paarden uit Thailand *(kennisgeving geschied onder nummer C(1998) 2962)* (Voor de EER relevante tekst)

98/595/EG :

* Beschikking van de Commissie van 13 oktober 1998 betreffende de toepassing van een verplichte etiketteringsregeling voor rundvlees in Frankrijk en België *(kennisgeving geschied onder nummer C(1998) 3050)*

98/596/EG :

* Beschikking van de Commissie van 14 oktober 1998 tot wijziging van Beschikking 97/602/EG van de Raad betreffende de lijst bedoeld in de tweede alinea van artikel 3, lid 1, van Verordening (EEG) nr. 3254/91 en in artikel 1, lid 1, onder a), van Verordening (EG) nr. 35/97 van de Commissie *(kennisgeving geschied onder nummer C(1998) 3064)*

98/597/EG :

* Beschikking van de Commissie van 15 oktober 1998 houdende wijziging van Beschikking 94/278/EG tot vaststelling van de lijst van derde landen waaruit de lidstaten de invoer van bepaalde producten als bedoeld bij Richtlijn 92/118/EEG van de Raad toestaan *(kennisgeving geschied onder nummer C(1998) 3115)* (Voor de EER relevante tekst)

L 287 24 oktober 1998

I. Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing

Verordening (EG) nr. 2292/98 van de Commissie van 23 oktober 1998 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit

Verordening (EG) nr. 2293/98 van de Commissie van 23 oktober 1998 tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 1627/89 betreffende de aankoop van rundvlees door middel van inschrijving

Verordening (EG) nr. 2294/98 van de Commissie van 23 oktober 1998 houdende interventie op grond van artikel 6, lid 4, van Verordening (EEG) nr. 805/68 van de Raad

* Verordening (EG) nr. 2295/98 van de Commissie van 22 oktober 1998 betreffende het beëindigen van de visserij op zwarte koolvis door vissersvaartuigen die de vlag voeren van een lidstaat

* Verordening (EG) nr. 2296/98 van de Commissie van 23 oktober 1998 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 28/97 en tot vaststelling van de balans voor de voorziening van de Franse overzeese departementen met bepaalde plantaardige oliën (met uitzondering van olijfolie) voor de verwerkende industrie

* Verordening (EG) nr. 2297/98 van de Commissie van 23 oktober 1998 tot vaststelling van de hoeveelheden die aan de importeurs worden toegewezen uit hoofde van de communautaire kwantitatieve contingenten die in 1999 op bepaalde producten van oorsprong uit de Volksrepubliek China van toepassing zijn

Verordening (EG) nr. 2298/98 van de Commissie van 23 oktober 1998 tot vaststelling van de mate waarin gevolg kan worden gegeven aan de aanvragen om invoercertificaten voor bepaalde producten in de sectoren eieren en slachtpluimvee, die in oktober 1998 worden ingediend op grond van de Verordeningen (EG) nr. 1474/95 en (EG) nr. 1251/96

Verordening (EG) nr. 2299/98 van de Commissie van 23 oktober 1998 tot vaststelling van de mate waarin gevolg kan worden gegeven aan de aanvragen om invoercertificaten voor bepaalde producten in de sector slachtpluimvee, die in oktober 1998 worden ingediend op grond van de regeling waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 774/94 van de Raad houdende opening en vaststelling van de wijze van beheer van communautaire tariefcontingenten voor slachtpluimvee en bepaalde andere landbouwproducten

Verordening (EG) nr. 2300/98 van de Commissie van 23 oktober 1998 tot vaststelling van de mate waarin gevolg kan worden gegeven aan de aanvragen om invoercertificaten voor bepaalde producten in de sector slachtpluimvee, die in oktober 1998 worden ingediend op grond van Verordening (EG) nr. 509/97

Verordening (EG) nr. 2301/98 van de Commissie van 23 oktober 1998 tot vaststelling van de mate waarin gevolg kan worden gegeven aan de aanvragen om invoercertificaten voor bepaalde producten in de sectoren slachtpluimvee en eieren, die in oktober 1998 worden ingediend op grond van de regeling die is vastgesteld in de door de Gemeenschap gesloten overeenkomsten met de Republiek Polen, de Republiek Hongarije, de Tsjechische Republiek, Slowakije, Roemenië en Bulgarije

Verordening (EG) nr. 2302/98 van de Commissie van 23 oktober 1998 tot vaststelling van de wereldmarktprijs voor niet-geëgreneerde katoen en van het voorschot op de steun

trés de Thaïlande *(notifiée sous le numéro C(1998) 2962)* (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

98/595/CE :

* Décision de la Commission, du 13 octobre 1998, concernant la demande d'approbation d'un système obligatoire d'étiquetage de la viande bovine en France et en Belgique *(notifiée sous le numéro C(1998) 3050)*

98/596/CE :

* Décision de la Commission, du 14 octobre 1998, modifiant la décision 97/602/CE du Conseil concernant la liste visée à l'article 3, paragraphe 1, deuxième alinéa, du règlement (CEE) n° 3254/91 et à l'article 1er, paragraphe 1, point a), du règlement (CE) n° 35/97 de la Commission *(notifiée sous le numéro C(1998) 3064)*

98/597/CE :

* Décision de la Commission, du 15 octobre 1998, modifiant la décision 94/278/CE établissant la liste des pays tiers en provenance desquels les États membres autorisent l'importation de certains produits visés par la directive 92/118/CEE du Conseil *(notifiée sous le numéro C(1998) 3115)* (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

L 287 24 octobre 1998

I. Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

Règlement (CE) n° 2292/98 de la Commission, du 23 octobre 1998, établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

Règlement (CE) n° 2293/98 de la Commission, du 23 octobre 1998, modifiant le règlement (CEE) n° 1627/89 relatif à l'achat de viande bovine par voie d'adjudication

Règlement (CE) n° 2294/98 de la Commission, du 23 octobre 1998, portant ouverture de l'intervention conformément à l'article 6 paragraphe 4 du règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil

* Règlement (CE) n° 2295/98 de la Commission, du 22 octobre 1998, concernant l'arrêt de la pêche du lieu noir par les navires battant pavillon d'un État membre

* Règlement (CE) n° 2296/98 de la Commission, du 23 octobre 1998, modifiant le règlement (CE) n° 28/97 et établissant le bilan prévisionnel d'approvisionnement en certaines huiles végétales (excepté l'huile d'olive) destinées à l'industrie de transformation pour les départements français d'outre-mer

* Règlement (CE) n° 2297/98 de la Commission, du 23 octobre 1998, déterminant les quantités attribuées aux importateurs au titre des contingents quantitatifs communautaires applicables en 1999 à l'égard de certains produits originaires de la République populaire de Chine

Règlement (CE) n° 2298/98 de la Commission, du 23 octobre 1998, déterminant la mesure dans laquelle les demandes de certificats d'importation introduites en octobre 1998 pour certains produits du secteur des œufs et de la viande de volaille dans le cadre des règlements (CE) n° 1474/95 et (CE) n° 1251/96 peuvent être acceptées

Règlement (CE) n° 2299/98 de la Commission, du 23 octobre 1998, déterminant la mesure dans laquelle les demandes de certificats d'importation introduites en octobre 1998 pour certains produits à base de viande de volaille peuvent être acceptées dans le cadre du régime prévu par le règlement (CE) n° 774/94 du Conseil portant ouverture et mode de gestion de certains contingents tarifaires communautaires pour la viande de volaille et certains autres produits agricoles

Règlement (CE) n° 2300/98 de la Commission, du 23 octobre 1998, déterminant la mesure dans laquelle les demandes de certificats d'importation introduites en octobre 1998 pour certains produits du secteur de la viande de volaille dans le cadre du règlement (CE) n° 509/97 peuvent être acceptées

Règlement (CE) n° 2301/98 de la Commission, du 23 octobre 1998, déterminant la mesure dans laquelle les demandes de certificats d'importation introduites en octobre 1998 pour certains produits des secteurs de la viande de volaille et des œufs dans le cadre du régime prévu dans les accords conclus entre la Communauté et la République de Pologne, la République de Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie, la Roumanie et la Bulgarie peuvent être acceptées

Règlement (CE) n° 2302/98 de la Commission, du 23 octobre 1998, fixant le prix du marché mondial du coton non égrené et établissant le montant de l'avance de l'aide 23

II. Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing

Commissie

98/598/EG :

* Beschikking van de Commissie van 9 oktober 1998 betreffende de procedure voor de conformiteitsverklaring van voor de bouw bestemde producten overeenkomstig artikel 20, lid 2, van Richtlijn 89/106/EEG van de Raad voor toeslagstoffen *(kennisgeving geschied onder nummer C(1998) 2923)* (Voor de EER relevante tekst)

98/599/EG :

* Beschikking van de Commissie van 12 oktober 1998 betreffende de procedure voor de conformiteitsverklaring van voor de bouw bestemde producten overeenkomstig artikel 20, lid 2, van Richtlijn 89/106/EEG van de Raad voor vloeibaar aangebrachte producten voor het waterdicht maken van daken (kits) *(kennisgeving geschied onder nummer C(1998) 2924)* (Voor de EER relevante tekst)

98/600/EG :

* Beschikking van de Commissie van 12 oktober 1998 betreffende de procedure voor de conformiteitsverklaring van voor de bouw bestemde producten overeenkomstig artikel 20, lid 2, van Richtlijn 89/106/EEG van de Raad voor bouwpakketten voor zelfdragende doorschijnende daken (met uitzondering van bouwpakketten met glazen elementen) *(kennisgeving geschied onder nummer C(1998) 2926)* (Voor de EER relevante tekst)

98/601/EG :

* Beschikking van de Commissie van 13 oktober 1998 betreffende de procedure voor de conformiteitsverklaring van voor de bouw bestemde producten overeenkomstig artikel 20, lid 2, van Richtlijn 89/106/EEG van de Raad voor producten van de wegenbouw *(kennisgeving geschied onder nummer C(1998) 2925)* (Voor de EER relevante tekst)

Rectificaties

* Rectificatie van Verordening (EG) nr. 409/98 van de Commissie van 19 februari 1998 tot wijziging van de bijlage van Verordening (EEG) nr. 3846/87 tot vaststelling van de landbouwproductennomenclatuur voor de uitvoerrestituties (PB L 55 van 25.2.1998)

* Rectificatie van Verordening (EG) nr. 2138/98 van de Commissie van 6 oktober 1998 houdende wijziging van Verordening (EEG) nr. 3846/87 tot vaststelling van de landbouwproductennomenclatuur voor de uitvoerrestituties (PB L 270 van 7.10.1998)

Rectificatie op Verordening (EG) nr. 2238/98 van de Commissie van 16 oktober 1998 inzake de levering van witte suiker als voedselhulp (PB L 281 van 17.10.1998)

Rectificatie op Verordening (EG) nr. 2246/98 van de Commissie van 19 oktober 1998 inzake de levering van granen als voedselhulp (PB L 282 van 20.10.1998)

L 288 27 oktober 1998

I. Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing

Verordening (EG) nr. 2303/98 van de Commissie van 26 oktober 1998 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit

* Verordening (EG) nr. 2304/98 van de Commissie van 26 oktober 1998 houdende afwijking van Verordening (EEG) nr. 2456/93 tot vaststelling van bepalingen ter uitvoering van Verordening (EEG) nr. 805/68 van de Raad wat de openbare interventie betreft, en houdende wijziging van die verordening

* Verordening (EG) nr. 2305/98 van de Commissie van 26 oktober 1998 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 97/95 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EEG) nr. 1766/92 van de Raad wat betreft de minimumprijs en het compensatiebedrag die aan de aardappeltelers moeten worden betaald, en van Verordening (EG) nr. 1868/94 van de Raad tot vaststelling van een contingenteringsregeling voor de productie van aardappelzetmeel

* Verordening (EG) nr. 2306/98 van de Commissie van 26 oktober 1998 houdende wijziging van Verordening (EG) nr. 1556/96 tot invoering van een invoercertificatenregeling voor bepaalde soorten uit derde landen ingevoerde groenten en fruit

* Verordening (EG) nr. 2307/98 van de Commissie van 26 oktober 1998 inzake de afgifte van uitvoercertificaten voor honden- en kattenvoer van GN-code 2309 10 90 waarvoor een speciale behandeling geldt bij invoer in Zwitserland

* Verordening (EG) nr. 2308/98 van de Commissie van 26 oktober 1998 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 658/96 betreffende bepaalde voorwaarden voor de toekenning van compensatiebedragen in het kader van de steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen

II. Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Commission

98/598/CE :

* Décision de la Commission, du 9 octobre 1998, relative à la procédure d'attestation de conformité des produits de construction conformément à l'article 20, paragraphe 2, de la directive 89/106/CEE du Conseil, en ce qui concerne les granulats *(notifiée sous le numéro C(1998) 2923)* (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

98/599/CE :

* Décision de la Commission, du 12 octobre 1998, relative à la procédure d'attestation de conformité des produits de construction, conformément à l'article 20, paragraphe 2, de la directive 89/106/CEE du Conseil, en ce qui concerne les kits d'étanchéité liquides pour toitures *(notifiée sous le numéro C(1998) 2924)* (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

98/600/CE :

* Décision de la Commission, du 12 octobre 1998, relative à la procédure d'attestation de conformité des produits de construction, conformément à l'article 20, paragraphe 2, de la directive 89/106/CEE du Conseil, en ce qui concerne les kits de toiture, translucides autoporteurs (excepté ceux à base de produits verriers) *(notifiée sous le numéro C(1998) 2926)* (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

98/601/CE :

* Décision de la Commission, du 13 octobre 1998, relative à la procédure d'attestation de conformité des produits de construction, conformément à l'article 20, paragraphe 2, de la directive 89/106/CEE du Conseil, en ce qui concerne les produits pour la construction de routes *(notifiée sous le numéro C(1998) 2925)* (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Rectificatifs

* Rectificatif au règlement (CE) n° 2138/98 de la Commission du 6 octobre 1998 établissant la nomenclature des produits agricoles pour les restitutions à l'exportation (JO L 270 du 7.10.1998)

Rectificatif au règlement (CE) n° 2238/98 de la Commission du 16 octobre 1998 relatif à la fourniture du sucre blanc au titre de l'aide alimentaire (JO L 281 du 17.10.1998)

L 288 27 octobre 1998

I. Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

Règlement (CE) n° 2303/98 de la Commission, du 26 octobre 1998, établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

* Règlement (CE) n° 2304/98 de la Commission, du 26 octobre 1998, dérogeant au et modifiant le règlement (CEE) n° 2456/93 portant modalités d'application du règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil en ce qui concerne l'intervention publique

* Règlement (CE) n° 2305/98 de la Commission, du 26 octobre 1998, modifiant le règlement (CE) n° 97/95 fixant les modalités d'application du règlement (CEE) n° 1766/92 du Conseil en ce qui concerne le prix minimal et le paiement compensatoire à payer aux producteurs de pommes de terre ainsi que du règlement (CE) n° 1868/94 du Conseil instituant un régime de contingentement pour la production de fécule de pomme de terre

* Règlement (CE) n° 2306/98 de la Commission, du 26 octobre 1998, modifiant le règlement (CE) n° 1556/96 instaurant un régime de certificats d'importation pour certains fruits et légumes importés des pays tiers

* Règlement (CE) n° 2307/98 de la Commission, du 26 octobre 1998, concernant la délivrance des certificats d'exportation d'aliments pour chiens et chats du code NC 2309 10 90 bénéciant d'un traitement spécial à l'importation en Suisse

* Règlement (CE) n° 2308/98 de la Commission, du 26 octobre 1998, modifiant le règlement (CE) n° 658/96 relatif à certaines conditions d'octroi des paiements compensatoires dans le cadre du régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables

Verordening (EG) nr. 2309/98 van de Commissie van 26 oktober 1998 houdende wijziging van Verordening (EG) nr. 1564/98 betreffende een bijzondere interventiemaatregel voor gerst in Spanje

* Verordening (EG) nr. 2310/98 van de Commissie van 26 oktober 1998 betreffende de verkoop, in het kader van de bij Verordening (EEG) nr. 2539/84 vastgestelde procedure, van rundvlees uit de voorraden van sommige interventiebureaus voor de voorziening van de Canarische Eilanden en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1326/98

Verordening (EG) nr. 2311/98 van de Commissie van 26 oktober 1998 betreffende de afgifte van uitvoercertificaten van het B-stelsel in de sector groenten en fruit

Verordening (EG) nr. 2312/98 van de Commissie van 26 oktober 1998 tot vaststelling van de wereldmarktprijs voor niet-geëgreneerde katoen en van het voorschot op de steun

Verordening (EG) nr. 2313/98 van de Commissie van 26 oktober 1998 tot wijziging van de restituties bij uitvoer voor rijst en breukrijst

II. Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing

Commissie

98/602/EG :

* Beschikking van de Commissie van 15 oktober 1997 waarbij een concentratie verenigbaar met de gemeenschappelijke markt en de werking van de EER-Overeenkomst wordt verklaard (Voor de EER relevante tekst)

Rectificaties

* Rectificatie van Verordening (EG) nr. 1639/98 van de Raad van 20 juli 1998 tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 2261/84 houdende algemene voorschriften inzake de toekenning van de productiesteun voor olijfolie en de steun aan de producentenorganisaties (PB L 210 van 28.7.1998)

L 289 28 oktober 1998

I. Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing

Verordening (EG) nr. 2314/98 van de Commissie van 27 oktober 1998 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit

Verordening (EG) nr. 2315/98 van de Commissie van 27 oktober 1998 inzake de aanvragen voor uitvoercertificaten voor rijst en breukrijst waarvoor de restitutie vooraf wordt vastgesteld

* Verordening (EG) nr. 2316/98 van de Commissie van 26 oktober 1998 houdende toelating van nieuwe toevoegingsmiddelen en wijziging van de toelatingsvoorwaarden voor verschillende toevoegingsmiddelen die reeds in de diervoeding mogen worden gebruikt (Voor de EER relevante tekst)

Verordening (EG) nr. 2317/98 van de Commissie van 27 oktober 1998 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1667/98, teneinde de hoeveelheid waarop de permanente openbare inschrijving voor de uitvoer van gerst uit Zweedse interventievoorraden betrekking heeft, tot 126 559 ton te verhogen

Verordening (EG) nr. 2318/98 van de Commissie van 27 oktober 1998 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1761/98, teneinde de hoeveelheid waarop de permanente openbare inschrijving voor de uitvoer van sorghum uit Franse interventievoorraden betrekking heeft, tot 71 000 ton te verhogen

* Verordening (EG) nr. 2319/98 van de Commissie van 27 oktober 1998 betreffende de verkoop, in het kader van de bij Verordening (EEG) nr. 2539/84 vastgestelde procedure, van rundvlees uit de voorraden van sommige interventiebureaus voor de voorziening van Madeira en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1462/98

* Verordening (EG) nr. 2320/98 van de Commissie van 27 oktober 1998 houdende wijziging van Verordening (EG) nr. 2144/98 betreffende de verkoop, tegen vooraf forfaitair vastgestelde prijzen, van rundvlees uit de voorraden van bepaalde interventiebureaus voor verwerking in de Gemeenschap

* Richtlijn 98/71/EG van het Europees Parlement en de Raad van 13 oktober 1998 inzake de rechtsbescherming van modellen

Verklaring van de Commissie

Verklaring van de Commissie ad artikel 18

II. Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing

Raad

98/603/EG :

* Beschikking van de Raad van 19 oktober 1998 houdende wijziging van Beschikking 95/408/EG tot vaststelling van voorschriften voor het opstellen, voor een overgangsperiode, van voorlopige lijsten van

Règlement (CE) n° 2309/98 de la Commission, du 26 octobre 1998, modifiant le règlement (CE) n° 1564/98 relatif à une mesure particulière d'intervention pour l'orge en Espagne

* Règlement (CE) n° 2310/98 de la Commission, du 26 octobre 1998, relatif à la vente, dans le cadre de la procédure définie au règlement (CEE) n° 2539/84, de viandes bovines détenues par certains organismes d'intervention et destinées à l'approvisionnement des îles Canaries et abrogeant le règlement (CE) n° 1326/98

Règlement (CE) n° 2311/98 de la Commission, du 26 octobre 1998, concernant la délivrance de certificats d'exportation du système B dans le secteur des fruits et légumes

Règlement (CE) n° 2312/98 de la Commission, du 26 octobre 1998, fixant le prix du marché mondial du coton non égrené et établissant le montant de l'avance de l'aide

Règlement (CE) n° 2313/98 de la Commission, du 26 octobre 1998, modifiant les restitutions à l'exportation pour le riz et les brisures

II. Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Commission

98/602/CE :

* Décision de la Commission, du 15 octobre 1997, déclarant une concentration compatible avec le marché commun et avec le fonctionnement de l'accord EEE (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Rectificatifs

* Rectificatif au règlement (CE) n° 1639/98 du Conseil du 20 juillet 1998 modifiant le règlement (CEE) n° 2261/84 arrêtant les règles générales relatives à l'octroi de l'aide à la production d'huile d'olive et aux organisations de producteurs (JO L 210 du 28.7.1998)

L 289 28 octobre 1998

I. Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

Règlement (CE) n° 2314/98 de la Commission, du 27 octobre 1998, établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

Règlement (CE) n° 2315/98 de la Commission, du 27 octobre 1998, concernant les demandes de certificats d'exportation pour le riz et les brisures de riz comportant fixation à l'avance de la restitution

* Règlement (CE) n° 2316/98 de la Commission, du 26 octobre 1998, concernant l'autorisation de nouveaux additifs et modifiant les conditions d'autorisation de plusieurs additifs déjà autorisés dans l'alimentation des animaux (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Règlement (CE) n° 2317/98 de la Commission, du 27 octobre 1998, modifiant le règlement (CE) n° 1667/98 et portant à 126 559 tonnes l'adjudication permanente pour l'exportation d'orge détenu par l'organisme d'intervention suédois

Règlement (CE) n° 2318/98 de la Commission, du 27 octobre 1998, modifiant le règlement (CE) n° 1761/98 et portant à 71 000 tonnes l'adjudication permanente pour l'exportation de sorgho détenu par l'organisme d'intervention français

* Règlement (CE) n° 2319/98 de la Commission, du 27 octobre 1998, relatif à la vente, dans le cadre de la procédure définie au règlement (CEE) n° 2539/84, de viandes bovines détenues par certains organismes d'intervention et destinées à l'approvisionnement de Madère et abrogeant le règlement (CE) n° 1462/98

* Règlement (CE) n° 2320/98 de la Commission, du 27 octobre 1998, modifiant le règlement (CE) n° 2144/98 relatif à la vente, à prix fixés forfaitairement à l'avance, de viandes bovines détenues par certains organismes d'intervention en vue de leur transformation dans la Communauté

* Directive 98/71/CE du Parlement européen et du Conseil, du 13 octobre 1998, sur la protection juridique des dessins ou modèles

Déclaration de la Commission

Déclaration de la Commission ad article 18

II. Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Conseil

98/603/CE :

* Décision du Conseil, du 19 octobre 1998, modifiant la décision 95/408/CE concernant les modalités d'établissement pour une période transitoire, de listes provisoires des établissements de pays

inrichtingen in derde landen waaruit de lidstaten bepaalde producten van dierlijke oorsprong, visserijproducten en levende tweekleppige weekdieren mogen invoeren

Commissie

98/604/EG :

* Beschikking van de Commissie van 16 oktober 1998 inzake de financiële bijdrage van de Gemeenschap voor de uitroeiing van schaapspokken in Griekenland *(kennisgeving geschied onder nummer C(1998) 3118)*

98/605/EG :

* Beschikking van de Commissie van 16 oktober 1998 betreffende de toekenning van productiesteun voor tafelolijven in Spanje (*kennisgeving geschied onder nummer C(1998) 3129)*

L 290 29 oktober 1998

Besluiten aangenomen krachtens titel V van het Verdrag betreffende de Europese Unie

98/606/GBVB :

* Gemeenschappelijk standpunt van 26 oktober 1998 door de Raad vastgesteld op basis van artikel J.2 van het Verdrag betreffende de Europese Unie inzake de bijdrage van de Europese Unie tot de bevordering van non-proliferatie en vertrouwenscheppende maatregelen in de Zuid-Aziatische regio

98/607/GBVB :

* Besluit van de Raad van 26 oktober 1998 houdende aanvulling van het door de Raad op grond van artikel J.3 van het Verdrag betreffende de Europese Unie vastgestelde Gemeenschappelijk Optreden 95/545/GBVB, ten aanzien van de deelneming van de Europese Unie aan de structuren voor de tenuitvoerlegging van het vredesakkoord voor Bosnië-Herzegovina

98/608/GBVB :

* Besluit van de Raad van 26 oktober 1998 tot wijziging van Gemeenschappelijk Optreden 96/676/GBVB door de Raad vastgesteld op basis van artikel J.3 van het Verdrag betreffende de Europese Unie betreffende de benoeming van een speciale gezant van de Europese Unie voor het vredesproces in het Midden-Oosten

I. Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing

Verordening (EG) nr. 2321/98 van de Commissie van 28 oktober 1998 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit

Verordening (EG) nr. 2322/98 van de Commissie van 28 oktober 1998 tot vaststelling, voor de sector suiker, van de representatieve prijzen en de bedragen van de aanvullende invoerrechten voor melasse

Verordening (EG) nr. 2323/98 van de Commissie van 28 oktober 1998 tot vaststelling van de restituties bij uitvoer van witte en ruwe suiker in onveranderde vorm

Verordening (EG) nr. 2324/98 van de Commissie van 28 oktober 1998 tot vaststelling van het maximumbedrag van de restitutie bij uitvoer van witte suiker voor de dertiende deelinschrijving in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 1574/98

* Verordening (EG) nr. 2325/98 van de Commissie van 27 oktober 1998 houdende vaststelling van eenheidswaarden voor de bepaling van de douanewaarde van bepaalde aan bederf onderhevige goederen

Verordening (EG) nr. 2326/98 van de Commissie van 28 oktober 1998 tot vaststelling van de invoerrechten in de sector rijst

Verordening (EG) nr. 2327/98 van de Commissie van 28 oktober 1998 tot vaststelling van de maximumrestituties voor de uitvoer van olijfolie voor de 22e deelinschrijving in het kader van de bij Verordening (EG) nr. 1978/97 geopende permanente openbare inschrijving

* Verordening (EG) nr. 2328/98 van de Commissie van 28 oktober 1998 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1253/98 tot vaststelling van de geraamde balans voor de voorziening van de Azoren en Madeira met graanproducten waarvoor de in de artikelen 2 tot 10 van Verordening (EEG) nr. 1600/92 van de Raad bedoelde specifieke regeling geldt

* Richtlijn 98/82/EG van de Commissie van 27 oktober 1998 houdende wijziging van de bijlagen van de Richtlijnen 86/362/EEG, 86/363/EEG en 90/642/EEG van de Raad tot vaststelling van maximumgehalten aan residuen van bestrijdingsmiddelen in en op respectievelijk granen, levensmiddelen van dierlijke oorsprong en bepaalde producten van plantaardige oorsprong, met inbegrip van groenten en fruit (Voor de EER relevante tekst)

tiers dont les États membres sont autorisés à importer certains produits d'origine animale, produits de la pêche et mollusques bivalves vivants

Commission

98/604/CE :

* Décision de la Commission, du 16 octobre 1998, concernant la participation financière de la Communauté à l'éradication de la clavelée en Grèce *(notifiée sous le numéro C(1998) 3118)*

98/605/CE :

* Décision de la Commission, du 16 octobre 1998, concernant l'octroi d'une aide à la production d'olives de table en Espagne *(notifiée sous le numéro C(1998) 3129)*

L 290 29 octobre 1998

Actes adoptés en application du titre V du traité sur l'Union européenne

98/606/PESC :

* Position commune, du 26 octobre 1998, définie par le Conseil sur la base de l'article J.2 du traité sur l'Union européenne, relative à la contribution de l'Union européenne à la promotion de la non-prolifération et de l'instauration d'un climat de confiance en Asie du Sud

98/607/PESC :

* Décision du Conseil, du 26 octobre 1998, complétant l'action commune 95/545/PESC adoptée par le Conseil sur la base de l'article J.3 du traité sur l'Union européenne, relative à la participation de l'Union européenne dans les structures de mise en œuvre de l'accord de paix pour la Bosnie-Herzégovine

98/608/PESC :

* Décision du Conseil, du 26 octobre 1998, modifiant l'action commune 96/676/PESC adoptée par le Conseil sur la base de l'article J.3 du traité sur l'Union européenne, relative à la désignation d'un envoyé spécial de l'Union européenne pour le processus de paix au Moyen-Orient

I. Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

Règlement (CE) n° 2321/98 de la Commission, du 28 octobre 1998, établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

Règlement (CE) n° 2322/98 de la Commission, du 28 octobre 1998, fixant les prix représentatifs et les montants des droits additionnels à l'importation des mélasses dans le secteur du sucre

Règlement (CE) n° 2323/98 de la Commission, du 28 octobre 1998, fixant les restitutions à l'exportation du sucre blanc et du sucre brut en l'état

Règlement (CE) n° 2324/98 de la Commission, du 28 octobre 1998, fixant le montant maximal de la restitution à l'exportation de sucre blanc pour la treizième adjudication partielle effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente visée au règlement (CE) n° 1574/98

* Règlement (CE) n° 2325/98 de la Commission, du 27 octobre 1998, établissant des valeurs unitaires pour la détermination de la valeur en douane de certaines marchandises périssables

Règlement (CE) n° 2326/98 de la Commission, du 28 octobre 1998, fixant les droits à l'importation dans le secteur du riz

Règlement (CE) n° 2327/98 de la Commission, du 28 octobre 1998, relatif à la fixation des restitutions maximales à l'exportation d'huile d'olive pour la vingt-deuxième adjudication partielle effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente ouverte par le règlement (CE) n° 1978/97

* Règlement (CE) n° 2328/98 de la Commission, du 28 octobre 1998, modifiant le règlement (CE) n° 1253/98 établissant le bilan prévisionnel d'approvisionnement des Açores et de Madère pour les produits céréaliers qui bénéficient du régime spécifique prévu aux articles 2 à 10 du règlement (CEE) n° 1600/92 du Conseil

* Directive 98/82/CE de la Commission, du 27 octobre 1998, modifiant les annexes des directives 86/362/CEE, 86/363/CEE et 90/642/CEE du Conseil concernant la fixation de teneurs maximales pour les résidus de pesticides sur et dans les céréales, les denrées alimentaires d'origine animale et certains produits d'origine végétale, y compris les fruits et légumes (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

II. Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing

Commissie

98/609/EG :

Beschikking van de Commissie van 19 oktober 1998 betreffende de invoercertificaten voor producten van de sector rundvlees van oorsprong uit Botswana, Kenia, Madagaskar, Swaziland, Zimbabwe en Namibië *(kennisgeving geschied onder nummer C(1998) 3184)*

98/610/EG, EURATOM :

* Besluit van de Commissie van 22 oktober 1998 tot instelling van groepen van deskundigen die de Commissie bijstaan bij het bepalen van inhoud en oriëntatie van de kernactiviteiten op het gebied van onderzoek en technologische ontwikkeling *(kennisgeving geschied onder nummer C(1998) 3120)* (Voor de EER relevante tekst)

98/611/EG, EURATOM :

* Besluit van de Commissie van 23 oktober 1998 betreffende de oprichting van het Europees Forum voor onderzoek *(kennisgeving geschied onder nummer C(1998) 3069)* (Voor de EER relevante tekst)

Rectificaties

* Rectificatie op Verordening (EG) nr. 1647/98 van de Commissie van 27 juli 1998 houdende wijziging van Verordening (EG) nr. 411/97 tot vaststelling van toepassingbepalingen van Verordening (EG) nr. 2200/96 van de Raad voor wat de operationele programma's, de actiefondsen en de toekenning van communautaire financiële steun betreft (PB L 210 van 28.7.1998)

L 291 30 oktober 1998

Besluiten aangenomen krachtens titel V van het Verdrag betreffende de Europese Unie

* Besluit van de Raad van 26 oktober 1998 tot wijziging van Gemeenschappelijk Standpunt 96/635/GBVB betreffende Birma/Myanmar

I. Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing

* Verordening (EG) nr. 2329/98 van de Raad van 22 oktober 1998 tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 357/79 betreffende de statistische enquêtes naar de wijnbouwoppervlakten
* Verordening (EG) nr. 2330/98 van de Raad van 22 oktober 1998 inzake een vergoedingsvoorstel aan bepaalde producenten van melk en zuivelproducten die tijdelijk in de uitoefening van hun activiteit zijn beperkt
* Verordening (EG) nr. 2331/98 van de Raad van 22 oktober 1998 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 950/97 betreffende de verbetering van de doeltreffendheid van de landbouwstructuur

Verordening (EG) nr. 2332/98 van de Commissie van 29 oktober 1998 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit

* Verordening (EG) nr. 2333/98 van de Commissie van 29 oktober 1998 houdende wijziging van Verordening (EG) nr. 1903/98 tot vaststelling van het maximumvochtgehalte voor graan dat in het verkoopseizoen 1998/1999 in bepaalde lidstaten voor interventie wordt aangeboden
* Verordening (EG) nr. 2334/98 van de Commissie van 29 oktober 1998 tot vaststelling van bijzondere maatregelen houdende afwijking van de Verordeningen (EEG) nr. 3665/87, (EEG) nr. 3719/88 en (EG) nr. 1372/95 in de sector slachtpluimvee

Verordening (EG) nr. 2335/98 van de Commissie van 29 oktober 1998 houdende vaststelling van de restituties die worden toegepast voor bepaalde producten van de sector granen en de sector rijst, uitgevoerd in de vorm van niet in bijlage II van het Verdrag vermelde goederen

Verordening (EG) nr. 2336/98 van de Commissie van 29 oktober 1998 tot wijziging van de representatieve prijzen en de aanvullende invoerrechten voor bepaalde producten uit de sector suiker

Verordening (EG) nr. 2337/98 van de Commissie van 29 oktober 1998 tot vaststelling van de restituties bij uitvoer voor granen en meel, gries en griesmeel van tarwe of van rogge

Verordening (EG) nr. 2338/98 van de Commissie van 29 oktober 1998 tot vaststelling van de maximumrestitutie bij uitvoer van zachte tarwe in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 2004/98

Verordening (EG) nr. 2339/98 van de Commissie van 29 oktober 1998 tot vaststelling van de maximumrestitutie bij uitvoer van zachte tarwe in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 1079/98

II. Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Commission

98/609/CE :

Décision de la Commission, du 19 octobre 1998, concernant les certificats d'importation pour les produits du secteur de la viande bovine originaires du Botswana, du Kenya, de Madagascar, du Swaziland, du Zimbabwe et de la Namibie *(notifiée sous le numéro C(1998) 3184)*

98/610/CE, EURATOM :

* Décision de la Commission, du 22 octobre 1998, instituant des groupes d'experts assistant la Commission sur le contenu et l'orientation des actions clés dans le domaine de la recherche et du développement technologique *(notifiée sous le numéro C(1998) 3120)* (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

98/611/CE, EURATOM :

* Décision de la Commission, du 23 octobre 1998, relative à la création du forum européen de la recherche *(notifiée sous le numéro C(1998) 3069)* (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Rectificatifs

* Rectificatif au règlement (CE) n° 1647/98 de la Commission du 27 juillet 1998 modifiant le règlement (CE) n° 411/97 portant modalités d'application du règlement (CE) n° 2200/96 du Conseil en ce qui concerne les programmes opérationnels, les fonds opérationnels et l'aide financière communautaire (JO L 210 du 28.7.1998)

L 291 30 octobre 1998

Actes adoptés en application du titre V du traité sur l'Union européenne

* Décision du Conseil, du 26 octobre 1998, modifiant la position commune 96/635/PESC relative à la Birmanie/au Myanmar

I. Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

* Règlement (CE) n° 2329/98 du Conseil, du 22 octobre 1998, modifiant le règlement (CEE) n° 357/79 concernant les enquêtes statistiques sur les superficies viticoles
* Règlement (CE) n° 2330/98 du Conseil, du 22 octobre 1998, prévoyant l'offre d'une indemnisation à certains producteurs de lait ou de produits laitiers qui ont subi des restrictions temporaires dans l'exercice de leur activité
* Règlement (CE) n° 2331/98 du Conseil, du 22 octobre 1998, modifiant le règlement (CE) n° 950/97 concernant l'amélioration de l'efficacité des structures de l'agriculture

Règlement (CE) n° 2332/98 de la Commission, du 29 octobre 1998, établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

* Règlement (CE) n° 2333/98 de la Commission, du 29 octobre 1998, modifiant le règlement (CE) n° 1903/98 fixant la teneur maximale en humidité des céréales offertes à l'intervention dans certains États membres pendant la campagne 1998/1999
* Règlement (CE) n° 2334/98 de la Commission, du 29 octobre 1998, portant mesures spéciales dérogeant au règlement (CEE) n° 3665/87, au règlement (CEE) n° 3719/88 et au règlement (CE) n° 1372/95 dans le secteur de la viande de volaille

Règlement (CE) n° 2335/98 de la Commission, du 29 octobre 1998, fixant les taux des restitutions applicables à certains produits des secteurs des céréales et du riz exportés sous forme de marchandises ne relevant pas de l'annexe II du traité

Règlement (CE) n° 2336/98 de la Commission, du 29 octobre 1998, modifiant les prix représentatifs et les droits additionnels à l'importation pour certains produits du secteur du sucre

Règlement (CE) n° 2337/98 de la Commission, du 29 octobre 1998, fixant les restitutions applicables à l'exportation des céréales, des farines et des gruaux et semoules de froment ou de seigle

Règlement (CE) n° 2338/98 de la Commission, du 29 octobre 1998, fixant la restitution maximale à l'exportation de blé tendre dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2004/98

Règlement (CE) n° 2339/98 de la Commission, du 29 octobre 1998, fixant la restitution maximale à l'exportation de blé tendre dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 1079/98

Verordening (EG) nr. 2340/98 van de Commissie van 29 oktober 1998 tot vaststelling van de maximumrestitutie bij uitvoer van haver in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 2007/98

Verordening (EG) nr. 2341/98 van de Commissie van 29 oktober 1998 tot vaststelling van de maximumrestitutie bij uitvoer van gerst in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 1078/98

Verordening (EG) nr. 2342/98 van de Commissie van 29 oktober 1998 tot vaststelling van de maximumrestitutie bij uitvoer van gerst in het kader van de inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 1564/98

Verordening (EG) nr. 2343/98 van de Commissie van 29 oktober 1998 betreffende de offertes voor de uitvoer van rogge die zijn meegedeeld in het kader van de openbare inschrijving bedoeld in Verordening (EG) nr. 1746/98

Verordening (EG) nr. 2344/98 van de Commissie van 29 oktober 1998 tot vaststelling van de restituties bij uitvoer van op basis van granen en rijst verwerkte producten

Verordening (EG) nr. 2345/98 van de Commissie van 29 oktober 1998 tot vaststelling van de restituties bij uitvoer voor mengvoeders op basis van granen

Verordening (EG) nr. 2346/98 van de Commissie van 29 oktober 1998 tot vaststelling van de restituties bij de productie in de sectoren granen en rijst

II. Besluiten waarvan de publicatie niet voorwaarde is voor de toepassing

Commissie

98/613/EG :

* Beschikking van de Commissie van 21 oktober 1998 inzake een ontwerpbesluit van de Republiek Oostenrijk betreffende de vermelding van genetisch gemodificeerde additieven en aroma's die als levensmiddeleningrediënt worden gebruikt *(kennisgeving geschied onder nummer C(1998) 3158)* (Voor de EER relevante tekst)

L 293 31 oktober 1998

I. Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing

Verordening (EG) nr. 2347/98 van de Commissie van 30 oktober 1998 tot vaststelling van forfaitaire invoerwaarden voor de bepaling van de invoerprijzen van bepaalde soorten groenten en fruit

Verordening (EG) nr. 2348/98 van de Commissie van 30 oktober 1998 tot vaststelling van de productierestitutie voor olijfolie die wordt gebruikt voor de vervaardiging van bepaalde conserven

Verordening (EG) nr. 2349/98 van de Commissie van 30 oktober 1998 tot vaststelling van de restituties bij uitvoer in ongewijzigde staat voor stropen en bepaalde andere producten van de suikersector

Verordening (EG) nr. 2350/98 van de Commissie van 30 oktober 1998 tot wijziging van de restituties bij uitvoer van witte en ruwe suiker in onveranderde vorm

Verordening (EG) nr. 2351/98 van de Commissie van 30 oktober 1998 tot vaststelling van het op de restitutie voor granen toe te passen correctiebedrag

Verordening (EG) nr. 2352/98 van de Commissie van 30 oktober 1998 tot vaststelling van de restituties die gelden voor de in het kader van communautaire en nationale voedselhulpacties geleverde producten van de sectoren granen en rijst

Verordening (EG) nr. 2353/98 van de Commissie van 30 oktober 1998 tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 391/92 tot vaststelling van de steunbedragen voor de levering van graanproducten van oorsprong uit de Gemeenschap aan de Franse overzeese departementen

Verordening (EG) nr. 2354/98 van de Commissie van 30 oktober 1998 tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 1832/92 tot vaststelling van de steunbedragen voor de levering van graanproducten van oorsprong uit de Gemeenschap aan de Canarische eilanden

Verordening (EG) nr. 2355/98 van de Commissie van 30 oktober 1998 tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 1833/92 tot vaststelling van de steunbedragen voor de levering van graanproducten van oorsprong uit de Gemeenschap aan de Azoren en Madeira

Verordening (EG) nr. 2356/98 van de Commissie van 30 oktober 1998 tot vaststelling van de invoerrechten in de sector granen

Verordening (EG) nr. 2357/98 van de Commissie van 30 oktober 1998 tot vaststelling van de maximumaankoopprijs en de hoeveelheden rundvlees die door de interventiebureaus worden aangekocht in het kader van de 211e deelinschrijving die overeenkomstig de Verordeningen (EEG) nr. 1627/89 en (EG) nr. 2294/98 in het kader van de algemene interventiemaatregelen is gehouden

Verordening (EG) nr. 2358/98 van de Commissie van 30 oktober 1998 tot vaststelling van de steunbedragen voor de levering van rijstproducten van oorsprong uit de Gemeenschap aan de Canarische eilanden

Règlement (CE) n° 2340/98 de la Commission, du 29 octobre 1998, fixant la restitution maximale à l'exportation d'avoine dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 2007/98

Règlement (CE) n° 2341/98 de la Commission, du 29 octobre 1998, fixant la restitution maximale à l'exportation d'orge dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 1078/98

Règlement (CE) n° 2342/98 de la Commission, du 29 octobre 1998, fixant la restitution maximale à l'exportation d'orge dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 1564/98

Règlement (CE) n° 2343/98 de la Commission, du 29 octobre 1998, relatif aux offres communiquées pour l'exportation de seigle dans le cadre de l'adjudication visée au règlement (CE) n° 1746/98

Règlement (CE) n° 2344/98 de la Commission, du 29 octobre 1998, fixant les restitutions applicables à l'exportation des produits transformés à base de céréales et de riz

Règlement (CE) n° 2345/98 de la Commission, du 29 octobre 1998, fixant les restitutions à l'exportation des aliments composés à base de céréales pour les animaux

Règlement (CE) n° 2346/98 de la Commission, du 29 octobre 1998, portant fixation des restitutions à la production dans les secteurs des céréales et du riz

II. Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité

Commission

98/613/CE :

* Décision de la Commission, du 21 octobre 1998, concernant un projet de décret de la République d'Autriche relatif à l'identification des additifs et arômes génétiquement modifiés utilisés comme ingrédient alimentaire *(notifiée sous le numéro C(1998) 3158)* (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

L 293 31 octobre 1998

I. Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

Règlement (CE) n° 2347/98 de la Commission, du 30 octobre 1998, établissant les valeurs forfaitaires à l'importation pour la détermination du prix d'entrée de certains fruits et légumes

Règlement (CE) n° 2348/98 de la Commission, du 30 octobre 1998, fixant la restitution à la production pour les huiles d'olive utilisées pour la fabrication de certaines conserves

Règlement (CE) n° 2349/98 de la Commission, du 30 octobre 1998, fixant les restitutions à l'exportation, en l'état, pour les sirops et certains autres produits du secteur du sucre

Règlement (CE) n° 2350/98 de la Commission, du 30 octobre 1998, modifiant les restitutions à l'exportation du sucre blanc et du sucre brut en l'état

Règlement (CE) n° 2351/98 de la Commission, du 30 octobre 1998, fixant le correctif applicable à la restitution pour les céréales

Règlement (CE) n° 2352/98 de la Commission, du 30 octobre 1998, fixant les restitutions applicables aux produits des secteurs des céréales et du riz livrés dans le cadre d'actions d'aides alimentaires communautaires et nationales

Règlement (CE) n° 2353/98 de la Commission, du 30 octobre 1998, modifiant le règlement (CEE) n° 391/92 fixant les montants des aides à la fourniture des départements français d'outre-mer en produits céréaliers d'origine communautaire

Règlement (CE) n° 2354/98 de la Commission, du 30 octobre 1998, modifiant le règlement (CEE) n° 1832/92 fixant les montants des aides à la fourniture des îles Canaries en produits céréaliers d'origine communautaire

Règlement (CE) n° 2355/98 de la Commission, du 30 octobre 1998, modifiant le règlement (CEE) n° 1833/92 fixant les montants des aides à la fourniture des Açores et de Madère en produits céréaliers d'origine communautaire

Règlement (CE) n° 2356/98 de la Commission, du 30 octobre 1998, fixant les droits à l'importation dans le secteur des céréales

Règlement (CE) n° 2357/98 de la Commission, du 30 octobre 1998, fixant le prix maximal d'achat et les quantités de viande bovine achetées à l'intervention pour la deux cent onzième adjudication partielle effectuée dans le cadre des mesures générales d'intervention conformément aux règlements (CEE) n° 1627/89 et (CE) n° 2294/98

Règlement (CE) n° 2358/98 de la Commission, du 30 octobre 1998, fixant les montants des aides à la fourniture des îles Canaries en produits du secteur du riz d'origine communautaire

Verordening (EG) nr. 2359/98 van de Commissie van 30 oktober 1998 tot vaststelling van de steunbedragen voor de levering van rijstproducten van oorsprong uit de Gemeenschap aan de Azoren en Madeira

Verordening (EG) nr. 2360/98 van de Commissie van 30 oktober 1998 houdende vaststelling van de restituties welke van toepassing zijn op bepaalde zuivelproducten die worden uitgevoerd in de vorm van niet in bijlage II van het Verdrag vermelde goederen

Verordening (EG) nr. 2361/98 van de Commissie van 30 oktober 1998 houdende vaststelling van de restituties die worden toegepast voor bepaalde producten van de sector suiker die worden uitgevoerd in de vorm van niet in bijlage II van het Verdrag vermelde goederen

* Verordening (EG) nr. 2362/98 van de Commissie van 28 oktober 1998 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EEG) nr. 404/93 van de Raad betreffende de regeling voor de invoer van bananen in de Gemeenschap (Voor de EER relevante tekst)

Verordening (EG) nr. 2363/98 van de Commissie van 30 oktober 1998 tot vaststelling van het maximumbedrag van de steun voor boterconcentraat voor de 191e bijzondere inschrijving die wordt gehouden in het kader van de permanente verkoop bij inschrijving als bedoeld in Verordening (EEG) nr. 429/90

Verordening (EG) nr. 2364/98 van de Commissie van 30 oktober 1998 tot vaststelling van de minimumverkoopprijzen voor boter en de maximumbedragen van de steun voor room, boter en boterconcentraat die gelden voor de negentiende bijzondere inschrijving in het kader van de in Verordening (EG) nr. 2571/97 bedoelde permanente openbare inschrijving

* Verordening (EG) nr. 2365/98 van de Commissie van 30 oktober 1998 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1445/95 houdende uitvoeringsbepalingen voor de invoer- en uitvoercertificatenregeling de sector rundvlees

* Verordening (EG) nr. 2366/98 van de Commissie van 30 oktober 1998 houdende uitvoeringsbepalingen van de productiesteunregeling voor olijfolie voor de verkoopseizoenen 1998/1999 tot en met 2000/2001

* Verordening (EG) nr. 2367/98 van de Commissie van 30 oktober 1998 tot vaststelling van de overgangsmaatregelen in de sector olijfolie, met het oog op de toepassing van de voor de verkoopseizoenen 1998/1999 tot en met 2000/2001 vastgestelde regeling

* Verordening (EG) nr. 2368/98 van de Commissie van 29 oktober 1998 betreffende het beëindigen van de visserij op tong door vissersvaartuigen die de vlag voeren van Frankrijk

* Verordening (EG) nr. 2369/98 van de Commissie van 29 oktober 1998 betreffende het beëindigen van de visserij op tong door vissersvaartuigen die de vlag voeren van Frankrijk

Verordening (EG) nr. 2370/98 van de Commissie van 30 oktober 1998 inzake de levering van zuivelproducten als voedselhulp

Verordening (EG) nr. 2371/98 van de Commissie van 30 oktober 1998 tot wijziging van Verordening (EG) nr. 2237/98 inzake de levering van zuivelproducten als voedselhulp

Verordening (EG) nr. 2372/98 van de Commissie van 30 oktober 1998 tot vaststelling van de wereldmarktprijs voor niet-geëgreneerde katoen en van het voorschot op de steun

Besluiten aangenomen krachtens titel V van het Verdrag betreffende de Europese Unie

98/614/PESC :

* Gemeenschappelijk standpunt van 30 oktober 1998 betreffende Nigeria, door de Raad vastgesteld op basis van artikel J.2 van het Verdrag betreffende de Europese Unie

Rectificaties

* Rectificatie op de inhoud van Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen L 288 van 27 oktober 1988

L 294 31 oktober 1998

I. Besluiten waarvan de publicatie voorwaarde is voor de toepassing

* Bijlage bij Richtlijn 96/49/EG van de Raad zoals aangekondigd in Richtlijn 96/87/EG van de Commissie van 13 december 1996 tot aanpassing aan de technische vooruitgang van Richtlijn 96/49/EG van de Raad betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der lidstaten inzake het vervoer van gevaarlijke goederen per spoor (Voor de EER relevante tekst)

Règlement (CE) n° 2359/98 de la Commission, du 30 octobre 1998, fixant les montants des aides à la fourniture des Açores et de Madère en produits du secteur du riz d'origine communautaire

Règlement (CE) n° 2360/98 de la Commission, du 30 octobre 1998, fixant les taux des restitutions applicables à certains produits laitiers exportés sous forme de marchandises ne relevant pas de l'annexe II du traité

Règlement (CE) n° 2361/98 de la Commission, du 30 octobre 1998, fixant les taux de restitution applicables à certains produits du secteur du sucre exportés sous forme de marchandises ne relevant pas de l'annexe II du traité

* Règlement (CE) n° 2362/98 de la Commission, du 28 octobre 1998, portant modalités d'application du règlement (CEE) n° 404/93 du Conseil en ce qui concerne le régime d'importation de bananes dans la Communauté (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

Règlement (CE) n° 2363/98 de la Commission, du 30 octobre 1998, fixant le montant maximal de l'aide au beurre concentré pour la 191e adjudication particulière effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente prévue par le règlement (CEE) n° 429/90

Règlement (CE) n° 2364/98 de la Commission, du 30 octobre 1998, fixant les prix minimaux de vente du beurre et les montants maximaux de l'aide à la crème, au beurre et au beurre concentré pour la dix-neuvième adjudication particulière effectuée dans le cadre de l'adjudication permanente prévue par le règlement (CE) n° 2571/97

* Règlement (CE) n° 2365/98 de la Commission, du 30 octobre 1998, portant modification du règlement (CE) n° 1445/95 portant modalités d'application du régime des certificats d'importation et d'exportation dans le secteur de la viande bovine

* Règlement (CE) n° 2366/98 de la Commission, du 30 octobre 1998, portant modalités d'application du régime d'aide à la production d'huile d'olive pour les campagnes de commercialisation 1998/1999 à 2000/2001

* Règlement (CE) n° 2367/98 de la Commission, du 30 octobre 1998, prévoyant des mesures transitoires dans le secteur de l'huile d'olive en vue de l'application du régime prévu pour les campagnes de commercialisation 1998/1999 à 2000/2001

* Règlement (CE) n° 2368/98 de la Commission, du 29 octobre 1998, concernant l'arrêt de la pêche de la sole commune par les navires battant pavillon de la France

* Règlement (CE) n° 2369/98 de la Commission, du 29 octobre 1998, concernant l'arrêt de la pêche de la sole commune par les navires battant pavillon de la France

Règlement (CE) n° 2370/98 de la Commission, du 30 octobre 1998, relatif à la fourniture de produits laitiers au titre de l'aide alimentaire

Règlement (CE) n° 2371/98 de la Commission, du 30 octobre 1998, modifiant le règlement (CE) n° 2237/98 relatif à la fourniture de produits laitiers au titre de l'aide alimentaire

Règlement (CE) n° 2372/98 de la Commission, du 30 octobre 1998, fixant le prix du marché mondial du coton non égrené et établissant le montant de l'avance de l'aide

Actes adoptés en application du titre V du traité sur l'Union européenne

98/614/GBVB :

* Position commune, du 30 octobre 1998, définie par le Conseil sur la base de l'article J.2 du traité sur l'Union européenne relative au Nigeria

Rectificatifs

* Rectificatif au sommaire du Journal officiel des Communautés européennes L 288 du 27 octobre 1998

L 294 31 octobre 1998

I. Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

* Annexes de la directive 96/49/CE du Conseil telle qu'annoncée dans la directive 86/87/CE de la Commission du 13 décembre 1996 portant adaptation au progrès technique de la directive 96/49/CE du Conseil relative au rapprochement des législations des États membres concernant le transport de marchandises dangereuses par chemin de fer (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

MINISTERIE VAN FINANCIEN

[98/03548]

Vernietiging van afgeloste effecten

Overeenkomstig artikel 6 van de wet van 2 augustus 1955 zal op 30 november 1998, te 8 u. 30 m., en volgende dagen, in het Ministerie van Financiën, Kunstlaan 30, te Brussel, in het openbaar overgegaan worden tot de vernietiging van door tussenkomst van de Amortisatiekas afgeloste effecten.

MINISTERE DES FINANCES

[98/03548]

Destruction de titres amortis

Conformément à l'article 6 de la loi du 2 août 1955, il sera procédé publiquement, le 30 novembre 1998, à 8 h 30 m et les jours suivants, au Ministère des Finances, avenue des Arts 30, à Bruxelles, à la destruction de titres amortis à l'intervention de la Caisse d'Amortissement.

[98/03554]

Huishoudelijk reglement van het College van dienstchefs van de Administratie van de Begroting en de Controle op de Uitgaven

Artikel 1. Het college vergadert op uitnodiging van de voorzitter of op verzoek van ten minste twee leden.

Het college vergadert ten minste 3 maal per jaar.

Art. 2. Bij de uitnodigingen gaat de agenda van de zitting, desgevallend met beknopte nota's betreffende de te bespreken kwesties. De bedoelde uitnodigingen moeten bij de leden van het college uiterlijk twee werkdagen vóór de vergadering toekomen; vanaf hun verzending worden alle bescheiden of dossiers betreffende de te onderzoeken aangelegenheden, ter beschikking gehouden van de leden.

Art. 3. De beslissingen worden genomen en de voorstellen en adviezen geformuleerd bij meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Het college kan niet geldig beraadslagen of stemmen als de helft van zijn leden niet aanwezig is.

Art. 4. De voorzitter kan, naargelang van de agenda, elke persoon uitnodigen van wie hij de aanwezigheid noodzakelijk acht.

Art. 5. Het college duidt een secretaris aan.

De notulen der zittingen worden door de voorzitter en de secretaris ondertekend, na goedkeuring door de leden van het college.

Art. 6. De uitnodigingen, de agenda's en de notulen van de zittingen worden in de beide landstalen opgesteld.

[98/03554]

Règlement d'ordre intérieur du Collège des chefs de service de l'Administration du Budget et du Contrôle des Dépenses

Article 1er. Le collège se réunit sur l'invitation du président ou à la demande d'au moins deux membres.

Le collège se réunit au moins 3 fois par an.

Art. 2. Les convocations sont accompagnées de l'ordre du jour de la séance et, le cas échéant, de notes succintes exposant les questions à examiner. Ces invitations doivent parvenir aux membres du collège au plus tard deux jours ouvrables avant la réunion; à partir de leur envoi, tous documents ou dossiers relatifs aux dites questions sont tenus à la disposition des membres.

Art. 3. Les décisions sont prises et les propositions et avis formulés à la majorité des membres présents. En cas de parité de voix, celle du président est prépondérante.

Le collège ne peut valablement délibérer ni voter su la moitié de ses membres ne sont pas présents.

Art. 4. Le président invite toute personne dont il estimera la présence utile, en fonction de l'ordre du jour.

Art. 5. Le collège désigne un secrétaire.

Le procès-verbal des séances est signé par le président et le secrétaire, après approbation par les membres du collège.

Art. 6. Les convocations, les ordres du jour des séances et les procès-verbaux sont rédigés dans les deux langues nationales.

Administratie van de BTW, registratie en domeinen

Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek

[98/53688]

Erfloze nalatenschap van Wante, Charles Henri

—

De heer Wante, Charles Henri, weduwnaar van Meys, Irma Virginie Jeanne, geboren te Rijkevorsel op 11 april 1898, zoon van Verschueren, Elisabeth, en Wante, Joseph (beiden overleden), wonende te Brussel, Jean Sobieskilaan 30, is overleden te Brussel op 24 juni 1994, zonder gekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, om namens de Staat, de inbezitstelling te bekomen van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Brussel, bij bevelschrift van 7 januari 1998, de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Brussel, 27 april 1998.

De directeur a.i.,
P. De Mol.

Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines

Publications prescrites par l'article 770 du Code civil

[98/53688]

Succession en déshérence de Wante, Charles Henri

—

M. Wante, Charles Henri, divorcé de Meys, Irma Virginie Jeanne, né à Rijkevorsel le 11 avril 1898, fils de Verschueren, Elisabeth, et de Wante, Joseph (conjoints décédés), domicilié à Bruxelles, avenue Jean Sobieski 30, est décédé à Bruxelles le 24 juin 1995, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Bruxelles a, par ordonnance du 7 janvier 1998, prescrit les publications et affichages prévues par l'article 770 du Code civil.

Bruxelles, le 27 avril 1998.

Le directeur a.i.,
P. De Mol.

(53688)

Erfloze nalatenschap van Schmitz, Alain Roger Alphonse

—

Schmitz, Alain Roger Alphonse, geboren te Boma op 23 mei 1954, ongehuwd, zoon van Schmitz, Roger, en van Paridaens, Odette, beiden overleden, wonende te Aarschot, Geburestraat 8, is overleden te Aarschot op 7 juli 1996, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Leuven, bij beschikking van 23 maart 1998, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Hasselt, 27 april 1998.

De gewestelijke directeur der registratie en domeinen,
Mevr. G. Halans.

Succession en déshérence de Schmitz, Alain Roger Alphonse

—

Schmitz, Alain Roger Alphonse, célibataire, né à Boma le 23 mai 1954, domicilié à Aarschot, Geburestraat 8, fils de Schmitz, Roger, et de Paridaens, Odette, décédés, est décédé à Aarschot le 7 juillet 1996, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance à Louvain a, par ordonnance du 23 mars 1998, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Hasselt, le 27 avril 1998.

Le directeur régional de l'enregistrement et des domaines,
Mme G. Halans.

(53689)

Erfloze nalatenschap van Dubois, Joseph

—

Dubois, Joseph, geboren te Crespin op 25 januari 1914, wonende te Tournai, rue Despars 94, is overleden te Boussu op 26 december 1993, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Tournai, bij beschikking van 19 maart 1998, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Bergen, 12 mei 1998.

De gewestelijke adjunct-directeur der registratie,
F. Faignard.

Succession en déshérence de Dubois, Joseph

—

Dubois, Joseph, né à Crespin le 25 janvier 1914, domicilié à Tournai, rue Despars 94, est décédé à Boussu le 26 décembre 1993, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Tournai a, par ordonnance du 19 mars 1998, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Mons, le 12 mai 1998.

Le directeur régional adjoint de l'enregistrement,
F. Faignard.

(53690)

Erfloze nalatenschap van Renard, Maurice

—

M. Renard, Maurice, geboren te Wavre op 1 juli 1909, gescheiden van Herbinier, Céline, wonende te Yvoir (Godinne), Grootstraat 39, is overleden te Yvoir op 1 december 1997, zonder bekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Dinant, bij beschikking van 7 mei 1998, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Aarlen, 13 mei 1998.

De gewestelijke directeur der registratie,
J.M. Maury.

Succession en déshérence de Renard, Maurice

—

M. Renard, Maurice, né à Wavre le 1er juillet 1909, divorcée de Mme Herbinier, Céline, en son vivant domicilié à Yvoir (Godinne), rue Grande 39, est décédé à Yvoir le 1er décembre 1997, sans laisser d'héritier connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Dinant a, par ordonnance du 7 mai 1998, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Arlon, le 13 mai 1998.

Le directeur régional de l'enregistrement,
J.M. Maury.

(53691)

Erfloze nalatenschap van Rigau, Pierre Emile

—

M. Rigau, Pierre Emile, geboren te Paris op 22 januari 1917, gescheiden van Houtmeyers, Raymonde, wonende te Anhée (Haut-le-Wastia), Coron des Trys 1, is overleden te Yvoir op 6 augustus 1997, zonder bekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Dinant, bij beschikking van 7 mei 1998, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Aarlen, 13 mei 1998.

De gewestelijke directeur der registratie,
J.M. Maury.

Succession en déshérence de Rigau, Pierre Emile

—

M. Rigau, Pierre Emile, né à Paris le 22 janvier 1917, divorcé de Mme Houtmeyers, Raymonde, en son vivant domicilié à Anhée (Haut-le-Wastia), Coron des Trys 1, est décédé à Yvoir le 6 août 1997, sans laisser d'héritier connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Dinant a, par ordonnance du 7 mai 1998, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Arlon, le 13 mai 1998.

Le directeur régional de l'enregistrement,
J.M. Maury.

(53692)

Erfloze nalatenschap van Nuyttens, Marcel Alphonse Isidore

—

Nuyttens, Marcel Alphonse Isidore, geboren te Schaarbeek op 18 september 1919, ongehuwd, zoon van Nuyttens, Alfred Leopold, en van De Schutter, Louise Amélie, beiden overleden, wonende te Tervuren, Jezus Eiklaan 37, is overleden te Tervuren op 12 april 1997, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Leuven, bij beschikking van 29 juni 1998, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Hasselt, 29 juli 1998.

De gewestelijke directeur der registratie en domeinen,
G. Matthijs.

(53710)

[98/53711]

Erfloze nalatenschap van Deflandre, Jacques

—

Deflandre, Jacques Noël Félicien Georges, echtgescheiden van Fauviaux, Yvonne, geboren te Thuin op 7 januari 1930, wonende te Thuin, Nesperiatstraat 65, is overleden te Lobbes op 6 oktober 1994, zonder bekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Charleroi, bij vonnis van 25 juni 1998, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Namen, 11 februari 1998.

De gewestelijke directeur der registratie,
M. Biomez.

(53711)

Succession en déshérence de Nuyttens, Marcel Alphonse Isidore

—

Nuyttens, Marcel Alphonse Isidore, célibataire, né à Schaerbeek le 18 septembre 1919, domicilié à Tervuren, Jezus Eiklaan 37, fils de Nuyttens, Alfred Albert Leopold, et de De Schutter, Louise Amélie, décédés, est décédé à Tervuren le 12 avril 1997, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance à Louvain a, par ordonnance du 29 juin 1998, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Hasselt, le 29 juillet 1998.

Le directeur régional de l'enregistrement et des domaines,
G. Matthijs.

(53710)

[98/53711]

Succession en déshérence de Deflandre, Jacques

—

Deflandre, Jacques Noël Félicien Georges, divorcé de Fauviaux, Yvonne, né à Thuin le 7 janvier 1930, domicilié à Thuin, rue Nesperiat 65, est décédé à Lobbes le 6 octobre 1994, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Charleroi a, par ordonnance du 25 juin 1998, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Namur, le 11 août 1998.

Le directeur régional de l'enregistrement,
M. Biomez.

(53711)

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN, VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

[98/22633]

Goedkeuring van een type van toestellen voor medisch gebruik van ioniserende stralingen, in toepassing van artikel 51.1. van het koninklijk besluit van 28 februari 1963 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking en van de werknemers tegen het gevaar van de ioniserende stralingen

Het toestel voor radiografie Medical Technology Ceilstand (CS) met de tafels BT 76 of ET 53/85, bestaande uit :

1. één van de volgende hoogspanningsgeneratoren (maximum spanning - maximum stroomsterkte) :

— Odel Program HF US 50 (150 kV - 600 mA);

— Odel Program HF US 65 (150 kV - 800 mA);

— Odel Program HF US 80 (150 kV - 1 000 mA);

2. één van de volgende röntgengehelen met draaiende anode en dubbele focus :

— de röntgenbuis IAE type RTM 90 HS, geplaatst in het omhulsel IAE type C100;

— de röntgenbuis IAE type RTM 92 HS, geplaatst in het omhulsel IAE type C100;

— de röntgenbuis IAE type RTM 101 HS, geplaatst in het omhulsel IAE type C100;

— de röntgenbuis Philips SRO 2550, geplaatst in het omhulsel Philips ROT 351,

samengesteld door de N.V. Diagnostic Systems, Artanstraat 74, 1030 Brussel, werd goedgekeurd op 29 september 1998 (nr. RIS/17.101.1.98).

Dit certificaat is geldig vanaf 29 mei 1998.

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

[98/22633]

Approbation d'un type d'appareils à usage médical de radiations ionisantes, en application de l'article 51.1. de l'arrêté royal du 28 février 1963 portant règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes

L'appareil de radiographie Medical Technology Ceilstand (CS) avec les tables BT 76 ou ET 53/85, constitué de :

1. un des générateurs haute tension suivants (tension maximale - courant maximal) :

— Odel Program HF US 50 (150 kV - 600 mA);

— Odel Program HF US 65 (150 kV - 800 mA);

— Odel Program HF US 80 (150 kV - 1 000 mA);

2. un des ensembles radiogènes suivants avec anode tournante et double foyer :

— le tube radiogène IAE type RTM 90 HS, placé dans la gaine IAE type C100;

— le tube radiogène IAE type RTM 92 HS, placé dans la gaine IAE type C100;

— le tube radiogène IAE type RTM 101 HS, placé dans la gaine IAE type C100;

— le tube radiogène Philips SRO 2550, placé dans la gaine Philips ROT 351,

assemblé par la S.A. Diagnostic Systems, rue Artan 74, 1030 Bruxelles, a été approuvé le 29 septembre 1998 (n° RIS/17.101.1.98).

Le présent certificat est valable à partir du 29 mai 1998.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[C − 98/12936]

Neerlegging van collectieve arbeidsovereenkomsten

De hierna vermelde collectieve arbeidsovereenkomsten werden neergelegd ter Griffie van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

Er kunnen afschriften van deze overeenkomsten worden verkregen mits betaling van een retributie van 40 F per bladzijde.

Adres : Belliardstraat, 51 te 1040 Brussel, lokaal B456.

Telefoon : 02/233.41.48 en 41.49 van 9 tot 12 uur.

NATIONALE ARBEIDSRAAD

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 06/10/1998, neergelegd op 12/10/1998 en geregistreerd op 22/10/1998.

- onderwerp : CAO nr. 62*bis* tot wijziging van de CAO nr. 62 betreffende de instelling van een europese ondernemingsraad of van een procedure in ondernemingen of concerns met een communautaire dimensie ter informatie en raadpleging van de werknemers
- wijziging van overeenkomst nummer 040834 van 06/02/1996
- geldigheidsduur : m.i.v. 15/12/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49310/CO/3000000.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE OPVOEDINGS- EN HUISVESTINGSINRICHTINGEN VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 17/07/1998, neergelegd op 21/08/1998 en geregistreerd op 14/09/1998.

- onderwerp : Aanpassing van de CAO statuut syndicale afvaardiging en de CAO kredieturen syndicale vorming
- wijziging van overeenkomst nummer 004033 van 08/01/1976
- wijziging van overeenkomst nummer 004125 van 30/11/1976
- wijziging van overeenkomst nummer 008271 van 29/09/1982
- wijziging van overeenkomst nummer 020502 van 08/02/1988
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/07/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49147/CO/3190100.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE OPVOEDINGS- EN HUISVESTINGSINRICHTINGEN VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 01/07/1998 en 17/07/1998, neergelegd op 31/07/1998 en geregistreerd op 14/09/1998.

- onderwerp : statuut van de syndicale afvaardiging
- wijziging van overeenkomst nummer 004125 van 30/11/1976
- wijziging van overeenkomst nummer 008271 van 29/09/1982
- wijziging van overeenkomst nummer 020502 van 08/02/1988
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/07/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49148/CO/3190100.

PARITAIR COMITE VOOR DE METAAL-, MACHINE- EN ELEKTRISCHE BOUW

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 13/07/1998, neergelegd op 14/07/1998 en geregistreerd op 14/09/1998.

- onderwerp : bijzondere compensatietoeslag
- uitvoering van overeenkomst nummer 045242 van 16/06/1997
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/1999
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49149/CO/1110000.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[C − 98/12936]

Dépôt de conventions collectives de travail

Les conventions collectives de travail désignées ci-après ont été déposées au Greffe du Service des relations collectives de travail du Ministère de l'Emploi et du Travail.

On peut se faire délivrer des copies de ces conventions moyennant le paiement d'une redevance de 40 F par page.

Adresse : rue Belliard, 51 à 1040 Bruxelles, local B456.

Téléphone : 02/233.41.48 et 41.49 de 9 à 12 heures.

CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL

Convention collective de travail conclue le 06/10/1998, déposée le 12/10/1998 et enregistrée le 22/10/1998.

- objet : CCT n°62*bis* modifiant CCT n°62, concernant l'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure dans les entreprises de dimension communautaire et les groupes d'entreprises de dimension communautaire en vue d'informer et de consulter les travailleurs
- modification de la convention numéro 040834 du 06/02/1996
- durée de validité : à partir du 15/12/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49310/CO/3000000.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE DES MAISONS D'EDUCATION ET D'HEBERGEMENT DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

Convention collective de travail conclue le 17/07/1998, déposée le 21/08/1998 et enregistrée le 14/09/1998.

- objet : Modification de la CCT statut délégations syndicales et la CCT crédits d'heures pour formation syndicale
- modification de la convention numéro 004033 du 08/01/1976
- modification de la convention numéro 004125 du 30/11/1976
- modification de la convention numéro 008271 du 29/09/1982
- modification de la convention numéro 020502 du 08/02/1988
- durée de validité : à partir du 01/07/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49147/CO/3190100.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE DES MAISONS D'EDUCATION ET D'HEBERGEMENT DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

Convention collective de travail conclues les 01/07/1998 et 17/07/1998, déposée le 31/07/1998 et enregistrée le 14/09/1998.

- objet : statut de la délégation syndicale
- modification de la convention numéro 004125 du 30/11/1976
- modification de la convention numéro 008271 du 29/09/1982
- modification de la convention numéro 020502 du 08/02/1988
- durée de validité : à partir du 01/07/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49148/CO/3190100.

COMMISSION PARITAIRE DES CONSTRUCTIONS METALLIQUE, MECANIQUE ET ELECTRIQUE

Convention collective de travail conclue le 13/07/1998, déposée le 14/07/1998 et enregistrée le 14/09/1998.

- objet : allocation spéciale compensatoire
- exécution de la convention numéro 045242 du 16/06/1997
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/1999
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49149/CO/1110000.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE TERUGWINNING VAN METALEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 09/09/1998, neergelegd op 10/09/1998 en geregistreerd op 28/09/1998.

- onderwerp : buitengewone bijdrage voor het tweede kwartaal 1999 aan het "Sociaal Fonds voor de Ondernemingen voor de terugwinning van Metalen"
- uitvoering van overeenkomst nummer 032044 van 19/12/1991
- geldigheidsduur : van 01/04/1999 tot 30/06/1999
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49189/CO/1420100.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LA RECUPERATION DE METAUX

Convention collective de travail conclue le 09/09/1998, déposée le 10/09/1998 et enregistrée le 28/09/1998.

- objet : cotisation exceptionnelle pour le deuxième trimestre 1999 au "Fonds social des Entreprises pour la Récupération des Métaux"
- exécution de la convention numéro 032044 du 19/12/1991
- durée de validité : du 01/04/1999 au 30/06/1999
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49189/CO/1420100.

PARITAIR COMITE VOOR DE NOTARISBEDIENDEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 27/06/1998, neergelegd op 15/07/1998 en geregistreerd op 28/09/1998.

- onderwerp : bevordering van de tewerkstelling
- wijziging van overeenkomst nummer 036604 van 22/09/1994
- wijziging van overeenkomst nummer 044391 van 19/03/1997
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49190/CO/2160000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYES OCCUPES CHEZ LES NOTAIRES

Convention collective de travail conclue le 27/06/1998, déposée le 15/07/1998 et enregistrée le 28/09/1998.

- objet : promotion de l'emploi
- modification de la convention numéro 036604 du 22/09/1994
- modification de la convention numéro 044391 du 19/03/1997
- durée de validité : à partir du 01/01/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49190/CO/2160000.

PARITAIR COMITE VOOR DE OPVOEDINGS- EN HUISVESTINGSINRICHTINGEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 17/07/1998, neergelegd op 19/08/1998 en geregistreerd op 28/09/1998.

- toepassingsgebied :
  - Duitse Gemeenschap
  - gehandicapten
- onderwerp : bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector
- vervanging van overeenkomst nummer 048960 van 15/06/1998
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/07/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49191/CO/3190000.

COMMISSION PARITAIRE DES MAISONS D'EDUCATION ET D'HEBERGEMENT

Convention collective de travail conclue le 17/07/1998, déposée le 19/08/1998 et enregistrée le 28/09/1998.

- champ d'application :
  - Communauté germanophone
  - handicapés
- objet : promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand
- remplacement de la convention numéro 048960 du 15/06/1998
- durée de validité : à partir du 01/07/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49191/CO/3190000.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE OPVOEDINGS- EN HUISVESTINGSINRICHTINGEN VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 17/07/1998, neergelegd op 31/07/1998 en geregistreerd op 28/09/1998.

- toepassingsgebied :
  - andere dan sector gehandicapten, jeugdzorg, kinderdagverblijven, onthaalcentra en moedertehuizen, die erkend of gesubsidieerd zijn door Waals Gewest en Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
- onderwerp : bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector
- vervanging van overeenkomst nummer 048965 van 15/06/1998
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/07/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49192/CO/3190200.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE DES MAISONS D'EDUCATION ET D'HEBERGEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

Convention collective de travail conclue le 17/07/1998, déposée le 31/07/1998 et enregistrée le 28/09/1998.

- champ d'application :
  - autre que les handicapés, l'aide à la jeunesse, les centres d'accueil, pouponnières et maisons maternelles qui sont agréés et/ou subventionnés par la Région wallonne et la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale
- objet : promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand
- remplacement de la convention numéro 048965 du 15/06/1998
- durée de validité : à partir du 01/07/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49192/CO/3190200.

PARITAIR COMITE VOOR DE DIAMANTNIJVERHEID EN -HANDEL

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 04/12/1997, neergelegd op 10/02/1998 en geregistreerd op 28/09/1998.

- onderwerp : arbeidsvoorwaarden
- wijziging van overeenkomst nummer 005501 van 16/11/1978
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1997, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49193/CO/3240000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE DU DIAMANT

Convention collective de travail conclue le 04/12/1997, déposée le 10/02/1998 et enregistrée le 28/09/1998.

- objet : conditions de travail
- modification de la convention numéro 005501 du 16/11/1978
- durée de validité : à partir du 01/01/1997, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49193/CO/3240000.

PARITAIR COMITE VOOR DE HANDEL IN VOEDINGSWAREN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 19/08/1998, neergelegd op 15/09/1998 en geregistreerd op 01/10/1998.

- onderwerp : koppeling van de bezoldigingen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen
- vervanging van overeenkomst nummer 026991 van 10/04/1991
- geldigheidsduur : van 01/08/1998 tot 31/03/1999, met verlengingsbeding
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49215/CO/1190000.

COMMISSION PARITAIRE DU COMMERCE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 19/08/1998, déposée le 15/09/1998 et enregistrée le 01/10/1998.

- objet : liaison des rémunérations à l'indice des prix à la consommation
- remplacement de la convention numéro 026991 du 10/04/1991
- durée de validité : du 01/08/1998 au 31/03/1999, avec clause de reconduction
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49215/CO/1190000.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE TERUGWINNING VAN METALEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 09/09/1998, neergelegd op 11/09/1998 en geregistreerd op 01/10/1998.

- onderwerp : nachtarbeid
- geldigheidsduur : m.i.v. 08/04/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49216/CO/1420100.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LA RECUPERATION DE METAUX

Convention collective de travail conclue le 09/09/1998, déposée le 11/09/1998 et enregistrée le 01/10/1998.

- objet : travail de nuit
- durée de validité : à partir du 08/04/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49216/CO/1420100.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE ELEKTRICIENS : INSTALLATIE EN DISTRIBUTIE

Opzegging van 09/09/1998, neergelegd op 10/09/1998 en geregistreerd op 01/10/1998.

- Opzeggende partij(en) : Landelijke Vereniging van Meesters Electriciëns van België vzw
- registratienummer : 49217/DO/1490100.

Opgezegde collectieve arbeidsovereenkomst :

- gesloten op 15/05/1997,
- registratienummer : 044255/COB/1490100.
- onderwerp : nationaal akkoord
- einde van de opzeggingstermijn : 31 december 1998

SOUS-COMMISSION PARITAIRE DES ELECTRICIENS : INSTALLATION ET DISTRIBUTION

Dénonciation du 09/09/1998, déposée le 10/09/1998 et enregistrée le 01/10/1998.

- partie(s) dénonçante(s) : Association nationale des patrons électriciens de Belgique asbl
- numéro d'enregistrement : 49217/DO/1490100.

Convention collective de travail dénoncée :

- conclue le 15/05/1997,
- numéro d'enregistrement : 044255/COB/1490100.
- objet : accord national
- fin du délai de dénonciation : 31 décembre 1998

PARITAIR COMITE VOOR DE OPVOEDINGS- EN HUISVESTINGSINRICHTINGEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 01/07/1998, neergelegd op 19/08/1998 en geregistreerd op 01/10/1998.

- toepassingsgebied :
  - opvangcentra gesubsidieerd door de O.N.E.
  - crèches gesubsidieerd door de O.N.E.
  - tehuizen voor moeders ONE
  - Franse Gemeenschap
  - Waals Gewest
  - Franse Commissie van het Brussels Hoodfdstedelijk Gewest
- onderwerp : bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector
- vervanging van overeenkomst nummer 048959 van 15/06/1998
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/07/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49218/CO/3190000.

COMMISSION PARITAIRE DES MAISONS D'EDUCATION ET D'HEBERGEMENT

Convention collective de travail conclue le 01/07/1998, déposée le 19/08/1998 et enregistrée le 01/10/1998.

- champ d'application :
  - centres d'accueil subsidiés par l'O.N.E.
  - pouponnières subsidiées par l'O.N.E.
  - maisons maternelles ONE
  - Communauté française
  - Région wallonne
  - Commission française de la Région de Bruxelles-Capitale
- objet : promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand
- remplacement de la convention numéro 048959 du 15/06/1998
- durée de validité : à partir du 01/07/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49218/CO/3190000.

PARITAIR COMITE VOOR HET BOUWBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 24/09/1998, neergelegd op 06/10/1998 en geregistreerd op 09/10/1998.

- toepassingsgebied :
  - arbeiders die vanaf 01.01.1999 een rustpensioen ontvangen, toegekend overeenkomstig de wettelijke bepalingen betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers
- onderwerp : kader-CAO van 24/09/1998 tot invoering van een jaarlijkse pensioenrente
- opheffing van overeenkomst nummer 045812 van 14/11/1996
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49261/CO/1240000.

COMMISSION PARITAIRE DE LA CONSTRUCTION

Convention collective de travail conclue le 24/09/1998, déposée le 06/10/1998 et enregistrée le 09/10/1998.

- champ d'application :
  - ouvriers qui ont droit à partir du 01.01.1999 à la pension de retraite accordée conformément aux dispositions légales relatives à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés
- objet : CCT-cadre du 24/09/1998 instaurant une rente annuelle de pension
- abrogation de la convention numéro 045812 du 14/11/1996
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49261/CO/1240000.

PARITAIR COMITE VOOR HET BOUWBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 24/09/1998, neergelegd op 06/10/1998 en geregistreerd op 09/10/1998.

- toepassingsgebied :
  - arbeiders die vanaf 01.01.1999 een rustpensioen ontvangen, toegekend overeenkomstig de wettelijke bepalingen betreffende het rust- en overlevingspensioen
- onderwerp : uitvoering van de art. 3, 4 en 5 v.d. kader-CAO van 24/09/1998 houdende invoering van een jaarlijkse pensioenrente
- uitvoering van overeenkomst nummer 049261 van 24/09/1998
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49262/CO/1240000.

COMMISSION PARITAIRE DE LA CONSTRUCTION

Convention collective de travail conclue le 24/09/1998, déposée le 06/10/1998 et enregistrée le 09/10/1998.

- champ d'application :
  - ouvriers qui ont droit à partir du 01.01.1999 à la pension de retraite accordée conformément aux dispositions légales relatives à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés
- objet : exécution des art. 3, 4 et 5 de la CCT-cadre du 24/09/1998 instaurant une rente annuelle de pension
- exécution de la convention numéro 049261 du 24/09/1998
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49262/CO/1240000.

PARITAIR COMITE VOOR HET BOUWBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 24/09/1998, neergelegd op 06/10/1998 en geregistreerd op 09/10/1998.

- onderwerp : toekenning van een vakantiegeld aan sommige weduwen van arbeiders van de bouwnijverheid
- uitvoering van overeenkomst nummer 049261 van 24/09/1998
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49263/CO/1240000.

COMMISSION PARITAIRE DE LA CONSTRUCTION

Convention collective de travail conclue le 24/09/1998, déposée le 06/10/1998 et enregistrée le 09/10/1998.

- objet : l'octroi d'un pécule de vacances à certaines veuves d'ouvriers du secteur de la construction
- exécution de la convention numéro 049261 du 24/09/1998
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49263/CO/1240000.

PARITAIR COMITE VOOR HET BOUWBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 24/09/1998, neergelegd op 06/10/1998 en geregistreerd op 09/10/1998.

- toepassingsgebied :
  - arbeiders die werden tewerkgesteld door een werkgever die onder het P.C. 124 ressorteert, op het ogenblik waarop de arbeidsonderbreking die voorafging aan hun toestand van invaliditeit een aanvang nam
- onderwerp : toekenning van een vakantiegeld aan sommige invalide arbeiders
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49264/CO/1240000.

COMMISSION PARITAIRE DE LA CONSTRUCTION

Convention collective de travail conclue le 24/09/1998, déposée le 06/10/1998 et enregistrée le 09/10/1998.

- champ d'application :
  - ouvriers qui étaient occupés par une entreprise ressortissant à la C.P124 lorsqu'a débuté l'interruption de travail préalable à leur état d'invalidité
- objet : l'octroi d'un pécule de vacances à certains ouvriers invalides
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49264/CO/1240000.

PARITAIR COMITE VOOR HET BOUWBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 24/09/1998, neergelegd op 06/10/1998 en geregistreerd op 09/10/1998.

- onderwerp : wijziging van de statuten van een fonds voor bestaanszekerheid
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49265/CO/1240000.

COMMISSION PARITAIRE DE LA CONSTRUCTION

Convention collective de travail conclue le 24/09/1998, déposée le 06/10/1998 et enregistrée le 09/10/1998.

- objet : modification des statuts d'un fonds de sécurité d'existence
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49265/CO/1240000.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE GEZONDHEIDSINRICHTINGEN EN -DIENSTEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 18/06/1998, neergelegd op 29/06/1998 en geregistreerd op 13/10/1998.

- toepassingsgebied :
  - franstalige en duitstalige revalidatiecentra in het Waalse Gewest of in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
- niet van toepassing op :
  - revalidatiecentra die een dienst uitmaken van een ziekenhuis of een opvoedingsinstelling en als dusdanig onder de beheersverantwoordelijkheid van dit ziekenhuis of opvoedingsinstelling vallen
- onderwerp : ontbinding en vereffening van het fonds voor bestaanszekerheid, genaamd "Fonds social des centres de revalidation"
- geldigheidsduur : van 01/07/1998 tot op heden onbepaalde datum
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49280/CO/3050200.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES ETABLISSEMENTS ET LES SERVICES DE SANTE

Convention collective de travail conclue le 18/06/1998, déposée le 29/06/1998 et enregistrée le 13/10/1998.

- champ d'application :
  - centres de revalidation francophones et germanophones situés dans la Région wallonne ou la Région de Bruxelles-Capitale
- hors du champ d'application :
  - centres de revalidation qui font partie d'un hôpital ou d'une maison d'éducation et qui tombent à ce titre sous la responsabilité de gestion de cet hôpital ou de cette maison d'éducation
- objet : dissolution et liquidation du fonds de sécurité d'existence, dénommé "Fonds social des centres de revalidation"
- durée de validité : du 01/07/1998 jusqu'à une date actuellement indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49280/CO/3050200.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE GEZONDHEIDSINRICHTINGEN EN -DIENSTEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 18/06/1998, neergelegd op 26/06/1998 en geregistreerd op 13/10/1998.

- toepassingsgebied :
  - kinderkribben, peutertuinen, buitenschoolse opvang, diensten voor opvanggezinnen, diensten voor thuisopvang van zieke kinderen en gelijkaardige
  - nederlandstalige instellingen en diensten in het Vlaamse Gewest of in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
- onderwerp : ontbinding en vereffening van het FBZ genaamd ″Sociaal Fonds voor de sector van de opvang van kinderen″
- geldigheidsduur : van 01/07/1998 tot op heden onbepaalde datum
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49281/CO/3050200.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES ETABLISSEMENTS ET LES SERVICES DE SANTE

Convention collective de travail conclue le 18/06/1998, déposée le 26/06/1998 et enregistrée le 13/10/1998.

- champ d'application :
  - crèches, prégardiennats, service d'accueil extra-scolaires, service degardienne encadrées à domicile, services d'accueil à domicile d'enfants malades et similaires
  - établissements et services néérlandophones situés dans la Région néérlandophone ou la Région de Bruxelles-Capitale
- objet : dissolution et liquidation de fonds de sécurité d'existence dénommé ″Sociaal Fonds voor de opvang van kinderen″
- durée de validité : du 01/07/1998 jusqu'à une date actuellement indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49281/CO/3050200.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE GEZONDHEIDSINRICHTINGEN EN -DIENSTEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 18/06/1998, neergelegd op 29/06/1998 en geregistreerd op 13/10/1998.

- toepassingsgebied :
  - diensten voor thuisverzorging
- onderwerp : ontbinding en vereffening van het FBZ genaamd ″Sociaal Fonds voor de thuisverzorging″
- geldigheidsduur : van 01/07/1998 tot op heden onbepaalde datum
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49282/CO/3050200.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES ETABLISSEMENTS ET LES SERVICES DE SANTE

Convention collective de travail conclue le 18/06/1998, déposée le 29/06/1998 et enregistrée le 13/10/1998.

- champ d'application :
  - services de soins à domicile
- objet : dissolution et liquidation du fonds de sécurité d'existence, dénommé ″Fonds social pour les soins à domicile″
- durée de validité : du 01/07/1998 jusqu'à une date actuellement indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49282/CO/3050200.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE GEZONDHEIDSINRICHTINGEN EN -DIENSTEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 18/06/1998, neergelegd op 29/06/1998 en geregistreerd op 13/10/1998.

- toepassingsgebied :
  - bicommunautaire gezondheidsinrichtingen en -diensten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
- niet van toepassing op :
  - diensten voor thuisverzorging
  - rustoorden voor bejaarden en de rust- en verzorgingstehuizen
- onderwerp : ontbinding en vereffening van het fonds voor bestaanszekerheid genaamd ″Sociaal Fonds voor de bicommunautaire gezondheidsinrichtingen en -diensten″
- geldigheidsduur : van 01/07/1998 tot op heden onbepaalde datum
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49283/CO/3050200.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES ETABLISSEMENTS ET LES SERVICES DE SANTE

Convention collective de travail conclue le 18/06/1998, déposée le 29/06/1998 et enregistrée le 13/10/1998.

- champ d'application :
  - établissements et services de santé bicommunautaires dans la Région de Bruxelles-Capitale
- hors du champ d'application :
  - services de soins à domicile
  - maisons de retraite pour personnes âgées et maisons de repos et de soins
- objet : dissolution et liquidation de fonds de sécurité d'existence, dénommé ″Fonds social des établissements et services de santé bicommunautaires″
- durée de validité : du 01/07/1998 jusqu'à une date actuellement indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49283/CO/3050200.

PARITAIR COMITE VOOR DE VLASBEREIDING

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 25/06/1998, neergelegd op 26/06/1998 en geregistreerd op 13/10/1998.

- onderwerp : koppeling van de bezoldigingen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen
- wijziging van overeenkomst nummer 006298 van 12/05/1980
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49284/CO/1220000.

COMMISSION PARITAIRE DE LA PREPARATION DU LIN

Convention collective de travail conclue le 25/06/1998, déposée le 26/06/1998 et enregistrée le 13/10/1998.

- objet : liaison des rémunérations à l'indice des prix à la consommation
- modification de la convention numéro 006298 du 12/05/1980
- durée de validité : à partir du 01/01/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49284/CO/1220000.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE GEZONDHEIDSINRICHTINGEN EN -DIENSTEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 18/06/1998, neergelegd op 29/06/1998 en geregistreerd op 13/10/1998.

- toepassingsgebied :
  - nederlandstalige revalidatiecentra in het Vlaamse Gewest of in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gelegen
- niet van toepassing op :
  - revalidatiecentra die een dienst uitmaken van een ziekenhuis of een opvoedingsinstelling en alsdus onder de beheersverantwoordelijkheid hiervan vallen
- onderwerp : ontbinding en vereffening van het fonds voor bestaanszekerheid, genaamd "Sociaal Fonds Revalidatiecentra"
- geldigheidsduur : van 01/07/1998 tot op heden onbepaalde datum
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49285/CO/3050200.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES ETABLISSEMENTS ET LES SERVICES DE SANTE

Convention collective de travail conclue le 18/06/1998, déposée le 29/06/1998 et enregistrée le 13/10/1998.

- champ d'application :
  - des centres de révalidation néerlandophones situés dans la Région flamande ou la Région de Bruxelles-Capitale
- hors du champ d'application :
  - centres de revalidation qui font partie d'un hôpital ou d'une maison d'éducation et qui tombent à ce titre sous la responsabilité de gestion de cet hôpital ou de cette maison d'éducation
- objet : dissolution et liquidation d'un fonds de sécurité d'existence, dénommé "Sociaal Fonds Revalidatiecentra"
- durée de validité : du 01/07/1998 jusqu'à une date actuellement indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49285/CO/3050200.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE GEZONDHEIDSINRICHTINGEN EN -DIENSTEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 18/06/1998, neergelegd op 29/06/1998 en geregistreerd op 13/10/1998.

- toepassingsgebied :
  - nederlandstalige instellingen en diensten in het Vlaamse Gewest of in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
- niet van toepassing op :
  - autonome revalidatiecentra
  - diensten voor thuisverzorging
  - rustoorden voor bejaarden en de rust- en verzorgingstehuizen
  - kinderkribben, peutertuinen, buitenschoolse opvang, diensten voor opvanggezinnen, diensten voor thuisopvang van zieke kinderen en gelijkaardige
- onderwerp : ontbinding en vereffening van het FBZ genaamd "Sociaal Fonds voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten"
- geldigheidsduur : van 01/07/1998 tot op heden onbepaalde datum
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49286/CO/3050200.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES ETABLISSEMENTS ET LES SERVICES DE SANTE

Convention collective de travail conclue le 18/06/1998, déposée le 29/06/1998 et enregistrée le 13/10/1998.

- champ d'application :
  - établissements et services néérlandophones situés dans la Région néerlandophone ou la Région de Bruxelles-Capitale
- hors du champ d'application :
  - centres de revalidation autonomes
  - services de soins à domicile
  - maisons de retraite pour personnes âgées et maisons de repos et de soins
  - crèches, prégardiennats, service d'accueil extra-scolaires, service degardienne encadrées à domicile, services d'accueil à domicile d'enfants malades et similaires
- objet : dissolution et liquidation d'un fonds de sécurité d'existence, dénommé "Sociaal Fonds voor de gezondheidsinrichtingen en -diensten"
- durée de validité : du 01/07/1998 jusqu'à une date actuellement indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49286/CO/3050200.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE GEZONDHEIDSINRICHTINGEN EN -DIENSTEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 18/06/1998, neergelegd op 29/06/1998 en geregistreerd op 13/10/1998.

- toepassingsgebied :
  - franstalige en duitstalige instellingen en diensten in het Waalse Gewest of in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
- niet van toepassing op :
  - autonome revalidatiecentra
  - diensten voor thuisverzorging
  - rustoorden voor bejaarden en de rust- en verzorgingstehuizen
  - kinderkribben, peutertuinen, buitenschoolse opvang, diensten voor opvanggezinnen, diensten voor thuisopvang van zieke kinderen, "maisons communales d'accueil de l'enfance" en gelijkaardige
- onderwerp : ontbinding en vereffening van het fonds voor bestaanszekerheid genaamd "Fonds social pour les établissements et les services de santé"
- geldigheidsduur : van 01/07/1998 tot op heden onbepaalde datum
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49287/CO/3050200.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES ETABLISSEMENTS ET LES SERVICES DE SANTE

Convention collective de travail conclue le 18/06/1998, déposée le 29/06/1998 et enregistrée le 13/10/1998.

- champ d'application :
  - établissements et services francophones et germanophones situés dans la région francophone ou la Région de Bruxelles-Capitale
- hors du champ d'application :
  - centres de revalidation autonomes
  - services de soins à domicile
  - maisons de retraite pour personnes âgées et maisons de repos et de soins
  - crèches, prégardiennats, service d'accueil extra-scolaires, service degardienne encadrées à domicile, services d'accueil à domicile d'enfants malades, "maisons communales d'accueil de l'enfance" et similaires
- objet : dissolution et liquidation de fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds social pour les établissements et les services de santé"
- durée de validité : du 01/07/1998 jusqu'à une date actuellement indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49287/CO/3050200.

PARITAIR COMITE VOOR DE VLASBEREIDING

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 15/09/1998, neergelegd op 23/09/1998 en geregistreerd op 13/10/1998.

- onderwerp : aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werklieden indien zij worden ontslagen
- wijziging van overeenkomst nummer 007154 van 19/05/1981
- vervanging van overeenkomst nummer 047306 van 04/12/1997
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49288/CO/1220000.

COMMISSION PARITAIRE DE LA PREPARATION DU LIN

Convention collective de travail conclue le 15/09/1998, déposée le 23/09/1998 et enregistrée le 13/10/1998.

- objet : indemnité complémentaire en faveur de certains travailleurs âgés en cas de licenciement
- modification de la convention numéro 007154 du 19/05/1981
- remplacement de la convention numéro 047306 du 04/12/1997
- durée de validité : à partir du 01/01/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49288/CO/1220000.

PARITAIR COMITE VOOR DE OPVOEDINGS- EN HUISVESTINGS-INRICHTINGEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 17/07/1998, neergelegd op 31/07/1998 en geregistreerd op 13/10/1998.

- toepassingsgebied :
  - Waals Gewest-gehandicapten
  - gehandicapten
- onderwerp : bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector
- vervanging van overeenkomst nummer 048964 van 15/06/1998
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/07/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49289/CO/3190000.

COMMISSION PARITAIRE DES MAISONS D'EDUCATION ET D'HEBERGEMENT

Convention collective de travail conclue le 17/07/1998, déposée le 31/07/1998 et enregistrée le 13/10/1998.

- champ d'application :
  - Région wallonne-handicapés
  - handicapés
- objet : promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand
- remplacement de la convention numéro 048964 du 15/06/1998
- durée de validité : à partir du 01/07/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49289/CO/3190000.

PARITAIR COMITE VOOR DE OPVOEDINGS- EN HUISVESTINGS-INRICHTINGEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 17/07/1998, neergelegd op 31/07/1998 en geregistreerd op 13/10/1998.

- toepassingsgebied :
  - jeugdzorg
  - Franse Gemeenschap
- onderwerp : bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector
- vervanging van overeenkomst nummer 048996 van 15/06/1998
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/07/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49290/CO/3190000.

COMMISSION PARITAIRE DES MAISONS D'EDUCATION ET D'HEBERGEMENT

Convention collective de travail conclue le 17/07/1998, déposée le 31/07/1998 et enregistrée le 13/10/1998.

- champ d'application :
  - aide à la jeunesse
  - Communauté française
- objet : promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand
- remplacement de la convention numéro 048996 du 15/06/1998
- durée de validité : à partir du 01/07/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49290/CO/3190000.

PARITAIR COMITE VOOR DE OPVOEDINGS- EN HUISVESTINGS-INRICHTINGEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 17/07/1998, neergelegd op 31/07/1998 en geregistreerd op 13/10/1998.

- toepassingsgebied :
  - Brussels Hoofdstedelijk Gewest-gehandicapten
  - gehandicapten
- onderwerp : bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector
- vervanging van overeenkomst nummer 048969 van 15/06/1998
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/07/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49291/CO/3190000.

COMMISSION PARITAIRE DES MAISONS D'EDUCATION ET D'HEBERGEMENT

Convention collective de travail conclue le 17/07/1998, déposée le 31/07/1998 et enregistrée le 13/10/1998.

- champ d'application :
  - Région de Bruxelles-Capitale-handicapés
  - handicapés
- objet : promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand
- remplacement de la convention numéro 048969 du 15/06/1998
- durée de validité : à partir du 01/07/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49291/CO/3190000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 09/09/1998, neergelegd op 10/09/1998 en geregistreerd op 13/10/1998.

- toepassingsgebied :
  - Subsector van vetsmelterijen, vleesconserven, worsten, uitgezouten levensmiddelen, gerookte vleeswaren en van vlees afgeleide produkten, ondernemingen voor verwerking van (dieren)darmen
- onderwerp : aanneming en detachering
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000, met opzeggingsbeding
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49292/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 09/09/1998, déposée le 10/09/1998 et enregistrée le 13/10/1998.

- champ d'application :
  - Fondoirs de graisse, conserves de viandes, saucissons, salaisons, viande fumées et dérivés de viance, boyauderies (calibrage et collage des boyaux), abattoirs, tueries de volailles
- objet : les contrats d'entreprise et le détachement
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000, avec clause de dénonciation
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49292/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR HET BOUWBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 24/09/1998, neergelegd op 06/10/1998 en geregistreerd op 16/10/1998.

- onderwerp : arbeidsduurvermindering
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/1999
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49296/CO/1240000.

COMMISSION PARITAIRE DE LA CONSTRUCTION

Convention collective de travail conclue le 24/09/1998, déposée le 06/10/1998 et enregistrée le 16/10/1998.

- objet : diminution de la durée du travail
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/1999
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49296/CO/1240000.

PARITAIR COMITE VOOR HET BOUWBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 24/09/1998, neergelegd op 06/10/1998 en geregistreerd op 16/10/1998.

- onderwerp : organisatie van de suppletieve sectorale regelingen tot herverdeling van de arbeid in het kader van de bedrijfsplannen
- wijziging van overeenkomst nummer 044929 van 15/05/1997
- geldigheidsduur : van 01/01/1996 tot 31/12/1998
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49297/CO/1240000.

COMMISSION PARITAIRE DE LA CONSTRUCTION

Convention collective de travail conclue le 24/09/1998, déposée le 06/10/1998 et enregistrée le 16/10/1998.

- objet : organisation des régimes sectoriels supplétifs de redistribution du travail dans le cadre des plans d'entreprise
- modification de la convention numéro 044929 du 15/05/1997
- durée de validité : du 01/01/1996 au 31/12/1998
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49297/CO/1240000.

PARITAIR COMITE VOOR HET BOUWBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 24/09/1998, neergelegd op 06/10/1998 en geregistreerd op 16/10/1998.

- onderwerp : de toekenning van getrouwheidszegels en weerverletzegels
- wijziging van overeenkomst nummer 020686 van 28/04/1988
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/04/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49298/CO/1240000.

COMMISSION PARITAIRE DE LA CONSTRUCTION

Convention collective de travail conclue le 24/09/1998, déposée le 06/10/1998 et enregistrée le 16/10/1998.

- objet : octroi des timbres fidélité et des timbres intempéries
- modification de la convention numéro 020686 du 28/04/1988
- durée de validité : à partir du 01/04/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49298/CO/1240000.

PARITAIR COMITE VOOR HET BOUWBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 24/09/1998, neergelegd op 06/10/1998 en geregistreerd op 16/10/1998.

- onderwerp : aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werklieden indien zij worden ontslagen
- verlenging van overeenkomst nummer 044856 van 15/05/1997
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 30/06/1999
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49299/CO/1240000.

COMMISSION PARITAIRE DE LA CONSTRUCTION

Convention collective de travail conclue le 24/09/1998, déposée le 06/10/1998 et enregistrée le 16/10/1998.

- objet : indemnité complémentaire en faveur de certains travailleurs âgés en cas de licenciement
- prolongation de la convention numéro 044856 du 15/05/1997
- durée de validité : du 01/01/1999 au 30/06/1999
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49299/CO/1240000.

PARITAIR COMITE VOOR DE DIAMANTNIJVERHEID EN -HANDEL

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 04/12/1997, neergelegd op 10/02/1998 en geregistreerd op 29/10/1998.

- niet van toepassing op :
  - de technische bedienden
- onderwerp : uitvoeringsbepalingen betreffende de vakbondspremie
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1997, voor onbepaalde duur, behoudens andersluidende bepalingen
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49367/CO/3240000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE DU DIAMANT

Convention collective de travail conclue le 04/12/1997, déposée le 10/02/1998 et enregistrée le 29/10/1998.

- hors du champ d'application :
  - les employés techniques
- objet : dispositions d'exécution relatives à la prime syndicale
- durée de validité : à partir du 01/01/1997, pour une durée indéterminée, sauf dispositions contraires
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49367/CO/3240000.

PARITAIR COMITE VOOR DE DIAMANTNIJVERHEID EN -HANDEL

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 04/07/1996, neergelegd op 10/02/1998 en geregistreerd op 29/10/1998.

- onderwerp : vaststelling van sommige arbeidsvoorwaarden
- wijziging van overeenkomst nummer 005501 van 16/11/1978
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/07/1996, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49368/CO/3240000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE DU DIAMANT

Convention collective de travail conclue le 04/07/1996, déposée le 10/02/1998 et enregistrée le 29/10/1998.

- objet : fixation de certaines conditions de travail
- modification de la convention numéro 005501 du 16/11/1978
- durée de validité : à partir du 01/07/1996, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49368/CO/3240000.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE HAVEN VAN GENT

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/09/1998, neergelegd op 14/10/1998 en geregistreerd op 29/10/1998.
- onderwerp : arbeidsregeling voor de losse havenarbeiders (zaterdag-, zondag- en feestdagwerk)
- wijziging van overeenkomst nummer 035284 van 16/12/1993
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/10/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : nee
- registratienummer : 49369/CO/3010200.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LE PORT DE GAND

Convention collective de travail conclue le 30/09/1998, déposée le 14/10/1998 et enregistrée le 29/10/1998.
- objet : régime de travail des ouvriers portuaires journaliers (travail du samedi, dimanche et jours fériés)
- modification de la convention numéro 035284 du 16/12/1993
- durée de validité : à partir du 01/10/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : non
- numéro d'enregistrement : 49369/CO/3010200.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE HAVEN VAN GENT

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/09/1998, neergelegd op 14/10/1998 en geregistreerd op 29/10/1998.
- onderwerp : arbeidsregeling voor de losse havenarbeiders (nachtwerk)
- wijziging van overeenkomst nummer 035284 van 16/12/1993
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/10/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : nee
- registratienummer : 49370/CO/3010200.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LE PORT DE GAND

Convention collective de travail conclue le 30/09/1998, déposée le 14/10/1998 et enregistrée le 29/10/1998.
- objet : régime de travail des ouvriers portuaires journaliers (travail de nuit)
- modification de la convention numéro 035284 du 16/12/1993
- durée de validité : à partir du 01/10/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : non
- numéro d'enregistrement : 49370/CO/3010200.

PARITAIR COMITE VOOR DE METAAL-, MACHINE- EN ELEKTRISCHE BOUW

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/09/1998 en 08/09/1998, neergelegd op 14/10/1998 en geregistreerd op 29/10/1998.
- toepassingsgebied :
  - Sector voor industriële of ambachtelijke metaalverwerkingsondernemingen - West-Vlaanderen
- niet van toepassing op :
  - Sector voor de ondernemingen welke bruggen en gebinten monteren
- onderwerp : berekening van het nettoreferteloon inzake brugpensioen - provincie West-Vlaanderen
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/09/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49371/CO/1110000.

COMMISSION PARITAIRE DES CONSTRUCTIONS METALLIQUE, MECANIQUE ET ELECTRIQUE

Convention collective de travail conclues les 21/09/1998 et 08/09/1998, déposée le 14/10/1998 et enregistrée le 29/10/1998.
- champ d'application :
  - Secteur des entreprises industrielles ou artisanales de la transformation des métaux - Flandre occidentale
- hors du champ d'application :
  - Secteur des entreprises de montage des ponts et charpentes
- objet : calcul du salaire net de reference relative à la prépension - province de Flandre occidentale
- durée de validité : à partir du 01/09/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49371/CO/1110000.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE TERUGWINNING VAN METALEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 13/10/1998, neergelegd op 14/10/1998 en geregistreerd op 29/10/1998.
- onderwerp : buitengewone bijdrage voor het jaar 1998 aan het "Sociaal Fonds voor de ondernemingen voor de terugwinning van metalen"
- uitvoering van overeenkomst nummer 032044 van 19/12/1991
- geldigheidsduur : van 01/01/1998 tot 31/12/1998
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49372/CO/1420100.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LA RECUPERATION DE METAUX

Convention collective de travail conclue le 13/10/1998, déposée le 14/10/1998 et enregistrée le 29/10/1998.
- objet : cotisation exceptionnelle pour toute l'année 1998 au "Fonds social des entreprises pour la récupération des métaux"
- exécution de la convention numéro 032044 du 19/12/1991
- durée de validité : du 01/01/1998 au 31/12/1998
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49372/CO/1420100.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE EDELE METALEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 29/09/1998, neergelegd op 14/10/1998 en geregistreerd op 29/10/1998.
- onderwerp : brugpensioen op 58 jaar
- uitvoering van overeenkomst nummer 003107 van 19/12/1974
- geldigheidsduur : van 01/01/1998 tot 30/06/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49373/CO/1490300.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES METAUX PRECIEUX

Convention collective de travail conclue le 29/09/1998, déposée le 14/10/1998 et enregistrée le 29/10/1998.
- objet : prépension à 58 ans
- exécution de la convention numéro 003107 du 19/12/1974
- durée de validité : du 01/01/1998 au 30/06/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49373/CO/1490300.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE EDELE METALEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 29/09/1998, neergelegd op 14/10/1998 en geregistreerd op 29/10/1998.
- onderwerp : sectorale omkadering van de regimes met nachtprestaties
- geldigheidsduur : m.i.v. 29/09/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49374/CO/1490300.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES METAUX PRECIEUX

Convention collective de travail conclue le 29/09/1998, déposée le 14/10/1998 et enregistrée le 29/10/1998.
- objet : encadrement sectoriel des régimes de travail comportant des prestations de nuit
- durée de validité : à partir du 29/09/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49374/CO/1490300.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE EDELE METALEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 18/06/1998, neergelegd op 14/10/1998 en geregistreerd op 29/10/1998.
- onderwerp : carensdag
- geldigheidsduur : van 01/01/1998 tot 30/06/1998
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49375/CO/1490300.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES METAUX PRECIEUX

Convention collective de travail conclue le 18/06/1998, déposée le 14/10/1998 et enregistrée le 29/10/1998.
- objet : jour de carence
- durée de validité : du 01/01/1998 au 30/06/1998
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49375/CO/1490300.

PARITAIR COMITE VOOR DE METAAL-, MACHINE- EN ELEKTRISCHE BOUW

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/09/1998, neergelegd op 14/10/1998 en geregistreerd op 29/10/1998.
- niet van toepassing op :
  - Sector voor industriële of ambachtelijke metaalverwerkingsondernemingen - West-Vlaanderen
  - Sector voor de ondernemingen welke bruggen en gebinten monteren
- onderwerp : berekening van het nettoreferteloon inzake brugpensioen
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49376/CO/1110000.

COMMISSION PARITAIRE DES CONSTRUCTIONS METALLIQUE, MECANIQUE ET ELECTRIQUE

Convention collective de travail conclue le 21/09/1998, déposée le 14/10/1998 et enregistrée le 29/10/1998.
- hors du champ d'application :
  - Secteur des entreprises industrielles ou artisanales de la transformation des métaux - Flandre occidentale
  - Secteur des entreprises de montage des ponts et charpentes
- objet : mode de calcul de l'indemnité complémentaire de prépension
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49376/CO/1110000.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE ORTHOPEDISCHE SCHOEISELS

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 26/01/1998, neergelegd op 24/09/1998 en geregistreerd op 29/10/1998.
- onderwerp : opheffing van de CAO van 24.02.1992 tot toekenning van een bijzondere vormingspremie door het FBZ
- opheffing van overeenkomst nummer 030387 van 24/02/1992
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/11/1997, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49377/CO/1280600.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES CHAUSSURES ORTHOPEDIQUES

Convention collective de travail conclue le 26/01/1998, déposée le 24/09/1998 et enregistrée le 29/10/1998.
- objet : abrogation de la CCT du 24.02.1992 octroyant une prime spéciale de formation par le FSE
- abrogation de la convention nummméro 030387 du 24/02/1992
- durée de validité : à partir du 01/11/1997, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49377/CO/1280600.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE ORTHOPEDISCHE SCHOEISELS

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 31/03/1998, neergelegd op 24/09/1998 en geregistreerd op 29/10/1998.
- onderwerp : wijziging van de statuten van een fonds voor bestaanszekerheid
- wijziging van overeenkomst nummer 029082 van 04/11/1991
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/07/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49378/CO/1280600.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES CHAUSSURES ORTHOPEDIQUES

Convention collective de travail conclue le 31/03/1998, déposée le 24/09/1998 et enregistrée le 29/10/1998.
- objet : modification des statuts d'un fonds de sécurité d'existence
- modification de la convention numéro 029082 du 04/11/1991
- durée de validité : à partir du 01/07/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49378/CO/1280600.

[C − 98/12942]

Neerlegging van collectieve arbeidsovereenkomsten

Errata

In de berichten van neerlegging van collectieve arbeidsovereenkomsten, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 20 mei 1998, bladzijde 16296, zijn de volgende errata te signaleren :

- overeenkomst geregistreerd onder het nummer 47313/CO/3030300, lezen : « collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/11/1997 » in plaats van « collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 27/11/1997 »;

- overeenkomst geregistreerd onder het nummer 47316/CO/3030300, lezen : « collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 21/11/1997 » in plaats van collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 27/11/1997 ».

[C − 98/12942]

Dépôt de conventions collectives de travail

Errata

Dans les avis de dépôt de conventions collectives de travail publiés au *Moniteur belge* du 20 mai 1998, page 16296, les errata suivants sont à signaler :

- convention enregistrée sous le numéro 47313/CO/3030300, lire : « convention collective de travail conclue le 21/11/1997 » au lieu de « convention collective de travail conclue le 27/11/1997 »;

- convention enregistrée sous le numéro 47316/CO/3030300, lire : « convention collective de travail conclue le 21/11/1997 » au lieu de « convention collective de travail conclue le 27/11/1997 ».

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[C − 98/36232]

15 OKTOBER 1998. — Omzendbrief BA-98/07 betreffende toezending van besluiten van de gemeenteraad betreffende de begrotingen en rekeningen naar de Vlaamse regering

Aan mevrouw de provinciegouverneur

Aan de heren provinciegouverneurs

Aan de leden van de bestendige deputaties

Aan de colleges van burgemeester en schepenen

Het besluit van de Vlaamse regering van 7 juli 1998 tot regeling van de toezending van besluiten van de gemeenteraad betreffende de begrotingen en rekeningen naar de Vlaamse regering bepaalt dat de besluiten van de gemeenteraad betreffende de begrotingen en de rekeningen, alsmede de daarin aangebrachte wijzigingen, binnen de termijn die is vastgesteld bij artikel 7 en artikel 15 van het decreet van 28 april 1993 houdende regeling, voor het Vlaamse Gewest, van het administratief toezicht op de gemeenten, naar de Vlaamse regering worden gestuurd in ingebonden vorm op papierdrager EN in digitale vorm via een magnetische diskette, via het Internet, via het intranet Publilink of via elk ander netwerk dat verbonden is met het Internet of het intranet Publilink.

Om welke gegevens gaat het ?

De gemeentebesturen worden dus verplicht bepaalde gegevens uit de budgettaire en algemene boekhouding in de vorm van computerbestanden naar de Vlaamse regering te sturen.

Het betreft meer bepaald de integrale begroting en begrotingsrekening (netto vastgestelde rechten en vastgelegde uitgaven) en de proef- en saldibalans. Ook elke begrotingswijziging moet doorgestuurd worden. Samenvattingstabellen en verplichte bijlagen worden niet meegestuurd.

Bestandsarchitectuur

De bestanden moeten opgemaakt worden in ASCII-code conform onderstaande tabel.

Begroting en begrotingsrekening

Benaming : BEG####.TXT (####=jaartal)

veld	lengte	omschrijving
1	4	jaartal
2	5	NIS-code van de gemeente
3	2	aard van de gegevens 00-48 : begroting 00 : oorspronkelijke begroting 01 : eerste begrotingswijziging 02 : tweede begrotingswijziging … 15 16-48 : andere begrotingsdocumenten 50-98 : rekening 50 : kredieten van het eigen jaar 51 : overgedragen kredieten vorige dienstjaren 52 : nieuwe kredieten vorige dienstjaren 70-98 : andere documenten uit de rekening
4	1	statuut v : vastgesteld door de gemeenteraad g : goedgekeurd door de bestendige deputatie of de gouverneur
5	4	jaartal waarop de gegevens betrekking hebben (onderscheid tussen tabel vorige jaren en tabel eigen dienstjaar)
6	5	economische groep gewone dienst : 00060 : ontvangsten prestaties — 00070 : uitgaven personeel 00061 : ontvangsten overdrachten — 00071 : uitgaven werking 00062 : ontvangsten schuld — 00072 : uitgaven overdrachten 0007x : uitgaven schuld 00068 : ontvangsten overboekingen — 00078 : uitgaven overboekingen 9990g : algemeen resultaat vorige dienstjaren buitengewone dienst : 00080 : ontvangsten overdrachten — 00090 : uitgaven overdrachten 00081 : ontvangsten investeringen — 00091 : uitgaven investeringen 00082 : ontvangsten schuld — 00092 : uitgaven schuld 00088 : ontvangsten overboekingen — 00098 : uitgaven overboekingen 9990b : algemeen resultaat vorige dienstjaren
7	5	functionele code
8	5	economische code
9	max. 17	bedrag, waarvan de 2 laatste karakters decimalen (euro)
10	max. 17	bedrag van de aanrekening (alleen voor uitgaven uit de rekening), waarvan de 2 laatste karakters decimalen (euro)
11	max. 17	over te dragen kredieten (alleen voor uitgaven uit de rekening), waarvan de 2 laatste karakters decimalen (euro)

Proef- en saldibalans
Benaming : BAL####.TXT (####=jaartal)

veld	lengte	omschrijving
1	4	jaartal
2	5	NIS-code van de gemeente
3	2	aard van de gegevens 60 : balans en resultatenrekening 70-98 : andere documenten uit de rekening
4	1	statuut v : vastgesteld door de gemeenteraad g : goedgekeurd door de gouverneur
5	5	code algemene rekening
6	max. 17	debetbedrag, waarvan de 2 laatste karakters decimalen (euro)
7	max. 17	creditbedrag, waarvan de 2 laatste karakters decimalen (euro)

Hoe worden de bestanden aangemaakt?

Het is de bedoeling dat het gemeentelijk computersysteem deze bestanden automatisch genereert op basis van de reeds bestaande databanken van het boekhoudsysteem. De softwarehuizen en subregionale informaticacentra werden van deze nieuwe evolutie op de hoogte gebracht en bekomen alle technische details om de nodige scripts en routines aan te maken.

Hoe kunnen deze bestanden doorgestuurd worden?

De gemeente is in principe vrij het medium te kiezen waarmee zij de bestanden doorstuurt naar de Vlaamse Gemeenschap.

De eenvoudigste, veiligste en betrouwbaarste methode is gebruik maken van het intranet Publilink. Via de homepage van dit intranet zal in de rubriek Software Upgrades de juiste applicatiesoftware kunnen gekozen en geïnstalleerd worden waarmee deze bestanden op een uiterst eenvoudige wijze naar de administratie Binnenlandse Aangelegenheden kunnen verstuurd worden. Het volstaat de door het gemeentelijk computersysteem aangemaakte bestanden samen te brengen in een bepaalde map (directory) op een pc met publilink e-mail aansluiting en een icoon aan te klikken. Uitgebreide instructies volgen in een later rondschrijven.

De gemeenten die geen gebruik kunnen maken van dit medium, kunnen de bestanden op een andere wijze naar de administratie sturen (diskette, e-mail internet,…).

Ik verzoek de gemeenten de nodige voorbereidingen te treffen om met de nieuwe regeling van kracht te kunnen gaan in 1999 (begrotingsrekening van 1998). Met een aantal pilootgemeenten zal nog dit jaar met het nieuw systeem gewerkt worden ter gelegenheid van de gemeentebegroting voor 1999.

Mijn administratie voor Binnenlandse Aangelegenheden staat steeds ter beschikking voor verdere toelichting in verband met deze omzendbrief.

Voor vragen kan u terecht bij de heer Tom Doesselaere, tel. 02/553.39.84, e-mail : tom.doesselare@vlaanderen.be, fax : 02/553.39.52 of e-mail Publilink (rubriek «Vlaamse Gemeenschap» in de Publilink directory browser).

Ik verzoek u, mevrouw de gouverneur, heren gouverneurs, de gemeentebesturen kennis te geven van deze omzendbrief door een spoedige publicatie in het bestuursmemoriaal.

Volledigheidshalve zend ik aan alle gemeentebesturen rechtstreeks een afschrift van deze omzendbrief.

Deze omzendbrief kan ook geconsulteerd worden via Publilink of Internet op het volgende URL :

Publilink : http://publiwww.vlaanderen.be/aba/omzend.htm

Internet : http://aba.ewbl.vlaanderen.be/omzend.htm

L. PEETERS
Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
Stedelijk Beleid en Huisvesting

WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS

UNIVERSITEIT GENT

—

Bij de Faculteit toegepaste wetenschappen is volgend mandaat te begeven : het betreft een tijdelijke aanstelling voor een termijn van twee jaar, die hernieuwbaar is.

TW14V

Een betrekking van voltijds assistent bij de vakgroep bouwkundige constructies, tel. 09/264 54 70.

Profiel van de kandiaat :

diploma van burgerlijk bouwkundig ingenieur of van burgerlijk ingenieur-architect;

bijzondere interesse voor het vakgebied « Berekening van Constructies »;

belangstelling voor computerapplicaties in het vermelde vakgebied.

Inhoud van de functie :

wetenschappelijk onderzoek ter voorbereiding van een doctoraat;

bijstand bij het onderwijs van de vakgroep.

De kandidaturen, met *curriculum vitae* en een afschrift van het vereist diploma en een overzicht van de behaalde resultaten (per jaar), moeten per aangetekend schrijven ingediend worden bij de personeelsdienst van de Universiteit Gent, Sint-Pietersnieuwstraat 25, 9000 Gent, uiterlijk op 3 december 1998. (19955)

Bij de Faculteit rechtsgeleerdheid is volgend mandaat te begeven : het betreft een tijdelijke aanstelling voor een termijn van twee jaar, die hernieuwbaar is.

RE03V

Een betrekking van deeltijds assistent (50 %) bij de vakgroep burgerlijk recht tel. 09/264 69 23.

Profiel van de kandiaat :

licentiaat in de rechten;

belangstelling voor het algemeen verbintenissenrecht.

Inhoud van de functie :

wetenschappelijk onderzoek in het vakgebied algemeen verbintenissenrecht ter voorbereiding van een doctoraat;

bijstand bij het onderwijs van de vakgroep.

De kandidaturen, met *curriculum vitae* en een afschrift van het vereist diploma en een overzicht van de behaalde resultaten (per jaar), moeten per aangetekend schrijven ingediend worden bij de personeelsdienst van de Universiteit Gent, Sint-Pietersnieuwstraat 25, 9000 Gent, uiterlijk op 26 november 1998. (19956)

Bij de Faculteit rechtsgeleerdheid zijn volgende mandaten te begeven : het betreft tijdelijke aanstellingen voor een termijn van twee jaar die hernieuwbaar is.

RE06V

Een betrekking van deeltijds assistent (70 %) bij de vakgroep Internationaal publiekrecht, tel. 09/264 68 97.

Profiel van de kandidaat :

diploma van licentiaat in de rechten in de politieke en sociale wetenschappen;

een bijkomend diploma van de derde cyclus waaruit interesse voor het vakgebied blijkt strekt tot aanbeveling;

zeer goede kennis van Engels en Frans en notities van Duits.

Inhoud van de functie :

bijstand bij onderwijs van de vakgroep;

wetenschappelijk onderzoek ter voorbereiding van een doctoraat.

RE08V

Een betrekking van voltijds assistent bij de vakgroep Strafrecht en criminologie, tel. 09/264 69 36.

Profiel van de kandidaat :

diploma van licentiaat in de criminologische wetenschappen.

Inhoud van de functie :

bijstand bij het onderwijs van de vakgroep;

wetenschappelijk onderzoek ter voorbereiding van een doctoraat in het vakgebied criminologie.

RE11V

Een betrekking van deeltijds praktijkassistent (30 %) bij de vakgroep procesrecht, arbitrage en internationaal privaatrecht, tel. 09/264 68 32.

Profiel van de kandidaat :

diploma van licentiaat in de rechten;

bijkomende diploma's of specialisatie strekken tot aanbeveling;

kennis van het internationaal privaatrecht;

een ruimte talenkennis;

overige beroepsactiviteiten uitoefenen die bijdragen tot de kwaliteit van het praktijkgebonden onderwijs.

Inhoud van de functie :

bijstand bij het praktijkgebonden onderwijs in het internationaal privaatrecht en in handelsarbitrage.

De kandidaturen, met *curriculum vitae* en een afschrift van het vereist diploma en een overzicht van de behaalde studieresultaten (per jaar), moeten per aangetekend schrijven ingediend worden bij de personeelsdienst van de Universiteit Gent, Sint-Pietersnieuwstraat 25, 9000 Gent, uiterlijk op 26 november 1998. (19957)

VRIJE UNIVERSITEIT BRUSSEL

—

Faculteit wetenschappen

—

Te begeven betrekking zelfstandig academisch personeel : R98/194

De Vrije Universiteit Brussel meldt de externe vacature om de hiernavermelde opdracht bij de Faculteit wetenschappen te vervullen in de hoedanigheid van deeltijds zelfstandig academisch personeelslid in tijdelijk of vast verband.

De opdracht in het vakgebied scheikunde omvat de onderstaande activiteiten van :

Uitsluitend onderwijs : vakdidaktiek scheikunde, 30 uur.

Ingangsdatum : academiejaar 1998/1999.

De kandidaturen worden ingewacht : twee weken na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Vereisten :

De kandidaat moet houder zijn van het diploma van doctor of licentiaat in de scheikundige wetenschappen en blijk geven van een ruime ervaring op het gebied van het onderwijs didactiek scheikunde.

Profiel :

De vakdidacticus scheikunde geeft blijk van een grondige kennis van actuele ontwikkelingen en tendensen binnen de didactief der wetenschappen (scheikunde).

Hij beschikt over een degelijke kennis van onderwijskundige begrippen en inzichten die aan de vakdidactiek ten grondslag liggen. Hij geeft blijk van een grondige kennis van leerplannen en eindtermen

voor scheikunde. Hij kan de scheikunde plaatsen binnen de doelstellingen, de organisatie en de structuur van het secundair onderwijs. Hij is vertrouwd met de eisen die de decreetgever aan de beginnende leraar stelt. Hij is bereid tot vakoverschijdende samenwerken en beschikt over de vaardigheden die nodig zijn om met groepen te werken en om functionele werkrelaties met participanten uit het secundair onderwijs te onderhouden. Onderwijservaring en in het bijzonder ervaring in en/of m.b.t. het secundair onderwijs strekt hierbij tot voordeel.

Contactpersoon : prof. dr. R. Finsey, tel. 02/629 33 85.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier met verklaring vrij onderzoek en cumulatieformulier dat kan bekomen worden op het secretariaat van de desbetreffende faculteit of op de dienst academisch personeel, tel. 02/629 22 65, van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan de rector van de Vrije Universiteit Brussel; één kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit van de wetenschappen (19958)

Wet van 29 maart 1962 (artikelen 9 en 21)
Loi du 29 mars 1962 (articles 9 et 21)

—

Commune de Saint-Josse-ten-Noode

—

Avis d'enquête publique

Le collège des bourgmestre en échevins fait connaître que le dossier de base du plan communal de développement, adopté par le conseil communal du 28 octobre 1998, est soumis à enquête publique du lundi 16 novembre 1998 au mercredi 16 décembre 1998.

Des renseignements ou explications techniques peuvent être obtenus à l'administration communale où les documents peuvent être consultés à l'adresse suivante : Maison communale de Saint-Josse-ten-Noode, service de l'urbanisme, du lundi au vendredi, de 8 à 12 heures et le mardi de 17 à 20 heures.

Les renseignements ou explications techniques sont à demander à M. Ruelle, Mme Matagne et Mme Toussaint, du service de l'urbanisme, du lundi au vendredi, de 8 à 12 heures.

Les dossiers peuvent être acquis auprès du service de l'urbanisme, avenue de l'Astronomie 13, 1210 Bruxelles, au prix de BEF 300 pour le dossier dactylographié et de BEF 700 pour les cartes graphiques (sur réservation au n° 220.27.33).

Les observations et réclamations sont à adresser par écrit au collège des bourgmestre et échevins, au moyen des formulaires ad hoc, à retirer auprès du service de l'urbanisme, à l'adresse suivante : avenue de l'Astronomie 13, à 1210 Bruxelles, au plus tard le 16 décembre 1998.

Au besoin, ces observations ou réclamations peuvent être formulées oralement, avant cette date, auprès de l'agent ou de la personne désignée à cet effet, du lundi au vendredi, de 8 à 12 heures, au service de l'urbanisme, avenue de l'Astronomie 13, 1210 Bruxelles.

Saint-Josse-ten-Noode, le 29 octobre 1998. (26905)

Gemeente Sint-Joost-ten-Node

—

Bericht van openbaar onderzoek

Het college van burgemeester en schepenen brengt ter kennis dat het basisdossier van het gemeentelijk ontwikkelingsplan, goedgekeurd door de gemeenteraad van 28 oktober 1998, aan een openbaar onderzoek wordt onderworpen van maandag 16 november 1998 tot woensdag 16 december 1998.

Technische verduidelijkingen of inlichtingen kunnen verkregen worden bij het gemeentebestuur, waar de documenten ter inzage liggen op volgend adres : Gemeentehuis van Sint-Joost-ten-Node, dienst stedenbouw, Sterrenkundelaan 13, 1210 Brussel, van maandag tot vrijdag, van 8 tot 12 uur, en dinsdag, van 17 tot 20 uur.

Voor de technische verduidelijkingen of inlichtingen kan men zich wenden tot de heer Ruelle, Mevr. Matagne en Mevr. Toussaint, van de stedenbouwdienst, van maandag tot vrijdag, van 8 tot 12 uur.

De dossiers kunnen aangekocht worden bij de dienst stedenbouw, Sterrenkundelaan 13, 1210 Brussel, voor de prijs van BEF 300 voor het getijpte dossier en BEF 7000 voor de grafische kaarten (op bestelling op het nr. 220.27.33).

Opmerkingen en bezwaren kunnen schriftelijk naar het college van burgemeester en schepenen gezonden worden, door middel van ad hoc- formulieren, af te halen bij de dienst stedenbouw op volgend adres : Sterrenkundelaan 13, te 1210 Brussel, en dit ten laatste op 16 december 1998.

Deze opmerkingen of bezwaren kunnen, indien nodig, vóór deze datum bij de beambte of de daartoe aangewezen persoon mondeling gemaakt worden, van maandag tot vrijdag, van 8 tot 12 uur, dienst stedenbouw, Sterrenkundelaan 13, 1210 Brussel.

Sint-Joost-ten-Node, 29 oktober 1998. (26905)

Gemeente Avelgem

—

Bijzonder plan van aanleg — Bericht van onderzoek

Het college van burgemeester en schepenen,

Brengt ter kennis, overeenkomstig de bepalingen van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996, dat het bijzonder plan van aanleg nr. 13 « Intra Muros », opgemaakt overeenkomstig de wettelijke bepalingen en door de gemeenteraad voorlopig aangenomen in zitting van 26 oktober 1998, in het gemeentehuis voor eenieder ter inzage ligt vanaf 20 november 1998 tot en met 21 december 1998, iedere werkdag van 9 tot 12 uur.

Al wie omtrent dit plan opmerkingen of bezwaren te maken heeft, kan die schriftelijk indienen bij het college van burgemeester en schepenen van Avelgem, vóór 21 december 1998, om 19 uur.

Avelgem, 3 november 1998. (26906)

Gemeente Knokke-Heist

—

Bijzondere plannen van aaleg — Bericht van onderzoek

Het college van burgemeester en schepenen brengt ter kennis dat de gemeenteraad, in zitting van 25 september 1998, het ontwerp-B.P.A. K-01 « Wijk Kalfstraat », bevattende een plan van de bestaande toestand en een bestemmingsplan met afzonderlijke stedebouwkundige voorschriften en bijhorende memorie van toelichting, voorlopig heeft aangenomen.

Het B.P.A. omvat het gebied begrensd door de Golf, de Boslaan, de Kalfstraat, de Ceuveldijk, het Schuttersplein, de gemeentelijke begraafplaats en het Uilenspiegelpad.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 19 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996, wordt over het ontwerp-B.P.A. een openbaar onderzoek gehouden dat zal beginnen op 16 november 1998 en eindigen op 15 december 1998.

Het dossier ligt ter inzage op de dienst stadsontwikkeling/stedenbouw, bureel 22, in het stadhuis te Heist, de Vrièrestraat 49, alle werkdagen van 9 tot 12 uur, behalve de zaterdag.

Alle bezwaren en opmerkingen dienen vóór het einde van het onderzoek schriftelijk ter kennis gebracht te worden aan het college van burgemeester en schepenen, Alfred Verweeplein 1, te 8300 Knokke-Heist.

Knokke-Heist, 13 november 1998. (26907)

Het college van burgemeester en schepenen brengt ter kennis dat de gemeenteraad, in zitting van 25 september 1998, het ontwerp-B.P.A. K-02 « Wijk Zegemeer », bevattende een plan van de bestaande toestand en een bestemmingsplan met afzonderlijke stedebouwkundige voorschriften en bijhorende memorie van toelichting, voorlopig heeft aangenomen.

Het B.P.A. omvat het gebied rond het Zegemeer en wordt begrensd door de Meerlaan, de Elizabetlaan en de Koningslaan.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 19 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996, wordt over het ontwerp-B.P.A. een openbaar onderzoek gehouden dat zal beginnen op 16 november 1998 en eindigen op 15 december 1998.

Het dossier ligt ter inzage op de dienst stadsontwikkeling/stedenbouw, bureel 22, in het stadhuis te Heist, de Vrièrestraat 49, alle werkdagen van 9 tot 12 uur, behalve de zaterdag.

Alle bezwaren en opmerkingen dienen vóór het einde van het onderzoek schriftelijk ter kennis gebracht te worden aan het college van burgemeester en schepenen, Alfred Verweeplein 1, te 8300 Knokke-Heist.

Knokke-Heist, 13 november 1998. (26908)

Het college van burgemeester en schepenen brengt ter kennis dat de gemeenteraad, in zitting van 25 september 1998, het ontwerp-B.P.A. K-04 « Wijk Lippenslaan », bevattende een plan van de bestaande toestand en een bestemmingsplan met afzonderlijke stedebouwkundige voorschriften en bijhorende memorie van toelichting, voorlopig heeft aangenomen.

Het B.P.A. omvat het gebied begrensd door de Zeedijk, het Albertplein, de Kustlaan, de Nieuwpoortstraat, de Zoutelaan, de Montgommerylaan, de Bevrijdingslaan, de Churchilllaan, de Piers de Raveschootlaan, de Elizabetlaan, de Koningslaan en de Meerminlaan.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 19 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996, wordt over het ontwerp-B.P.A. een openbaar onderzoek gehouden dat zal beginnen op 16 november 1998 en eindigen op 15 december 1998.

Het dossier ligt ter inzage op de dienst stadsontwikkeling/stedenbouw, bureel 22, in het stadhuis te Heist, de Vrièrestraat 49, alle werkdagen van 9 tot 12 uur, behalve de zaterdag.

Alle bezwaren en opmerkingen dienen vóór het einde van het onderzoek schriftelijk ter kennis gebracht te worden aan het college van burgemeester en schepenen, Alfred Verweeplein 1, te 8300 Knokke-Heist.

Knokke-Heist, 13 november 1998. (26909)

Het college van burgemeester en schepenen brengt ter kennis dat de gemeenteraad, in zitting van 25 september 1998, het ontwerp-B.P.A. K-06 « Wijk Stadhuis », bevattende een plan van de bestaande toestand en een bestemmingsplan met afzonderlijke stedebouwkundige voorschriften en bijhorende memorie van toelichting, voorlopig heeft aangenomen.

Het B.P.A. omvat het gebied begrensd door het Pastoor Opdedrinckplein, de Koningslaan, de Elizabetlaan, de Piers de Raveschootlaan, de noordkant van het A. Verweeplein, de Helmweg, het F. Ropspad, de Boudewijnlaan, de Fincentlaan en de Paul Parmentierlaan.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 19 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996, wordt over het ontwerp-B.P.A. een openbaar onderzoek gehouden dat zal beginnen op 16 november 1998 en eindigen op 15 december 1998.

Het dossier ligt ter inzage op de dienst stadsontwikkeling/stedenbouw, bureel 22, in het stadhuis te Heist, de Vrièrestraat 49, alle werkdagen van 9 tot 12 uur, behalve de zaterdag.

Alle bezwaren en opmerkingen dienen vóór het einde van het onderzoek schriftelijk ter kennis gebracht te worden aan het college van burgemeester en schepenen, Alfred Verweeplein 1, te 8300 Knokke-Heist.

Knokke-Heist, 13 november 1998. (26910)

Aankondigingen − Annonces

VENNOOTSCHAPPEN − SOCIETES

Bureau Witma, société anonyme,
rue Herkoliers 49, 1081 Bruxelles

R.C. Bruxelles 452537 − T.V.A. 423.969.578

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire de la société qui se réunira le 23 novembre 1998, à 8 h 30 m, en l'étude du notaire Michel Cornelis, à Anderlecht, avenue Clemenceau 88, avec l'ordre du jour suivant :

1. Fusion de la société anonyme Bureau Witma, société absorbante, avec la société anonyme New Car Auto, société absorbée, conformément au projet de fusion déposé au greffe du tribunal de commerce de Bruxelles le 7 octobre 1998.

2. Modification de la dénomination sociale.

3. Insertion dans les statuts de nouvelles dispositions relatives à l'administration de la société (nombre des administrateurs et modalités des décisions).

4. Insertion dans les statuts d'une disposition relative à l'euro.

5. Coordination des statuts.

6. Nominations. Divers.

Pour assister à l'assemblée générale, se conformer à l'article 26 des statuts.

(26877) Le conseil d'administration.

Quintelier & C°, naamloze vennootschap,
Rijweg 37, 3020 Herent

H.R. Leuven 81925 − BTW 447.143.670

Algemene vergadering op 30 november 1998, om 19 uur, op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Benoemingen. (26878)

« S.A. Sipef N.V. », naamloze vennootschap
die een publiek beroep op het spaarwezen doet of heeft gedaan,
te 2000 Antwerpen-1, Lange Nieuwstraat 17

H.R. Antwerpen 2031 − BTW 404.491.285

De aandeelhouders worden uitgenodigd de buitengewone algemene aandeelhoudersvergadering bij te wonen die gehouden zal worden op 23 november 1998, om vijftien uur, in het kantoor van notaris Johan Kiebooms, te Antwerpen, Willem Tellstraat 3, met volgende agenda :

1. Hernieuwing van de machtiging tot gebruik van het toegestane kapitaal in geval van openbaar ovenamebod, statutenwijziging.

Voorstel om te besluiten voor een periode van drie (3) jaren de machtiging verleend aan de raad van bestuur om het maatschappelijk kapitaal te verhogen binnen de grenzen van het toegestaan kapitaal, te hernieuwen, teneinde de vennootschap te verdedigen tegen een openbaar overnamebod op de effecten van de vennootschap en voorstel om dienvolgens het derde lid van artikel 8*bis* van de statuten te herbevestigen en te laten luiden als volgt :

« De raad van bestuur wordt tevens bijzonder gemachtigd om, in geval van openbaar overnamebod op effecten uitgegeven door de vennootschap, tot kapitaalverhogingen over te gaan onder de voorwaarden en binnen de grenzen zoals bedoeld in de paragrafen 3 tot 5 van artikel 33*bis* van de vennootschappenwet. De raad van bestuur kan deze bevoegdheid uitoefenen gedurende drie (3) jaar vanaf het besluit van de buitengewone algemene vergadering der aandeelhouders van drieëntwintig november negentienhonderd achtennegentig. »

2. Statutenwijziging.

Voorstel om in fine van het zesde lid van artikel 8*bis*, de woorden « inclusief ten gunste van één of meer bepaalde personen, en van personeelsleden van de vennootschap of haar dochtervennootschappen », te vervangen door « inclusief ten gunste van één of meer bepaalde personen, van personeelsleden en van leden van de raad van bestuur van de vennootschap of haar dochtervennootschappen ».

Om aan de vergadering deel te nemen worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar artikel 33 van de statuten en hun aandelen ten minste drie (3) dagen vóór de datum van de vergadering neer te leggen op de zetel van de vennootschap.

(26879) De raad van bestuur.

Lavando, naamloze vennootschap,
Weststraat 8, 9940 Evergem

H.R. Gent 168903

—

De algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op zaterdag 28 november 1998, te 10 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 juli 1998. 3. Ontlasting aan bestuurders. 4. Benoemingen. Zich schikken naar de statuten. (26880)

« S.R.A. Europe », naamloze vennootschap,
Franselei 45, 2950 Kapellen

H.R. Antwerpen 295331 − BTW 406.806.518

—

De aandeelhouders worden verzocht om de buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op maandag 23 november 1998, te 14 uur, te Kapellen, Dorpsstraat 33.

Agenda :

1. Kapitaalvermindering met vijftig miljoen frank tot aanzuivering van geleden verliezen.

2. Aanpassing van de standregelen.

Teneinde aan de algemene vergadering te kunnen deelnemen, worden de aandeelhouders verzocht, overeenkomstig artikel 23 van de standregelen, hun aandelen aan toonder neer te leggen vijf dagen vóór de dag waarop de algemene vergadering is vastgesteld, op de maatschappelijke zetel.

(26881) De raad van bestuur.

S.C. Royal Standard Club liégeois, société coopérative,

—

Assemblée générale extraordinaire de la S.C. Royal Standard Club liégeois du 20 novembre 1998, à 17 heures, au stade de Sclessin, tribune 1.

Régularisation de la mise en liquidation de la société décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 25 octobre 1993.

1. Rapport du conseil d'administration sur la décision de la mise en liquidation.

2. Rapport du réviseur d'entreprises sur la situation active et passive de la société au 30 septembre 1998.

3. Constatation que la société est de fait liquidée depuis le 25 octobre 1993.

4. Ratification de la désignation du commissaire-vérificateur, rapport de celui-ci et décharge.

5. Clôture de la liquidation et décharge au liquidateur.

6. Dispositions administratives et nomination d'un mandataire.

Les actionnaires peuvent prendre connaissance des rapports et de l'état résumant la situation active et passive au siège social et d'en obtenir gratuitement un exemplaire, sur la production de leur titre, quinze jours avant l'assemblée.

Cette assemblée ne sera vraisemblablement pas en nombre et dès lors une seconde assemblée sera convoquée, conformément aux statuts, le 23 décembre 1998.

Liège, le 29 octobre 1998.

(26882) Le conseil d'administration.

(Ce texte annule et remplace le texte paru au Moniteur belge *du 6 novembre 1998, page 36368, n° annonce 26453.)*

S.A. La Danoise, société anonyme,
place de la Gare 7, 5000 Namur

R.C. Namur 59617 − T.V.A. 437.435.257

—

Le conseil d'administration, en sa séance du 27 octobre dernier, a décidé de convoquer une assemblée générale extraordinaire, qui se tiendra le 21 novembre 1998, au siège social de la société à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Proposition d'une augmentation du capital pour porter celui-ci de 1 250 000 francs à 2 550 000 francs par l'émission de 1 300 parts sociales au porteur de 1 000 francs chacune, tout en accordant aux actionnaires actuels un droit préférentiel en vertu de l'article 19 des statuts.

2. Souscriptions éventuelles des parts nouvelles.

3. Détermination par l'assemblée des articles devant être modifiés des statuts pour mettre ceux-ci en concordance avec les décisions qui seront prises et aussi en conformité avec les lois nouvelles sur les sociétés commerciales.

4. Convocation d'une assemblée générale extraordinaire qui devra approuver les décisions de la présente assemblée.

5. Nomination d'un nouvel administrateur en remplacement d'un administrateur décédé.

6. Pouvoir au conseil d'administration.

Pour pouvoir assister à la présente assemblée, les actionnaires devront se conformer avec l'article 21 des statuts et déposer leurs actions trois jours avant la date de la présente assemblée au siège de la société. (26911)

Babeco, naamloze vennootschap,

Kruishoefstraat 50, 3650 Dilsen-Stokkem

H.R. Tongeren 75636 — BTW 445.728.163

—

Aangezien een eerste buitengewone algemene vergadering, bijeengeroepen voor 30 oktober 1998, niet kon beslissen bij gebrek aan wettelijk quorum, worden de aandeelhouders verzocht een tweede buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op het kantoor van notaris Karel Schotsmans te Dilsen-Stokkem, op 23november 1998, om 9. uur, welke geldig zal kunnen beslissen, ongeacht het aantal vertegenwoordigde aandelen, over de volgende agenda : 1. Na lezing van het wettelijk verslag, wijziging van het doel van de vennootschap in de zin dat het beheer van onroerende goederen voor eigen rekening wordt gedaan en uitbreiding van het doel met ″huur en verhuur, aan-en verkoop, invoer en uitvoer, en leasing van machines en machineonderdelen″. 2. Een kapitaalverhoging met 130.000.000,-BEF, om het te brengen van 20.000.000,-BEF op 150.000.000,-BEF, door inbreng in speciën tot beloop van het overeenkomstig bedrag, mits creatie van uitgifte van 6.500 nieuwe aandelen zonder aanduiding van nominale waarde, uitgegeven en in te schrijven tegen de prijs van 20.000,-BEF per aandeel. Bepalen van de rechten van de aandelen. 3. Machtiging aan de raad van bestuur tot realisering van deze kapitaalverhoging, tot vaststelling ervan bij latere notariële akte, alsmede tot dienovereenkomstige aanpassing en coördinatie der statuten. 4. Hernieuwing toegestaan kapitaal. 5. Uitbreiding van de mogelijkheid tot samenstelling van de raad van bestuur. 6. Aanpassing van de statuten aan de genomen besluiten. 7. Opdracht tot coördinatie.

(48601) De raad van bestuur.

Immo Weyerman, naamloze vennootschap,
Weyerman 98, 3550 Heusden-Zolder

H.R. Hasselt 76729 — BTW 438.951.229

—

Bericht aan de aandeelhouders

Aangezien een eerste buitengewone algemene vergadering, bijeengeroepen voor 30 oktober 1998, niet kon beslissen bij gebrek aan wettelijk quorum, worden de aandeelhouders verzocht een tweede buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal worden gehouden op het kantoor van notaris Karl SMEETS, te Hasselt, op 23 november 1998, om 9 uur, die geldig zal kunnen beslissen, ongeacht het aantal vertegenwoordigde aandelen, over de volgende agenda : 1. Na lezing van het wettelijk verslag, specificatie dat de onroerend goed-activiteiten voor eigen rekening verricht worden en uitbreiding van het doel van de vennootschap met handel, huur en leasing van voertuigen en toestaan van leningen en kredietopeningen, behoudens wettelijke beperkingen. 2. Aanpassing van de statuten aan de genomen besluiten. 3. Opdracht tot coördinatie.

(48602) De raad van bestuur.

Picora, naamloze vennootschap,
Stasegemsesteenweg 102, 8500 Kortrijk

BTW 429.887.073

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering in de vennootschap op maandag 23 november 1998, om 11 uur, op de kantore van notaris Stockman, Philippe, Stationsstraat 91, te 8890 Moorslede, met volgende agenda :

Wijziging van de naam van de vennootschap in ″Dumoulin″.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (48603)

Advies-kantoor, naamloze vennootschap

H.R. Antwerpen 266674

—

Gewone jaarvergadering te Antwerpen, Korte Lozanastraat 20-26, 2018 Antwerpen, op vrijdag 27 november 1998 om 16 uur. — Agenda : Verslag van bestuurders. Goedkeuring balans en resultaatrekening. Kwijting bestuurders. Ontslag en benoeming bestuurders. Rondvraag. Neerlegging der aandelen ten maatschappelijke zetel, minstens vijf dagen vóór de vergadering, volgens de statuten. (84151)

S.A. Agridus, naamloze vennootschap, in vereffening

Maatschappelijke zetel : Lange Nieuwstraat 17, 2000 Antwerpen

H.R. Antwerpen 224747

—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen, welke zal plaatshebben op de administratieve zetel, Kasteel Calesberg, te 2900 Schoten, op 24 november 1998 te 11 uur.

Agenda :

— Verslag over de toestand van de vereffening per 30 juni 1998.

— Benoeming.

Om tot deze vergadering te worden toegelaten zullen de aandeelhouders artikel 28 van de statuten dienen na te leven.

De aandelen kunnen gedeponeerd worden tot 20 november op de administratieve zetel of bij de Generale Bank.

(84152) Het college van vereffenaars.

Alpat, naamloze vennootschap,
Rietvelde 16, 9100 Sint-Niklaas

H.R. Sint-Niklaas 52023 — NN 448.905.706

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 27 november 1998, op de zetel om 21 uur.

Dagorde :

1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1998.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Bezoldigingen.
5. Ontslag en benoeming bestuurders.

De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar art. 20 van de statuten. (84153)

Aluwiel, naamloze vennootschap,
John Kennedylaan 24, 2520 Ranst (Oelegem)

H.R. Antwerpen 125674 — BTW 420.522.714

—

Jaarvergadering op 27 november 1998 te 17.00 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30 juni 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Rondvraag. 6. Benoeming bestuurders. Zich schikken naar de statuten. (84154)

Arbefa, naamloze vennootschap,
Hoge Mauw 12, 2370 Arendonk

H.R. Turnhout 40144 — BTW 414.789.717

—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die op de zetel van de vennootschap zal plaatsvinden, op 26 november 1998 om 20.00 uur.

Agenda :

1. Lezing van het jaarverslag en het commissarisverslag. 2. Bespreking van de jaarrekening per 30 juni 1998. 3. Goedkeuring van de jaarrekening. 4. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor. 5. Bezoldigingen. 6. Benoemingen. 7. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (84155)

Natural Beauty, naamloze vennootschap,
Oostbergen 75, 2460 Kasterlee

H.R. Turnhout 78434 — BTW 456.907.612

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering, die zal plaatshebben op vrijdag 27 november 1998 om 19 uur.

Dagorde :

1. Goedkeuring van het verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening 1997-1998.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Benoeming / Herbenoeming bestuurders.
6. Allerlei. (84156)

A.B.O. Algemene Bouwonderneming, naamloze vennootschap,
Getestraat 27, 3440 Zoutleeuw

H.R. Leuven 88380 — BTW 441.021.584

—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, op 27 november 1998 om 18.00 uur, ten maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslagen in het kader van art. 60 van de vennootschappenwet.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 30 juni 1998.

4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting te verlenen aan bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (84157)

Braine Light, naamloze vennootschap,
Stationstraat 172, 3620 Lanaken

H.R. Tongeren 70209 — BTW 445.020.162

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 27 november 1998 te 20 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 30 juni 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (84158)

Charle Technics, naamloze vennootschap,
Fonteingoeddreef 4, 8560 Wevelgem (Gullegem)

H.R. Kortrijk 128043 — BTW 448.534.235

—

De aandeelhouders worden in jaarvergadering bijeengeroepen op de maatschappelijke zetel, op vrijdag 27 november 1998 om 16 uur.

Agenda :

1. Rapport en beraadslaging inzake handelingen beoogd door artikel 60 Venn. W.
2. Jaarverslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 30 juni 1998.
4. Bezoldigingen bestuurders.
5. Resultaatbestemming.
6. Kwijting aan de bestuurders.
7. Benoeming bestuurders.
8. Rondvraag.

Om geldig aanwezig of vertegenwoordigd te zijn, dienen de wettelijke en statutaire bepalingen nageleefd te worden.

Neerlegging van de aandelen geschiedt op de maatschappelijke zetel.

(84159) De raad van bestuur.

Immo Dapur, naamloze vennootschap,
Dingenstraat 7, 3960 Bree

H.R. Tongeren 75380 — BTW 450.388.024

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering ten maatschappelijke zetel, op 27 november 1998 om 18 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30 juni 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (84160)

Debinvest, naamloze vennootschap,
Poperingseweg 38, 8908 Vlamertinge

H.R. Ieper 31996 — NN 436.257.005

—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 27 november 1998 om 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Bespreking jaarrekening afgesloten per 30 juni 1998.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Ontslag en benoemingen.
5. Bezoldigingen.
6. Allerlei.

Zich houden naar de statutaire beschikkingen. (84161)

Deprez-Heleven Apothekers, naamloze vennootschap,
Willem Tellstraat 1, Blankenberge

—

De algemene vergadering wordt bijeengeroepen op zondag 29 november 1998 om 20 uur.

Agenda :

1. Voorlezing verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening 30 juni 1998. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Varia. (84162)

Immo Dopo, naamloze vennootschap,
Ganzestraat 13, 8480 Eernegem

H.R. Oostende 45919 — NN 439.719.905

—

Jaarvergadering op 27 november 1998 te 18 uur, op de zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring jaarrekening per 30/06/1998; 2. Bestemming van het resultaat; 3. Kwijting aan bestuurders en goedkeuring van hun vergoeding; 4. Ontslagen en benoemingen; 5. Allerlei.

(84163) De raad van bestuur.

Duracorp, naamloze vennootschap,
Grand Breucq 5, 7760 Escanaffles

H.R. Doornik 82703 — BTW 443.494.391

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 27 november 1998 om 16 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Tegenstrijdige belangen. 2. Verslag raad van bestuur 3. Goedkeuring jaarrekening per 30 september 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Benoemingen - ontslagen. 7. Diversen.

De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de statuten. (84164)

Famco, naamloze vennootschap,
Brugstraat 37, 3550 Heusden-Zolder

H.R. Hasselt 78403 — BTW 443.962.565

—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, op vrijdag 27 november 1998 om 10 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Verslagen in het kader van art. 60 van de vennootschappenwet. 2. Verslag van de raad van bestuur. 3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 augustus 1998. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (84165)

Defrancq Bouwspecialiteiten, naamloze vennootschap,
Hoge Barrièrestraat 8, 8800 Roeselare

H.R. Kortrijk 102192 — BTW 423.236.338

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 27 november 1998 te 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (84166)

Gitti, naamloze vennootschap,
Mercatorstraat 10, 9100 Sint-Niklaas

H.R. Sint-Niklaas 49584 — BTW 443.913.075

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering, die zal gehouden worden op vrijdag 27 november 1998, op de zetel, om 19 uur.

Dagorde :

1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1998.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Benoeming en ontslag bestuurders.
5. Bezoldigingen.

De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar art. 18 van de statuten. (84167)

Woonburo Hoorens en De Neve, naamloze vennootschap,
Katelijnestraat 150, 8000 Brugge

H.R. Brugge 70735 — BTW 439.544.711

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, op vrijdag 27 november 1998 om 18 uur.

Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 30 juni 1998. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting bestuurders. 4. Allerlei. Zich schikken naar de statuten. (84168)

Hovan, naamloze vennootschap,
Hellekenlos 4, 8551 Zwevegem (Heestert)

H.R. Kortrijk 138314 — BTW 457.994.804

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarlijkse algemene vergadering, die zal plaatsvinden op maandag 23 november 1998 om 16 uur, ten maatschappelijke zetel, te Heestert, met volgende agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Lezing van de jaarrekening op 30 juni 1998.
3. Goedkeuring van voornoemde stukken.
4. Kwijting van hun bestuur aan de leden van de raad van bestuur.
5. Bestemming van het resultaat.
6. Rondvraag.

Om tot de vergadering toegelaten te worden, dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (84169)

Intra Belgium Group « I.B.G. », naamloze vennootschap,
Dascottelei 120, 2100 Antwerpen (Deurne)

H.R. Antwerpen 217212 — BTW 417.566.390

—

Jaarvergadering op 27 november 1998 om 17 uur.

Agenda :

Bespreking artikel 60 Venn. W.; Verslag van de raad van bestuur; Obligatielening; Goedkeuring jaarrekening; Goedkeuring bestemming resultaat; kwijting mandatarissen; Ontslag en benoeming mandatarissen; rondvraag. (84170)

Imdis, naamloze vennootschap,
Loodwitstraat 55, 8500 Kortrijk

H.R. Kortrijk 118771 — BTW 437.795.543

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 27 november 1998 te 15 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoemingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (84171)

Imvago, naamloze vennootschap,
Lievenshoeklaan 27, 2950 Kapellen

H.R. Antwerpen 300234 — NN 451.492.042

—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden vrijdag 27 november 1998 om 14 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders
5. Ontslag van bestuurder(s).
6. Statutaire (her)benoeming van (een) bestuurder(s).
7. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de voorschriften van de statuten. (84172)

Indelec, naamloze vennootschap,
't Helleke 1*A*, 8500 Kortrijk

H.R. Kortrijk 84895 — BTW 408.479.470

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap, op 27 november 1998 om 17 uur.

Agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1998.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Bezoldigingen.
5. Allerlei.

(84173) De raad van bestuur.

I.S.A.B.E.L., naamloze vennootschap,
Lauwestraat 86, 8560 Wevelgem

H.R. Kortrijk 67181 — BTW 405.470.391

—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal plaatshebben op 27 november 1998 om 14 uur, op de zetel van de vennootschap, met volgende agenda :

1. Lezing van de jaarrekening per 30 juni 1998. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Kwijting aan de leden van de raad van bestuur. 4. Goedkeuring van de toewijzing van het resultaat. 5. Statutaire benoemingen.

(84174) De raad van bestuur.

Jehoul Erik Bouwonderneming, naamloze vennootschap,
Veeweidestraat 56, Industrieterrein Kanaal Zuid 4054, 3960 Bree

H.R. Tongeren 60723 — BTW 429.141.757

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, ten maatschappelijke zetel, op 27 november 1998 om 18 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/6/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (84175)

Kerkstoel 2000 +, naamloze vennootschap,
Industrieweg 11, 2280 Grobbendonk

H.R. Turnhout 69236 — BTW 447.252.350

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, op 27 november 1998 om 9 uur.

Agenda :

1. Bespreking jaarrekening en jaarverslag van 30 juni 1998.
2. Goedkeuring der jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Bespreking raad van bestuur.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (84176)

Kimco Invest, naamloze vennootschap,
Hofstraat 176, 9200 Dendermonde

H.R. Dendermonde 149548 — BTW 452.384.442

—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die op de zetel van de vennootschap zal gehouden worden op 27 november 1998 om 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1998;
2. Goedkeuring van de jaarrekening;
3. Kwijting aan de bestuurders;
4. Allerlei.

Zich houden naar de statutaire beschikkingen. (84177)

Madevo, naamloze vennootschap,
Groeningenlei 12, 2550 Kontich

H.R. Antwerpen 275859 — BTW 440.356.937

—

Jaarvergadering op 24 november 1998 om 14 uur, ter maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Eventuele verklaringen m.b.t. art. 60 der SWHV. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 mei 1997. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Ontslag en benoeming bestuurders; 7. Diversen. Zich richten naar de statuten. (84178)

Studiebureel Meeuwissen, naamloze vennootschap,
Weversstraat 13, 3930 Hamont-Achel

H.R. Hasselt 77508

—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op vrijdag 27 november 1998 te 10 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (84179)

Merly, naamloze vennootschap,
Oudenaardsesteenweg 253, 9420 Erpe-Mere

H.R. Aalst 57092 — BTW 400.160.731

—

De aandeelhouders worden verzocht de algemene jaarvergadering bij te wonen, die zal plaatshebben op 22 november 1998 om 15 uur, op de zetel.

Agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 mei 1998.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Bezoldigingen. (84180)

Misschaert - Jalimati, commanditaire vennootschap op aandelen,
Tweebruggenstraat 11, 8530 Harelbeke

H.R. Kortrijk 136281 — BTW 455.416.483

—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 27 november 1998 om 18 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Lezing jaarverslag.
2. Bespreking jaarrekening per 30 juni 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening en bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuuders.
5. Benoemingen.
6. Rondvraag. (84181)

Pirson Trading Company, naamloze vennootschap,
Siemenslaan 7*C*, 3650 Dilsen-Stokkem

H.R. Tongeren 65496 — BTW 436.212.067

—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen, welke zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 27 november 1998 te 17 uur, met als agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30/06/1998 met inbegrip van de bestemming van het resultaat. 3. Kwijting aan de bestuurders. 4. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (84182)

Plafittco Woningbouw, naamloze vennootschap,
Mallekotstraat 65, 2500 Lier

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 27 november 1998 te 14 uur.

Dagorde :

1. Lezing van het jaarverslag.
2. Bespreking van de jaarrekening afgesloten per 30 juni 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Bezoldigingen.
6. Allerlei. (84183)

Robert Beheer, naamloze vennootschap,
Vosseschijnstraat 11, 2030 Antwerpen

H.R. Antwerpen 251813 — BTW 428.995.168

—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 27 november 1998 om 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Art. 60 SWHV verslagen ter zake;
2. Verslag van de raad van bestuur en commissaris-revisor;
3. Bespreking van de jaarrekening per einde boekjaar 30 juni 1998;
4. Goedkeuring van het verslag van de raad van bestuur;
5. Goedkeuring van de jaarrekening;
6. Bestemming van het resultaat;
7. Decharge te verlenen aan de raad van bestuur en commissaris-revisor;
8. Herbenoeming bestuurders;
9. Diversen. (84184)

Immo Sim, naamloze vennootschap
Leopoldplein 37/A1, 3500 Hasselt

H.R. Hasselt 84769

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 27 november 1998 te 17 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (84185)

Skript, naamloze vennootschap,
Leopold Procureurstraat 32, 1090 Brussel

H.R. Brussel 505430 — BTW 434.237.524

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 27 november 1998 te 16 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (84186)

Smeulders Willy, naamloze vennootschap,
Industrieweg Noord 1194, 3660 Opglabbeek

H.R. Tongeren 66353 — BTW 437.940.152

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, ten maatschappelijke zetel, op 27 november 1998 om 18 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30 juni 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (84187)

Groep Sneyers, naamloze vennootschap,
Wezelbaan 31, 3290 Schaffen

H.R. Leuven 82545 — BTW 447.764.273

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 27 november 1998 te 19 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (84188)

Spero, naamloze vennootschap,
Spinolarei 9, 8000 Brugge

H.R. Brugge 69149 — NN 437.176.327

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering, die zal gehouden worden op vrijdag 27 november 1998 om 11 uur, in de zetel van de vennootschap.

Dagorde :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur; 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 september 1998; 3. Winstverdeling; 4. Goedkeuring wedde bestuurders; 5. Kwijting aan de bestuurders; 6. Ontslag en benoeming; 7. Varia. (84189)

Spooren, naamloze vennootschap,
Donksesteenweg 212, 2930 Brasschaat

H.R. Antwerpen 220219 — BTW 420.026.133

—

De aandeelhouders worden verzocht jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 27 november 1998 te 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag raad van bestuur en haar beleidsverslag;
2. Bespreking jaarrekening per 30 juni 1998;
3. Goedkeuring verslag raad van bestuur;
4. Goedkeuring jaarrekening;
5. Bestemming resultaat;
6. Decharge aan de bestuurders;
7. Herbenoeming bestuurders. (84190)

Photogravure Steurs, naamloze vennootschap,
Lange Elzenstraat 71, 2018 Antwerpen

H.R. Antwerpen 111174 — BTW 404.914.523

—

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, op 27 november 1998 te 11 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 augustus 1998.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.
5. Statutaire benoemingen.

Onmiddellijk gevolgd door een buitengewone algemene vergadering met als agenda :

Uitbreiding doel.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering, gelieve zich te schikken naar artikel 22 van de statuten. (84191)

Vanalta, naamloze vennootschap,
Bredabaan 1031, 2930 Brasschaat

H.R. Antwerpen 310825 — BTW 455.488.442

—

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 27 november 1998 te 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 september 1998.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Rondvraag. (84192)

Walimco, naamloze vennootschap,
Dascottelei 115, bus 1, 2100 Deurne (Antwerpen)

H.R. Antwerpen 245840

—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 27 november 1998 om 15 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1998. 3. Bestemming van het resultaat 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (84193)

Atelier Wynants Wonen, naamloze vennootschap,
Kloosterstraat 116, 2275 Gierle

BTW 435.502.482

—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die op de zetel van de vennootschap zal plaatsvinden, op 27 november 1998 om 20 uur.

Agenda :

1. Bespreking jaarrekening per 30 juni 1998.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Benoemingen.
5. Bezoldigingen.

Zich schikken naar de statuten. (84194)

Aannemingsbedrijf Aertssen, naamloze vennootschap,
Laageind 128, 2940 Stabroek

H.R. Antwerpen 164285 — BTW 403.813.275

—

De aandeelhouders worden verzocht aanwezig te zijn op de buitengewone algemene vergadering, die zal gehouden worden in het kantoor van notaris Jan Van Hemeldonck, te Olen, Oosterwijkseweg 42, op maandag 23 november 1998 om 10 u. 30 m., met volgende agenda :

1. Vaststelling dat het boekjaar begint op één januari en eindigt op eenendertig december van ieder jaar; dienovereenkomstig verlenging van het lopende boekjaar tot eenendertig december negentienhonderd negenennegentig en wijziging van artikel 17 der statuten door schrapping van de volledige tekst en deze te vervangen door :

« Het boekjaar van de vennootschap gaat in op één januari en eindigt op eenendertig december van ieder jaar.

Overeenkomstig artikel 77 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen wordt op éénendertig december van ieder jaar een inventaris en jaarrekening opgemaakt en wordt de boekhouding afgesloten. De jaarrekening omvat de balans, de resultatenrekening en de toelichting.

De raad van bestuur schat alle roerende en onroerende goederen, rechten of verbintenissen die in de jaarrekening of inventarissen voorkomen.

Overeenkomstig de wetten op de handelsvennootschappen stellen de bestuurders elk jaar een verslag op waarin zij rekenschap geven van hun beleid.

De bestuurders leggen binnen de dertig dagen na de goedkeuring van de jaarrekening door de algemene vergadering, de in artikel 80 van de vennootschappenwet genoemde documenten neer bij de Nationale Bank van België. »

2. Wijziging van de datum van de jaarvergadering zodat deze voortaan zal gehouden worden op de eerste dag van juni om zeventien uur; dienovereenkomstig wijziging van artikel 16 der statuten door schrapping van de eerste en de tweede zin en deze te vervangen door :

« De jaarvergadering moet ieder jaar bijeengeroepen worden op de eerste dag van juni om zeventien uur. »

Om tot deze buitengewone algemene vergadering te worden toegelaten, worden de aandeelhouders verzocht hun aandelen, overeenkomstig artikel 16 der statuten, minstens vijf dagen vóór de datum van de vergadering op de zetel van de vennootschap te deponeren.

(84195) De raad van bestuur.

Ardia, naamloze vennootschap,
Beverensestraat 70, 8850 Ardooie

H.R. Brugge 29256 — BTW 405.533.937

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering, welke gehouden zal worden ten kantore van notaris Luc Sagon, te Izegem, op 24 november 1998 om 9 uur, om te beraadslagen en te besluiten nopens de hierna volgende agenda :

1) Afschaffing van de statutaire bepalingen en voordelen inzake AFV-kapitaal en -aandelen, ingevolge beëindiging van de duur ervan, en diengevolge afschaffing van indeling van aandelen in categorieën.

2) Na kennisname van het vereiste verslag, hernieuwen van toegestaan kapitaal ad vijftig miljoen frank en voorzien in de mogelijkheid van conversie en verwerven van eigen aandelen in voordeel van de raad van bestuur.

3) Wijziging van de afsluitingsdatum van het boekjaar, om deze te brengen naar dertig september van elk jaar. Overgangsbepaling.

4) Wijziging van de datum van de jaarvergadering, om deze te brengen naar de eerste vrijdag van de maand maart om vijftien uur.

Overgangsbepaling.

5) Aanpassing van de statuten aan de recent ingevoerde mogelijkheden voorzien in de vennootschappenwet (twee bestuurders, schriftelijke besluitvorming in de raad van bestuur), alsmede aan de invoering van de EURO als munteenheid en de gevolgen bij verwijzing in de statuten naar de vennootschappenwet.

6) Aanpassing van de statuten aan de genomen besluiten.

7) Opdracht geven tot coördinatie van de statuten.

(84196) De raad van bestuur.

G 3 C, naamloze vennootschap,
Raveschootstraat 11, 9000 Gent

H.R. Gent 142460 — BTW 428.098.711

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering, op maandag 23 november 1998 om 10 uur, in het kantoor van de notaris Christian Van Hyfte, te Maldegem, Westeindestraat 30-32.

Agenda :

1. Aanvaarding van een recht van opstal.
2. Aanstelling lasthebber ad hoc.

Om tot de buitengewone algemene vergadering te worden toegelaten worden de aandeelhouders verzocht hun aandelen overeenkomstig artikel negen van de statuten, minstens vijf dagen vóór de datum van de vergadering op de zetel van de vennootschap te deponeren.

(84197) De raad van bestuur.

Meubelen Gero, naamloze vennootschap,
Aarschotsesteenweg 151, 2500 Lier

H.R. Mechelen 48948 — BTW 415.070.027

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering, op 23 november 1998 om 10 uur, ter studie van notaris Van Bellinghen, O.L.V.-straat 87, 2800 Mechelen.

Agenda :

— Kapitaalsverhoging door incorporatie van de reserves;

— Wijzigingen aan te brengen aan de statuten om ze aan te passen aan de huidige toestand en aan de gewijzigde vennootschapswetgeving;

— Diversen.

Gezien de vergadering van 12.10.1998 niet geldig samengesteld was, zal de vergadering van 23.11.1998 geldig kunnen beraadslagen en beslissen, ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoorigde aandelen. (84198)

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

Administrations publiques et Enseignement technique

OPENSTAANDE BETREKKINGEN − PLACES VACANTES

Gemeente Deerlijk

—

Het gemeentebestuur van Deerlijk werft aan : bestuurssecretaris (m/v).

Functie :

Deze dynamische medewerker/ster zal met de nodige deskundigheid de werking van het gemeentebestuur helpen optimaliseren door coördinatie en ondersteuning van de diverse diensten. Hij/zij vertaalt en interpreteert o.m. wetgeving naar de diverse diensten en is in staat om dossiers op verschillende inhoudelijke domeinen te behandelen.

Profiel :

flexibel zijn, bereid zijn om te werken op onregelmatige tijdstippen;

bestuurlijke en politieke verhoudingen en processen kunnen hanteren;

grote interesse in en voeling met het gemeentelijk werkterrein.

Vereisten :

houder zijn van een universitair diploma of een daarmee gelijkgesteld diploma van hoger onderwijs lange type;

slagen in een aanwervingsexamen.

Deze betrekking is te begeven in vast dienstverband. Er wordt een werfreserve aangelegd.

Kandidaturen dienen samen met een *curriculum vitae* en een voor eensluidend verklaard afschrift van het diploma aangetekend te worden verstuurd naar het college van burgemeester en schepenen, Harelbekestraat 27, te 8540 Deerlijk, uiterlijk op 4 december 1998.

De uitgebreide aanwervingsvoorwaarden, het examenprogramma, de functiebeschrijving en alle verdere inlichtingen zijn te bekomen bij de gemeentesecretaris (tel. 056/71 44 02, fax 056/72 83 99). (26883)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Koksijde

—

Het O.C.M.W. van Koksijde wenst over te gaan tot de aanwerving van 2 halftijdse gezins- en bejaardenhelp(st)ers-sanitaire help(st)ers in contractueel dienstverband (onbepaalde duur) voor de thuiszorgdienst gezins- en bejaardenhulp.

Taak.

Verrichten van huishoudelijk werk en personenzorg aan huis bij cliënten (gezinnen, bejaarden en gehandicapten) die daar tijdelijk of blijvend niet meer zelf kunnen voor instaan.

Profiel.

Houd(st)er zijn van een diploma van hoger secundair beroepsonderwijs van kinderverzorg(st)er, gezins- en sanitaire hulp of personenzorg, of het getuigschrift hoger secundair technisch onderwijs, onderverdeling verpleging, finaliteit verpleegaspirant(e).

De leeftijd van 18 jaar bereikt hebben.

Beschikken over de vereiste kennis, attitudes en vaardigheden.

De kandidaturen moeten ten laatste op 1 december 1998 aangetekend verstuurd of tegen ontvangstbewijs worden afgegeven op de dienst personeel van het O.C.M.W., gemeentehuis Oostduinkerke, Leopold II-laan 2, 8670 Koksijde.

Bijkomende inlichtingen zijn te bekomen op hetzelfde adres, tel. 058/51 60 11. (26884)

Katholieke Universiteit Leuven

—

Voor de dienst facultaire didactiek van de Faculteit landbouwkundige en toegepaste biologische wetenschappen zoeken wij een laboratoriumhulp (m/v), graad 2, salarisschaal 2.1.

Doel van de functie :

hulp verlenen bij de logistieke organisatie van de studentenpractica in het domein van de microbiologie en scheikunde, zodat deze optimaal kunnen verlopen.

Opdrachten :

Scheikunde practica :

dagelijks bijvullen en rangschikken van solventen en reagentia op individuele studentenplaatsen;

na afloop van een reeks oefeningen al het gebruikte materiaal afwassen en aanvullen.

eventueel omruilen van het materiaal voor een andere oefening.

zorg dragen voor de afwas en de algemene orde en netheid in de practicalokalen;

reinigen van de tafels in de verschillende practicazalen.

Microbiologie practica :

helpen bij aanvullen van voedingsbodems in proefbuizen;

helpen bij het verdelen van de voedingsbodems en andere benodigdheden over de verschillende bakjes voor elke student;

de voedingsbodems na gebruik verzamelen, steriliseren en afwassen;

sporadisch controle van de geleverde goederen met de leveringsbon en plaatsen van de goederen in daartoe bestemde plaatsen.

Profiel :

Kandidaten zijn in het bezit van een diploma lager secundair onderwijs of gelijkwaardig door ervaring.

Ervaring met labowerk is een vereiste.

Zin voor orde en netheid.

Het betreft een halftijdse tewerkstelling voor onbepaalde duur. Personeelsleden kunnen hiervoor hun mutatieaanvraag indienen.

Selectieproeven :

Preselectie op basis van het onderzoek van het sollicitatiedossier.

Proeven en / of interviews in verband met bovengenoemde taken.

Gemotiveerde sollicitaties met *curriculum vitae* dienen gericht aan de Personeelsdienst ATP, ter attentie van Diane Serré, personeelsconsulent, Willem de Croylaan 54, te 3001 Heverlee, tel. 016 / 32 20 27, fax 016 / 32 29 98, E-mail : diane.serré@pers.kuleuven.ac.be.

De selectieprocedure wordt gestart na 1 december 1998. (26885)

Gerechtelijke akten en uittreksels uit vonnissen

Actes judiciaires et extraits de jugements

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1 van het Burgerlijk Wetboek

Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1er du Code civil

Aanstelling voorlopig bewindvoerder
Désignation d'administrateur provisoire

Vredegerecht van het zesde kanton Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Antwerpen, verleend op 6 oktober 1998, werd Boudain, Monique, geboren te Tours op 7 september 1959, wonende te 2018 Antwerpen, Brialmontlei 85, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerster : De Block, Christine, wonende te 2018 Antwerpen, Karel Oomsstraat 22.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 31 augustus 1998.

Antwerpen, 7 oktober 1998.

De hoofdgriffier, (get.) Van Hoeylandt, Carlos. (64080)

Vredegerecht van het eerste kanton Antwerpen

Bij beschikking van de toegevoegde vrederechter van het eerste kanton Antwerpen, verleend op 30 oktober 1998, werd Raeymaekers, Ludovicus, geboren op 22 april 1925, verblijvende in het A.Z. Stuivenberg, Lange Beeldekensstraat 267, te 2060 Antwerpen, gedomicilieerd te 2100 Deurne, Jos Scheurweghstraat 42, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : De Schryver, Yves, advocaat, kantoorhoudende te 2018 Antwerpen, Peter Benoitstraat 32.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Lieve Braeken. (64081)

Vredegerecht van het derde kanton Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Antwerpen, verleend op 30 oktober 1998, werd Rossels, Sylvia, geboren te Hamme op 22 maart 1924, verblijvende te 2660 Hoboken (Antwerpen), R.V.T. Hoge Beuken, Cdt. Weynsstraat 165, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van Geet, Katelijne, advocaat, kantoorhoudende te 2000 Antwerpen, Kapucinessenstraat 19.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 15 oktober 1998.

Antwerpen, 5 november 1998.

De hoofdgriffier, (get.) Wouters, Roger. (64082)

Vredegerecht van het kanton Borgloon

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Borgloon, verleend op 29 oktober 1998, ingevolge verzoekschrift neergelegd ter griffie op 7 september 1998, werd Froyen, Mathildis, geboren te Alken op 28 januari 1902, verblijvende en gedomicilieerd te Alken, Rusthuis Sint-Cecilia, Parkstraat 9, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Driesen, Albert August, gepensioneerde, Haverenbosstraat 58, 3570 Alken.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) M.J. Freson. (64083)

Vredegerecht van het tweede kanton Brugge

Bij beschikking van 26 oktober 1998 heeft de heer vrederechter over het tweede kanton Brugge voor recht verklaard dat Paepe, Jerôme, geboren te Snellegem op 5 april 1939, wonende te 8490 Snellegem, Zandweg naar Zerkegem 14, slechts bekwaam is tot vervreemding van roerende en onroerende goederen, tot verwerving van onroerende goederen, tot het verrichten van schenkingen, leningen, hypotheekvestigingen, verdelingen en onroerende rechtsvorderingen, mits bijstand van de heer Jacques Devriendt, secretaris van het O.C.M.W., te Oudenburg, wonende te Oudenburg, Ettelgemsestraat 18-20.

Stelt diensvolgens de heer Devriendt, Jacques, voornoemd, aan met opdracht tot bijstand in verband met voornoemde rechtshandelingen.

Brugge, 5 november 1998.

De hoofdgriffier, (get.) Marechal, Jozef. (64084)

Bij beschikking van 26 oktober 1998 heeft de heer vrederechter over het tweede kanton Brugge voor recht verklaard dat Desmedt, Albert, geboren te Brugge op 14 januari 1910, wonende te 8370 Blankenberge, Franchommelaan 34, verblijvende in « De Strandjutter », afdeling « De Kruwer », Masereelstraat 9, te 8370 Blankenberge, niet in staat is zelf zijn goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Mevr. Desmedt, Raymonda, wonende te 8370 Blankenberge, Tulpenstraat 1, met de bevoegdheid zoals voorzien in artikel 488*bis, f,* § 1 tot en met § 5, van het Burgerlijk Wetboek.

Brugge, 5 november 1998.

De hoofdgriffier, (get.) Marechal, Jozef. (64085)

Vredegerecht van het eerste kanton Ieper

—

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Ieper, verleend op 5 november 1998, werd Vandermarliere, Roger, geboren te Zandvoorde op 4 januari 1913, wonende te 8980 Geluveld, Houtemstraat 3, verblijvende in het R.V.T. Sint-Jozef, Ieperstraat 54, te 8980 Zonnebeke, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Wullus, Sabine, advocaat, wonende te 8900 Ieper, Diksmuidsestraat 61.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 15 oktober 1998.

Ieper, 5 november 1998.

De hoofdgriffier, (get.) Bohez, José. (64086)

Vredegerecht van het eerste kanton Leuven

—

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Leuven, verleend op 23 oktober 1998, werd Keersmaekers, Stijn, zonder beroep, geboren te Duffel op 20 januari 1977, ongehuwd, wonende te 2800 Mechelen, Louizastraat 29, K 204, doch verblijvende te Kortenberg, U.C. Sint-Jozef v.z.w., Leuvensesteenweg 517, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Beelen, Robert Louis Theodore, advocaat, geboren te Tienen op 28 april 1953, gehuwd, wonende te 3440 Zoutleeuw, Panisborne 3, kantoorhoudende te 3000 Leuven, Justus Lipsiusstraat 20*a*.

Voor eensluidend uittreksel : de e.a. adjunct-griffier, (get.) Anita Collaer. (64087)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Leuven, verleend op 23 oktober 1998, werd Tallon, Josephine, geboren op 8 juli 1915, weduwe van Boogaerts, August, wonende te 3001 Heverlee, Tervuursevest 23/36, doch verblijvende te Kortenberg, U.C. Sint-Jozef v.z.w., Leuvensesteenweg 517, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Beelen, Robert Louis Theodore, advocaat, geboren te Tienen op 28 april 1953, gehuwd, wonende te 3440 Zoutleeuw, Panisborne 3, kantoorhoudende te 3000 Leuven, Justus Lipsiusstraat 20*a*.

Voor eensluidend uittreksel : de e.a. adjunct-griffier, (get.) Anita Collaer. (64088)

Vredegerecht van het tweede kanton Oostende

—

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Oostende, verleend op 28 oktober 1998, werd Mevr. de Raat, Christina, geboren te Amsterdam op 4 juni 1922, van Nederlandse nationaliteit, gepensioneerde, weduwe van Candel, Johannes, wonende en gehuisvest te 8430 Middelkerke, Pochonstraat 11/Ac3, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder, haar zoon : de heer Candel, Francis, wonende te 3220 Holsbeek, Leuvensebaan 58.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) R. Vanheste. (64089)

Vredegerecht van het kanton Torhout

—

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Torhout, verleend op 29 oktober 1998, werd Traen, Zoë, geboren te Torhout op 6 januari 1906, wonende te 8820 Torhout, Gitsstraat 15, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Neyens, Katrien, wonende te 8820 Torhout, Smissestraat 3.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Christiaan Feyen, hoofdgriffier. (64090)

Vredegerecht van het kanton Zottegem

—

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zottegem, verleend op 8 oktober 1998, werd aangesteld als voorlopig bewindvoerder over De Wever, Renaat Jozef Basiel Karel Gaston, geboren te Ninove op 16 februari 1949, verblijvende in het Psychiatrisch Ziekenhuis Sint-Francisus, Penitentenlaan 7, te 9620 Zottegem, gedomicilieerd te Liedekerke, Molenstraat 45, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van der Stichelen, Claudia, advocaat, wonende te 9620 Zottegem, Kruiswaterplein 17.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) J. De Meyst. (64091)

Justice de paix du canton d'Auderghem

—

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Auderghem du 28 octobre 1998, M. Brohez, Georges, célibataire, né le 21 juillet 1959, domicilié et résidant à 1170 Bruxelles, chaussée de La Hulpe 169 (La Cambre), a été déclaré incapable de gérer ses biens, et pourvu d'un administrateur provisoire de ses biens, étant : M. Petit, Claude, assistant social, avenue Général Eisenhower 13, 1030 Bruxelles.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Vandenbranden, A. (64092)

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Auderghem du 28 octobre 1998, M. Goidzeels, Raymond le 1er mai 1926, domicilié et résidant à 1170 Bruxelles, chaussée de La Hulpe 169 (La Cambre), a été déclaré incapable de gérer ses biens, et pourvu d'une administratrice provisoire des biens, étant : Mme Gaillard, Martine, avocate à 1180 Bruxelles, rue Gatti de Gamond 174.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Vandenbranden, A. (64093)

Justice de paix du premier canton de Charleroi

—

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Charleroi en date du 27 octobre 1998, le nommé Debouck, Eddy, né le 21 mai 1965, domicilié à 6060 Gilly, chaussée de Lodelinsart 313, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Nicaise, Marc, avocat, dont le cabinet est situé à Montignies-sur-Sambre, rue de la Paix 93.

Charleroi, le 5 novembre 1998.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Concetta Siciliano. (64094)

Justice de paix du canton de Chimay

—

Par son ordonnance du 4 novembre 1998, le juge de paix du canton de Chimay a déclaré hors d'état de gérer ses biens, Mme Gosset, Jeanne, veuve Moulin, Arsène, née à Swerwess (Canada), domiciliée à Chimay, chaussée de Couvin 105, et résidant à Couvin, Home « La Chanterelle », rue Moreau 19, et lui a désigné en qualité d'administrateur provisoire, sa petite-fille : Mme Martin, Patricia, domicilié à Chimay, chaussée de Couvin 105*A*.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Mireille Dubail. (64095)

Justice de paix du canton de Dour

—

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Dour du 23 octobre 1998, Chevalier, Alfréda, domiciliée à Basècles, rue de la Voilette 18, a été désignée en qualité d'administrateur provisoire des biens de Chevalier, Ronald, résidant à Marchipont, Place 2.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) A. Van Britsom. (64096)

Justice de paix du canton de Leuze

—

Par ordonnance du 26 octobre 1998 de M. le juge de paix du canton de Leuze, la nommée Deblaton, Chantal, née à Leuze le 30 juin 1945, épouse séparée de Viste, Ghislain, domiciliée à Leuze-en-Hainaut, rue Tour Saint-Pierre 14, mais résidant actuellement à Leuze-en-Hainaut, Institut psychiatrique Saint-Jean-de-Dieu, avenue de Loudun 126, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Valérie Dejaegere, avocate, dont le cabinet est sis à Tournai, rue de l'Athénée 38.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Jean-Claude Delbecq. (64097)

Justice de paix du deuxième canton de Liège

—

Suite à la requête déposée le 19 octobre 1998, par ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Liège rendue le 4 novembre 1998, M. Duliba, Stanislas, né le 9 juin 1945 à Vottem, domicilié place Saint-Christophe 5, 4000 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de M. Lilian, Eugeniusz, domicilié rue E. Remouchamps 31, 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Gillis, Monique. (64098)

Justice de paix du canton de Marchienne-au-Pont

—

Par ordonnance du juge de paix du canton de Marchienne-au-Pont en date du 26 octobre 1998, la nommée Polart, Jeanne Julie, veuve de Masure, Louis, née à Boussu le 13 janvier 1912, domiciliée à Charleroi (ex Mont-sur-Marchienne), rue du Gallois 2, Home Le Gadin, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Masure, Laurent, né à Montigny-le-Tilleul, ex Landelies, rue Bois Delville 2, requête déposée le 9 octobre 1998.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Vanden Brande, Alain. (64099)

Justice de paix du premier canton de Namur

—

Par ordonnance du 4 novembre 1998 de M. Philippe Jamart, juge de paix du premier canton de Namur, la nommée Barbencon, Bérengère, née le 30 juin 1965, domiciliée à 5001 Belgrade, rue Joseph Abras 106, résidant actuellement à 5002 Saint-Servais, rue de Bricgniot 205, Hôpital du Beau Vallon, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Dorange, Françoise, avocat, domiciliée à 5000 Namur, rue Juppin 6. (64100)

Justice de paix du canton de Péruwelz

—

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Péruwelz du 2 novembre 1998, la nommée Dieudonné, Philippine, né le 17 avril 1937, domiciliée à 7321 Blaton, rue de la Paix 22, résidant actuellement à la Clinique de Bonsecours, avenue de la Basilique, à 7603 Bonsecours, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Jean Philippe Pochart, avocat, domicilié à 7500 Tournai, rue de l'Athénée 10, requête déposée le 8 septembre 1998.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Pascale Wallez. (64101)

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Péruwelz du 2 novembre 1998, le nommé Dricot, Kévin, né le 28 octobre 1963, domicilié à Ciply, chaussée de Maubeuge 532, résidant actuellement à la Clinique de Bonsecours, avenue de la Basilique, à 7603 Bonsecours, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Alexandre Hanard, avocat, domicilié à 7640 Maubray, avenue de l'Europe 2, requête déposée le 14 octobre 1998.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Pascale Wallez. (64102)

Justice de paix du canton de Seraing

—

Par ordonnance du juge de paix du canton de Seraing en date du 28 octobre 1998, le nommé Chodoir, Maurice Joseph Ferdinand, né à Ivoz-Ramet le 7 mai 1911, retraité, veuf Crespin, Félicie, domicilié à 4400 Flémalle (Ivoz-Ramet), rue du Bar 125, résidant actuellement à 4400 Ivoz-Ramet (Flémalle), chaussée de Ramioul 184, Maison de repos « Résidence Château de Ramioul », a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'une administratrice, étant : Wetzels, Katharina, épouse Curto, Giuseppe, domiciliée à 4400 Flémalle (Ivoz-Ramet), rue du Bar 111.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Roger Collard. (64103)

Justice de paix du canton d'Uccle

—

Par ordonnance du juge de paix suppléant du canton d'Uccle en date du 4 novembre 1998, en suite de la requête déposée le 23 octobre 1998, M. Marc Bemont, née le 2 juin 1959, domicilié à 1180 Uccle, avenue Arnold Delvaux 39, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Martine Gaillard, avocate, ayant son cabinet à 1180 Uccle, rue Gatti de Gamond 174.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Pascal Goies. (64104)

Par ordonnance du juge de paix suppléant du canton d'Uccle en date du 4 novembre 1998, en suite de la requête déposée le 21 octobre 1998, Mme Jeannine Devillers, née le 24 mars 1948, domiciliée rue Zwartebeek 68, à 1180 Bruxelles, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Martine Gaillard, avocate, ayant son cabinet à 1180 Uccle, rue Gatti de Gamond 174.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Pascal Goies. (64105)

Justice de paix du canton de Woluwe-Saint-Pierre

—

Par ordonnance rendue le 4 novembre 1998, rep. 2733, par le juge de paix de Woluwe-Saint-Pierre, la nommée Mme Gisèle Vander Perre, née à Uccle le 28 juillet 1927, domiciliée à 1150 Bruxelles, avenue Orban 146, a été déclarée inapte à gérer seule ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire jusqu'au 30 juin 1999, étant : Me Pierre De Doncker, notaire de résidence à 1000 Bruxelles, rue Van Orley 1.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Georges Stevens. (64106)

Par ordonnance rendue le 3 novembre 1998, rep. 2728, par le juge de paix de Woluwe-Saint-Pierre, la nommée Mme Marie-Lucie De Caestecker, veuve Impens, domiciliée à 1150 Bruxelles, rue du Capitaine Piret 67, a été déclarée inapte à gérer seule ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Mme Marie-Louise Van Rutten, domiciliée à 1200 Bruxelles, avenue des Vaillants 3/10.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Georges Stevens. (64107)

Par ordonnance rendue le 3 novembre 1998, rep. 2726, par le juge de paix de Woluwe-Saint-Pierre, la nommée Mme Anne Marie Wollny, domiciliée à 1150 Bruxelles, rue des Palmiers 29, Résidence Apollo, a été déclarée inapte à gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Christine De Bock, avocat, ayant son cabinet à 1160 Bruxelles, boulevard du Souverain 144/33.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Georges Stevens. (64108)

Vredegerecht van het kanton Borgloon

—

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Borgloon, ambtshalve, verleend op 5 november 1998, werd een einde gesteld aan de opdracht van Deveux, Johan, bankbediende, Nieuwdekkenstraat 29, 3800 Sint-Truiden, als voorlopig bewindvoerder over Knapen, Elza, geboren te Sint-Truiden op 20 januari 1924, verblijvend te Alken, Rusthuis Sint-Cecilia, Parkstraat 9, 3570 Alken, gedomicilieerd te 3800 Sint-Truiden, Drie Gezustersstraat 23.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) M.J. Freson. (64109)

Vredegerecht van het zevende kanton Gent

—

Bij beschikking van de vrederechter van het zevende kanton Gent, verleend op 18 september 1998, werd een einde gesteld aan de opdracht van Lachaert, Patrick, advocaat, Hundelgemsesteenweg 166/5, 9820 Merelbeke, als voorlopig bewindvoerder over Van Hecke, André, geboren op 26 juni 1923, verblijvende te 9820 Merelbeke, in het Rust- en Verzorgingstehuis « Sociale Intercommunale Vereniging Lemberge », aan de Salisburylaan 100, gedomicilieerd te 9820 Merelbeke, Pontstraat 2, ingevolge het overlijden van de beschermde persoon op 7 juli 1998, te Merelbeke.

Gent, 5 november 1998.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) A. De Bruycker. (64110)

Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder

—

Vredegerecht van het tweede kanton Oostende

—

Bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Oostende, verleend op 28 oktober 1998, werd Mevr. Pieters, Eliane, zonder beroep, thans wonende en gehuisvest te 8400 Oostende, Gerststraat 21, nog steeds niet in staat geacht haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Mr. Veerle Vermeire, advocaat te 8400 Oostende, Gentstraat 12, en dit in vervanging/opvolging van de heer Wim De Backer, wonende te Brugge, Middelburgstraat 6 (destijds op 26 juni 1996 aangesteld door de heer vrederechter van het tweede kanton Brugge, cfr. Belg, *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1996).

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) R. Vanheste. (64111)

Vredegerecht van het kanton Torhout

—

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Torhout, verleend op 3 november 1998, werd Lingier, Inge, advocaat, wonende te 8480 Ichtegem, Engelstraat 47*A*, aangesteld als voorlopig bewindvoerder over de goederen van De Jaeghere, Maria, wonende en verblijvende in het rustoord « Huize Blijgaarde », te 8610 Kortemark, Hospitaalstraat 31, in vervanging van Veraverbeke, Eddy, wonende te 8610 Kortemark, Stationsstraat 11, aangesteld bij beschikking van 14 mei 1996.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Christiaan Feyen. (64112)

Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793 van het Burgerlijk Wetboek

Publication prescrite par l'article 793 du Code civil

—

Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving
Acceptation sous bénéfice d'inventaire

—

Tribunal de première instance de Liège

—

L'an mil neuf cent nonante-huit, le quatre novembre, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu :

Me José Meunier, notaire à Olne, Fosses Berger 11, porteur d'une procuration sous seing privé qui restera annexée au présent acte, pour et au nom de :

Paolin, Viviane, née à Beyne-Heusay le 17 octobre 1957, domiciliée à Olne, voie Collette 64, agissant en nom personnel et en qualité de mère et tutrice légale de l'enfant mineur d'âge :

Boucher, Romain, né à Liège le 4 mars 1987, domicilié chez sa mère,

et en vertu d'une délibération du conseil de famille qui s'est tenu par devant M. le juge de paix du premier canton de Verviers en date du 15 juin 1998, délibération qui est produite en copie et qui restera annexée au présent acte;

Boucher, Stéphane, né à Liège le 16 décembre 1978, domicilié à Ans, rue de l'Yser 427/B5,

lequel comparant a déclaré *ès qualités*, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Boucher, Jacques Jean Marie Jules, né à Ans le 16 janvier 1954, de son vivant domicilié à Liège, rue Bihet 10, et décédé le 24 mars 1998 à Liège.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, le comparant déclare faire élection de domicile en son étude, sise à Olne, Fosses Berger 11.

Dont acte signé, lecture faite par les comparants et le greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaîte leurs droits, par avis recommandé au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signature illisible). (26886)

Tribunal de première instance de Namur

—

L'an mil neuf cent nonante-huit, le quatre novembre, au greffe du tribunal de première instance de Namur, et par devant nous, Jacqueline Tholet, greffier, a comparu :

Mlle Henroul, Bénédicte, née le 29 novembre 1976, domiciliée à Jambes, rue de Coppin 78, représentant en vertu d'une procuration sous seing privé :

M. de Hemptinne, Jean, né à Lusambo (anciennement Congo Belge) le 12 décembre 1945, et son épouse, Mme Taca, Nicole, née à Ixelles le 19 mars 1949, domiciliés ensemble à Bruxelles, avenue de Sumatra 38, agissant conjointement en qualité d'administrateurs légaux des biens de leur enfant mineur :

de Hemptinne, Quentin, né à Ixelles le 3 décembre 1982,

laquelle comparante, a déclaré en langue française, agissant pour et au nom de ses mandants, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Parent, Alexandre, domicilié en son vivant à Gesves, rue de l'Eglise 14, et décédé à Yvoir (Godinne) en date du 8 juillet 1998, et ce en vertu d'un testament olographe déposé au rang des minutes du notaire Yves Dechamps, de résidence à Schaerbeek, boulevard de Lambermont 374, en date du 28 août 1998.

Dont acte requis par la comparante, qui après lecture, signe avec nous, Jacqueline Tholet, greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits, dans un délai de trois mois, à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me De Francquen, Etienne, notaire, rue Godefroid 27, 5000 Namur.

Namur, le 4 novembre 1998.

Le greffier, (signé) Jacqueline Tholet. (26887)

Rechtbank van eerste aanleg te Mechelen

—

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, op 4 november 1998, heeft Mr. Myriam Smets, advocaat, kantoorhoudende te 3000 Leuven, Eugène Gilbertstraat 2, handelend in haar hoedanigheid van bijzondere gevolmachtigde ingevolge volmacht haar verleend te Leuven, op 29 oktober 1998, voor en in naam van :

Mr. Kenneth Brooks, advocaat, kantoorhoudende te 3000 Leuven, Eugène Gilbertstraat 2, handelend in zijn hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder over Holemans, Karel Ludovicus, geboren te Leuven op 1 mei 1947, wonende te 2221 Booischot, Dorpsstraat 26, hiertoe aangewezen bij beschikking van de vrederechter van het tweede kanton Leuven, d.d. 30 maart 1998, en gemachtigd bij beslissing d.d. 21 september 1998, van de vrederechter van het tweede kanton Leuven,

verklaard, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Waegemans, Anna Catharina, geboren te Gelrode op 23 mei 1909, in leven laatst wonende te 2221 Booischot, Dorpsstraat 26, en overleden te Lier op 8 mei 1998.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen vanaf de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad* , hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van Mr. Schotsmans, notaris, Goswin de Stassartstraat 24, 2800 Mechelen.

Mechelen, 4 november 1998.

De hoofdgriffier van de rechtbank, (get.) L. Andries. (26888)

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, op 4 november 1998, heeft Gommé, Marc Dominique Alfons, geboren te Mol op 19 mei 1958, wonende te 2440 Geel, Larumsebrugweg 3, handelend in zijn hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder over Holemans, Gustaaf, geboren te Rillaar op 10 juni 1911, wonende te 2221 Booischot, Dorpsstraat 26, verblijvende in het Heilig-Hart Rusthuis, Kerkeblokken 11, te 2560 Nijlen, hiertoe aangewezen bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, op 8 juni 1998, en gemachtigd bij beslissing d.d. 5 augustus 1998, van de vrederechter van het kanton Lier, verklaard, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Waegemans, Anna Catharina, geboren te Gelrode op 23 mei 1909, in leven laatst wonende te 2221 Booischot, Dorpsstraat 26, en overleden te Lier op 8 mei 1998.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen vanaf de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad* , hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van Mr. Schotsmans, notaris, Goswin de Stassartstraat 24, 2800 Mechelen.

Mechelen, 4 november 1998.

De hoofdgriffier van de rechtbank, (get.) L. Andries. (26889)

Rechtbank van eerste aanleg te Veurne

—

Bij akte nr. 2820 van de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Veurne, d.d. 5 september 1997, werd door :

Mr. Jean-Marie Viaene, notaris te Tielt-Aarsele, Vrouwenstraat 10, in zijn hoedanigheid van volmachtdrager van Thieren, Jeanne, geboren te Ukkel op 14 mei 1951, wonende te Tielt-Aarsele, Sterrestraat 56,

verklaard te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap van Mouchie, Michaël, geboren te Veurne op 2 augustus 1973, in leven wonende te De Panne, A. Dumontlaan 38, overleden te Leopoldsburg op 23 juni 1997.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen, binnen de drie maanden te rekenen van de datum van deze bekendmaking, bij gewoon aangetekend schrijven te richten aan Mr. Jean-Marie Viaene, notaris, voornoemd.

Veurne, 4 november 1998.

De afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) K. Acou. (26890)

Bij akte nr. 2957, van de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Veurne, d.d. 4 november 1998, werd door Mr. P. Brondel, advocaat te 8000 Brugge, Ter Pannestraat 1, handelend als gevolmachtigde van :

De Zutter, Dirk Maria Ida Bertrand, geboren te Brugge op 21 oktober 1961, en zijn echtgenote, De Taeye, Michele Madeleine Marie Jan, geboren te Oostende op 1 oktober 1956, samenwonende te 8490 Jabbeke, Kroondreef 30, handelend in hun hoedanigheid van ouders, wettige beheerders over de persoon en de goederen van de bij hen wonende minderjarige kinderen :

De Zutter, Frederik Dirk Herman Ernest, geboren te Oostende op 24 mei 1988;

De Zutter, Nicolas Paul Dirk Herman, geboren te Oostende op 15 mei 1990;

De Taeye, Paul Ernest Patrick Marie, geboren te Oostende op 23 juli 1952, en zijn echtgenote, Syx, Mia Godelieve Irène, geboren te Menen op 7 juni 1955, samenwonende te 8340 Moerkerke, Lieveberm 5, handelend in hun hoedanigheid van ouders, wettige beheerders over de persoon en de goederen van de bij hen wonende minderjarige kinderen :

De Taeye, Koen Paul Marc, geboren te Oostende op 25 februari 1987;

De Taeye, Lennart Paul Gilberte, geboren te Oostende op 5 april 1989,

verklaard te aanvaarden, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap van Cyffers, Gilberta, geboren te Gistel op 16 maart 1922, in leven weduwe van De Taeye, Ernestus, laatst wonende te 8430 Middelkerke, Lusthuisjeslaan 3, en overleden te Brugge op 29 april 1998.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen, binnen de drie maanden te rekenen van de datum van deze bekendmaking, bij gewoon aangetekend schrijven te richten aan Mr. Arnold Vermeersch, notaris te 8460 Oudenburg, Abdijlaan 9, alwaar de schuldeisers en legatarissen zich bekend dienen te maken.

Veurne, 4 november 1998.

De afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) K. Acou. (26891)

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 1253 van het Burgerlijk Wetboek

Publication faite en exécution de l'article 1253 du Code civil

—

Interdiction — Onbekwaamverklaring

—

Rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk

—

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg van het arrondissement Kortrijk, provincie West-Vlaanderen, zesde kamer met één rechter, rechtsprekend in burgerlijke zaken, verleend op verzoekschrift op 29 oktober 1998, wordt de heer Verroonen, Johan, zonder beroep, geboren te Avelgem op 30 juli 1961, wonende te 8573 Anzegem-Tiegem, Sterrestraat 10, doch thans verblijvende in het Instituut O.L.V. van Vrede, te 8930 Menen, onbekwaam verklaard.

Er wordt gezegd voor recht gezegd dat dient gehandeld te worden door wie het hoort overeenkomstig art. 1 251 en 1 253 Ger. W.

Kortrijk, 29 oktober 1998.

De e.a. adjunct-griffier, (get.) M. Vanwynsberghe. (19960)

Faillissement − Faillite

—

Tribunal de commerce de Verviers

—

Faillite sur aveu

Par jugement du lundi 26 octobre 1998, le tribunal de commerce de Verviers a déclaré la faillite de la société coopérative à responsabilité limitée G.E.L. (Groupement Européen de Location), dont le siège social est établi à 4800 Verviers, rue Spintay 49, R.C. Verviers 61363, T.V.A. 439.926.177, pour l'exploitation d'une agence immobilière exercée au siège social.

Juge-commissaire : M. Albert Vermeire.

Curateur : Me Luc Defraiteur, avocat à 4800 Verviers, rue du Palais 34.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe endéans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 23 décembre 1998, à 9 h 30 m.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Marc Duysinx. (26892)

Rechtbank van koophandel te Mechelen

—

Bij vonnis gewezen door de rechtbank van koophandel te Mechelen op 26 oktober 1998 werd het faillissement van Cauwenberghs, Ilse, Dr. Jacobsstraat 28, te Duffel, H.R. Mechelen 78122, gesloten.

De gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Willy Vets. (26893)

Huwelijksvermogensstelsel − Régime matrimonial

—

Bij verzoekschrift van 3 november 1998, gericht aan de heer voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, hebben de heer Erik Herman Jozef Rötgens, geneesheer, geboren te Soest (BRD) op 3 november 1958, en zijn echtgenote, Mevr. Martine Marie Alida Vanneste, tandarts, geboren te Tielt op 4 januari 1958, samenwonende te 9050 Gent / Gentbrugge, Tennisstraat 1, de homologatie aangevraagd van de akte houdende wijziging huwelijkscontract, verleden voor notaris Jean Bernard Maeterlinck, te Gent, in datum van 3 november 1998, de wijziging inhoudende inbreng van een eigen goed door de heer Erik Rötgens, in de gemeenschap en inlassing van een keuzebeding.

Voor de echtgenoten : (get.) J.B. Maeterlinck, notaris. (26894)

Bij vonnis uitgesproken door de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, op 8 september 1998, werd gehomologeerd de akte verleden voor notaris Ghislain Eerdekens, te Neerpelt, op 26 mei 1998, waarbij de heer Vangerven, Eddy Paul André, invalide, geboren te Neerpelt op 17 februari 1954, en zijn echtgenote, Mevr. Paesen, Jacqueline Ludwina Maria, werkzoekende, geboren te Neerpelt op 2 februari 1956, samenwonende te 3900 Overpelt, Leopoldlaan 33, het wettelijk stelsel der gemeenschap van goederen waaraan zij vroeger onderworpen waren bij ontstentenis van huwelijkscontract, hebben gewijzigd in het stelsel der scheiding van goederen.

Neerpelt, 3 november 1998.

Voor de verzoekers, (get.) Ghislain Eerdekens, notaris. (26895)

Bij verzoekschrift van 2 novemebr 1998, hebben de heer Vos, Danny Theophiel Maria, arbeider, geboren te Koersel op 28 augustus 1966, en zijn echtgenote, Mevr. Vanschoren, Mireille Godelieve Jacqueline, bediende, geboren te Vilvoorde op 8 januari 1971, wonende te Lummen, Schalbroekstraat 30, aan de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt de homologatie gevraag van de akte verleden voor notaris Jean Roggen, te Tessenderlo, op 7 augustus 1997, houdende een verandering in de samenstelling van de vermogens, doch met behoud van het wettelijk stelsel.

Tessenderlo, 4 november 1998.

Namens de verzoekers, (get.) J. Roggen, notaris. (26896)

Bij verzoekschrift d.d. 21 oktober 1998, hebben de heer Frans Gustaaf Joseph Taelman, bediende, geboren te Avelgem op 20 januari 1949, en zijn echtgenote, Mevr. Marie Rose Josepha Julia D'Hallewin, bankbediende, geboren te Wevelgem op 1 maart 1954, wonende te 8551 Zwevegem (Heestert), Vierkeerstraat 42, voor de burgerlijke rechtbank van Kortrijk een vraag ingediend tot homologatie van het contract houdende wijziging aan hun huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Ignace Saey, te Deerlijk, op 21 oktober 1998.

Voor de verzoekers, (get.) Ignace Saey, notaris. (26897)

Bij vonnis van de burgerlijke rechtbank van Leuven, d.d. 21 september 1998, werden de akte verleden voor het ambt van notaris Johan Van Ermengem, te Meerhout, op 5 maart 1998 en 25 augustus 1998, houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Alex Karel Theo Vandoninck, handelaar, geboren te Geel op 27 mei 1967, en zijn echtgenote, Mevr. Peggy Elma Nelsen, huisvrouw, geboren te Aarschot op 4 augustus 1971, samenwonende te Diest, afdeling Schaffen, Schoonaarde 78, gehomologeerd.

Meerhout, 5 november 1998.

Namens de verzoekers, (get.) Johan Van Ermengem, notaris te Meerhout. (26898)

Bij verzoekschrift van 29 oktober 1998, hebben de heer Van Kerckhoven, Paul Herman Maria Cornelius, geneesheer, en zijn echtgenote, Mevr. Gybels, Maria Magdalena Emilia Augusta, huisvrouw, samenwonende te Aarschot, Jozef Tielemansstraat 61, de rechtbank van eerste aanleg te Leuven verzocht de akte houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Dirk Michiels, te Aarschot, op 29 oktober 1998, te homologeren.

Voor de verzoekers, (get.) D. Michiels, notaris. (26899)

Bij verzoekschrift daterend van 14 oktober 1998, hebben de heer Boogaerts, Georges Leonie, beenhouwer, geboren te Binkom op 16 mei 1954, en zijn echtgenote, Mevr. Natens, Rita Angélique Maria, bediende, geboren te Tienen op 1 juli 1955, beide van Belgische nationaliteit, en samenwonende te 3300 Tienen, Aarschotsesteenweg 63, de homologatie gevraagd aan de rechtbank van eerste aanleg te Leuven van een akte houdende wijziging van hun huwelijksstelsel verleden voor notaris Marc Honorez, te Tienen, op 14 oktober 1998.

In deze akte hebben de echtgenoten verklaard het stelsel der gemeenschap van aanwinsten waaronder zij zijn gehuwd te behouden en heeft de echtgenote verklaard in de gemeenschap te brengen een woonhuis, gelegen te Tielt-Winge, afdeling Meensel-Kiezegem, Stationstraat, kadastraal bekend sectie C, nr. 206/Y/2 deel, groot 14 a 30 ca.

(Get.) M. Honorez, notaris. (26900)

De heer Philip Petrus Clement Hulsbosch, bediende, geboren te Bornem op 6 februari 1969, en zijn echtgenote, Mevr. Veerle Joanna Josepha De Boelpaep, kleuterleidster, geboren te Leuven op 27 oktober 1971, samenwonende te Puurs, Aspot 9.

Gehuwd onder het wettelijk stelsel der goederen bij gebreke aan huwelijkscontract, alzo door hen verklaard.

Aan de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen homologatie gevraagd van de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Marleen De Bondt, te Puurs, op 15 september 1998.

Bij deze akte werd het stelsel van goederen behouden en heeft de heer Philip Hulsbosch, het goed gelegen te Sint-Amands, voorheen Oppuurs, te Oppuursdorp, in het gemeenschappelijk vermogen gebracht.

(Get.) M. De Bondt, notaris. (26901)

Bij vonnis gedragen door de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Tongeren, d.d. 2 oktober 1998, werd de akte verleden voor notaris Luc van den Hove, te Genk, op 20 april 1998, houdende de wijziging van het huwelijksvermogensstelsel van de echtgenoten Jan Mathijs Jozef Bancken-Vandamme, Christiane Jeanne, samenwonende te Genk, Zonnebloemstraat 56, gehomologeerd.

Genk, 5 november 1998;

Namens de echtgenoten Jean Bancken-Vandamme, Christine, te Genk, (get.) Luc van den Hove, notaris te Genk. (26902)

Bij vonnis van 2 oktober 1998, werd de akte wijziging huwelijksvermogensstelsel verleden voor notaris Lucien Barthels, te Riemt/Kanne, op 4 april 1998, gehomologeerd door de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren, van de heer Weekers, Bart Hubert Lisette, jurist, geboren te Tongeren op 27 september 1968, en zijn echtgenote, Mevr. Groffils, Marleen Nestorine Anna, kinesiste, geboren te Tongeren op 17 februari 1968, wonende te Riemst, Herderen, Tolstraat 2. Ingevolge deze wijziging hebben zij de bouwgrond, te Riemst/Genoelselderen, langs de Heistraat, sectie A, deel van nr. 166/P (11 a 35 ca), in de huwelijksgemeenschap ingebracht.

Namens de echtgenoten Weekers-Groffils, (get.) Lucien Barthels, notaris te Riemst/Kanne. (26903)

Rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde

—

Heden, 2 november 1998, werd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde een verzoekschrift nedergelegd, gedagtekend 6 oktober 1998, strekkende tot de homologatie van een akte wijziging van het huwelijksvermogensstelsel van de echtgenoten: de heer Embrechts, Jan Baptist Malvina, gepensioneerde, en zijn echtgenote, Mevr. Verhulst, Margarita Maria Carolina, zonder beroep, samenwonende te Kluisbergen, Boskouter 35.

Dit verzoekschrift werd ingeschreven op de rol der verzoekschriften van de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde, op 2 november 1998, onder nr. 1041/98.

Voor getrouw uittreksel.

Oudenaarde, 2 november 1998.

De wg. M. Sadones, griffier-hoofd van dienst.

Voor eensluidend verklaard uittreksel afgeleverd aan de heer notaris P. Smits, te Borgerhout.

De griffier, (get.) M. Sadones. (26904)

Belgisch Staatsblad, Leuvenseweg 40-42, 1000 Brussel. − Moniteur belge, rue de Louvain 40-42, 1000 Bruxelles.
Adviseur/conseiller : A. VAN DAMME